

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA PÉNINSULE

SOUS NAPOLÉON.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA PÉNINSULE

SOUS NAPOLÉON,

PAR ROBERT SOUTHEY,

Poëte lauréat d'Angleterre,

Traduite par M. Lardier.

TOME SECOND.



PARIS.
DONDEY-DUPRÉ PÈRE ET FILS, IMP.-LIB.,
RUE SAINT-LOUIS, N° 46,
ET RUE RICHELIEU, N° 47 bis, MAISON DU NOTAIRE.

M DCCC XXVIII.







PARIS. — IMPRIMERIE DE DONDEY-DUPRÉ,
Rue Saint-Louis, N° 46.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE LA PÉNINSULE,

SOUS NAPOLÉON.

LIVRE HUITIÈME.

Mesures prises en Angleterre. — Succès des Français dans le nord de l'Espagne. — Ils échouent en Catalogne. — Moncey est repoussé de Valence. — Dupont entre à Cordoue. — Bataille de Rio Seco. — Entrée de Joseph à Madrid. — Capitulation de l'armée de Dupont. — Les Français évacuent Madrid.

LES premières nouvelles de l'insurrection, apportées en Angleterre par les députés des Asturies, furent bientôt suivies de dépêches de la Corogne, Cadix et Gibraltar. Malgré les guerres nombreuses qui, à différentes époques, avaient divisé les deux puissances, la Grande-Bretagne avait toujours su apprécier la noblesse et la générosité du caractère castillan; du moment où les Espagnols réclamèrent nos secours, l'Angleterre reconnut qu'elle avait enfin un allié digne de la sainte cause qu'elle soutenait. La guerre 1808. JUIN.

1808. Juin.

prit un aspect plus sérieux et plus solennel, et chacun désormais en attendit l'issue avec un espoir de succès qui devenait plus fondé.

Ce qui se passe au parlement.

Shéridan fut le premier à faire mention au parlement des nouvelles arrivées d'Espagne, et à inviter le ministère à prendre une part active à cette guerre. « Jamais, dit-il, l'Angleterre n'a eu une occasion aussi favorable pour frapper un coup décisif. Jusqu'ici Napoléon a été invincible, mais il n'a eu à combattre que des princes sans énergie, des ministres sans talens, et des peuples que leur situation rendait indifférens aux succès comme aux revers. Il est encore à éprouver ce que peut le concours unanime des volontés de toute une nation, et il l'apprendra, si le ministère veut prendre une part active à la lutte que l'Espagne se dispose à soutenir. Que ne doit-on pas attendre de l'énergie de cette nation, lorsqu'elle verra épouser sa cause, non-seulement par le ministère anglais, mais encore par le parlement et le peuple? »

M. Canning répondit que le ministère voyait avec le plus vif intérêt cette levée de boucliers, contre le despotisme de Napoléon, et qu'il allait prendre des mesures promptes et efficaces pour la seconder. Il ajouta : « Le gouvernement, dans ses démarches, n'aura aucune arrière-pensée sur la guerre que l'Espagne nous a faite jusqu'à ce moment; nos intérêts et ceux

de la Péninsule sont maintenant identiques. Toute puissance qui déclare la guerre à la France devient, par cela seul, et dans les circonstances présentes, l'alliée naturelle de l'Angleterre. » 1808. JUIN.

Mesures prises par le gouvernement anglais.

Immédiatement après l'arrivée des députés, on fit partir pour le nord de l'Espagne des munitions, des armes et des habits. C'était tout ce qu'on demandait; les hommes ne manquaient pas. Le colonel Sir Thomas Dyer, le major Roche et le capitaine Patrick, furent envoyés dans les Asturies. Le lieutenant-colonel Doyle, et les capitaines Carroll et Kennedy, partirent pour la Galice. Les prisonniers espagnols furent renvoyés chez eux, et par le discours de la couronne, qui termina la session, l'alliance avec l'Espagne fut déclarée officiellement. Au milieu de ces dispositions on n'avait garde d'oublier le Portugal. Tandis qu'on préparait une expédition aux ordres de Sir Arthur Wellesley, pour enlever ce royaume aux Français, le lieutenant-colonel Brown et le colonel Traunt furent envoyés dans les provinces septentrionales, pour y prendre connaissance de la situation des affaires.

Cependant, les Français agissant en Espagne avec la célérité qui présidait à tous leurs mouvemens, voyaient le succès couronner leurs premières opérations. Le général Verdier, après

1808. JUIN.

avoir dispersé un rassemblement formé à Logrono, en avait fait mettre les chefs à mort, comme agitateurs. Le général Frère défit à Ségovie un corps de cinq mille hommes, et s'empara de la place. Lasalle marcha sur la petite ville de Torquemada, où s'était réuni un corps de six mille Espagnols. Il les défit, en tua le plus grand nombre, et mit le feu à la ville. Il désarma ensuite les habitans de Palencia, et, après avoir joint à Duenas le général Merle, ils s'avancèrent ensemble contre Valladolid, qui avait embrassé la cause nationale.

Cuesta s'efforce d'apaiser le peuple.

D. Grégoire de la Cuesta, que Ferdinand avait nommé gouverneur général de la Castille et de Léon, s'était d'abord efforcé de calmer l'esprit de résistance que ces deux royaumes paraissaient disposés à manifester. Il était en correspondance avec Urquijo. Les chefs du parti que l'on considérait en Espagne comme tenant aux vrais intérêts de la patrie, avant qu'ils eussent fait leur soumission à Joseph, comptaient sur sa coopération, et l'avaient fait nommer à la vice-royauté du Mexique. Cuesta était un vieillard plein de bravoure, de droiture et d'énergie. Dans les tems d'épreuve et de gloire, où jadis la monarchie espagnole avait été placée, son ame, fortement trempée, l'eût porté sans doute à de grandes actions ; mais, dans les circonstances difficiles où il se trouva, ses vertus et son pa-

1808. JUIN.

triotisme parurent assoupis, jusqu'au moment où le cri de la nation vint leur donner l'éveil. Il publia, à Valladolid, une proclamation pour engager le peuple à accepter avec reconnaissance la puissante protection que Napoléon offrait au royaume, et pour menacer de punitions exemplaires ceux qui chercheraient à exciter le moindre désordre. Lorsque les autorités de Léon le consultèrent sur la conduite qu'elles avaient à tenir relativement à l'abdication des Bourbons, il répondit qu'on devait s'en rapporter aux ordres de la junte suprême, gouvernant au nom de l'empereur; que la nation devait recevoir le souverain choisi par Napoléon; et qu'il était inutile de songer à lutter contre une puissance aussi formidable que la France, dans l'état de dénuement où se trouvait l'Espagne. Mais Cuesta reconnut enfin que ce qu'il avait pris pour une simple agitation populaire, n'était rien moins qu'une guerre nationale qui prenait un caractère légitime et sacré; il vit que ce n'était point, comme il l'avait cru d'abord, entre la subordination et l'anarchie, mais entre la France et l'Espagne, qu'il fallait opter, et son choix ne pouvait être douteux. Il mit ses premiers soins à enrégimenter et à faire exercer aux manœuvres les volontaires dont la bravoure indisciplinée pouvait être fatale à leur propre cause.

Il embrasse la cause de la nation.

1808. JUIN.

L'opposition qu'il avait d'abord manifestée ne laissa pas cependant de produire de fatals résultats. Partout où les chefs s'étaient déclarés ouvertement et sans hésitation, il avait été aisé de maintenir le peuple dans l'obéissance et le devoir; mais, dans toutes les villes où les autorités indécises n'avaient paru se déterminer que d'après les désirs de la multitude, le peuple comprit qu'il était maître, et ne manqua pas d'abuser de sa puissance. C'est ce qui eut lieu à Valladolid. Cuesta fit emprisonner le général Miguel Cevallos, espérant par là conserver ses jours; mais la populace enfonça les portes de la prison, déchira par lambeaux le corps de l'infortuné général, et traîna dans la ville sa tête et ses membres sanglans. Ce ne fut point le seul effet de la première détermination de Cuesta. Il perdit nécessairement, à rétablir le calme, un tems qui eût pu être employé à armer et organiser les habitans, et rien n'était encore prêt pour résister aux Français, lorsqu'on annonça leur approche. A la tête de huit mille hommes pleins de bravoure et de détermination, mais étrangers à la discipline et aux manœuvres, le capitaine général prit position à Cabezon, petit village entouré de vignobles, à deux lieues de Valladolid. Lasalle fit charger par le général Sabatier, tandis que Merle s'avançait pour couper la retraite. Les Espagnols, après une résistance d'une

Résultats de sa première conduite.

Il est défait à Cabezon.

demi-heure, prirent la fuite, laissant sur le terrain un millier de morts et quatre mille fusils. 1808. Juin. Cuesta vaincu, mais non découragé, se retira, avec les débris de son armée, sur les frontières du royaume de Léon, et Valladolid, par sa défaite, tomba au pouvoir des Français. L'évêque, à la tête de son clergé, vint au-devant de l'armée intercéder pour que la ville fût épargnée. Les habitans furent désarmés, et les villes de Valladolid, Ségovie et Palencia, envoyèrent des députés à Bayonne pour implorer la clémence de l'empereur, et répondre de la fidélité de leurs concitoyens. Deux détachemens, commandés par les généraux Merle et Ducos, partirent par des routes différentes pour Santander. Les patriotes qu'ils rencontrèrent, battus sur tous les points, ne purent empêcher les deux corps d'entrer dans la ville le même jour, et Santander eut aussi à envoyer des députés à Bayonne. Ces opérations soumirent au maréchal Bessières la Navarre, la Biscaye, et une grande partie de la Castille vieille.

Les Français n'avaient pas eu moins de succès en Aragon. Succès de Lefebvre Desnouettes. Le général Lefebvre Desnouettes avait été chargé d'y comprimer l'insurrection. Il fit arrêter, à Pampelune, D. François Palafox, qui, après avoir accompagné Ferdinand en qualité de grand-écuyer, s'était rendu dans cette ville avec l'intention de rejoindre son frère. Le-

1808. Juin. febvre marcha ensuite sur Tudela, où Palafox avait envoyé, de Sarragosse, un détachement chargé de défendre le passage de l'Èbre. Ce corps, incapable de résister à des troupes dont la supériorité du nombre était le moindre avantage, fut complétement défait, et perdit toute son artillerie. Lefebvre, entré sans coup férir à Tudela, y fit mettre à mort les chefs de l'insurrection, qu'à l'exemple de Murat il qualifiait de rebelles, sévérité qui devait attirer plus tard sur l'armée française de terribles représailles. Le général, après avoir fait réparer le pont sur l'Èbre qui avait été brûlé, s'avança vers le village de Mallen, où le marquis de Lazan avait pris position avec environ dix mille hommes de troupes mal organisées, deux cents dragons et huit pièces d'artillerie en mauvais état. Après une action courte, mais sanglante, les Aragonais, malgré leur bravoure et leur détermination, furent obligés de se disperser devant une cavalerie formidable, et dès long-tems accoutumée à vaincre. Ils se rallièrent le lendemain à quatre lieues de Sarragosse, et tentèrent de nouveau le sort des armes avec aussi peu de succès. Les Français marchèrent alors sur Sarragosse, espérant ne pas y trouver plus de résistance qu'à Valladolid, et certains que la soumission de la capitale serait suivie par celle du reste de l'Aragon. Ce mouvement devait être secondé

par les troupes qui se trouvaient en Catalogne. 1808. JUIN.

Il y avait, au commencement de juin, environ quatre mille hommes de troupes espagnoles à Barcelone; mais, dans l'espace de peu de jours, le départ des soldats qui cherchaient à se rendre sur les points où ils pouvaient être utiles à la patrie, avait réduit ce nombre à quelques centaines de militaires. Les Français encourageaient eux-mêmes ces désertions; un corps si nombreux à Barcelone ne pouvait que leur causer de l'embarras, en les contraignant à y tenir une forte garnison.

Détachemens envoyés à Valence et Sarragosse.

Rassuré de ce côté, Duhesme put employer la moitié de ses forces à former deux détachemens, dont le commandement fut confié aux généraux Chabran et Schwartz. Le premier, à qui l'on donna quatre mille hommes, eut ordre de s'emparer de Tarragone, d'y mettre garnison, d'incorporer à sa division le régiment suisse de Wimpffen qui se trouvait dans cette ville, et de se réunir ensuite au maréchal Moncey, qui était à Valence. Les instructions du général Schwartz lui enjoignaient de se rendre avec trois mille huit cents hommes, par Molins del Rey et Martorell, à Manreza, de frapper sur cette ville une contribution de sept cent cinquante mille francs, payables dans les vingt-quatre heures; de faire condamner à mort les chefs de l'insurrection, et de leur accorder ensuite leur

1808. JUIN.

grâce, en faisant valoir la clémence de Napoléon. Il devait envoyer à Barcelone la poudre qu'il trouverait en magasin, et détruire les moulins. Marchant ensuite sur Lérida, il avait ordre de s'en emparer, si cela pouvait s'exécuter par un coup de main, et dans ce cas, mettre au château une garnison de cinq cents hommes; de frapper ensuite, sur la ville, une contribution de six cent mille francs. Des instructions cachetées, et qu'il ne devait ouvrir qu'à Bujaraloz, lui enjoignaient de lier ses opérations avec celles de Lefebvre.

Schwartz marche sur Manreza.

Tous les plans des Français, sagement combinés, s'exécutaient avec la plus grande précision. En cette circonstance, cependant, ils ne furent point couronnés par le succès. Les habitans de Manreza et d'Igualada furent avertis à tems de ces mouvemens. La population, armée à la hâte, fut placée en embuscade dans les fortes positions de Bruch et Casa Masana; la poudre fut retirée des magasins, et l'on fit des balles avec des tringles de rideaux coupées en morceaux. Les pluies et le mauvais état des routes retinrent les Français un jour à Martorell. Ce tems fut mis à profit par les Catalans, et Schwartz, arrivé à la hauteur de Bruch, y fut accueilli par un feu meurtrier et bien nourri, partant du milieu des rochers et des buissons. Chassés cependant de cette position, les Espagnols se dirigèrent partie

sur Igualada, partie sur Casa Masana. Les derniers, poursuivis avec rapidité, et défaits une seconde fois, se réfugièrent à Manreza. Schwartz eût pu s'emparer de cette dernière ville, mais la résistance qu'il venait d'éprouver, et le caractère que prenait l'insurrection, le firent hésiter sur le parti qu'il avait à embrasser; cette irrésolution ne pouvait qu'accroître l'audace et l'espoir des Espagnols. En effet, ils attaquèrent l'avant-garde française, et la repoussèrent jusque sur le corps d'armée, qui se trouvait près de Bruch. 1808. Juin.

Un accident singulier, et de peu d'importance en lui-même, contribua à la défaite des Français. Parmi la population insurgée se trouvait un tambour venu de Barcelone, qui, par ses connaissances militaires, toutes faibles qu'elles étaient, se trouva à même de guider cette troupe de paysans ignorans et indisciplinés. Tambour et commandant tout à la fois, il s'acquitta de ces deux fonctions avec un rare bonheur. Le bruit de la caisse fit présumer aux Français qu'ils avaient affaire à des troupes régulières. Des Suisses en garnison à Lérida, et le régiment d'Estramadure qu'on savait à Tarrega, rendaient cette supposition plausible. Aussi Schwartz se décida bientôt à la retraite, qu'il ne put effectuer sans être vivement poursuivi par les paysans que ce succès encourageait, et dont le nombre s'accrois- Il est défait à Bruch, et se rend à Barcelone.

1808 JUIN

sait à chaque instant. Le bruit de sa défaite, répandu sur ses derrières, lui fit courir les plus grands dangers. Il avait à traverser la petite ville d'Esparraguera, formée par une seule rue de près d'un mille de longueur. Les habitans, après l'avoir encombrée en différens endroits avec des tables et des troncs d'arbres, garnirent les toits des maisons de poutres et de pierres, destinées à écraser les Français. La tête de la colonne, pénétrant dans la ville au point du jour, fut arrêtée tout d'un coup par cette attaque imprévue. Schwartz divisa alors sa troupe en deux corps, dont l'un passa à la droite et l'autre à la gauche de la ville. Dès ce moment la retraite devint une véritable fuite. Les Français perdirent une partie de leur artillerie au passage de l'Abrera, et très-peu d'entre eux seraient parvenus à s'échapper, si les habitans de Martorell avaient agi comme ceux d'Esparraguera, et surtout s'ils avaient coupé le pont sur la Noya. Leur perte cependant ne fut pas aussi grande qu'on pourrait le supposer; dépourvus de canons et de cavalerie, les Espagnols avaient été dans l'impossibilité de profiter de leurs avantages. Rentré à Barcelone dans le plus grand désordre, le corps de Schwartz n'avait perdu dans sa fuite que quatre cents hommes, qui appartenaient presque tous aux régimens suisses.

Chabran est rappelé.

L'effet moral de cette action fut de la plus

haute importance. C'était le premier succès remporté par les Espagnols, et par un rassemblement sans chefs et sans troupes régulières. L'insurrection se propageant dans la Catalogne avec la nouvelle de cet événement, le général français commandant dans cette province dut renoncer dès-lors à lier ses opérations avec celles de Lefebvre-Desnouettes, et la nécessité d'employer toutes ses forces sur les lieux le contraignit à rappeler Chabran. Ce général était arrivé sans obstacles à Tarragone, le même jour où la division de Schwartz était rentrée en désordre à Barcelone; mais les ordres qu'il reçut de rétrograder sans délai ne lui permirent ni de prendre possession de la place, ni d'incorporer les Suisses à son corps. Cependant, encouragés par les récits de l'avantage remporté à Bruch, les paysans des environs s'étaient rassemblés. Ils essayèrent d'arrêter Chabran à Arbos, où ils avaient placé quelques pièces d'artillerie; mais ils furent taillés en pièces, et la place fut livrée aux flammes. Duhesme s'étant porté à la rencontre de la division Chabran, qu'il joignit à San-Féliu de Llobregat, ce dernier général eut ordre d'aller châtier Manreza, que l'on supposait être le foyer de l'insurrection. Mais la fatale position de Bruch se trouvait sur la route, et la junte de Catalogne n'avait

1808. Juin.

Il est battu à Bruch.

1808. JUIN.

rien oublié pour la fortifier. Après y avoir perdu quatre cent cinquante hommes et quelques canons, Chabran crut devoir effectuer sa retraite, pendant laquelle les paysans et quelques troupes de ligne le poursuivirent jusqu'aux portes de Barcelone.

Duhesme tente de s'emparer de Girone.

Les Français, persuadés que, partout où le gouvernement leur appartiendrait, les habitans resteraient dans la soumission, avaient cru suffisant d'occuper seulement Figuières et Barcelone, qui se trouvent à quatre-vingts milles de distance l'une de l'autre, et avaient négligé les places intermédiaires de Girone et Hostalrich. Duhesme apprit tout-à-coup que Figuières, investie par des bandes de paysans, était sur le point d'être réduite par famine. Il crut pouvoir, par une soudaine attaque sur Girone, réparer la négligence qui avait été commise à cet égard, et marcha incontinent contre cette place, avec les généraux Lecchi et Schwartz. Les habitans, instruits de ses projets, s'étaient portés à Mongat, batterie destinée à protéger la côte contre les corsaires barbaresques, et paraissaient décidés à défendre le passage. Mais secondé par un vaisseau de guerre sorti de Barcelone, le général français les chassa de cette position, s'empara de la batterie, et souilla sa victoire par les cruautés qu'il commit sur ses prisonniers et sur les pay-

sans des villages circonvoisins. Mataro, dont les habitans avaient défendu l'accès, fut livré au pillage et saccagé. 1808. Juin.

Duhesme parut le 20 au matin devant Girone, et après avoir brûlé les villages de Salt et Saint-Eugène, il établit contre la place deux batteries qui, malgré un feu vif et soutenu, ne produisirent aucun effet. Les habitans de Girone donnèrent, pendant cette attaque, l'idée de ce qu'on pouvait attendre d'eux au moment d'un danger plus imminent. Le clergé parcourait les remparts, pour exhorter ceux qui les défendaient; les femmes mêmes, bravant le péril, s'occupaient à pourvoir les combattans de munitions et de vivres. Au dehors, les paysans s'étaient rassemblés en si grand nombre, qu'ils empêchèrent les Français de passer le Ter et de secourir Figuières. Duhesme, espérant réussir par des négociations, envoya à la junte des parlementaires, dont quelques-uns furent arrêtés et détenus pour avoir cherché à répandre des proclamations de Bayonne et du gouvernement de Madrid. Le général reconnut enfin qu'il était impossible d'enlever la place par un coup de main, et rentra à Barcelone. Cet échec eût entraîné la perte de Figuières, si les Catalans avaient pu réunir de ce côté quelques troupes régulières. La faiblesse de sa garnison, qui n'était que de mille hommes, fut précisément ce qui l'empêcha de tomber au pouvoir

1808. Juin.

des paysans qui la bloquaient. Le peu de vivres qui s'y trouvaient n'auraient pu suffire longtems à des assiégés plus nombreux. Les secours dont la garnison avait un si pressant besoin vinrent enfin, non de l'armée française en Espagne, mais de la France même. Le général Reille, ayant réuni trois mille hommes à Bellegarde, mit les paysans en fuite, et fit entrer dans la ville un nombreux convoi.

Mouvemens de Moncey sur Valence.

La conservation de Figuières était pour les Français d'un très-haut intérêt; mais ce qui leur importait davantage à cette époque, c'était de ne point laisser affaiblir, chez les Espagnols, l'idée de leur puissance et de leurs moyens militaires. A cet effet, Lefebvre et Moncey devaient agir en même tems, le premier contre Sarragosse, le second contre le sud de l'Espagne. Moncey réunit à Cuença un corps de douze mille hommes, sans compter la cavalerie. Les Français ne savaient s'il devait marcher sur Murcie, dont le gouverneur avàit proclamé Ferdinand, ou sur Valence, qui, par les scènes sanglantes dont elle avait été le théâtre, semblait appeler la vengeance des Français. Cette incertitude ne pouvait produire aucun résultat fâcheux, puisque les Espagnols n'avaient pas d'armées à porter sur les points menacés, et que chaque province était livrée à ses propres ressources. A Valence, le peuple préférait aller au-devant du danger

que de l'attendre; un corps formé de paysans de nouvelles levées, et de quelques troupes régulières, occupa l'entrée d'un défilé près de Contreros, et le pont sur la Cabriel. Ces deux positions furent enlevées; les Espagnols y perdirent quatre pièces de canon, mais ils se retirèrent en bon ordre, et s'arrêtèrent à Las Cabrillas pour faire de nouveau face à l'ennemi. Dans l'impossibilité de résister long-tems à des troupes dont la discipline et l'organisation ne laissaient rien à désirer, et pourvues de tous les moyens de vaincre, ils se portèrent sans confusion et sans désordre de positions en positions, et repoussés sur Valence, ils furent loin d'y répandre cette terreur et ce découragement qui accompagnent ordinairement une armée vaincue. Cependant les Français ne s'avançaient que lentement, et avec les précautions nécessitées par la certitude d'avoir à combattre désormais une population toute entière. 1808. JUIN.

On blâmait Moncey d'avoir mis trop de lenteur dans sa marche, et d'avoir laissé aux habitans le tems nécessaire pour faire leurs préparatifs de défense; mais, connaissant l'anarchie qui régnait dans le pays, il avait lieu de croire qu'un délai ne pourrait que calmer l'enthousiasme ou augmenter la confusion. S'il ne parvenait pas à soumettre le peuple, il pouvait se flatter que la trahison le servirait efficacement. Il approche de la ville.

1808. Juin.

Valence, d'ailleurs, pouvait être considérée comme hors d'état de défense. Les faubourgs, presque aussi étendus que la ville même, entouraient de tous côtés une muraille en briques, vieille et ruinée. La citadelle, petite et mal fortifiée, ne devait être d'aucun secours. Dans l'attaque d'une ville dont la population s'élevait à quatre-vingt mille ames, l'opulence de quelques habitans et le dénuement et la pauvreté des autres étaient un moyen de succès. On pouvait compter aussi pour quelque chose la mollesse reconnue du peuple, effet nécessaire de l'influence d'un climat enchanteur, mais qui tendait tellement à tout énerver, qu'au dire des Castillans, la viande à Valence n'était que de l'herbe, l'herbe de l'eau, les hommes des femmes, et les femmes rien.

Préparatifs de défense.

Moncey, arrivé à six lieues de la ville, écrivit au capitaine général qu'il avait ordre de la junte de Madrid d'entrer à Valence, d'y rétablir l'ordre, et de promettre le pardon des crimes dont on s'était souillé, pourvu que rien ne s'opposât à sa marche. La junte fit part au peuple de cette lettre, et le cri de la population entière fut qu'il valait mieux périr que se soumettre. Le P. Rico, l'épée dans une main, le crucifix dans l'autre, parcourut les rues, exhortant ses concitoyens à mourir pour la cause de la patrie. Tous les individus en état de combattre reçurent ordre de se

rendre à la citadelle pour y être armés. Il n'y eut pas assez de fusils pour tous ceux qui en demandaient, et une immense quantité de sabres et d'épées fut distribuée. Quelques canons de douze et de seize, et une pièce de vingt-quatre, furent placés à la porte de Quarte, où l'on supposait qu'aurait lieu la principale attaque. On forma à ce point important une palissade en bois de construction, et l'on barricada entièrement toutes les rues. Les fossés furent remplis d'eau, et des tranchées furent ouvertes sur toutes les avenues. 1808. JUIN.

Dès le 27, Moncey trouva un corps de trois mille hommes, commandés par Joseph Caro, frère du marquis de la Romana, posté à Quarte, petit village à deux lieues de Valence. Un engagement très-vif eut lieu. Les nombreux mûriers qui couvrent ce beau pays servirent à cacher les adroits chasseurs valençais. Avant qu'on pût parvenir à les débusquer, quinze cents morts appartenant aux deux partis jonchaient le champ de bataille. Le lendemain matin à onze heures, les Français étaient aux portes de la ville. Moncey envoya un parlementaire pour annoncer que si les Français entraient sans opposition, les personnes et les propriétés seraient respectées, mais que, dans le cas contraire, il mettrait tout à feu et à sang. Sous prétexte d'assembler les autorités pour les consulter, le capitaine général ga- Les Espagnols défaits à Quarte.

1808. Juin. gna quelques instans précieux pour ses derniers préparatifs. Il fit répondre ensuite, au nom du peuple, qu'on préférait la mort à toute espèce de capitulation. Moncey commença l'attaque sur-le-champ. Un contrebandier qui, pour mieux cacher ses desseins, affectait un patriotisme outré, devait livrer à l'ennemi la batterie sur laquelle les Valençais comptaient principalement; mais la trahison fut découverte, et ses auteurs furent exécutés. Les Français, en approchant de la batterie dont ils croyaient les pièces manœuvrées par ceux qu'ils avaient séduits, furent reçus par un feu qui arrêta leur marche.

Ils repoussent les Français. Le commandant espagnol avait fait ouvrir la porte de Quarte. Présumant sans doute que la ville se rendait, la colonne française s'avançait avec confiance, lorsqu'une décharge à mitraille couvrit la terre de morts, et força l'ennemi à abandonner l'attaque sur ce point. Une batterie française fut ensuite dirigée sur l'endroit le plus faible du rempart, à la porte de Sainte-Lucie; mais elle avait à peine commencé son feu, que toutes les pièces en furent démontées et les canonniers tués. Il devenait évident pour Moncey que, quand même il eût pénétré dans la ville, son armée n'eût point été assez nombreuse pour la soumettre, et qu'on aurait eu à livrer de nouveaux combats à chaque rue et à chaque maison. Après

de nouveaux efforts, qui se prolongèrent jusqu'à huit heures du soir, il gagna son quartier général, entre Mislate et Quarte, à une lieue de la ville; mais ne pouvant espérer de tenir dans cette position, il commença sa retraite en abandonnant une partie de son artillerie. On essaya de l'enfermer entre les troupes de Murcie et celles de Valence. Deux fois il eut à combattre des corps qui coupaient sa retraite. Sorti du royaume de Valence, et parvenu enfin à Almansa, il ne s'y crut point en sûreté, et poussa jusqu'à Saint-Clément. Là, plus rapproché du corps d'armée français, et tandis que les Valençais célébraient leur victoire, il attendit les renforts qui devaient le mettre à même de venger sa défaite. 1808. JUIN.

Un des premiers soins de Murat, en arrivant à Madrid, avait été de faire des préparatifs pour s'assurer de Cadix. Le général Dupont, nommé gouverneur de cette ville, peu de tems après les abdications de Bayonne, était en marche pour s'y rendre, lorsqu'il fut obligé de se détourner de sa route pour contenir quelques mouvemens insurrectionnels qui venaient de se manifester à Tolède. Murat lui fit donner l'ordre de s'y arrêter, craignant sans doute que ces troubles ne prissent un caractère plus grave. Mais lorsqu'on n'eut plus de doutes sur les dispositions des Andalous, lorsqu'on vit que l'escadre française de- Opérations des Français en Andalousie.

1808 Juin. vant Cadix courait des dangers, Dupont, avec des forces suffisantes, reprit sa première destination, et après avoir franchi la Sierra Morena, arriva le 3 juin à Andujar. Il y apprit qu'une junte avait été formée à Séville, et que non-seulement cette province, mais encore Grenade, Cordoue et Jaen s'étaient déclarés contre les Français. Il occupa alors Montoro, El-Carpio et Bujalance, et jetant un pont sur le Guadalquivir à El-Carpio, il fit passer un détachement sur la rive droite, tandis qu'avec son corps d'armée, il suivait le côté opposé du fleuve jusqu'au pont d'Alcolea, où les Espagnols avaient pris une forte position. Ce pont, extrêmement long, et construit en marbre noir, est formé par vingt arches. Les Espagnols avaient élevé une redoute pour en défendre l'approche. Malgré la résistance la plus opiniâtre, la tête du pont et le village attenant furent enlevés par les Français, qui se disposaient à passer le fleuve, lorsque le feu des batteries de la rive opposée arrêta leur colonne. Le lieutenant de grenadiers Ratelot s'avança seul au milieu du pont, élevant son chapeau au bout de son épée, et s'écriant : *Vive l'empereur! à moi, grenadiers!* Ce trait d'audace eut un plein succès. En un instant l'espace fut franchi, et les Espagnols culbutés furent poursuivis l'épée dans les reins par le corps principal, et par celui qui avait passé à El-Carpio. Les

Français, sans perdre de tems, marchèrent sur Cordoue, dont l'approche devait être défendue par un corps campé en avant des murailles; mais les fuyards répandirent l'alarme, et les habitans se réfugièrent derrière leurs remparts, qu'ils furent bientôt contraints d'abandonner. En moins de deux heures, la ville, dont la garnison se retira en désordre à Ecija, était au pouvoir de Dupont. 1808. JUIN. Prise de Cordoue.

Ce léger succès n'était pas de nature à rassurer les Français sur leur situation; de tous côtés ils recevaient les nouvelles les plus alarmantes. Leur escadre devant Cadix avait été capturée, et la population de cette ville était en communication avec les Anglais. Le seul corps de troupes espagnoles de quelque importance dans la Péninsule, aux ordres de Xavier Castanos, avait épousé la cause de la nation, et les Anglais lui avaient fourni des armes et de l'argent. De tous côtés l'insurrection se propageait. Des paysans armés, qui occupaient le passage de la Sierra Morena, interdisaient toute retraite à Dupont, et par leur attitude menaçante, le mettaient hors d'état de remplir l'objet de sa mission en Andalousie, à moins qu'il ne reçût des renforts considérables. C'est ce qui engagea Savary à faire partir deux divisions, sous les ordres des généraux Vedel et Gobert. Dupont est dans l'impossibilité d'agir.

Ces troupes n'arrivèrent point à leur destina- Il reçoit des renforts de Madrid.

1808. Juin. tion, sans éprouver dans leur marche les effets de la haine nationale. Elles apprirent, en traversant la Manche, que les malades laissés par Dupont à Mançanarès avaient été égorgés. L'entrée de la petite ville de Valdepenas leur fut vivement disputée. Des chaînes en fer avaient été tendues dans les rues pour arrêter la cavalerie, et les coups de fusils, partis de toutes les fenêtres, ne cessèrent que lorsqu'on eut mis le feu aux maisons. Au passage de la Sierra Morena, l'avant-garde, attaquée par des tirailleurs retranchés au milieu des rochers, fut obligée de rétrograder sur le corps d'armée. Malgré ce premier échec, les Français s'avancèrent sans précautions, persuadés que les Espagnols, quelle que fût la force de leur position, n'oseraient pas les attendre. On laissa passer la première brigade de cavalerie; la seconde fut accueillie par un feu qui lui tua beaucoup de monde; et ce ne fut qu'après une lutte sanglante, que les voltigeurs parvinrent à débusquer les assaillans, dont la perte s'éleva à neuf cents hommes. Après avoir laissé des détachemens pour garder les défilés, le corps d'armée traversa la gorge et entra en Andalousie. Le quartier général de Dupont était à Andujar, où l'on avait établi des redoutes pour défendre le passage du Guadalquivir, ainsi qu'au village de Majibar, entre Jaen et Baylen.

1808. Juin.

Cuesta et Blake marchent contre les Français.

Tandis que les Français se flattaient que cette jonction les mettrait à même de remporter un avantage décisif, si l'on pouvait forcer les Espagnols à en venir aux mains, ceux-ci réunissaient dans la Galice un corps nombreux, que l'Angleterre avait approvisionné d'armes et de munitions. Filangieri s'occupait de l'organisation de ces troupes, et faisait élever des retranchemens à Manzanel, sur les hauteurs qui dominent Astorga. Mais soit que ces préparatifs d'une guerre lente et défensive, au moment où le peuple ne demandait qu'à marcher contre l'ennemi, eussent éveillé contre ce général la défiance de ses troupes, soit que la malveillance l'eût représenté comme un traître, il fut massacré par ses propres soldats à Villa Franca, et le commandement de l'armée de la Galice fut confié, après lui, à Joachim Blake, officier d'origine irlandaise. Il se réunit, à Bénévent, à l'armée de Castille et de Léon, dont Cuesta avait rassemblé les débris. Les deux chefs différaient de manière de voir. Blake craignant, à juste titre, la supériorité que donnait aux Français la discipline de leurs troupes, ne pensait pas que l'on dût en venir aux mains. Cuesta, au contraire, comptant sur la bravoure de ses compatriotes, brûlait de tenter le sort des armes. Son rang lui donnant la prééminence, il prit le commandement, et les deux chefs marchèrent sur Burgos. On ne pouvait

1808. JUIN. rien exécuter qui répondît mieux aux vues des Français. Le maréchal Bessières, comptant sur une victoire certaine, se porta à leur rencontre avec les divisions Merle et Mouton et la cavalerie de Lasalle, formant en tout douze mille hommes.

Bessières les défait à Rio Seco. Il trouva les Espagnols postés près de Médina del Rio Seco, ville jadis florissante, et qui, en ce moment, ne comptait guère plus de huit mille habitans. Divers documens portent le nombre de l'armée espagnole de quatorze à quarante mille combattans. Quoi qu'il en soit de sa force numérique, elle attaqua les Français avec une telle ardeur, qu'au premier choc elle les fit reculer, leur prit quatre pièces d'artillerie qu'elle encloua, et crut, par cet avantage, avoir décidé de la journée. Mais la cavalerie de Lasalle ayant enfoncé l'aile gauche, fixa, après des efforts inouis de part et d'autre, la victoire du côté des Français. L'histoire fait mention de peu de batailles aussi sanglantes que celle de Rio Seco, comparativement au nombre des combattans, même en portant celui des Espagnols à quarante mille. Divers rapports qui s'accordent entre eux, et qu'on paraît ne pouvoir révoquer en doute, portent à vingt-sept mille le nombre des morts. L'artillerie et les bagages des Espagnols tombèrent dans les mains de leurs ennemis; mais ceux-ci ne purent ni les poursuivre, ni profiter de la

dissidence d'opinion qui régnait entre les deux généraux. 1808. JUIN.

Napoléon dit, en apprenant cette victoire : « C'est la bataille de Villa Viciosa; elle a placé Joseph sur le trône. » Dans son mépris pour une nation qu'il ne connaissait pas, il ajouta : « Les Espagnols n'ont plus que quinze mille hommes, et quelques généraux sans expérience pour les commander. » Cependant, la bataille de Rio Seco, loin de décourager la nation, n'avait pas même produit cet effet sur les soldats, qui avaient été forcés de céder au nombre.

La route de Madrid ouverte par cette victoire.

Joseph s'avançait vers Madrid, sans rencontrer aucun obstacle. Il y avait été proclamé le jour de Saint-Jacques, et cet événement avait été accompagné de circonstances peu propres à encourager ses partisans. Le grand porte-étendard et son fils avaient quitté la ville, pour ne pas être obligés d'assister à cette cérémonie. Joseph arriva le 20 dans la soirée, et trouva toutes les troupes sous les armes, pour le recevoir; mais on remarqua une bien grande différence dans l'aspect que présentait la ville ce jour-là, et celui qu'elle avait le jour de l'entrée de Ferdinand. La population des environs encombrait alors toutes les rues, et l'unique soin des autorités se bornait à réprimer l'élan d'un enthousiasme trop bruyant. Maintenant, on était obligé de provoquer quelques acclamations qui se fai-

Entrée de Joseph à Madrid.

1808. Juin.

saient entendre de loin en loin, et les ordres les plus impérieux avaient à peine suffi pour obtenir la présence d'un très-petit nombre d'habitans.

Le conseil de Castille refuse de sanctionner la constitution.

Le nouveau gouvernement, qui s'était flatté que la bataille de Rio Seco frapperait les Espagnols de terreur, et les convaincrait de l'impossibilité de résister aux armes françaises, dut bientôt renoncer à cet espoir. Joseph, dès son arrivée à Madrid, trouva une opposition à laquelle il était loin de s'attendre. Le conseil de Castille, appelé à prêter serment à la constitution, refusa de le faire, et déclara que les Cortès seules, comme représentant la nation, avaient le droit de sanctionner une charte constitutionnelle, et d'accepter un changement de dynastie. Il ajouta que la junte de Bayonne n'avait point été convoquée pour rédiger des lois, mais pour traiter des avantages à accorder aux provinces respectives que chaque membre représentait. Cette déclaration écrite fut mise sous les yeux de Joseph, qui donna ordre à Azanza d'obtenir sur-le-champ le serment exigé, ne fût-ce même que de la minorité du conseil. Cet ordre, donné à deux reprises différentes, ne fut suivi d'aucune exécution; et l'on s'attendait à voir cette fermeté punie par la mort ou l'exil, lorsque les succès obtenus par les Espagnols en Andalousie vinrent soustraire les membres du conseil à la position ho-

norable et embarrassante où ils se trouvaient, en contraignant Joseph et ses ministres à quitter Madrid. 1808. JUIN.

Le général Cassagne entre à Jaen.

Lorsque Vedel et Gobert eurent effectué la jonction de leurs forces avec celles de Dupont, ces généraux, pour assurer leur position à Andujar, crurent devoir occuper la ville de Jaen, l'ancienne Ourigi ou Oningis, capitale d'un royaume maure, et conquise sur ce peuple par le roi Saint-Ferdinand. Citée postérieurement à cette époque pour ses manufactures de soie, elle était graduellement déchue de son antique opulence, et ne comptait plus guère que douze mille ames : elle est située au pied du mont Zabalucz, et dans une des contrées les plus agréables et les plus fertiles de l'Espagne. Le général Cassagne, à la tête d'une brigade, fut envoyé pour en prendre possession. Une troupe de paysans, placée en embuscade dans les champs et les jardins, parut vouloir en défendre l'approche; mais, au premier feu de l'ennemi, ils jetèrent leurs fusils et se dispersèrent. Entonnant la chanson de Roland, les Français escaladèrent les hauteurs, pour s'emparer d'un vieux château, et pénétrèrent dans la ville, où ils mirent garnison.

Il est contraint de l'évacuer.

Conformément au système qu'ils avaient suivi jusqu'alors, ils firent périr les paysans qui tombèrent dans leurs mains; mais ces exécutions ne

1808 Juin. restèrent pas sans vengeance. Le lendemain de l'arrivée de la brigade française, le nombre des habitans qui avaient pris la fuite s'accrut de beaucoup de paysans des villages voisins, et de plusieurs détachemens de troupes régulières. Quelques escarmouches eurent lieu aux avant-postes, et le château fut enlevé par surprise; les soldats qui le gardaient préférèrent exposer leurs jours en se précipitant des remparts, au danger, plus terrible pour eux, de tomber dans les mains des Espagnols : ceux qui ne prirent pas ce parti furent passés par les armes. Les Espagnols pénétrèrent ensuite dans la ville, que les Français furent obligés d'évacuer, après une défense opiniâtre; ils vinrent se ranger en bataille sur le même terrain où, peu de jours auparavant, ils avaient mis en fuite les paysans. La cavalerie espagnole les chargea, et enleva leur artillerie, que cependant ils ne tardèrent pas à reprendre. Le sol était couvert de chaume et de gerbes qu'on n'avait pas eu le tems d'enlever, et au milieu desquelles étaient encore éparses les munitions que les Espagnols avaient jetées dans leur fuite. Le feu, pendant l'action, se communiqua à la paille; les cartouches éclatèrent sous les pieds des Français, mirent le désordre dans leurs rangs, et en blessèrent un grand nombre; en un instant, le champ de bataille fut le théâtre d'un vaste incendie, d'où les blessés, s'appuyant

sur leurs membres fracassés, tentaient vainement de sortir. 1808. JUILLET.

Cette action, qui se prolongea depuis la matinée jusqu'à quatre heures de l'après-midi, finit par donner une seconde fois l'accès de la ville aux Français. Mais, comme les Espagnols se disposaient à les attaquer de nouveau, le général Cassagne profita de la nuit pour effectuer sa retraite. Les Français établis depuis longtems à Jaen, abandonnant leurs propriétés, suivirent le corps d'armée. On emmena tous les blessés que les chevaux de la cavalerie purent transporter; le défaut de charrois et de fourgons fit abandonner les autres. Mais ceux même qui partirent avec leurs compatriotes périrent sur la route par l'excès de la chaleur. Du reste, la retraite des Français ne fut point inquiétée, et ils arrivèrent à Baylen, après avoir perdu, d'après leur rapport officiel, le quart de leurs forces.

Dispositions de Castanos.

La situation de Dupont devenait chaque jour plus critique. Les Espagnols réunissaient, à un nombre d'hommes imposant, la prudence et la résolution nécessaires pour diriger leurs mouvemens. Cadix seul avait fourni plus d'un million de piastres et cinq mille combattans. Le général Castanos, qui agissait d'après les principes posés par la junte de Séville, harcelait continuellement l'ennemi par des attaques partielles, enlevait ses

1808. JUILLET.

convois, et évitait avec soin les attaques sérieuses. Ainsi, tandis que les Français voyaient accroître autour d'eux les difficultés que leur présentait cette guerre, leurs antagonistes se formaient à la discipline, et plaçaient une juste confiance dans leur bravoure et dans l'expérience de leurs chefs.

Les dépêches de Dupont sont interceptées.

Il eût été facile à Dupont d'effectuer sa retraite par la Sierra Morena, s'il n'eût pas mis une confiance illimitée dans ses propres forces, dans la valeur reconnue du soldat français, et dans les secours qu'il espérait recevoir de Junot. Son corps d'armée, malgré les pertes que lui avaient fait éprouver les maladies et un service très-actif, s'élevait encore à seize mille hommes, force plus que suffisante pour battre les Espagnols, s'ils avaient hasardé une action générale : ces troupes furent employées à récolter les grains des environs, et à les réduire en farine. Les paysans, qu'on n'aurait pas manqué de contraindre à ces travaux, avaient dès long-tems abandonné leurs champs, pour prendre les armes. Dupont écrivit une lettre très-pressante, pour obtenir des renforts; le pays qu'il occupait depuis un mois, était, disait-il, entièrement épuisé. L'ennemi avait pris l'offensive, et chaque moment passé dans l'inaction augmentait les périls de la position où il se trouvait : une victoire décisive pouvait seule contraindre les provinces à rentrer

dans la soumission. Ces dépêches tombèrent entre les mains des Espagnols; mais, quand même elles eussent été rendues à leur destination, il n'était point au pouvoir de Savary d'envoyer les secours qu'on lui demandait.

1808. JUILLET.

Mesures pour attaquer les Français.

Le 11 juillet, on convint, dans un conseil de guerre, convoqué par Castanos, qu'une division de neuf mille hommes, sous les ordres du général Reding, irait attaquer l'ennemi à Baylen, où se trouvait le corps de Gobert, destiné à tenir ouverte la route de Madrid. Le marquis de Coupigny, avec cinq mille hommes, devait se porter, par la Higuereta et Villanova, sur le même point, et lier ses opérations avec Reding. Don Juan de la Cruz-Mourgeon, avec deux mille hommes, avait ordre d'arrêter l'ennemi, s'il tentait d'échapper par la Sierra Morena. Castanos occupait le col d'Andujar, position extrêmement forte, et qui le mettait à même, en tenant Dupont en échec, de l'empêcher d'agir contre Reding et Coupigny. Reding réussit à chasser les Français de Menjibar, et de toutes les positions qu'ils prirent successivement depuis ce village jusqu'à Baylen, et qu'ils défendirent cependant avec beaucoup de bravoure. Gobert fut tué, et son corps perdit une pièce d'artillerie et tous ses bagages. Pendant ces opérations, quelques Espagnols moururent des fatigues excessives qu'ils avaient éprouvées, et que les chaleurs rendaient

1808. JUILLET.

intolérables. Le lendemain, Reding, passant le Guadalquivir, effectua sa jonction avec Coupigny, qui avait battu les Français à Villanova; leur intention était d'attaquer Baylen. Mais Dufour, qui avait pris le commandement de la division Gobert, ne croyant pas pouvoir s'y maintenir, l'avait évacué, pour aller se réunir à Caroline avec Vedel.

Bataille de Baylen.

Ainsi, les dispositions du chef espagnol avaient été en grande partie suivies d'un succès complet. Conformément à ce qui avait été arrêté, Reding et Coupigny se préparèrent à marcher de Baylen sur Andujar, pour y attaquer l'armée française. Dupont, de son côté, avait aussi formé le projet de placer le corps qu'il avait à combattre, entre deux feux, et, à cet effet, il se mit en marche dans la nuit du 18, pour se rendre à Baylen. A l'instant où il y arriva, avec l'espoir de surprendre Reding, celui-ci était sous les armes, prêt à commencer le mouvement projeté. On s'attaqua avec une égale fureur de part et d'autre; les premiers pelotons d'infanterie et de cavalerie de chaque corps, se chargeant mutuellement à l'arme blanche, furent confondus pendant quelques instans. Mais les Espagnols parvinrent à reprendre les positions qu'ils venaient de quitter, et à en écarter leurs ennemis. Au point du jour ils étaient en possession des hauteurs, et les Français formaient leurs

colonnes d'attaque, qui ne tardèrent pas à s'ébranler. Les Français et les Espagnols montrèrent une intrépidité au-dessus de tout éloge. Les assaillans, combattant avec la confiance et la bravoure de soldats invincibles jusqu'alors, enfoncèrent à plusieurs reprises les lignes de leurs ennemis, et se firent jour jusqu'aux batteries; mais les renforts que les Espagnols s'attendaient à recevoir, la certitude où ils étaient que la conservation de leurs positions devait entraîner la perte du corps de Dupont, contribuèrent à les rendre inébranlables. Cette longue lutte ne fut interrompue que pendant les courts intervalles nécessaires pour reformer les rangs. Elle se prolongea jusqu'au soir sans que les Français eussent obtenu le moindre avantage. Alors Dupont et les autres généraux, à la tête de leurs colonnes, exécutèrent une dernière charge, qui, malgré toute l'impétuosité française, n'eut pas plus de succès. Ils avaient perdu deux mille hommes, sans compter les blessés. Dufour avait été tué, et Dupont lui-même avait reçu une blessure assez grave. Aussi, renonçant désormais à tout espoir de vaincre, placé dans l'impossibilité de faire sa retraite, le général français proposa de capituler. L'arrivée de D. Manuel de La Pena, à la tête de la réserve espagnole, qui eut lieu dans cet instant, mit les vainqueurs à même de dicter des conditions tout à leur avantage.

1808.
JUILLET.

1808. Juillet.

Capitulation de l'armée française.

Le projet de Dupont de quitter Andujar avait été tenu dans un si grand secret, que les Espagnols placés sur les hauteurs voisines, n'en furent instruits que cinq heures après que le mouvement eut commencé. Castanos donna sur-le-champ ordre à La Pena de poursuivre le corps français, avec la réserve et une partie de la troisième division. Arrivé sur le lieu de l'action, La Pena apprenant qu'il était question de capituler, envoya au commandant en chef les parlementaires français, et plaça son corps de manière à entourer l'ennemi. Castanos fit répondre que les Français n'avaient d'autres conditions à espérer que d'être traités comme prisonniers de guerre, et qu'il ne serait laissé aux officiers que leurs épées et un petit porte-manteau. Il voulut que Dupont capitulât non-seulement pour les troupes qui avaient combattu, mais encore pour les deux autres divisions. On employa le jour suivant à dresser les articles de la capitulation, et le 21, Castanos et le comte de Tilly, comme représentans de la suprême junte d'Espagne et des Indes, titre que prenait la junte de Séville, lui firent connaître que Dupont et sa division étaient prisonniers de guerre, et que les Français, cantonnés entre la Sierra Morena et Baylen, devaient évacuer la Péninsule.

Cet avis officiel donné à la junte, qui le transmit à lord Collingwood, ne faisait point connaître

1808. Aout.

d'une manière exacte les conditions de la capitulation. Les Espagnols n'avaient aucune raison qui pût les induire à tromper les Français qui étaient entièrement à leur merci, et à leur promettre des conditions plus avantageuses que celles qui furent en effet accordées. Il est à croire que les commissaires français, les généraux Chavert et Marescot, eurent l'adresse, non-seulement de porter le général espagnol à se relâcher de la dureté de ses prétentions, mais encore de faire modifier le dernier article, de manière à annuler le précédent. L'acte de capitulation commençait par rendre hommage à l'éclatante bravoure qu'avait déployée le corps du général Dupont, entièrement entouré par un ennemi très-supérieur en nombre. Ces troupes devaient être prisonnières de guerre, excepté la division Vedel qui devait, ainsi que les autres Français en Andalousie, évacuer cette province avec armes et bagages. Les troupes prisonnières devaient sortir du camp avec les honneurs de la guerre, chaque bataillon, précédé par deux pièces d'artillerie, et les soldats armés de leurs fusils, jusqu'à quatre cents toises du camp, où la remise s'en effectuerait. Les troupes qui évacuaient étaient transportées à Rochefort sur des vaisseaux espagnols. Les généraux et officiers conservaient leurs armes. On accordait aux premiers une voiture et un fourgon, qui ne seraient

Conditions de la capitulation.

1808. Aout.

soumis à aucune visite. Tout ce qui pourrait, dans l'exécution de ce traité, contribuer aux égards à accorder aux Français, et qui y aurait été omis, devait y être ajouté comme articles supplémentaires.

Difficultés pour exécuter la convention.

Les Français montrèrent, dans la négociation de ces articles, plus d'habileté qu'ils n'en avaient déployé dans les opérations préliminaires de la bataille. Pendant l'action, le général Vedel, avec son corps, était assez près du champ de bataille pour entendre le feu; mais comme il n'avait pas reçu d'ordres, il ne fit aucun mouvement. Les soldats français ne manquèrent pas d'attribuer leur défaite à la trahison, au défaut d'accord entre leurs généraux, et surtout à la faute que Dupont avait commise, disaient-ils, en faisant des attaques partielles, au lieu de faire donner tout son corps à la fois. Tout ce qu'on peut dire de plus certain, c'est que divers ordres, interceptés par les Espagnols, empêchèrent la jonction de quelques corps, et dès-lors il est aisé de répondre aux autres inculpations. Il est également facile d'expliquer pourquoi la capitulation ne fut pas observée; il était impossible de l'exécuter. Le peuple était tout, et il ne considérait pas les Français comme des ennemis envers qui l'on dût observer les lois de la guerre.

La junte s'adresse à lord Collingwood et à Sir Hew Dalrymple.

Entraînée par les cris de la population, et retenue par un sentiment d'honneur que cette

guerre d'extermination n'avait point détruit encore, la junte délibérait si elle devait observer ou violer la capitulation, lorsque Castanos et Morla arrivèrent à Séville. Le premier soutenait avec fermeté qu'un manque de parole serait une tache ineffaçable pour l'honneur espagnol. Morla, au contraire, embrassa l'avis du peuple, et la junte rédigea un manifeste, annonçant que Vedel et Dupont avaient déjà enfreint la capitulation, à laquelle d'ailleurs on ne pouvait ni ne devait se conformer. Cette pièce fut envoyée à lord Collingwood et à Sir Hew Dalrymple, que l'on était bien aise de voir sanctionner une démarche dont on sentait toute la déloyauté. 1808. Aout.

Lord Collingwood n'avait vu qu'avec peine les avantages accordés au corps de Vedel. Il ne concevait pas comment une division isolée avait été admise à capituler, après la défaite du corps principal. Cependant, lorsqu'on l'invita à pourvoir au transport de ces troupes, n'ayant pas assez de bâtimens de notre pavillon à sa disposition, il offrit des marins anglais pour équiper des bâtimens espagnols que l'on ne put trouver. Il répondit alors que les termes de tout traité devaient être observés à la rigueur, mais que l'impossibilité de remplir celui-ci l'annulait de fait. La réponse de Sir H. Dalrymple fut moins satisfaisante encore pour ceux qui s'attendaient Leur réponse.

1808. Aout.

à voir les Anglais autoriser un manque de foi.

Correspondance entre Dupont et Morla.

Trompée dans son attente, mais se reposant sur la difficulté de faire ce qu'elle devait, la junte ne chercha aucun moyen de transporter les troupes françaises. Dupont écrivit à Morla pour se plaindre de cette inaction, et de ce qu'on avait fait visiter, à Lebrixa, les bagages du général et des autres officiers. Morla répondit que ni les désirs de la junte, ni même les ordres du souverain, ne pouvaient faire exécuter ce qui était matériellement impossible. Il n'existait aucun moyen de transport, et ce qui le prouvait incontestablement, c'était l'entretien dispendieux d'un grand nombre de prisonniers faits sur l'escadre, et que l'on était dans l'impossibilité de conduire dans un port français. « D'ailleurs, ajouta-t-il, comment pouvez-vous supposer que les Anglais laisseront sortir de la Péninsule un corps d'armée qu'on ne manquera pas d'employer activement, et peut-être même contre nous? Je suis certain que ni vous, ni le général Castanos, n'avez pensé que la capitulation fût exécutable. Son objet était de sortir d'embarras, le vôtre d'obtenir des conditions qui, tout impossibles à remplir qu'elles étaient, ont rendu votre capitulation honorable. Ces deux buts sont atteints, cédons pour le reste à une impérieuse nécessité... »

Sort des prisonniers.

Dupont, au reste, dut se féliciter intérieure-

1808. Aout.

ment de ne pas rentrer en France. Napoléon, à la nouvelle de la première défaite décisive éprouvée par ses troupes, avait fait éclater un courroux, dont les suites pouvaient être terribles pour le général qui en était l'objet. Presque tous les Suisses du corps d'armée, à l'exception des officiers, prirent du service avec les Espagnols; mais rien ne put calmer la fureur du peuple contre les prisonniers français. Les troupes chargées de les escorter, ne les défendaient qu'avec peine des insultes des paysans. Le meurtre d'un Français était regardé comme un acte de patriotisme; et à Lebrixa, un détachement de quatre-vingts hommes fut massacré, sans que la garde pût s'y opposer. De Madrid, et de divers points de l'Espagne, Morla reçut des lettres, dans lesquelles on demandait que les prisonniers fussent passés par les armes : ces lettres devinrent si nombreuses, que Morla se crut obligé d'y répondre publiquement, et de déclarer qu'une pareille conduite, en attirant de terribles représailles, souillerait le nom espagnol d'une tache indélébile. Il saisit cette occasion pour désavouer, en ce qui le concernait, la violation du traité dont le corps français était victime.

Réjouissances pour la victoire de Baylen.

La bataille de Baylen avait rendu le calme à l'Andalousie. Castanos, après sa victoire, avait fait vœu d'en consacrer le souvenir et les trophées au roi Saint-Ferdinand, qui fit la conquête

1808. Aout.

de Séville sur les Maures, et dont l'image est vénérée dans la mosquée devenue par ses travaux une église chrétienne. A cet effet, les aigles françaises furent, en grande pompe, appendues dans ce temple, comme un monument de la victoire la plus signalée remportée en Andalousie depuis les Maures.

Mouvemens de Bessières après la bataille de Rio Seco.

Parmi les papiers qui tombèrent entre les mains des Espagnols, étaient des dépêches de Madrid, ordonnant à Dupont de rétrograder, pour protéger cette ville contre les armées de Galice et de Castille et Léon, qui s'avançaient pour l'attaquer. Elles étaient écrites avant la bataille de Rio Seco, où l'imprudence de Cuesta avait entraîné la destruction de ces armées. Les généraux espagnols s'étaient séparés après leur défaite; et Cuesta, se plaignant d'avoir été abandonné par les troupes de la Galice, s'était retiré avec son corps à Léon. Instruit que cette ville était dans l'impossibilité de se défendre, il conseilla à la junte de se porter à Astorga; mais Astorga n'était pas plus en sûreté contre l'ennemi. C'est ce qui engagea Cuesta à disperser son infanterie sur les frontières des Asturies, et à se rendre, avec la cavalerie, dans la Castille, en se faisant jour à travers l'arrière-garde des Français. Pendant ce tems, le maréchal Bessières recueillait les fruits de sa victoire, et s'emparait des armes et des munitions, qu'on semblait n'a-

voir apportées d'Angleterre que pour les jeter dans ses mains. Il en trouva d'amples magasins à Villalpanda, à Bénévent, et plus tard à Léon, où une députation de la ville vint au-devant de lui pour implorer sa clémence. 1808. Aout.

Correspondance entre Bessières et Blake.

Blake s'était acquis une brillante réputation militaire. Bessières, persuadé que la défaite éprouvée par ce général le convaincrait de l'inégalité de la lutte, crut devoir s'efforcer de le gagner. Il lui écrivit donc pour l'engager à reconnaître l'abdication, et à se ranger du parti de Joseph. Le général espagnol répondit qu'il ne connaissait d'autre souverain que Ferdinand ou ses héritiers légitimes, et, dans le cas d'extinction de cette famille, le peuple espagnol, représenté par ses Cortès. « Tels sont, disait-il, les sentimens de l'armée et de la nation entière. Loin d'en juger par la soumission des villes qu'occupent vos armées, éclairez votre empereur à cet égard; faites-lui connaître le véritable état des choses, et il renoncera sans doute à subjuguer l'Espagne. » Cette réponse fut loin de satisfaire Bessières. Dans une seconde lettre, il demandait à Blake une entrevue, que celui-ci refusa.

Les Français abandonnent Madrid.

Bessières aurait pu, avant la bataille de Baylen, envoyer des secours à Junot, que menaçaient en même tems et l'insurrection du Portugal

1808. AOUT. et l'escadre anglaise; mais il dut se conformer aux ordres qu'il reçut de se porter sur Madrid, que la défaite de Dupont laissait à découvert. Il est à croire que la nouvelle de la bataille, arrivée dans cette capitale plusieurs jours avant que Joseph et ses ministres n'en eussent connaissance, enhardit le conseil de Castille à la résistance qu'il avait manifestée, et qu'on se flatta, en empêchant le bruit d'en transpirer, de mettre obstacle au départ du roi. Il n'apprit la défaite de Baylen que huit jours après l'événement, et, sur-le-champ, l'on fit tous les préparatifs nécessaires pour se rendre à Vittoria, et y attendre l'arrivée de forces suffisantes pour soumettre l'Espagne. Il devenait évident qu'il s'agissait, non plus de réprimer quelques mouvemens partiels, mais de mettre à fin une guerre longue et sanglante. On assure que Joseph donna alors le choix à ceux qui l'entouraient, de prendre parti pour ou contre lui, dans la lutte qui commençait sous d'aussi sérieux auspices. Il avait assez de générosité dans le caractère pour faire cette démarche, qu'au reste plusieurs de ceux qui avaient d'abord embrassé sa cause n'avaient pas attendue. Le duc de l'Infantado, sorti de Madrid, habillé en paysan, avait rejoint l'armée; le duc del Parque avait imité cet exemple. Deux ministres, Cevallos et Pinuela, restèrent à Ma-



drid ; les autres, Urquijo, Azanza, Mazarredo, O'Farill et Cabarrus, s'attachant encore au parti qu'ils croyaient le plus fort, suivirent Joseph dans sa retraite.

LIVRE NEUVIÈME.

Siége de Sarragosse.

1808. Juin. La bataille de Baylen, par son importance, et par l'effet moral qu'elle produisit dans la Péninsule, ne pouvait qu'influer, de la manière la plus heureuse, sur la défense de Sarragosse.

Préparatifs de défense. Du moment où Palafox avait pris le commandement de cette ville, le bon ordre y avait été rétabli. D'une confiance entière dans les sentimens et les talens du chef, était née une obéissance absolue, et toutes les classes de la population travaillèrent, avec autant de zèle que d'activité, à des préparatifs de défense, nécessités par un danger imminent. Lorsque le capitaine-général avait déclaré la guerre à la France, il n'avait pas plus de deux cent-vingt hommes sous les armes; seize pièces de canon en mauvais état formaient toute l'artillerie de la place, et l'arsenal put à peine fournir quelques fusils de munition. On mit en réquisition toutes les armes de chasse; on fabriqua des piques, et les pou-

1808 Juin.

drières de Villaféliche, les plus considérables de l'Espagne, fournirent la poudre nécessaire. Pour tout le reste, Palafox plaçait dans la bonté de sa cause, et dans la bravoure de ses compatriotes, un espoir qui ne fut point déçu. Disposés à tous les efforts, à tous les sacrifices qu'ils prévoyaient, les habitans virent bientôt grossir leur nombre par une foule d'Espagnols qui, de toutes parts, accoururent pour partager leurs travaux et leur gloire. Des militaires de tous grades vinrent de Madrid et de Pampelune, et quelques ingénieurs de l'école militaire d'Alcala accoururent pour diriger les travaux et l'artillerie de la place. La découverte d'un dépôt d'armes à feu cachées à Aljaferia, et qui s'y trouvaient probablement enfouies depuis la guerre de la succession, vint encore relever les espérances du peuple, en lui persuadant que c'était un signe manifeste de la protection de la Providence. Cependant, le général français Lefebvre-Desnouettes, poursuivant des succès dont rien jusqu'alors n'avait arrêté le cours, avait déjà pris position très-près de la ville, dans un champ couvert d'oliviers.

Description de la ville.

Sarragosse n'est point fortifiée; le mur en briques qui l'entoure, de douze pieds de hauteur et trois d'épaisseur, était coupé, en divers endroits, par des maisons qui faisaient partie de l'enceinte. La situation de la ville n'a rien d'avantageux; elle est dans une plaine découverte,

1808. Juin.

et bornée de tous côtés par de hautes montagnes. Mais à environ un mille, dans le sud-est, existe le Torrero, monticule où se trouvaient un couvent et quelques habitations. Le canal d'Aragon coule entre cette élévation et une autre à peu près semblable, où les Espagnols avaient placé une batterie. L'Èbre, qu'on passe sur deux ponts, l'un en bois et l'autre en pierres, baigne les murs de la ville, et la sépare de ses faubourgs. Il reçoit les eaux de deux petites rivières, le Galego et la Guerva; la première se dirige vers l'est, et la seconde vers l'ouest de la ville. Le recensement fait en 1787 portait la population de Sarragosse à 42,600 ames. Elle a été évaluée postérieurement à 60,000. Quoi qu'il en soit, la ville est une des plus importantes de la Péninsule, par son étendue. De ses douze portes, quatre ont appartenu aux remparts de l'ancienne Saldoba, qui, embellie et agrandie par César, prit le nom de *Cæsarea Augusta*, d'où est sans doute dérivé, par corruption, celui de Sarragosse (1).

Elle est entièrement construite en briques; les couvens même et les églises, auxquels n'ont point été employés des matériaux plus solides, présentaient à cette époque, depuis les fondemens jusqu'aux toits, de nombreuses crevasses.

---

(1) Par suite d'une corruption de prononciation plus singulière encore, les Espagnols appellent Syracuse, Sarragosse de Sicile.

Les maisons, en général, de trois étages, sont moins hautes que celles de la plupart des autres villes d'Espagne, et forment des rues étroites et tortueuses, dont une cependant, appelée jadis la *rue Sainte*, à cause des nombreux chrétiens qui, dans les premiers tems de l'Église, y reçurent le martyre, est grande et régulière. Les habitans de Sarragosse, ainsi que les autres Aragonais et leurs voisins les Catalans, se sont toujours fait remarquer par leur ardent amour pour la liberté. Les efforts qu'ils ont faits en diverses circonstances pendant les quatre derniers siècles, tout infructueux qu'ils ont été, en confirmant cette réputation qu'ils tenaient de leurs ancêtres, n'ont rien diminué de leur bravoure et de leur constance dans le danger. 1808. JUIN.

Sarragosse était renommée par le culte qu'on y rendait à Notre-Dame-du-Pillar, dont le souvenir était encore en si grande vénération, que, dans leurs proclamations, les généraux et les juntes l'avaient souvent invoquée comme un des plus fermes soutiens de la monarchie. Voici ce que les légendes racontaient à cet égard. Lorsque les apôtres, après la résurrection, se séparèrent pour aller prêcher l'Évangile dans les différentes parties du monde, saint Jacques-le-Mineur se rendit en Espagne, que Jésus-Christ avait spécialement confiée à ses soins. Avant de partir, il alla prendre congé de la Vierge, lui Notre-Dame-du-Pillar.

1808. Juin. baiser la main, et lui demander sa bénédiction. Elle le chargea de faire bâtir une église en son honneur, à l'endroit où il aurait fait le plus de conversions, ajoutant qu'elle aurait soin de lui donner de plus amples instructions à cet égard sur le lieu même. Saint Jacques mit à la voile, débarqua en Galice; et, après avoir prêché avec assez peu de succès dans les provinces septentrionales, poussa jusqu'à Cæsarea Augusta, où il fit huit conversions. Un soir, après avoir prié comme à l'ordinaire avec ses nouveaux disciples, sur les bords du fleuve, ils s'endormirent, et, à minuit, l'apôtre entendit des voix célestes chanter l'*Ave Maria*. Il se mit à genoux, et vit la Vierge, sur un pilier de marbre, entourée d'un groupe d'anges qui chantaient. Lorsqu'ils eurent achevé leur hymne, la Vierge ordonna à saint Jacques de lui bâtir une église autour de ce pilier que son fils avait envoyé par des anges. Elle ajouta qu'il subsisterait jusqu'à la fin du monde, et que de grandes faveurs seraient accordées à ceux qui viendraient la prier en cet endroit. Après ces mots, les anges la transportèrent de nouveau à son domicile à Jérusalem, car cela se passait avant l'Assomption. Saint Jacques obéissant à des ordres aussi précis, fit construire immédiatement la première église qui ait été consacrée à la Vierge. On y faisait le même service qu'à la cathédrale de Sarragosse,

et les assemblées du chapitre avaient lieu alternativement dans ces deux églises. Le pape Gélase avait accordé des indulgences à tous ceux qui contribueraient à l'embellissement de la première, et ce fut à partir de cette époque que commencèrent l'accumulation des richesses qui y étaient entassées, et les superstitions dont elle fut le théâtre. 1808. Juin.

Mépris des Français pour les habitans de Sarragosse.

Mais dans la lutte terrible que les habitans de Sarragosse eurent à soutenir contre Napoléon, tout ce que leur culte extérieur pouvait avoir de ridicule et d'absurde disparut, pour ne laisser apercevoir que la sublimité d'une foi qui promettait le succès ou le martyre. Les Français, habitués à rabaisser les Espagnols, parlaient avec plus de mépris encore des habitans de Sarragosse. « On ne voit dans cette ville, disaient-ils, aucune distinction de costumes; point de ces mises élégantes et riches qui attirent les regards dans toutes les cités opulentes. Ici, tout est monacal, triste et monotone. La ville semble incapable de fournir aucune des commodités ou des agrémens de la vie, parce que les habitans n'en recherchent et n'en désirent aucuns. Plongés dans un état continuel d'apathie, ils ne conçoivent pas même la possibilité d'en sortir (1). » Ce fut avec de pareilles idées que les Français se rendirent au siége de la capitale de l'Aragon.

(1) Laborde.

1808. JUIN.

Un corps de cavalerie, à la poursuite d'un détachement espagnol, entra dans la ville le 14, mais chassé des premières rues où il pénétra, il reconnut que la supériorité des troupes de ligne sur les citoyens disparaît aussitôt qu'on ne combat plus en rase campagne.

Les Français tentent de prendre la ville d'assaut.

Le lendemain un détachement français attaqua les avant-postes sur le canal, tandis que le corps entier tentait de donner l'assaut à la ville, du côté de la porte Portillo. Les Aragonais firent des prodiges de valeur; ils n'avaient pas eu le tems de se disposer à soutenir cette attaque. Les pièces d'artillerie, braquées à la hâte devant la porte, étaient servies indistinctement par tous ceux qui se présentaient. Celui qui se sentait en état de diriger donnait des ordres aux lieux où le hasard l'avait placé, et la foule lui obéissait. Quelques Français entrés dans la ville y perdirent la vie. Lefebvre, reconnaissant l'impossibilité de réussir pour cette fois dans ses desseins, ordonna la retraite, après une perte considérable. Les Espagnols, de leur côté, eurent deux mille hommes tués et autant de blessés. Dans de pareils combats, tout l'avantage est du côté des assiégés, et la perte des Français qui, du reste, furent contraints d'abandonner une partie de leurs bagages, dut être beaucoup plus considérable. Les vainqueurs étaient disposés à troubler la retraite, mais Palafox crut

devoir réprimer cet élan, persuadé que de nouvelles et nombreuses occasions ne tarderaient pas à s'offrir de mettre à profit la bravoure de ses compatriotes. 1808. JUIN.

Palafox va chercher du renfort.

Lefebvre n'avait fait que se retirer hors de la portée du canon. Ses troupes, bien supérieures en nombre à celles dont ses antagonistes pouvaient disposer, ne permettaient pas de douter qu'il ne revînt bientôt à la charge pour venger sa défaite. On devait s'attendre à un siége régulier, et l'on n'avait pour toute défense qu'un mur en briques, une faible artillerie, et une poignée de troupes insuffisantes pour de nombreuses sorties. Ce triste état de choses ne découragea cependant pas les assiégés. Palafox, immédiatement après la première affaire, partit pour chercher quelques renforts, et mettre le reste de l'Aragon en état de défense, dans le cas où la capitale succomberait. Il était accompagné par le colonel Butron, son ami et son aide-de-camp, par le lieutenant-colonel d'artillerie Beillan, le père Basilio et Tio-Georges. Avec ces fidèles compagnons et une faible escorte, il passa l'Èbre à Pina, commença par rallier environ quatorze cents soldats qui avaient fui de Madrid, et se réunit à Belchite au baron de Versage, qui avait auprès de lui quelques nouvelles levées. Il réunit en tout sept mille hommes d'infanterie, cent chevaux et quatre pièces d'artil-

1808. Juin.

lerie. Avec ces ressources, toutes faibles qu'elles étaient, il forma le projet de secourir la ville; mais quelques-uns de ceux qui le suivaient jugèrent d'abord cette tentative impraticable. D'autres firent l'étrange proposition de se rendre à Valence, et se disposèrent même à l'effectuer. Mais Palafox, après avoir ébranlé tous les cœurs par les exhortations les plus énergiques, finit par offrir des passe-ports à ceux qui voudraient l'abandonner au moment du péril, et tous promirent de le suivre. Il marcha donc sur Epila, espérant pouvoir pousser jusqu'au village de la Muela, et intercepter les renforts de l'armée française en la plaçant entre son corps et la ville. Lefebvre l'empêcha de réaliser ce plan en l'attaquant à l'improviste à Epila, dans la nuit du 23. Après une lutte sanglante, la supériorité des armes et de la discipline donna l'avantage aux Français. Les débris de ce brave corps se rendirent à Calatayud, et finirent, après plusieurs tentatives infructueuses, par se jeter dans Sarragosse.

La général Verdier rejoint Lefebvre.

Les assiégeans reçurent bientôt un renfort de deux mille cinq cents hommes, commandés par le général Verdier, outre quelques bataillons portugais que Napoléon, suivant son système, arrachait à leur pays pour leur faire affronter les premiers dangers. Le 27 on attaqua la ville et le Torrero, mais les assaillans furent repoussés

avec une perte de huit cents hommes et six pièces d'artillerie. Ils revinrent à la charge le lendemain, avec aussi peu de succès, du côté de la ville; cependant le Torrero fut emporté par la faute d'un officier d'artillerie, qu'on accusa d'avoir fait abandonner les pièces à ses canonniers au moment du plus grand danger. Rentré dans la ville, il fut passé par les verges et fusillé ensuite. 1808. JUIN.

Les Français, pourvus de mortiers, d'obusiers et de quelques canons de douze, lançaient du haut du Torrero une grêle de projectiles sur la ville. Plus de douze cents bombes et obus y tombèrent en très-peu de tems. Aucun édifice n'étant à l'épreuve de la bombe, les habitans placèrent contre les maisons des poutres à côté les unes des autres, et dans une direction oblique, pour servir d'abri contre les obus et les grenades. Ils firent avec les tendelets qui, dans leur ville, décorent toutes les fenêtres, des espèces de sacs remplis de terre, qui remplacèrent les gabions, et ils formèrent ainsi un retranchement autour de chaque porte. Les maisons qui pouvaient masquer l'approche de l'ennemi furent démolies, et les propriétaires des jardins environnans arrachèrent eux-mêmes les plantations d'oliviers et d'arbres fruitiers dont se composait leur fortune. Les femmes de toutes les classes, dirigées et commandées par la com- Les Français bombardent la ville.

1808. Juin. tesse de Burita, qui ne s'était fait remarquer jusqu'alors que par l'éclat de sa jeunesse et de sa beauté, formèrent un corps pour porter des secours aux combattans et enlever les blessés. Quelques moines prirent les armes; d'autres furent employés, avec les religieuses, à faire les cartouches, que les enfans étaient chargés de distribuer.

Il est bien rare de ne pas trouver, dans une population aussi nombreuse que celle de Saragosse, des hommes capables de se laisser séduire par de brillantes promesses, et l'on ne peut attribuer qu'à la trahison, l'explosion du magasin à poudre, placé au centre de la ville, qui eut lieu dans la nuit du 28. Cette catastrophe, que les Français attendaient sans doute, fut le signal pour faire avancer leurs colonnes près des portes qui leur étaient vendues. Tandis que les habitans s'occupaient à enlever du milieu des ruines de treize maisons renversées par la commotion, les cadavres et les blessés, le feu des assiégeans vint accroître leurs dangers sans diminuer leur courage. L'attaque des Français se dirigea principalement contre la porte Portillo, et contre un grand bâtiment carré, hors des murs, et environné d'un fossé. L'entourage de bastions qui défendait l'approche de la porte, détruit et abattu à plusieurs reprises, fut autant de fois relevé sous le feu même de l'ennemi. Mais bientôt

les retranchemens ne présentèrent plus qu'un monceau de décombres et de cadavres. Il n'y restait presque plus de combattans, lorsque la jeune Augustine Sarragosse, femme des dernières classes du peuple, y arriva pour remplir les fonctions que son sexe s'était imposées pendant ce siége mémorable. Presque toutes les pièces étaient démontées, et un feu terrible ne permettait pas au petit nombre de canonniers qui restaient encore, de les mettre en état et de les manœuvrer. Augustine saisit une mèche des mains d'un soldat mourant, mit le feu à une pièce de vingt-quatre, et prononça à haute voix, devant ses compatriotes, le vœu énergique et solennel de ne point abandonner la batterie tant que durerait le siége. Aussitôt les assiégés se précipitent sur les pièces, recommencent le feu, et repoussent les Français sur tous les points.

1808. JUILLET.

Les Français repoussés de nouveau.

Lefebvre, persuadé que le bombardement avait répandu la terreur dans la ville, pensa qu'une nouvelle tentative pour y pénétrer ne rencontrerait que peu d'obstacles. Le 2 juillet une colonne de son corps d'armée sortit des retranchemens, et s'avança sans tirer un coup de fusil, de la porte Portillo; mais une décharge de mitraille qui la prit en flanc, éclaircit ses rangs, et la força à rétrograder. Il fut impossible de la rallier, quoique le corps d'armée fût prêt à la soutenir et la suivre dans la ville. Une autre colonne qui

1808.
JUILLET.

se portait en même tems sur la porte du Carmen, fut également repoussée avec perte.

Ils font le blocus de la ville.

Les officiers espagnols enfermés dans Sarragosse, en profitant de ces attaques infructueuses, n'y voyaient qu'une preuve de l'impéritie du général français. Mais celui-ci, outré sans doute de la résistance d'un ennemi qu'il méprisait, et d'une ville qui, d'après les règles de l'art, devait être enlevée sans coup férir, avait voulu terminer le siége promptement et par une action d'éclat. Déçu dans son attente, il commença à former le blocus et à investir la place de plus près. Dans les commencemens du siége, Sarragosse avait reçu des secours qui, malgré leur faiblesse réelle, étaient d'une grande importance pour le moment. Quatre cents soldats du régiment d'Estramadure, des détachemens de plusieurs autres corps et quelques canonniers étaient entrés dans ses murs. On avait fait venir de Lérida deux pièces de vingt-quatre. Les Français, de leur côté, tiraient de Pampelune les munitions nécessaires à leur corps d'armée. Ils avaient occupé, depuis leur apparition, la rive droite de l'Èbre; le 11 juillet, ils passèrent ce fleuve, et jetèrent sur la rive gauche un détachement assez nombreux pour protéger la construction d'un pont. Cet ouvrage, achevé le 14, leur permit de se servir de leur cavalerie, dont la supériorité avait déterminé presque tous les avan-

tages remportés jusqu'à ce moment dans la Péninsule. Ils purent dès-lors occuper tous les environs de Sarragosse, détruire les moulins, lever des contributions sur les villages, et intercepter toutes les voies qui pouvaient faire espérer des secours aux assiégés; mais ceux-ci ne se laissèrent point abattre par ces nouvelles difficultés. On construisit dans la ville des moulins que faisaient aller des chevaux, et les moines furent employés à ramasser du soufre et du salpêtre, et à confectionner la poudre. 1808. Aout.

Détresse des habitans.

A la fin de juillet la ville était investie de tous côtés; les vivres y étaient peu abondans, et les moyens de s'en procurer entièrement nuls. Les habitans s'attendaient d'un jour à l'autre à une attaque générale, ou à un nouveau bombardement. Ils n'avaient pas d'endroit où ils pussent mettre à couvert les enfans, les malades et les blessés, dont le nombre s'accroissait journellement par les sorties qu'ils faisaient dans l'espoir de rouvrir leurs communications avec la campagne. Dans cette situation désespérée, ils firent un dernier et inutile effort pour reprendre le Torrero. Convaincus que toutes leurs tentatives à cet égard ne feraient désormais qu'ajouter à leurs pertes, ils résolurent d'attendre l'ennemi derrière les murailles, et de s'ensevelir sous leurs débris.

Incendie d'un hôpital.

Dans la nuit du 2 août et le jour suivant, les

1808. AOUT. Français bombardèrent la ville. Un hôpital encombré de malades et de blessés prit feu, et fut consumé en peu d'instans, malgré les efforts des assiégés. Ils durent se borner à arracher aux flammes les malheureux qui se trouvaient en même tems exposés aux projectiles ennemis et aux fureurs de l'incendie. La population entière, bravant un danger imminent, se porta sur les lieux, et les femmes surtout montrèrent le dévouement et l'intrépidité dont elles avaient déjà donné tant de preuves.

Couvent de Sainte-Engracia.

Le lendemain les Français achevèrent de placer une batterie sur la rive droite de la Guerva, à portée de pistolet de la porte de Sainte-Engracia, à laquelle donnait son nom le beau couvent de Hiéronymites qui en était voisin. Ce monument était remarquable sous plusieurs rapports. Digne de l'attention des hommes de lettres, parce qu'il renfermait le tombeau de l'historien Zurita, qui y avait passé les derniers jours de sa vie, les reliques de la sainte dont il portait le nom le rendaient l'objet de la vénération des ames pieuses. Sainte-Engracia, selon la Légende, était fille de Camerus, général africain au service des Romains, qui lui donnèrent la ville de Norba Cæsarea, située sur le Tage, entre Portalègre et Alcantara. La jeune Eneratis ou Engracia, élevée dans la religion chrétienne, et fiancée au gouverneur d'une province de la Gaule

Narbonaise, allait le joindre suivie d'une brillante escorte. Elle eut à traverser Cæsarea Augusta, où Publius Decianus, préfet d'Espagne, exerçait les plus terribles persécutions contre les Chrétiens. Soit qu'elle préférât le martyre à un époux qu'elle ne connaissait point encore, soit que son rang et la puissance de son père lui parussent une sauve-garde suffisante, Engracia alla voir Publius, et intercéda auprès de lui pour ses infortunés co-religionnaires. Mise à la torture par les ordres du préfet, elle y résista sans perdre la vie, et sans que les supplices les plus affreux la fissent renoncer à la foi du Christ. Ses reliques, déposées ensuite dans l'église élevée en son honneur, disparurent pendant le séjour des Maures en Espagne, et furent retrouvées vers la fin du quatorzième siècle. Soixante-dix ans après, Jean II d'Aragon, l'un des souverains les plus perfides et les plus cruels qui aient jamais souillé le trône, s'imagina avoir été guéri d'une ophtalmie par l'intercession de Sainte-Engracia. En rémunération de cette faveur, il agrandit et embellit l'église, et fit élever tout auprès le couvent des Hiéronymites. Il ne fit au reste que commencer ces monumens, que continua son fils, Ferdinand le Catholique, et qui ne furent entièrement achevés que sous Charles V.

1808. AOUT.

L'église et le couvent possédaient de grandes richesses; mais on y remarquait surtout une

1808. Aout. chapelle souterraine, à l'endroit où furent trouvés les restes de la sainte. Elle était séparée en deux par une superbe balustrade en fer, qui interdisait l'entrée du sanctuaire aux séculiers. On y descendait par trois escaliers, dont un était destiné au public, et les deux autres, placés derrière l'autel de l'église supérieure, conduisaient au sanctuaire. Trente petites colonnes en marbre de différentes couleurs, supportaient le dôme de ce souterrain, peint en bleu azuré parsemé d'étoiles; sur les parois était représentée, en bas-reliefs, l'histoire des martyrs de Sarragosse. Trente lampes en argent éclairaient jour et nuit cet asile silencieux, et malgré le peu d'élévation du plafond, ne laissaient jamais échapper une fumée qui pût en ternir l'éclat. Le fait est réel, mais on avait grand soin de cacher aux fidèles la manière de faire brûler l'huile sans qu'elle produisît de la fumée, et les bons Hiéronymites avaient su trouver le moyen de perpétuer un miracle qui ajoutait à la vénération portée à l'église qu'ils desservaient.

Le 4 août, comme nous l'avons déjà dit, les Français ayant achevé leurs préparatifs sur ce point, commencèrent le feu. Aux premières décharges le mur offrit une large brèche, dans laquelle ils se précipitèrent. Dans la rue de Sainte-Engracia, où leurs premiers corps purent commencer à se former, se trouvent d'un côté le couvent de St.-

François, de l'autre l'hôpital général. Ces deux monumens furent livrés aux flammes. Les blessés et les malades, sans secours et abandonnés au milieu du tumulte et de la confusion, se précipitaient par les fenêtres pour échapper à l'incendie, et expiraient sur le pavé. Les cris de rage et de désespoir des aliénés renfermés dans le même hôpital, vinrent bientôt se mêler aux cris des mourans et des blessés, au bruit des flammes, aux décharges d'artillerie, et compléter l'horreur de cette terrible scène. Plusieurs de ces infortunés perdirent la vie au milieu de l'incendie ou sous les coups des Français. Ceux qui échappèrent furent conduits prisonniers au Torrero; mais le lendemain on reconnut leur état, et on les fit rentrer dans la ville. Après une lutte opiniâtre et sanglante, les Français s'ouvrirent un passage jusqu'à la rue de Cozo, au centre de la ville, et furent ainsi maîtres de la moitié de Sarragosse. Lefebvre invita Palafox à se rendre, par un billet contenant ces mots : *Quartier général de Sainte-Engracia, capitulation*. L'héroïque Espagnol répondit immédiatement : *Quartier général de Sarragosse, guerre au couteau*. 1808. Aout

Les annales de la guerre n'ont jamais rien offert de semblable à la lutte qui s'engagea dès cet instant. Une ligne de maisons de la rue était occupée par les Français; le côté opposé était en-

1808. AOUT. core au pouvoir des habitans, qui élevèrent des batteries à l'entrée des rues de traverse, et en face de celles que leurs ennemis s'empressèrent de construire. L'espace libre entre les deux partis fut bientôt encombré des cadavres des combattans qui avaient péri dans l'action, ou qu'on avait précipités par les fenêtres. Le lendemain les munitions commencèrent à manquer aux assiégés. Ils attendaient à chaque instant une nouvelle attaque, sans que personne songeât à capituler. La présence de Palafox était instantanément saluée d'acclamations bruyantes et de promesses d'attaquer les Français le couteau à la main, si la poudre venait à manquer. Au moment où on s'y attendait le moins, ces généreuses dispositions reçurent un nouveau degré d'énergie par l'entrée dans la ville de François Palafox, frère du général, qui conduisait un convoi d'armes, de munitions et trois mille hommes.

F. Santiago Sass. Cependant le désir et la nécessité de vaincre une résistance aussi opiniâtre enflammèrent les Français d'une ardeur égale à la bravoure des assiégés. Chaque rue, chaque maison, devinrent bientôt autant de théâtres de combats sanglans et d'un acharnement sans égal. On citerait difficilement un habitant qui, pendant le siége, ne se soit pas fait remarquer par quelque trait de patriotisme et de bravoure, mais il n'est pas

permis d'oublier Santiago Sass, curé d'une des églises de la ville, qui sut remplir avec le même dévouement les fonctions de son ministère et les devoirs d'un soldat. Palafox, dont il avait attiré les regards et mérité la confiance, le plaçait partout où il y avait un danger imminent à courir, une entreprise difficile à mettre à fin. Il réussit, à la tête de quarante hommes choisis, à faire entrer dans la ville une provision de poudre dont on avait le plus grand besoin. 1808. Aout.

Ces combats partiels et sans cesse renouvelés se prolongeaient depuis onze jours consécutifs, sans que la nuit même en interrompît le cours, lorsqu'une nouvelle calamité vint menacer les assiégés. La putréfaction des cadavres entassés dans toutes les rues, et qu'il était impossible d'enlever, fit craindre à Palafox qu'une épidémie ne vînt bientôt ajouter aux ravages de la guerre. Il fit attacher avec de longues cordes, dont ses soldats tenaient un bout, quelques prisonniers français, et les lança au milieu des deux partis pour retirer les cadavres, qui furent enterrés. Il eût été inutile, de part et d'autre, de demander une trève pour remplir ce devoir, dont les prisonniers seuls purent s'acquitter sans s'exposer aux coups des combattans.

Les chefs espagnols tinrent le 8 août un conseil de guerre, où ils arrêtèrent de communiquer officiellement au peuple l'héroïque déter- Retraite des Français.

1808. Aout. mination qu'il avait prise de lui-même, et qu'on avait suivie jusqu'alors avec tant de constance. Il fut arrêté que l'on continuerait à défendre les positions que l'on conservait encore, jusqu'à la dernière extrémité; mais que, s'il fallait les abandonner, on passerait l'Èbre pour s'enfermer dans les faubourgs, et y périr en combattant. Ce manifeste fut accueilli par des cris de joie. Au reste, les Espagnols gagnaient graduellement du terrain, et les Français, après tant d'efforts, n'étaient maîtres tout au plus que d'un huitième de la ville. Les nouvelles qu'ils recevaient de toutes parts de la situation de leur armée dans la Péninsule, n'étaient pas propres à relever leur énergie. Pendant la nuit du 13 leurs batteries firent feu sur la ville sans interruption. Ils incendièrent ensuite la plupart des maisons dont ils étaient maîtres, et finirent par faire sauter l'église de Sainte-Engracia. Un silence absolu et lugubre succéda aux horreurs de cette nuit désastreuse, et au point du jour les Espagnols, à leur grand étonnement, virent au loin dans la plaine les colonnes françaises effectuant leur retraite sur Pampelune.

Telles furent les principales circonstances de ce siége, dont le récit, destiné à former une des plus belles pages des annales espagnoles, doit attirer le respect et l'admiration des peuples, aussi long-tems que l'amour de la patrie et de l'in-

dépendance nationale sera compté au rang des vertus. Aussitôt que le calme fut rendu à la ville, le premier soin de Palafox fut de faire enlever les cadavres délaissés encore dans toutes les maisons, et de faire les réparations les plus urgentes. Ferdinand fut ensuite proclamé solennellement. Au lieu des réjouissances et des fêtes qui, dans d'autres circonstances, auraient accompagné cette cérémonie, tout rappelait les efforts qu'on venait de faire pour parvenir à ce résultat. Des murs écroulés et teints encore du sang de leurs défenseurs, une population palpitante des nobles émotions qu'elle venait d'éprouver, furent les seules pompes triomphales de ce jour glorieux. Après avoir fait rendre des honneurs funèbres à ceux qui avaient péri dans le siége, le général s'occupa des récompenses à décerner. Santiago Sass fut nommé son aumônier, et reçut un brevet de capitaine. La solde de soldat d'artillerie fut accordée à Augustine, avec la permission de porter au bras gauche un écusson aux armes de la ville. Tous ceux qui, parmi tant d'actions de bravoure, s'étaient fait remarquer par une bravoure plus éclatante encore, reçurent des récompenses particulières. Mais celle que Palafox décerna à la ville caractérise éminemment, et la grandeur d'ame espagnole, et l'exaltation qu'avaient fait naître tant d'événemens mémorables. De sa propre autorité, et 1808. AOUT.

1808. Aout. au nom de Ferdinand, il déclara que les habitans de Sarragosse et de la banlieue auraient le privilége perpétuel et irrévocable de n'être jamais soumis à aucun châtiment, par aucun tribunal, excepté pour crime de trahison et de blasphême.

LIVRE DIXIÈME.

Insurrection de Portugal.

PENDANT que ces événemens se passaient en Espagne, la tourmente politique bouleversait également le Portugal. Aussitôt que l'insurrection de Madrid avait été connue à Badajoz, une proclamation anonyme, partie de cette dernière ville, et répandue avec profusion sur la frontière, y avait appelé le peuple à prendre les armes. Moretti, lieutenant dans les gardes vallones, s'était rendu à Lisbonne à l'effet de concerter, avec le général Caraffa, les moyens de faire rentrer les troupes espagnoles. Caraffa trouva l'entreprise trop hasardeuse pour y prêter les mains, et resta sous les ordres de Junot; mais il ne parla pas des propositions qui lui avaient été faites, et Moretti put repartir sans avoir excité de soupçons. 1808. JUIN.

Revenu de ses projets de royauté, Junot n'en était pas moins accablé de tous les soucis qui accompagnent ordinairement la couronne. Ainsi que les autres chefs de corps de sa nation com-

1808. Juin. mandant en Espagne, il n'avait jamais pensé que les armées françaises pussent rencontrer une résistance longue et opiniâtre. Mais sa position particulière l'exposait à plus de dangers que tout autre. Son éloignement ne lui laissait pas la possibilité de recevoir des secours. L'escadre anglaise épiait tous ses mouvemens, et ne lui permettait pas de douter qu'à la première occasion favorable, l'Angleterre ne fît un effort pour délivrer le Portugal. D'après les ordres reçus de Madrid, il avait envoyé en Galice les restes de la division Taraneo, ne gardant sous ses ordres que les troupes de Caraffa, dont quatre mille hommes occupaient Porto, et le reste, divisé en faibles détachemens, était réparti entre Lisbonne, Mafra, Santarem, Setubal et quelques autres places. Dans l'espoir d'exciter l'animosité des Portugais contre ces troupes, et d'étouffer la sympathie que la similitude de mœurs, de langage et de position établissait entre les deux peuples, Junot fit répandre le bruit que, d'après les ordres de Napoléon, le Portugal, jusqu'à ce que son sort fût définitivement arrêté, allait être gouverné par l'Espagne. Mais ce stratagème échoua complètement. Les Espagnols savaient à quoi s'en tenir, et la bonne intelligence avait cessé de régner entre eux et les Français, du moment où Ferdinand avait été attiré à Bayonne. La division Caraffa montra même

des dispositions si hostiles, qu'on fut obligé d'en consigner chaque soir les soldats dans leurs casernes. Malgré la plus stricte surveillance il en déserta un grand nombre. Ils se rendaient par détachemens à la frontière, et le régiment de Murcie, bravant les ordres de son colonel, partit en entier avec armes et bagages. Un corps français de six cents hommes, envoyé à sa poursuite, l'atteignit à Pegoens. Mais les Espagnols vainqueurs poursuivirent leur route, accueillis sur leur passage par la bienveillance des habitans, tandis que les Français ramenaient à Lisbonne deux cents blessés. 1808. Juin.

Badajoz était le point où se rendaient les Espagnols venant de l'Allentejo et du sud du Portugal. Le nombre en devint bientôt assez considérable pour donner des craintes à Kellermann, qui se trouvait à Elvas. Ce général, qui avait remplacé Solano, signala son commandement par des contributions extraordinaires dont il frappa une province déjà épuisée. Evora devait payer dix mille cruzades (315,000 fr.); Elvas et Portalègre chacun huit mille (252,000 fr.); Villa-Viciosa six mille, et les autres villes des sommes proportionnées à leur population. Le tout fut perçu dans l'intervalle de six heures après la sommation. Mais Junot, sur les plaintes qui lui furent portées d'une exaction aussi criante, ordonna que la restitution s'effectuât sur-le-champ. Kellermann prend le commandement dans l'Allentejo.

1808. Juin.

Il s'efforce de gagner les Espagnols à Badajoz.

Espérant ranimer d'anciens levains de discorde, Kellermann rappela les milices et invita les habitans d'Elvas à prendre les armes contre les Espagnols qui se disposaient, disait-il, à sortir de Badajoz pour venir les attaquer. En même tems il s'adressait aux Espagnols de cette ville, pour les exhorter à rentrer dans le devoir, et leur promettre pardon et protection. Il ne reçut aucune réponse, et crut devoir faire transmettre au commandant et à la junte de l'Estramadure, une adresse longue et raisonnée, pour leur représenter toutes les suites que pourrait avoir leur rébellion. « La maison de Bourbon, disait-il, a renoncé à tous ses droits sur l'Espagne. Ferdinand est en France, et les pouvoirs de le remplacer sur le trône d'Espagne ont été cédés à Napoléon. Voulez-vous attirer sur votre patrie les calamités dont nous avons eu nous-mêmes si long-tems à gémir? Si la France est sortie triomphante de la lutte à jamais mémorable qu'elle a soutenue, elle le doit à sa force intérieure, à sa valeur, et surtout aux talens de l'homme extraordinaire suscité par le ciel pour faire son bonheur et le bonheur de l'Espagne, si ce royaume ne veut pas s'y opposer. Pouvez-vous espérer un semblable résultat, et la bravoure suffit-elle pour y parvenir? La moitié de l'Espagne s'est déclarée pour le nouvel ordre de choses. Les armées françaises, commandées par

des généraux qui ont soumis l'Europe, et abondamment pourvus de tous les moyens de vaincre, sont au cœur du royaume. Vous n'avez pour vous que quelques soldats qui ont égorgé leurs chefs, une populace enivrée d'une force à laquelle on n'a daigné opposer jusqu'à présent aucune résistance, et une poignée d'Anglais toujours également prêts à exciter les discordes, et à abandonner lâchement, au moment du danger, les victimes de leur politique infernale. Au reste, il n'est point de motifs qui puissent autoriser votre opposition au changement qui vient d'avoir lieu; au commencement du siècle dernier l'Espagne, pour établir une paix inébranlable avec la France, avait appelé au trône Philippe V. L'accession à la couronne, d'un prince de la nouvelle dynastie française, n'est qu'une suite naturelle du même système. Il est tems d'opter encore; l'épée n'a point été tirée, et l'on peut espérer de s'entendre. » On ne répondit pas plus à cette adresse qu'à la première. Kellermann ne se rebuta pas, et fit une autre tentative pour prier la junte de venir conférer avec lui sur les bords de la Caya, ruisseau qui sépare les deux royaumes. Personne ne se rendit à cette invitation, et Kellermann commença à armer les forts d'Elvas et à faire des dispositions pour attaquer Badajoz.

1808. JUIN.

Insurrection de Porto.

Elvas, par sa position, son importance, et sur-

1808. Juin.

tout par l'attitude hostile des Espagnols à Badajoz, imposait au général français la nécessité d'y tenir une forte garnison. Il fit également occuper par des troupes nombreuses Peniche, Setubal et Almeida. Il n'y avait, dans tout le nord du Portugal, d'autres Français que ceux qui tenaient garnison dans ces places, quelques postes militaires sur les routes, et environ cinquante hommes à Coïmbre. Leurs forces principales étaient à Lisbonne et dans les environs. Porto se trouvait occupé par les Espagnols, qui y étaient allés par suite du traité secret de Fontainebleau. Cependant le général Bellesta, qui y commandait, avait été mis sous les ordres du général français Quesnel, du moment où il devint inutile d'amuser les Espagnols par l'avenir du fantastique royaume de la Lusitanie Septentrionale. Quesnel avait auprès de lui soixante et dix dragons, et quelques Français appartenant aux administrations de l'armée. Aux premières nouvelles des événemens de la Galice, Bellesta fit arrêter le général français et tous les siens, et convoqua les autorités civiles et militaires pour leur donner connaissance de la situation des affaires, et leur demander si leur dessein était de rétablir le gouvernement national, ou de rester sous la domination des Français. On répondit unanimement qu'il fallait, sans perdre un instant, proclamer le souverain légitime, et arborer

le drapeau national. Par suite de cette détermination, et en sortant de l'assemblée, Bellesta envoya Raymond, officier portugais, prendre le commandement du fort de Saint-Jean-de-Foz, à l'embouchure du Douro. 1808. JUIN.

Le lendemain de cette réunion, qui s'était prolongée fort avant dans la nuit, les Espagnols partirent sans délai pour la Corogne, avec leurs prisonniers, laissant le commandement de Porto à Luiz Olivier de Costa, en l'absence du général Bernard Freire d'Andrada. Un brick de guerre anglais, qui croisait dans ces parages, s'approcha de la côte pour connaître la cause de la rumeur et des mouvemens inaccoutumés qu'il remarqua dans la ville. Raymond se rendit à bord, y fut reçu avec les plus grands égards, et revint à terre avec un officier anglais, qui se rendit chez le nouveau commandant.

Luiz de Costa avait assisté à la réunion de la veille, et s'était montré aussi dévoué que tous ceux qui en faisaient partie, à la cause de son pays, soit qu'il exprimât alors des sentimens que les circonstances lui faisaient momentanément éprouver, soit qu'il n'osât pas s'opposer à une décision aussi unanime que celle qui fut prise; mais aussitôt que les Espagnols se furent éloignés, la terreur que lui inspiraient les Français s'empara de nouveau de lui, et au lieu d'accueillir l'officier anglais comme un allié, il écrivit

1808. Juin. à Raymond pour lui reprocher d'avoir communiqué avec l'ennemi. Celui-ci répondit que le gouverneur paraissait avoir oublié ce qui s'était passé la veille; que, quant à lui, il s'en souvenait si bien, qu'après avoir, avec ses officiers, proclamé le souverain légitime, il avait en son nom réclamé les secours des Anglais. Malheureusement le pouvoir de Raymond n'était pas proportionné à son courage et à sa bonne volonté. Abattue par le départ de la garnison espagnole, la population de Porto, quoique le pavillon national flottât sur le fort Saint-Jean-de-Foz, n'en était pas moins soumise au gouvernement français. Un lieutenant-colonel, appelé Manuel Ribeiro d'Araujo, se présenta au fort pour en prendre le commandement, avec ordre du gouverneur. Raymond lui dit qu'il était prêt à lui céder sa place, s'il venait commander au nom du prince-régent, mais que, dans le cas contraire, il pouvait retourner à ceux qui l'envoyaient. Araujo revint bientôt après pour engager Raymond à venir conférer avec le gouverneur sur la conduite à suivre dans les circonstances difficiles où on se trouvait placé. Cette invitation insidieuse fut acceptée, mais au premier pas que fit le trop confiant officier dans la demeure du partisan des Français, il fut arrêté comme perturbateur. On allait sans doute le livrer aux Français, mais pendant quelques instans que le gouverneur le laissa

seul enfermé dans un appartement, il sut trouver les moyens de s'évader. 1808. Juin.

Bellesta avait laissé pour Junot une lettre que les autorités de Porto lui firent parvenir, en l'assurant de leur soumission et de leur dévouement. Il la reçut au milieu d'une fête donnée au théâtre par l'état-major français, et où, malgré la présence du contre-amiral Siniavin, on voyait, parmi d'autres trophées, aux pieds de la statue de Napoléon, le pavillon russe. Au reste, un sentiment de crainte perçait au milieu de ces réjouissances. Toutes les rues aboutissant au théâtre étaient occupées par des troupes armées, des pièces de campagne étaient braquées sur les places, et les pompiers étaient à leurs postes. A quatre heures du matin, des mouvemens de troupes annoncèrent l'arrivée de nouvelles importantes. Plusieurs détachemens passèrent le Tage et se portèrent à Mafra, Santarem, et dans quelques villes dont la garnison n'était pas assez forte. Un corps espagnol reçut ordre de se rendre au couvent de Saint-François, qui servait de caserne aux Français, et où dix mille hommes l'attendaient pour le désarmer. Les Espagnols, en approchant du couvent, se doutèrent de la perfidie que l'on tramait contre eux, mirent la bayonnette au bout du fusil, et refusèrent d'aller plus avant. On les laissa retourner à leur poste, et à deux heures après minuit, ils

Désarmement des Espagnols à Lisbonne.

1808. Juin. reçurent ordre de se réunir à ceux qui étaient à Val de Peyro, et de partir ensemble pour l'Espagne. Ces troupes trouvèrent sur la place Terreiro de Paço, d'où elles devaient effectuer leur départ, un corps de trois mille hommes qui occupait, avec du canon, toutes les avenues, et qui les somma de mettre bas les armes et de se rendre. Le même jour et le lendemain, les Espagnols qui se trouvaient à Mafra et aux environs, furent aussi emmenés prisonniers de guerre et renfermés, au nombre de quatre mille cinq cents en tout, dans des pontons sur le Tage. Les officiers furent d'abord prisonniers sur parole, mais la désertion de quelques-uns fit prendre contre les autres les mêmes mesures qu'à l'égard des soldats. Junot informa son armée, par un ordre du jour, que la conduite déloyale du général espagnol Bellesta, la révolte de deux régimens et l'indiscipline des autres, avaient nécessité les mesures sévères qu'il venait de prendre. «Heureusement, ajoutait-il, le tout s'est terminé sans effusion de sang. Les Espagnols ne sont pas nos ennemis, ils continueront à percevoir leur solde et leurs rations, et la position dans laquelle ils se sont placés n'altère en rien notre bienveillance pour eux.» Il finissait par dire que si les Anglais jugeaient à propos de faire une descente, tout était prêt pour les recevoir.

Proclamation de Junot aux Portugais.

Il adressa en même tems aux Portugais une

proclamation par laquelle il manifestait, avec une audace inouie, la double perfidie dont il s'était rendu coupable envers eux et envers les Espagnols. « La tranquillité du royaume, disait-il, a été sur le point d'être troublée par les troupes espagnoles qui y étaient entrées comme alliées, mais avec l'intention tacite de le démembrer. Je m'étais à peine mis à la tête du gouvernement, que ces troupes ont ouvertement manifesté leurs projets. Leur conduite à Porto et dans plusieurs autres garnisons m'a placé dans la nécessité de les désarmer. Portugais, jusqu'à ce jour je n'ai eu qu'à me louer de vous et de vos chefs. Vous avez su apprécier les avantages que vous pouvez retirer de la bienveillance et de la protection de l'empereur Napoléon. Vous m'avez accordé une juste confiance. Conservez-la moi ; je saurai préserver votre patrie de l'invasion étrangère. Si les Anglais, qui ne cherchent qu'à fomenter la discorde, songeaient à vous attaquer, ils nous trouveraient prêts à vous défendre. Quelques corps de votre milice, et ce qui reste de vos troupes, feront partie de mon armée et défendront vos frontières. Nous les instruirons à nos manœuvres, et peut-être serai-je assez heureux pour vous apprendre à vaincre. » Junot paraissait alors faire tout ce qui dépendait de lui pour se concilier l'esprit des militaires portugais. Il annonça de nouveaux arrangemens,

1808. Juin.

1808. JUIN.

par lesquels, en les plaçant sur le même pied que les troupes françaises, on leur accordait la même solde et les mêmes rations. L'ordre qui les mettait sous le commandement des généraux français n'avait rien de cette morgue et de cette hauteur qui avaient caractérisé jusque-là tous les actes publics du duc d'Abrantès.

Fête-Dieu célébrée à Lisbonne.

Mais il était trop tard, après tant d'actes d'oppression, pour chercher des moyens de concilier les esprits, et une circonstance purement fortuite vint bientôt mettre au grand jour la méfiance que s'inspiraient mutuellement l'armée française et les habitans de Lisbonne, et ce fut pendant les cérémonies de la Fête-Dieu que ce sentiment se manifesta d'une manière non équivoque. Sous le règne de Jean V on déployait, dans cette solennité, une pompe qui n'avait rien d'égal dans les cérémonies du culte catholique de tous les autres pays de l'Europe ; et bien que, depuis quelques années, le pompeux appareil qui l'avait accompagnée jusqu'alors eût perdu quelque chose de son éclat, elle offrait encore un spectacle magnifique. Toutes les rues de la capitale étaient lavées avec soin, et jonchées d'un sable fin et brillant. Les maisons étaient couvertes de tentures de damas; les troupes en uniformes neufs, les confréries civiles et religieuses avec leurs bannières, les chevaliers des ordres militaires, et

et tous les couvens, accompagnaient la procession, terminée par le prince entouré de tous les grands de sa cour. L'image de saint Georges, armé de toutes pièces, était portée par un superbe cheval que conduisait un écuyer, et soutenue de chaque côté par des pages du souverain. Les plus beaux chevaux des écuries royales, couverts de riches harnais, lui servaient d'escorte. Les chevaux et le saint avaient été, depuis 1387, acteurs indispensables de la procession, et les premiers n'avaient cessé d'en faire partie que pendant fort peu de tems; voici à quelle occasion : Mordomo, archevêque de Lisbonne, pensant que leur présence était un outrage à la majesté du culte, les fit exclure, et ne conserva que le palefroi du saint; mais, au milieu de la procession, cet animal s'arrêta tout d'un coup, sans qu'on pût parvenir à lui faire faire un seul pas. On ne douta pas que le cavalier ne témoignât par là son mécontentement de se voir privé de son escorte habituelle. On la lui rendit; saint Georges continua sa route, et la procession se termina à la satisfaction générale. Mais le mal avisé Mardomo n'en fut pas quitte pour si peu. Le lendemain, comme il disait sa messe à l'autel du saint, celui-ci, qui lui gardait rancune, laissa tomber sur sa tête l'épée dont il était armé, et le tua.

1808. Juin.

L'image qui avait fait ce miracle, après avoir

1808 Juin. figuré dans les processions, pendant trois cent cinquante ans, avait été détruite par le feu, lors du tremblement de terre de Lisbonne. On en avait fait une autre qui remplissait les mêmes fonctions et jouissait des mêmes honneurs. Un des plus beaux chevaux du royaume était réservé pour la porter, et ne faisait pas d'autre service. Mais Junot avait jugé à propos de s'emparer de la monture de saint Georges, et de s'en servir en passant la revue de ses troupes. Cette année, et pour la première fois depuis bien long-tems, le saint ne parut pas à la fête. Les Français prétendaient qu'il ne pouvait y figurer décemment, attendu que les diamans de la famille Cadaval, dont on ornait habituellement son casque, avaient été emportés par la famille royale dans son émigration. Mais les Portugais assignaient d'autres motifs à cette absence. A la rentrée de saint Georges dans son église, on était dans l'usage de lui faire chaque année un riche présent, pour l'aider à se remettre des fatigues de la journée; on pensa que les Français étaient bien aises de s'affranchir de cette redevance. Ils faisaient en outre secrètement au château des travaux pour le mettre en état de défense contre les Anglais et les Portugais eux-mêmes. Comme le saint, dans sa tournée, devait entrer au château, sa visite aurait fourni à sa suite l'occasion de voir les préparatifs qui s'y faisaient, et c'est

ce qu'on voulait éviter. Le peuple disait encore qu'en tems de guerre l'armée française devait trouver dangereux de voir un saint anglais se promener dans les rues. 1808. JUIN.

Elle est interrompue par suite d'une terreur panique.

Pour tout le reste, Junot désirait prouver aux habitans que cette cérémonie n'avait rien perdu de son ancienne magnificence. La procession, après s'être formée dans le plus grand ordre, avait déjà parcouru la moitié du chemin qu'elle avait à faire, lorsqu'une alarme imprévue et soudaine vint y répandre la plus horrible confusion. On a prétendu dans la suite qu'un voleur, surpris à dérober quelque chose, conçut l'espoir de s'évader à la faveur d'un tumulte instantané, et s'écria que les Anglais entraient dans le port. Quoi qu'il en soit, le désordre fut d'abord à son comble. Une partie des troupes françaises se forma en bataille, comme pour attendre l'ennemi. Les autres se rendirent à leur poste avec une célérité que les Portugais mirent sur le compte de la frayeur, mais qu'il ne faut réellement attribuer qu'à l'admirable discipline qui présidait alors à tous les mouvemens des soldats de cette nation. La multitude chercha un refuge dans l'église de saint Dominique, d'où sortait alors le chapitre, portant le ciboire, objet principal de la cérémonie. Prêtres, moines, membres des confréries, se mirent à fuir de toutes parts, abandonnant les croix, les cierges et les

1808. Juin. bannières. En un instant la rue presque déserte fut couverte d'insignes du culte catholique, confusément mêlés avec les chapeaux et les souliers perdus par les fuyards. Cependant on ne tarda pas à reconnaître que ce n'était qu'une fausse alarme, et que les Anglais n'avaient pas quitté leur mouillage. La procession se reforma, et l'on y vit Junot et son état-major y figurer à la place du prince-régent et de sa cour.

Junot fortifie le château. La nouvelle de l'insurrection de Porto avait été suivie presque immédiatement de celle de sa pacification. Mais on apprenait journellement et de toutes parts que la population menaçait de se soulever. Aussi Junot prit de nouvelles mesures pour s'assurer de Lisbonne. Il fit remplir d'eau les citernes du château, dont les fortifications étaient achevées. On y transporta des munitions, du fourrage, toutes les armes de l'arsenal, et on y mit une garnison de huit cents hommes. Un arrêté ordonna à tous les habitans de remettre les armes qu'ils pouvaient avoir, et ne permit de garder une épée qu'aux personnes qui, par leur rang, avaient le droit de la porter. Tous ceux qui, vingt-quatre heures après la publication de cet arrêté, auraient conservé des armes quelconques, devaient être punis par la prison et par une amende proportionnée à leur fortune. Il était d'usage en Portugal, comme jadis en Angleterre, de célébrer, par des

feux de joie, les veilles de certaines fêtes, et surtout celles de saint Jean et de saint Pierre. Cette coutume, qui remonte aux siècles les plus reculés, est un reste des cérémonies payennes conservé par l'église romaine. L'usage de la poudre à canon et des fusées qu'on tirait à cette occasion pouvait présenter des dangers, et l'on eut grand soin de défendre et les feux et les fusées, sous peine d'emprisonnement et d'amende. Les promenades publiques furent interdites à la population pendant ces soirées, et l'on ne manqua pas d'empêcher qu'il ne se formât le moindre rassemblement dans les rues. On donna ordre de couper sans délai les grains qui couvraient les champs d'Ourique, quoiqu'ils ne fussent pas encore mûrs, et l'on fit camper, dans cette position, des troupes qui tenaient la ville en échec. Des détachemens munis de vivres de campagne partirent pour occuper et renforcer tous les environs. 1808. Juin.

La nouvelle de l'insurrection de Porto produisit, dans le nord du Portugal, la plus grande effervescence. L'archevêque de Braga fit enlever la plaque dont on avait recouvert les armes royales qui décoraient son palais, et ordonna de réciter aux offices les prières d'usage pour le prince-régent et sa famille : une partie du peuple proclama le rétablissement du gouvernement légitime; mais cette mesure demeura sans Mouvemens à Braga.

1808. Juin. effet, par les manœuvres de quelques-uns de ces individus pour qui l'intérêt particulier est la première des considérations. Espérant tout de Napoléon, ils rédigèrent contre le saint pasteur une dénonciation qu'ils adressèrent à Junot, et cette affaire aurait eu sans doute les suites les plus sérieuses, si les Français étaient demeurés maîtres du Portugal. Mais là, comme en Espagne, l'impatience du joug se manifestait de partout en même tems.

Insurrection à Melgaço. Un Galicien appelé Mosqueira de Lira, après s'être entendu avec le corrégidor de Melgaço, se présenta dans cette ville avec une suite nombreuse et armée, un jour de marché, où la population des campagnes voisines affluait dans les rues et sur les places. Encouragés par l'aspect de cette troupe, les Portugais proclamèrent le prince légitime, et arborèrent les insignes de son gouvernement. Le lendemain on exécuta les formalités et cérémonies usitées au commencement d'un nouveau règne, et les habitans se répandirent dans les villages des environs pour y porter cette heureuse nouvelle, et y faire reconnaître le prince-régent. Leur joie fut bientôt troublée par la nouvelle qu'un corps français, débarqué en Galice, avait envoyé un fort détachement qui était sur le point de passer le Minho pour attaquer Melgaço. Les fortifications de la ville, bâties par le premier roi de Portugal,

détruites et abandonnées depuis long-tems, laissaient la place ouverte et sans défense. Les cloches sonnèrent le tocsin, et le peuple, courant au-devant du danger, se porta confusément en avant, avec deux pièces de canon. On ne tarda pas à avoir la certitude que le bruit qui avait occasioné cette alarme était dénué de tout fondement. Un jeune homme du peuple n'en proposa pas moins de continuer à avancer, et voulut tuer d'un coup de pistolet un officier qui s'opposait à cette ridicule proposition, et conseillait sagement de retourner. D'autres circonstances indiquèrent que le peuple ne tarderait pas à abuser de l'empire qu'on lui laisserait prendre. Le bruit se répandit que le premier magistrat avait fait amener le pavillon rouge arboré dans la ville. On procéda en hâte à son jugement : il fut condamné à mort, et quelques hommes devancèrent les autres pour hâter son exécution; mais, en approchant de la ville, ils reconnurent que le pavillon qu'ils y avaient laissé flottait encore. Appréciant tout le danger des mesures que la multitude pourrait qualifier de faiblesse ou de soumission au gouvernement français, le magistrat se tint sur ses gardes, et ne communiqua qu'à quelques personnes dont il était sûr la proclamation de Junot. En même tems il prépara tous les moyens de défense que les lieux purent lui fournir, et s'adressa à la 1808. Juin.

1808. JUIN.

junte d'Orense pour lui demander des hommes, des armes et des munitions. Quelques troupes furent en conséquence envoyées à Milmanda et Cellanova, d'où elles pouvaient, au moindre danger et à la première demande, entrer en Portugal et secourir Melgaço.

Le prince-régent est proclamé à Bragance.

Tandis que le désir de se soustraire à l'oppression se manifestait, comme on vient de le voir, dans une des contrées les plus reculées du royaume, on s'y livrait également dans les villes plus importantes et plus exposées à la vengeance de l'ennemi. A Bragance, la poste aux lettres se trouvait dans la maison occupée par l'abbé de Carrazedo. Il lut, en la recevant, devant quelques personnes qui se trouvaient par hasard auprès de lui, une lettre où on lui apprenait l'insurrection de Porto. Tous les individus présens avaient reçu des nouvelles semblables, et des lettres exprimant l'espoir que Junot devait avoir été fait prisonnier à Lisbonne. Un cri de joie spontané partit de toutes les bouches, et la nouvelle se répandit rapidement au dehors. On se rendit à l'église, où se trouvait, pour une cérémonie du jour, le général Manuel Georges Gomès de Sépulvéda, gouverneur de la province. Malgré son âge avancé et ses infirmités, il n'hésita pas un instant sur le parti qu'il avait à prendre, et donna sur-le-champ les ordres les plus sages. Toutes les cloches de la ville annoncèrent

aux habitans le changement qui s'opérait. Quelques hommes, cependant, qui comptaient sur les faveurs des autorités françaises, se rendirent chez le général pour lui demander ce que signifiait ce mouvement. Sépulvéda les fit approcher d'une fenêtre d'où l'on découvrait les rues encombrées d'une multitude ivre de joie, et qui faisait entendre de toutes parts les cris : *Vive le Prince-Régent et la maison de Bragance! Mort aux Français!* «Voilà, dit-il, ce qui détermine ma conduite; essayez de changer les sentimens de ce peuple, si vous l'osez.» Il fit illuminer sa maison, et dans un instant toute la ville suivit cet exemple. Il ordonna ensuite de réunir toutes les armes qui se trouvaient dans la ville, rappela les officiers licenciés, et transmit à tous les commandans militaires sous sa juridiction l'ordre de proclamer le souverain légitime, et d'enrégimenter les paysans des environs. On célébra le lendemain une messe solennelle, pendant laquelle tous les assistans se décorèrent de la cocarde nationale, que les membres du clergé portaient sur la poitrine.

1808.
Juin.

Mais cette joie fut de peu de durée. Le courrier suivant, qu'on s'attendait à voir confirmer ces brillantes nouvelles, vint apprendre que tout était parfaitement tranquille à Lisbonne, et que Porto était rentré dans le devoir. Il apporta des circulaires par lesquelles le gouvernement fran-

1808. JUIN. çais exhortait les Portugais à se conduire aussi paisiblement qu'ils l'avaient fait jusqu'alors, et menaçait des plus terribles châtimens ceux qui chercheraient à exciter les plus légers troubles. Le danger parut aussi imminent que le triomphe avait naguère semblé certain. On croyait déjà voir Loison sortir d'Almeida, et le maréchal Bessières quitter la Castille, pour châtier Bragance. Les partisans des Français profitèrent de la circonstance pour reprendre leur ascendant, et parurent même disposés à dénoncer officiellement Sépulvéda et ceux qui l'avaient secondé. Ils lui proposèrent cependant de se réunir à eux pour intercéder en faveur de la ville, et attribuer les réjouissances et l'illumination à la célébration de la fête de saint Antoine. On écrivit en effet dans ce sens. Sépulvéda ne cherchait qu'à gagner du tems pour être à même de passer en Espagne, et y demeurer jusqu'à ce que les affaires du Portugal prissent une tournure favorable. Il ordonna secrètement aux employés de la poste de ne pas faire partir les lettres adressées à Junot.

Seconde insurrection à Porto. Les mouvemens que nous venons de rapporter, déterminés par l'insurrection de Porto, réagirent à leur tour sur la population de cette ville. Olivier, dont toutes les démarches avaient été conduites par la terreur que lui inspiraient les Français, avait lieu maintenant de redouter

ses compatriotes, et s'était placé dans une situation à se faire traiter en ennemi par les deux partis. Le jour de la Fête-Dieu il voulut que les soldats portassent à la procession les aigles françaises au lieu du drapeau national, et ils refusèrent positivement d'obéir à cet ordre. Il en résulta que quelques faibles pelotons seulement, ne portant aucune enseigne, assistèrent à la cérémonie. Cependant l'attitude du peuple et les rassemblemens qui se formaient à chaque instant faisaient présager une nouvelle crise; elle fut accélérée par un événement calculé pour produire un effet tout opposé. Les autorités d'Oliveira d'Azemeis reçurent ordre de faire préparer des rations pour un détachement français qui allait se rendre de Coimbre à Porto. La ville ne pouvant subvenir de suite à cette demande, on s'adressa à Porto, où les rations se complétèrent immédiatement. Quelques soldats français, qui s'étaient cachés pendant l'insurrection, et avaient reparu depuis, eurent l'imprudence de charger le pain sur les charrettes qu'entourait une foule d'habitans frémissant d'impatience et d'indignation. Un soldat du pays s'écria tout-à-coup qu'on trouvait toujours du pain pour les Français, quoique les Portugais en manquassent. Un Français répondit d'une manière peu convenable, et bientôt des

1808. Juin.

1808. Juin.

paroles on en vint aux coups. Le peuple s'empara des Français et les livra à la garde.

Formation d'une junte.

Cette seconde insurrection avait été préparée long-tems d'avance, quoique l'événement qui la fit éclater fût purement fortuit. Le pavillon portugais fut arboré; Jean Manuel de Mariz fit sortir des casernes et mettre en position quatre pièces de campagne. On distribua des armes et des cartouches à tous ceux qui en demandèrent. Raymond, qui s'était tenu caché à une maison de campagne à deux milles de Porto, parut accompagné de dix-neuf Espagnols, armés comme lui de mousquetons, couverts de poussière, comme s'ils venaient de faire une longue marche, et annonçant qu'une armée espagnole s'avançait. Mais tandis que les chefs et les habitans les plus recommandables s'occupaient à mettre la ville en état de défense, la populace signalait son exaltation par les excès qu'on avait déjà vu commettre dans toutes les circonstances semblables. Elle enfonça les portes des maisons pour chercher les Français qui s'y étaient réfugiés, et jeta en prison Olivier et quelques autres individus. Heureusement il ne fut commis aucun meurtre, et l'on sut à tems prévenir ces excès, par la formation d'un gouvernement provisoire. Mais tandis que les autorités s'occupaient à nommer les membres d'une junte, elles reçurent

avis que les Français étaient à Grijo, à douze milles de Porto. On délibéra s'il fallait les attendre en défendant les hauteurs de Villa Nova, ou aller les attaquer à l'improviste pendant la nuit, et dans le désordre qui devait nécessairement résulter d'une longue marche. L'avis le plus hardi l'emporta. Un corps de volontaires partit pour Grijo avec tant de précipitation et si peu de mesures, qu'il eût été hors d'état d'attaquer s'il eût en effet rencontré l'ennemi; mais il ne trouva que quelques voyageurs, qui assurèrent n'avoir entendu parler d'aucun mouvement de troupes françaises. Cependant le retour du détachement à Porto fut regardé comme une victoire. On s'occupa immédiatement de la formation de la junte, composée de huit membres, pris en nombre égal parmi le clergé, la magistrature, les militaires et les citoyens. L'évêque en fut nommé président. 1808. JUIN.

La junte, après avoir fait proclamer le prince-régent, envoya demander au général Sépulvéda, à Bragance, des secours en hommes et un officier capable de prendre le commandement. Le vicomte de Balsamam se rendit à bord du brick anglais qui croisait encore devant le port, et renoua les rapports de bienveillance interrompus depuis quelques jours. On institua un tribunal destiné à juger les individus suspectés de trahison, mesure d'une grande sagesse au moment Mesures qu'elle adopte.

1808 Juin. où le moindre soupçon pouvait faire immoler par le peuple celui qui en était atteint. On en eut une preuve frappante avant que le tribunal eût pu être organisé. Le colonel Joseph Cardoso de Menezes Sotomayor, qui avait été investi du commandement en chef comme le plus ancien officier, avait envoyé aux autorités des environs un courrier auquel il oublia malheureusement de délivrer un passe-port. Cet homme, arrêté par la garde, refusa, dans un moment de trouble et d'embarras, de dire où il allait, et par qui il était envoyé. On le fouilla, et on lui trouva les deux lettres dont l'avait chargé Cardoso. Elles eussent donné une explication suffisante, mais le messager, s'apercevant qu'une troisième lettre dont il était porteur allait être découverte, la déchira, et en jeta les morceaux par-dessus le pont où on l'avait arrêté. Quelques fragmens qu'on en recueillit ne purent en faire connaître le contenu. Cardoso, à qui le courrier fut conduit et dénoncé comme un traître, dit qu'il en répondait, et voulut qu'on le laissât seul avec lui. Mais le peuple, qui s'était déjà rassemblé, commença à faire planer ses soupçons et ses accusations sur le colonel lui-même. Celui-ci ne trouva rien de mieux que de faire lecture à haute voix des deux lettres qui justifiaient pleinement sa conduite. Mais il ne put donner aucune explication sur celle qui avait été déchirée. On em-

prisonna le courrier, et on traîna Cardoso devant l'évêque. Il eût peut-être été mis à mort avant d'y arriver, si ses amis ne se fussent avisés, pour le sauver, de faire sonner le tocsin, et de s'écrier que l'ennemi approchait. Le peuple, pour courir aux armes, abandonna Cardoso, qui se rendit chez l'évêque, où il répondit sans peine à tout ce qui, dans l'accusation, le concernait personnellement, sans pouvoir cependant jeter aucun jour sur l'objet principal, que le courrier expliqua d'une manière assez plausible. Il dit que, dans un voyage qu'il avait fait depuis peu à Lisbonne, un soldat français lui avait donné cette lettre pour un de ses compatriotes en garnison à Porto; mais qu'à son arrivée dans cette ville, n'y ayant plus trouvé l'individu à qui la lettre était adressée, il avait cru devoir la conserver pour la rendre à celui qui l'en avait chargé, et qu'il l'avait déchirée dans la crainte d'être pris pour un partisan des Français. L'évêque, satisfait de cette explication, conseilla cependant à Cardoso de se tenir caché jusqu'à ce que la première impression de cet événement fût un peu calmée. 1808. JUIN.

Le lendemain, à midi, tout fut de nouveau sur le *qui vive*, et l'on se disposa à recevoir l'ennemi qui était, disait-on, à Os Carvalhos, à huit milles de la ville. Ce bruit n'était pas dénué de fondement. Aussi toute la population fut bientôt

1808. JUIN.

sous les armes, et se porta en avant avec autant de précipitation que de désordre. Cardoso, d'abord indécis s'il devait se rendre à son devoir et se mettre à la tête des troupes, ou continuer à se tenir caché, obéit enfin au sentiment qui le déterminait à servir son pays, et vint prendre son poste. Comme il arrivait au milieu du rassemblement, un jeune homme qu'on venait d'arrêter, et qu'on accusait de trahison, implora sa protection. Il l'interrogea, le trouva innocent, et voulut le faire mettre en liberté. Mais on refusa de reconnaître son autorité, et la multitude s'empara de lui. Quelques voix demandèrent qu'il fût tué sur-le-champ. On finit cependant par le ramener auprès de l'évêque qui, persuadé de son innocence, ne put la démontrer au peuple, et se vit contraint, pour sauver les jours du malheureux colonel, de le faire jeter dans un cachot. Rendu quelque tems après à la liberté, sa conduite honorable prouva l'injustice de ses concitoyens à son égard.

Excès commis par le peuple.

Cependant la ville était dans un état complet de désorganisation. Le peuple était enrégimenté et armé; mais, enivré de joie, il songeait plutôt à célébrer sa délivrance qu'à prendre les mesures qui pouvaient en garantir la durée. Au lieu de creuser des fossés et d'élever des retranchemens, on s'occupait à sonner les cloches, à battre la caisse, et à consommer en vaines bra-

1808. Juin.

vades la poudre que l'approche de l'ennemi pouvait bientôt rendre nécessaire. Une proclamation de l'évêque invita les habitans à tenir une conduite plus conforme à leur position actuelle. « Portugais, disait-il, au nom du ciel, écoutez les avis d'un gouvernement qui vous aime et qui travaille pour votre bonheur. Votre insubordination, vos désordres, vous livreront sans défense aux coups de vos ennemis. Vos efforts, vos moyens d'attaque, pour avoir quelques succès, doivent être préparés sans bruit et sans ostentation. Sachez obéir à vos chefs, attendre à vos postes le moment du danger. Une ardeur déplacée, une précipitation condamnable, causeraient votre perte. » Le peuple, revenu de sa première exaltation, fatigué des courses inutiles résultat des fausses alertes, était enfin disposé à se rendre à ces sages conseils. On ordonna qu'en cas de danger la cloche de la cathédrale sonnerait le premier coup du tocsin, qui serait répété par les autres églises, et que l'approche de l'ennemi serait signalée, dans le jour, par un pavillon arboré sur la tour, dans la nuit, par un feu allumé au même endroit.

Mesures prises par la junte.

La junte s'occupa, sans perdre de tems, de faire tous les préparatifs exigés par les circonstances. Elle leva des fonds, envoya deux députés en Angleterre, et ouvrit des relations avec la junte de Galice, le plus voisin des pouvoirs nou-

1808. JUIN. vellement constitués en Espagne. Un devoir plus important encore appelait son attention; d'autres juntes s'étaient formées dans le nord du Portugal, et, si elles ne consentaient à reconnaître la suprématie de celle de Porto, il était à craindre que la rivalité entre ces différens pouvoirs ne nuisît à l'ensemble et à l'accord des opérations. Celles de Viana, de Torre, de Moncorvo, de Miranda, et quelques autres, prirent, sans hésiter, le rang secondaire où les plaçait le besoin d'agir promptement et sans hésitation. Il n'en fut point ainsi de celle de Bragance, qui disputa long-tems la primauté; elle finit cependant par céder, et fut dissoute.

Tout le Tras-os-Montès s'était déclaré contre les Français, et avait reconnu l'autorité de la junte de Porto. Les mêmes dispositions se manifestaient à Beira, où l'on formait le projet de s'emparer des Français en garnison à Coimbre. La manière dont cette tentative s'effectua peut donner une juste idée des dispositions du peuple, de la nullité de ses moyens, et du peu d'ensemble qui régnait dans toutes ses démarches. Une patrouille de paysans armés avait été envoyée de Porto sur la route de Coimbre, pour chercher à se procurer quelques renseignemens sur l'ennemi, dont on ne connaissait ni la situation ni le nombre. Le docteur Joseph de Azevedo apprit l'objet de cette mission, et

représenta à la junte combien peu il était probable que ceux qui en étaient chargés fussent à même de la remplir. Il fit observer qu'aux premières nouvelles de l'ennemi ils fuiraient tous en désordre, sans avoir rien appris, ou se feraient prendre, s'ils osaient aller en avant. Il offrit de procurer lui-même les renseignemens qu'on demandait, et, à cet effet, il partit à cheval, déguisé en paysan, et accompagné d'un domestique. En arrivant à Oliveira d'Azemeis, il y trouva la patrouille qui revenait, emmenant un avocat accusé de trahison, qu'elle conduisait à Porto. Quatre hommes s'étaient détachés, cependant, pour suivre le premier objet de la mission. Bernard les rencontra à Mealhada, village à douze milles de Coimbre. Enchantés d'avoir poussé si loin sans avoir rencontré d'obstacles, et de ce que leur dirent les habitans de Mealhada, que les Français n'avaient à Coimbre qu'une poignée de soldats, presque tous malades, ils résolurent de les attaquer le jour même. Un colonel réformé réunit trente hommes armés, le peuple offrit de les seconder, et l'on disposa tout pour le départ.

1808. Juin.

Mais, au moment de se mettre en marche, quelques habitans de Mealhada commencèrent à montrer une hésitation qui se propagea sur le reste de la troupe. Bernard, par ses exhor-

Plan pour surprendre l'ennemi à Coimbre.

1808. Juin. tations et ses menaces, parvint à leur rendre le courage, se mit à leur tête, et les fit arrêter à Ois, où il leur ordonna d'attendre, tandis qu'il allait avec deux hommes reconnaître les lieux et l'état des affaires. Entré dans la ville sans obstacles, il s'y procura aisément les renseignemens qu'il désirait. Il n'y avait à Coimbre que cent Français, dont quarante tout au plus étaient en état de porter les armes. Quand il eut pris ces informations, Bernard revint sur le pont d'Agua de Maias, d'où il fit donner ordre à son monde d'avancer.

En approchant du pont, la troupe fut aperçue par une patrouille de quatre hommes, dont deux étaient Français et deux Portugais. Ils répondirent au *qui vive?* par le nom de Napoléon, et firent feu sans blesser personne. Les assaillans ripostèrent, tuèrent deux hommes de la patrouille, et en blessèrent mortellement un troisième; le seul qui ne fut pas atteint était un des deux Portugais: il se jeta à bas de son cheval, en criant : *Vive le prince du Portugal!* et se joignit à ses compatriotes. Le poste français de garde à la porte Sainte-Sophie, après avoir déchargé ses armes sur la troupe qui s'avançait à grands pas, se replia sur le collége Saint-Thomas, où était la caserne. Les Portugais les suivirent de près : les portes furent enfoncées, et les Français, remettant leurs

armes, se laissèrent garotter, heureux de ne pas éprouver un traitement plus cruel!

1808. JUIN.

Le premier magistrat se met à la tête du mouvement.

Après ce succès, Bernard et ses compagnons crurent devoir sanctionner leurs démarches ultérieures par la coopération de quelque autorité constituée. On s'adressa, à cet effet, au premier magistrat de la ville; c'était un nommé Joseph Pedro, qui, heureusement, réunissait, à une grande fermeté de caractère, un sens droit et beaucoup d'activité. Il commença par soustraire les Français à tout danger, en les faisant emprisonner, et fit ensuite distribuer les armes des régimens de cavalerie que Junot avait licenciés. On trouva, dans le magasin où elles étaient déposées, un drapeau national, qui fut promené dans toutes les rues, tandis que le peuple s'empressait de rétablir, sur tous les monumens publics, l'écusson aux armes du royaume. Dès le lendemain, on crut devoir faire partir, sous l'escorte d'un fort détachement, tous les prisonniers français pour Porto, dans la crainte que les autorités eussent assez de faiblesse pour leur rendre la liberté.

Le bon ordre est rétabli à Coimbre.

Cette appréhension était dénuée de fondement: les autorités se déclarèrent avec franchise pour la cause de la nation. Les étudians s'organisèrent en bataillon, et le vice-recteur de l'université, Don Manuel Paes d'Arragon Trigoso, d'après le vœu de ses concitoyens, se mit à la

1808. Juin. tête des autorités civiles. On eût désiré investir du commandement militaire le général Bernard Freire d'Andrada, que le prince, avant son départ, avait nommé au gouvernement de Porto; mais, appelé depuis peu par l'évêque à remplir les fonctions qui lui avaient été assignées, il ne put se rendre aux désirs des habitans de Coimbre, qui jetèrent les yeux sur son frère Nuno Freire d'Andrada, en lui enjoignant, cependant, de ne rien entreprendre sans consulter Trigoso. C'était donner une grande preuve de dévouement à son pays que d'accepter de pareilles fonctions. Dans quelques villes, la sédition pouvait être inaperçue par les Français, ou n'exciter que leur mépris, mais Coimbre n'était pas de ce nombre. C'était, après la capitale, la place où un exemple de sévérité devait produire le plus grand effet. A la portée de l'ennemi par Lisbonne et Almeida, elle manquait de tout moyen de défense, et n'avait pas une seule pièce de canon.

Préparatifs de défense. D'un autre côté, on devait s'attendre à y trouver des dispositions plus fermes et plus sages que partout ailleurs. L'université de Coimbre, la seule qui fût dans le royaume, remplissait l'enceinte de cette ville d'une jeunesse ardente, animée des sentimens les plus généreux, et en état de porter les armes. Aussi l'on ne tarda pas à s'occuper des moyens de

défense : les chimistes confectionnèrent de la poudre; les géomètres firent élever des fortifications; les vieux soldats furent employés à faire des cartouches, ou à instruire les volontaires. On détruisit les ponts, on coupa les chemins, et on barricada les rues, pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. 1808. Juin.

Après une journée passée dans ces préparatifs, on songea à attaquer Figueira de Foz, petite ville à l'embouchure du Mondego et à sept lieues de Coimbre. Les Français y avaient une garnison de cent hommes; quarante étudians, commandés par leur condisciple Bernard-Antoine Zagalo, partirent dans la soirée pour s'emparer de ce point important. Ils comptaient sur les renforts qu'ils trouveraient pendant leur marche, et ils demandèrent au gouverneur l'autorisation de faire insurger le pays qu'ils allaient traverser. Zagalo, avec quatre hommes à cheval, suivit la rive droite de la rivière; les autres prirent le côté opposé. Ils se rejoignirent à Monte-Mor o Velho, et, après avoir marché toute la nuit, se trouvèrent, à sept heures du matin, avec trois mille hommes qu'ils avaient ramassés sur la route, aux portes de Figueira. A leur approche, les Français, dispersés dans la ville, se hâtèrent de se rendre au château. Il eût été facile de le défendre contre une troupe de paysans, armés, pour la plupart, de faux et de piques; mais les Expédition contre Figueira.

1808. JUIN.

Français avaient négligé de l'approvisionner. Zagalo, instruit qu'ils n'avaient des vivres que pour vingt-quatre heures, les somma de se rendre, les menaçant, en cas de résistance, de les faire passer au fil de l'épée. Contre l'usage généralement adopté, Junot avait donné le commandement de ce fort à un officier portugais, qui refusa de capituler, parceque sa famille se trouvait à Peniche, au pouvoir des Français. Il demeura dans l'hésitation jusqu'au lendemain, mais dans l'intervalle Zagalo reçut ordre de retourner de suite à Coimbre. Cette circonstance fit obtenir au commandant une capitulation, par laquelle on lui permettait de passer la rivière avec armes et bagages, mais sans cartouches, et de se rendre à Peniche, le lieu le plus voisin occupé par les Français. Le fort fut livré à ces conditions; mais les paysans s'aperçurent que quelques soldats avaient caché des cartouches; satisfaits de voir enfreindre une capitulation qu'ils étaient bien aises eux-mêmes de ne pas observer, ils auraient massacré les Français, si les étudians ne s'y fussent opposés, et ne les eussent emmenés prisonniers à Coimbre.

Loison reçoit ordre de se rendre à Porto.

Le rappel de Zagalo avait été motivé par la nouvelle de l'approche de Loison. Ce général avait été envoyé à Almeida, vers la fin du mois de mai, avec une division de quatre mille hommes. Il devait lier ses mouvemens avec

ceux de Bessières, se réunir à lui, si les circonstances l'exigeaient, et s'emparer de Ciudad Rodrigo, dans le cas où cette entreprise pourrait s'effectuer. Mais les Espagnols avaient été trompés trop souvent pour qu'on pût espérer encore de les surprendre. Après un séjour de douze jours à Almeida, Loison reçut ordre de Junot de marcher sur Porto, d'en prendre le commandement, et de maintenir les provinces septentrionales dans la soumission. Il avait commencé par s'emparer du fort de Conceiçam. Il est à remarquer que, dans ce moment, les deux partis ignoraient réciproquement les forces et la position de leurs ennemis. Loison craignit que les forces des Portugais ne permissent pas aux Français d'être long-tems maîtres de ce fort; il ordonna au général Charlot d'y tenir aussi long-tems qu'il pourrait, et, s'il était forcé de l'abandonner, d'en détruire les ouvrages, après avoir fait passer l'artillerie à Almeida. Il partit alors avec deux régimens d'infanterie légère, cinquante dragons, et six pièces de campagne. Un bataillon d'infanterie légère, parti de Torres-Vedras, devait arriver, en même tems que lui, à Porto. 1808. Juin.

Le quatrième jour après son départ, il arriva à Lamego, sans avoir rencontré d'obstacles; le lendemain, il passa le Douro à Regoa, et poussa jusqu'à Mezam-Frio, où il se proposait de pas- Il rétrograde de Mezam-Frio.

1808. JUIN. ser la nuit. Son avant-garde n'était qu'à quarante milles de Porto, lorsqu'on lui apprit que les montagnards se disposaient à défendre le passage d'Os Padroens de Teixeira. Au même instant il reçut avis que les bagages étaient attaqués à Regoa. Ces deux mouvemens, préparés par Silveira, s'exécutèrent de la manière la plus heureuse. Loison ne crut pas devoir s'exposer aux dangers dont le menaçait une population armée, dans un pays fortifié par la nature, et il se décida à revenir sur ses pas. Une embuscade, postée dans le vignoble de Santinho, retarda sa marche, et lui tua du monde. Il fut lui-même légèrement blessé. Les Portugais débusqués se retirèrent sur les hauteurs; les Français bivouaquèrent sur les lieux pendant la nuit, et le lendemain matin ils mirent au pillage les villages de Pezo et Regoa. Ce fut là que le général français apprit ce qui se passait à Porto. De toutes parts les paysans armés se portaient contre lui; le bruit de sa retraite s'était répandu avec une rapidité que le télégraphe aurait à peine égalée. Trois colonnes, parties de Real, d'Amarante et de Guimaraens, s'avançaient en même tems. Elles arrivèrent trop tard à Regoa pour empêcher les Français de passer le Douro. Loison s'arrêta une partie de la nuit à Lamego, et continua sa retraite dans la matinée. Les Portugais l'atteignirent à Juvantès, en le harcelant pendant trois

jours. Le défaut absolu de discipline, et le désordre qui régnait dans leur troupe, les empêchèrent de recueillir les avantages qu'aurait pu leur procurer leur supériorité numérique. On les vit se disperser à Castro d'Airo, avec autant d'empressement qu'ils en avaient mis à se réunir. 1808. JUIN.

Les pertes de part et d'autre furent, pendant cette retraite, de peu d'importance. Les Portugais étaient trop mal armés, mettaient trop peu d'ensemble dans leurs attaques, pour faire beaucoup de mal aux Français; ceux-ci, de leur côté, n'étaient pas assez nombreux pour mettre beaucoup de vigueur dans leur défense. Ils perdirent deux pièces d'artillerie et une partie de leurs bagages. Loison, délivré de ceux qui le poursuivaient, dirigea une partie de ses forces sur Almeida, et prit lui-même la route de Viseu. C'est ce mouvement qui avait répandu l'alarme à Coimbre et occasioné le rappel de Zagalo. On pouvait en effet supposer que son intention était de marcher sur cette place importante, pour s'y mettre en communication avec Lisbonne. On lui avait expédié, pour lui ordonner cette opération, vingt-cinq dépêches, dont aucune ne lui était parvenue; mais il avait appris ce qui s'était passé à Coimbre, par quelques partisans des Français qui avaient fui de cette ville. Ils avaient ajouté, au récit des évé- Il se rend à Viseu.

1808. Juin. nemens dont nous avons rapporté le détail, qu'on y attendait chaque jour un corps de douze mille Espagnols. Loison, d'après tout ce qu'il apprenait de la situation des affaires, crut devoir retourner à Almeida. Le général portugais qui commandait dans le Beira avait établi sa résidence à Viseu. En apprenant la marche des Français, il réunit et consulta les autorités, qui jugèrent inutile d'opposer aux Français une résistance prématurée. Loison sentait de quelle importance il était alors pour lui de se faire une réputation de justice et de modération. Il fit camper sa troupe hors la ville, se logea lui-même à la maison du général, et le lendemain paya tout ce qui lui avait été fourni. Il donna la liberté à trois ou quatre prisonniers qu'il avait faits dans les dernières escarmouches. L'insurrection qui commençait à se manifester à Celorico fut prudemment suspendue par les autorités, jusqu'à ce que l'ennemi eût effectué son passage. Les paysans des campagnes environnantes n'eurent pas la même réserve. Ils se montrèrent en armes sur les hauteurs, et Loison envoya deux compagnies pour brûler le village de Souropires. Sur l'avis qu'on lui donna que le pays compris entre Trancoso et Guarda était insurgé, il se proposa de le faire rentrer dans la soumission; mais en ce moment il reçut la seule dépêche qui lui parvint de toutes celles

1808. JUIN.

qu'on lui avait expédiées de Lisbonne. Elle lui ordonnait de se rapprocher de la capitale; en conséquence il se hâta de se diriger sur Almeida pour y prendre les dispositions nécessaires. Sur sa route il brûla la ville de Pinhel, que les habitans avaient abandonnée à son approche, et rentra le 1er juillet à Almeida.

Insurrection à Olham.

Dans le moment même où Loison partait pour aller occuper Porto, le général Avril avait reçu ordre de s'emparer d'Estremoz et d'Evora pour maintenir l'Alentejo dans l'obéissance, et se rendre ensuite maître des Algarves. Le général Maurin, qui commandait dans ce petit royaume, était malade, et avait été remplacé par le colonel Maransin. Celui-ci, d'après les instructions qui lui avaient été transmises, devait occuper Mertola et Alcoutim, et défendre le passage de la Guadiana depuis Faro jusqu'à Villa-Réal, situé à l'embouchure de la rivière, et sur la frontière des deux royaumes; mais on ne lui laissa pas le tems d'exécuter ces ordres. La proclamation de Junot, qui annonçait le désarmement des Espagnols et félicitait les Portugais sur la sagesse de leur conduite, avait été affichée à la porte de l'église d'Olham, petit village à quatre milles de Faro. Le colonel Joseph Lopez de Souza, gouverneur de Villa-Réal, qui se trouvait accidentellement dans ce village, le jour de la Fête-Dieu, vit un rassemble-

1808. JUIN. ment devant l'église, s'en approcha, et lut la proclamation. Elle semblait n'avoir été composée que pour humilier le peuple auquel elle s'adressait. Dans un moment d'indignation le colonel l'arracha du lieu où elle était fixée, la foula aux pieds, et s'écria, en regardant la foule qui l'entourait : « Nous ne sommes plus dignes de porter le nom de Portugais ; la nation n'existe plus ! » Ceux qui l'entendirent protestèrent hautement contre ce reproche, et jurèrent de mourir, s'il le fallait, pour leur prince et pour leur patrie. On proclama le prince-régent, et on nomma Lopez chef de l'insurrection. Il rédigea sur-le-champ une adresse au peuple, et fit placer des pièces d'artillerie à l'entrée des passes d'Armona et de Faro. Cela s'effectua avant que les Français pussent prendre des mesures pour s'y opposer.

Succès des insurgés. La plus grande partie des forces de Maransin était à Mertola. Le reste se trouvait réparti entre Tavira et Villa-Real, et deux cents hommes seulement occupaient Faro. Mais déjà il s'était rassemblé dans les environs un nombre de paysans trop considérable, pour que cette faible garnison pût songer à se défendre ; aussi elle fit demander du renfort à Villa-Real et Tavira. Quatre-vingts hommes s'embarquèrent à cette dernière ville, sur trois caïques. Les marins d'Olham, sous les ordres du capitaine Sébas-

tien Mestre, s'avancèrent pour leur disputer le passage. Les Français, qui étaient loin de s'attendre à cette attaque, se rendirent sans combattre; mais deux cents hommes, partis d'un autre côté de Villa-Real, se portèrent contre Olham. Les Portugais les attendirent sur la route dans une embuscade, où leur empressement les priva du succès qu'ils auraient pu obtenir. Ils montrèrent, au reste, tant de bravoure dans l'engagement qui eut lieu, que l'ennemi ne jugea pas à propos de poursuivre sa marche. Cependant les habitans de Faro n'avaient point donné dans le mouvement insurrectionnel qui venait d'éclater chez leurs voisins. Les autorités de cette ville avaient, au contraire, publié un manifeste par lequel elles blâmaient hautement une entreprise qui devait, disaient-elles, souiller d'une tache ineffaçable le caractère portugais, et attirer sur ses auteurs un châtiment exemplaire. Cette pièce, affichée à Olham, y avait produit un tel découragement, que Lopez et Mestre crurent devoir conduire leurs prisonniers en Espagne, et aller eux-mêmes demander des secours aux juntes d'Ayamonte et de Séville.

1808. JUIN.

Insurrection à Faro.

Maransin, qui n'avait pas un moment à perdre pour réprimer des mouvemens qui lui donnaient les plus grands sujets de crainte, envoya à son détachement deux pièces de canon et cinquante Portugais, commandés par le lieutenant

1808. Juin. Melchior Drago, officier plus disposé à combattre les ennemis de son pays, qu'à les servir. Dans le même tems, le commandant français, ayant appris que les habitans d'Olham étaient dans l'hésitation, obtint de conférer avec quelques-uns de leurs chefs, et leur promit le pardon de tout ce qui s'était passé, s'ils voulaient rentrer dans l'obéissance. Il s'engagea même à n'infliger à Lopez d'autre punition que la défense de reparaître dans le pays. Les personnes à qui ses propositions furent adressées s'y prêtèrent avec complaisance, et dirent que le peuple les accepterait probablement, si les autorités portugaises qui étaient à Faro y donnaient leur assentiment. D'après cela, quelques chefs partirent pour en conférer avec le prieur d'Olham, zélé Portugais que les habitans avaient mis à leur tête, en l'absence de Lopez. Mais les Français commençaient à éprouver sur tous les points, qu'ils avaient trop compté sur la terreur inspirée par leur nom. Quelques hommes de Faro, réunis dans la boutique d'un nommé Bento Alvarès, résolurent de faire insurger la ville. Ils obtinrent d'un marguillier qu'il sonnerait, à une heure convenue, la cloche de l'église des Carmes. A ce signal, tous ceux qui étaient du complot parcoururent les rues en proclamant le prince-régent. Le peuple se joignit à eux, et un colonel d'artillerie fit avertir

Melchior Drago, qui se hâta de rentrer dans la ville avec son monde. Les Français, qui voulurent y reprendre leur poste, trouvèrent les avenues gardées par des canons, et furent contraints de se rendre à Tavira. Leurs magasins, leur caisse militaire, restèrent au pouvoir des habitans. Le général Maurin, demeuré malade dans la ville, eût été massacré, si l'évêque ne se fût opposé à cette lâche cruauté, et ne l'eût fait transporter au palais épiscopal. 1808. JUIN.

Junte de Faro. Le lendemain matin les autorités, l'évêque et son chapitre, le clergé, les moines, qui tous avaient pris les armes, les troupes et la noblesse, se réunirent, et proclamèrent solennellement le prince légitime. On expédia des circulaires aux villes et villages des Algarves. Un chanoine proposa la formation d'une junte. A cet effet, la noblesse, le peuple, le clergé et l'armée, nommèrent chacun sept membres, destinés à remplir les fonctions d'électeurs. Ils choisirent, pour former la junte, huit individus pris dans leur sein, et dont deux appartenaient à chaque classe : le comte de Castro Marim fut nommé président. Il était, au moment de l'invasion, gouverneur et capitaine général des Algarves, et, depuis que les Français s'étaient emparés du gouvernement, il s'était rendu à Tavira, où il vivait en simple particulier. En peu de jours l'insurrection se propagea dans toute l'étendue

1808. JUIN. des Algarves. Les Français, obligés d'abandonner Faro, s'étaient retirés à Tavira, où ils avaient été renforcés par un détachement parti de Mertola. Mais l'escadre anglaise était en vue. Le commandant français, persuadé que ses forces étaient insuffisantes pour résister aux dangers qui le menaçaient, et que le plus urgent pour lui était de tenir des communications ouvertes avec les troupes de l'Alentejo, se retira à Mertola. Le peuple de Tavira ne manqua pas de s'insurger aussitôt après son départ, et d'inquiéter sa retraite. Des juntes subordonnées à celle de Faro se formèrent à Tavira et dans quelques autres petites villes. Un ruban rouge, noué au bras droit, désignait les patriotes, et ce n'était pas sans danger qu'on pouvait se montrer sans être décoré de cet emblême. On fit des préparatifs pour défendre les défilés des montagnes qui séparent les Algarves de l'Alentejo. On envoya des députés à Ayamonte, à Séville et à Gibraltar. Des armes et des munitions furent tirées de cette dernière ville.

Insurrection de Villa-Viciosa. La nouvelle de l'insurrection des Algarves n'avait point encore franchi les montagnes, que le même esprit d'indépendance s'était manifesté à Villa-Viciosa. Un ordre donné par Kellermann à la milice, de se tenir prête à partir, avait exaspéré les habitans; mais les Français étaient encore en forces à Elvas, qui n'était qu'à quatre

lieues; un fort détachement, cantonné à Estremoz, était plus près encore, et une compagnie française occupait le château même de Villa-Viciosa. On ignorait les mouvemens qui avaient eu lieu sur divers points du royaume, et l'on n'eût pas sans doute songé de long-tems à secouer le joug, si les Français n'eussent ajouté l'insulte à l'oppression. Une des nombreuses madones, objets du culte des habitans de la Péninsule, obtenait des honneurs particuliers à Villa-Viciosa, où le bruit de ses miracles attirait de nombreux pélerins. Le 19 juin, jour où l'on célébrait sa fête, les paysans du lieu vinrent comme à l'ordinaire à la chapelle qui lui était consacrée. Quelques soldats français, placés à l'entrée, insultèrent, par leurs ris et leurs propos, à une croyance, sinon respectable, du moins inoffensive. Il ne tarda pas à en résulter une rixe qui fût devenue sanglante, si les agresseurs n'eussent gagné le château où ils se renfermèrent, et dont les Portugais tentèrent vainement d'enfoncer les portes. Le tumulte, qui avait commencé dans la soirée, se prolongea pendant toute la nuit.

1808. Juin.

Les Français entrent dans la ville.

Les habitans envoyèrent demander du secours à Badajoz. Antonio Labo de Lacerda, vieil officier et chef de la milice, se mit à la tête de l'insurrection, et plaça des postes sur plusieurs points qui dominaient le château. Cependant

1808. Juin.

Avril et Kellermann, qui se trouvaient à Estremoz, à la première nouvelle de ces événemens, envoyèrent cinquante dragons et un demi-bataillon d'infanterie pour délivrer leurs concitoyens. Après une faible résistance de la part de la milice, ces troupes entrèrent dans la ville, poursuivant la baïonnette dans les reins les fuyards, qui laissèrent deux cents morts sur le terrain qu'ils n'avaient pas su défendre. Douze prisonniers furent fusillés comme chefs des révoltés, et la ville fut mise au pillage pendant une heure.

Lobo s'empare de Jurumenha.

Les messagers avaient reçu un bon accueil à Badajoz, et Moretti, qui s'était déjà chargé de la périlleuse mission d'aller à Lisbonne, pour conférer avec le général Caraffa, fut envoyé à la tête d'un corps de réfugiés portugais. En se rendant à leur destination, ces troupes arrivèrent à Olivença en même tems que Lobo, échappé, avec quelques soldats, au massacre de leurs compagnons. Moretti et Lobo résolurent de s'emparer sur-le-champ de Jurumenha. Cette place était occupée par une garnison portugaise, dont le commandant était si peu disposé à agir dans l'intérêt de son pays, qu'il venait de faire saisir quelques fugitifs de Villa-Viciosa, de les envoyer sous escorte à Elvas, et de demander un renfort de troupes françaises. Lobo et Moretti connaissaient assez les dispositions de la garnison pour ne pas

retarder d'un instant l'exécution de leur projet. Seize Portugais, portant des armes cachées sous leurs habits, pénétrèrent dans la ville comme pour affaires, tandis que huit autres s'emparaient du gouverneur, et qu'un détachement occupait chaque porte. Le pavillon national flottait sur la ville, quand on vit arriver sous ses murs l'artillerie envoyée d'Elvas, et qui fut obligée de rétrograder. Moretti reçut de nouveaux renforts et des pouvoirs illimités. Des députés et des proclamations furent envoyés aux environs, et l'on aima à se persuader que ce point deviendrait un centre autour duquel allait s'organiser la défense du pays. 1808. Juin.

Détachement français envoyé de Mertola à Beja.

La nouvelle de ce qui se passait dans les Algarves, arrivée en même tems, acheva d'enflammer les esprits. Bientôt l'insurrection devint si générale, que de partout les courriers français étaient interceptés. Le colonel Maransin avait effectué sa retraite sur Mertola, d'où il envoya un détachement de cent hommes d'infanterie et trente dragons à Beja, pour rétablir les communications avec Estremoz et Lisbonne. Beja avait été conquise sur les Maures par le premier roi de Portugal, et fortifiée et embellie dans le treizième siècle, par Alphonse III. Déchue de son antique opulence, comme une très-grande partie des cités de la Péninsule, elle contenait encore en ce moment dix ou douze mille habi-

1808. Juin.

tans, et devenait par cela même un point intéressant, au centre d'une province dont la population était très-faible.

Le peuple se soulève.

Le détachement français entra dans la ville sans obstacle, y passa la nuit, et le lendemain donna ordre de préparer les logemens et les vivres pour la garnison de Mertola, qui devait, disait-on, arriver incessamment. Les habitans de Beja connaissaient la situation de l'Espagne, et ce qui venait de se passer à Jurumenha et dans les Algarves; la manière dont ils reçurent les ordres qu'on leur donnait fit sentir aux Français la nécessité non-seulement de ne pas insister, mais d'abandonner la ville et d'aller camper hors des murs. Leur départ ne pouvait que redoubler l'ardeur et la confiance du peuple, qui, malgré les efforts de l'autorité, se saisit de deux soldats que les Français eurent l'imprudence d'envoyer pour prendre des vivres; ils furent mis à mort. Le chef du détachement, persuadé qu'on s'était borné à les retenir prisonniers, fit menacer de venir les enlever à la tête de son monde, si on ne les relâchait pas. Irritée de cette bravade, la multitude demanda à grands cris des armes, qu'on fut contraint de lui distribuer. Le premier magistrat, placé dans la position la plus embarrassante, partit immédiatement pour Ayamonte, à l'effet d'obtenir quelques secours en hommes et en munitions, et deux

membres de son conseil se rendirent auprès du commandant français pour demander une trève de quelques jours, sous promesse de lui envoyer des vivres. Rentrés dans la ville, ils furent impitoyablement massacrés par la populace, qui obéissait sans doute à l'impulsion donnée par quelque haine particulière. 1808. Juin.

Beja est brûlé par les Français.

Le tumulte et l'agitation se prolongèrent pendant toute la nuit à Beja. Au point du jour on reconnut que le détachement français avait effectué sa retraite. Mais la nouvelle de l'insurrection était parvenue la veille à Maransin, qui réunit ses forces, et qui, à la tête de neuf cent cinquante hommes, se trouvait sous les murs de la ville à quatre heures du soir. Il n'eut à combattre qu'une populace indisciplinée, sans armes et sans chefs; cependant la victoire lui fut vivement disputée. D'après son rapport même, il perdit quatre-vingts hommes. Les Portugais en laissèrent douze cents sur le champ de bataille, et tous ceux qui, les armes à la main, tombèrent au pouvoir des Français, furent fusillés sur-le-champ. Ce ne fut pas la seule vengeance exercée contre cette malheureuse ville, qui fut impitoyablement saccagée et livrée aux flammes.

Proclamation de Kellermann.

Maransin, après cette expédition, se rendit à Evora, où Kellermann le félicita sur la conduite qu'il avait tenue, et fit connaître, par une proclamation, le sort de Beja. « Habitans de

1808. JUIN.

l'Alentejo, disait-il, Beja s'est révolté, Beja n'existe plus! Ses coupables habitans ont été passés au fil de l'épée, ses maisons livrées aux flammes. Tel sera le sort de ceux qui prêtent l'oreille aux perfides conseils de la rébellion; qu'une haine aveugle engage à prendre les armes contre nous; qui, n'osant pas nous combattre, ont excité les malheureux Portugais à la révolte. Ce n'est point en vain que notre général en chef vous a dit : Les nuées de rebelles fuiront devant nous, comme le sable du désert se disperse devant le souffle des vents. »

Proclamation de Junot aux Portugais.

Kellermann faisait allusion à une proclamation de Junot publiée depuis peu, et où le général en chef demandait aux Portugais quel esprit de vertige les animait. «Contre qui, disait-il, pouvez-vous prendre les armes? Contre une armée qui ne veut qu'assurer votre indépendance et garantir l'intégrité de votre patrie. Vous voulez donc que le Portugal devienne une province d'Espagne? Pouvez-vous regretter une dynastie qui vous a abandonnés? Avez-vous à former d'autres vœux que ceux d'être Portugais et libres? C'est ce que Napoléon vous a promis. Vous lui avez demandé un souverain qui puisse replacer le Portugal au rang qu'il doit occuper parmi les nations. Je m'étais flatté de placer ce prince à la tête d'un état florissant et tranquille; ne doit-il trouver que des tombeaux et des ruines, ne

1808. Juin.

régner que sur un désert? Non, sans doute. Vous ne consentirez pas à être une province d'Espagne. Vos lois ont été conservées; votre religion, qui est la nôtre, n'a reçu aucune insulte; vous l'outragez vous-mêmes en vous soumettant à l'influence des hérétiques qui veulent la détruire. Interrogez les malheureux catholiques d'Irlande sur l'oppression dont ils sont victimes. Si le perfide insulaire envahit votre territoire, je le combattrai. . . . . Portugais, vous n'avez qu'un instant pour implorer la clémence de l'empereur et désarmer sa colère. Déjà, les armées de l'Espagne touchent de toutes parts à vos frontières, vous êtes perdus si vous hésitez, méritez votre pardon par un prompt repentir! »

Sentiment national des Portugais.

Toutes les promesses des Français avaient été illusoires, leurs menaces ne l'étaient point. Mais les Portugais ne se laissèrent pas plus intimider par celles-ci, qu'ils n'avaient été déçus par les premières. Ils avaient, comme les Espagnols, profondément gravé dans le cœur le souvenir de leur grandeur passée. La corruption des mœurs et la foiblesse de caractère, qui en est la suite inévitable, s'étaient bornées aux rangs élevés de la société; la classe intermédiaire, celle des paysans, avait conservé cette simplicité rude, qui s'accorde si bien avec l'amour de la patrie; l'ignorance et la su-

1808. Juin.

perstition devenaient même de puissans agens de résistance. On attendait des miracles; on ignorait entièrement les forces relatives des nations, les moyens nécessaires pour entreprendre la guerre et pour la soutenir. Les menaces des généraux français devaient donc inspirer l'indignation plutôt que la terreur, et le sort de Beja appeler la vengeance, et propager l'insurrection.

Mesures prises par les Français.

Junot se trouvait à Lisbonne dans la situation la plus embarrassante. Il ignorait ce qu'étaient devenus, dans les Algarves, Maransin et son corps, et ne recevait aucune nouvelle de Loison. L'insurrection avait gagné toute l'Estramadure, et la nouvelle de l'arrivée, sur l'escadre anglaise, d'une expédition de dix mille hommes, venait de se répandre, et ne paraissait pas dénuée de fondement. Junot assembla un conseil de guerre, auquel furent appelés, entre autres officiers, les généraux Thiébault et Travot, le comte de Laborde, et le baron de Margaron. Il y fut décidé que l'armée serait concentrée à Lisbonne et dans les environs, en ne conservant garnison que dans les trois places importantes d'Almeida, Elvas et Peniche; que Setubal et la rive gauche du Tage seraient défendus aussi long-tems que possible; qu'on tiendrait à Lisbonne jusqu'à la dernière extrémité; et qu'enfin, si l'on était réduit à l'aban-

1808. Juin.

donner, on s'ouvrirait une voie sur Madrid, Ségovie ou Valladolid. En conséquence de cette décision, Kellermann fut rappelé de l'Alentejo, et on expédia à Loison courriers sur courriers pour le même objet. On fit courir le bruit que Napoléon était entré en Espagne, et que vingt mille hommes étaient déjà aux frontières, et venaient renforcer l'armée française. Le général en chef crut aussi pouvoir se servir de la religion, pour comprimer ce qu'il lui plaisait d'appeler la révolte. Dans le village de Varatajo, près de Torrès-Vedras, était un séminaire renommé dans tout le royaume, et où se formaient de nombreux prédicateurs; Junot en fit appeler le supérieur, et lui ordonna d'envoyer à Leiria et dans l'Alentejo quelques-uns de ses prêtres, pour y prêcher la soumission et l'obéissance. Le supérieur répondit qu'il n'avait, en ce moment, que quelques enfans ou des vieillards incapables d'entreprendre un pareil voyage. Mais les dignitaires de l'église paroissiale ne purent se soustraire, avec la même facilité, aux désirs du général en chef. Ils furent contraints à écrire une circulaire, où ils menaçaient d'excommunication ceux qui, par des propos ou des écrits, encourageraient la sédition.

Insurrection à Leiria.

A peu près à cette époque, quelques étudians de Coimbre s'organisèrent en corps de

1808. JUIN volontaires, firent insurger Ega et Pombal, et poussèrent jusqu'à Leiria, d'où ils mirent en fuite la garnison française. Cette place était à portée des corps ennemis, et il fallait, pour la défendre, des troupes, des armes et des munitions. On s'adressa à Coimbre pour en obtenir ces secours; avant que cette ville eût pu les fournir, une nouvelle violence des Français fit soulever les environs. Quelques faibles garnisons occupaient les petits forts de Nazareth, de St.-Jean et de St.-Martin, qui communiquaient entre eux par le télégraphe, et tiraient des vivres des pays environnans. Un jour où les rations ne purent être fournies à l'heure ordinaire, les Français crurent devoir s'en venger en pillant le canton. Des pêcheurs, irrités de cette injustice, saisirent un soldat qui portait un ordre de St.-Martin à Nazareth, et le massacrèrent en criant : *A bas les Français!* Une sentinelle eut le même sort, et, dans un instant, tous les villages à vingt lieues à la ronde furent en pleine insurrection. Les Français, obligés d'évacuer St.-Jean et St.-Martin, se retranchèrent sur Nazareth, après avoir encloué deux canons, et enterré un baril de poudre. Nazareth fut investi par les insurgés, et les Français se virent contraints à capituler. Les paysans et les élèves les conduisaient à Leiria, et étaient sur le point d'y arriver, lorsque la nouvelle de la

reprise de cette ville par les Français les contraignit de se rendre à travers champs à Figueira avec leurs prisonniers. 1808. Juin.

Le général Margaron avait été envoyé de Lisbonne à la tête de quatre ou cinq mille hommes, pour étouffer l'insurrection en Estramadure, et voir ce qu'était devenu Loison, dont on ne recevait ni dépêches ni nouvelles. Quoique les dispositions du peuple fussent partout les mêmes, il était trop comprimé aux environs de la capitale, pour que la marche de ce général pût être inquiétée; aussi il s'avança sans rencontrer d'obstacles jusqu'aux murs de Leiria. Cette place, la plus importante sur la route de Coimbre, est située dans une contrée magnifique, à cent milles de Lisbonne, et sur les petites rivières de Liz et Lena. On pense qu'elle fut construite sur les ruines de Colippo, ville de la Lusitanie, détruite par les Romains, et que Sertorius y établit une colonie tirée de Liria en Espagne. Alphonse Henriquez la prit sur les Maures, et la fortifia; quelques-uns de ses successeurs y firent leur résidence, et le château qu'on y voit encore fut embelli et agrandi par sainte Isabelle, épouse d'un roi de Portugal. Sa population pouvait s'élever, à l'époque dont nous nous occupons, à cinq mille ames. Margaron se rend à Leiria.

Les habitans avaient fait peu de préparatifs Préparatifs de défense.

1808. JUILLET. de défense, lorsqu'ils apprirent l'arrivée des Français. Ils avaient, à la vérité, proclamé leur souverain légitime, et rétabli les insignes de son gouvernement; mais rien n'était disposé pour faire face à l'ennemi. La ville était sans défense, et n'avait pas une seule pièce d'artillerie. De huit cents hommes qui s'étaient postés sur une éminence dans la campagne, à peine deux cents étaient-ils armés de fusils, et les cartouches leur manquaient. Il paraissait impossible de songer à la moindre résistance dans un pareil état de choses; mais le peuple était trop exaspéré pour s'apercevoir de la faiblesse de ses moyens, et pour comprendre que, privés d'armes et de discipline, le nombre des combattans et leur bravoure ne peuvent obtenir aucun résultat.

Les Français entrent dans la ville.

Les chefs appréciaient parfaitement le danger de leur position, mais c'eût été s'exposer à une mort certaine, que de chercher à réprimer l'exaltation générale. Aussi, pendant la nuit, ils se dérobèrent furtivement par la fuite aux dangers qui les menaçaient de toutes parts. Dans la matinée, on emmena prisonniers cinq Français qui s'étaient avancés pour marauder; et, à midi, l'on apprit l'approche de l'ennemi par un paysan qu'il avait envoyé pour offrir le pardon aux insurgés, s'ils consentaient à rentrer dans le devoir. Sur leur refus, l'attaque com-

mença, et fut instantanément suivie par la déroute complète des habitans, qui jetèrent leurs armes et implorèrent la clémence du vainqueur. Les Français pénétrèrent de toutes parts dans la ville, où Margaron, s'il faut en croire son rapport, employa tous ses efforts pour ramener le calme et le bon ordre. Il fit répandre une proclamation, où l'on remarquait les phrases suivantes : « L'ordre a été donné de brûler les villes qui feraient feu sur les Français, et de passer leurs habitans au fil de l'épée. Vous avez encouru ce châtiment, qu'il était de mon devoir de vous infliger; cependant, j'ai empêché le meurtre et le pillage; il n'y a pas eu une seule maison de brûlée; j'ai défendu vos personnes et vos propriétés autant que les circonstances ont pu me le permettre. Au lieu de chercher des coupables, je viens présenter encore des offres de paix et d'union. Apprenez donc à connaître vos véritables amis, et déposez les armes ! Laissez aux soldats de la grande nation la noble tâche de vous protéger et de vous défendre. . . . . etc. » 1808. JUILLET

L'historien portugais qui a recueilli les événemens de cette campagne est loin d'être d'accord avec le général français, dans le récit de ces événemens; et tout ce qui s'était passé jusqu'alors indique suffisamment de quel côté doit se porter la confiance du lecteur. Il rap-

1808. JUILLET.

porte que tout fut mis à feu et à sang dans la ville, dès l'instant où les Français y eurent pénétré, et que le massacre et le pillage se prolongèrent pendant plusieurs jours.

Loison se rend d'Almeida à Abrantès.

Loison, d'après les ordres qui lui avaient été transmis, partit d'Almeida pour se rendre à Lisbonne avec quatre mille hommes, après avoir fait sauter le fort de la Conception, et avoir laissé dans la ville qu'il abandonnait une faible garnison. Le lendemain de son départ, il dut traverser la ville de Guarda, où la fête de la reine sainte Élisabeth, qui se célébrait ce jour-là, avait attiré une foule de paysans des villages environnans. Les cérémonies du culte, et non le désir de se défendre, avaient réuni la multitude, qui ne pensa même à la possibilité d'être attaquée que lorsqu'on annonça que Loison était aux portes de la ville. Elle fut abandonnée par la foule, qui y était accourue dans la matinée, et tous ceux qui tombèrent sous la main des Français furent impitoyablement mis à mort. Loison continua ensuite sa marche, et arriva à Abrantès, après avoir saccagé sur son passage les villes de Sarzedas, Cortiçada et Sardoal.

Dans l'intention d'intimider le pays, il s'était fait précéder par un rapport où il disait que seize mille hommes de l'armée de Bessières venaient de renforcer son corps. Cette

1808. JUILLET.

nouvelle, transmise officiellement à Junot par le corrégidor d'Abrantès, fut reçue par les Français avec une joie proportionnée aux dangers qu'ils avaient courus, et dont ils se croyaient délivrés. On ne tarda pas à apprendre que Loison était arrivé à Abrantès avec ses seules troupes; cet événement était d'une très-haute importance. Il mettait à la disposition de Junot des forces assez considérables, car Kellermann venait aussi d'opérer sa jonction. Le général en chef se détermina à frapper un coup décisif avant que les Anglais eussent rien entrepris. Kellermann fut envoyé à Alcobaça, où Thomières, qui couvrait Peniche, et Margaron, qui avait fait rentrer Thomar dans le devoir, devaient se mettre sous ses ordres. Loison, de son côté, devait se joindre à eux, prendre le commandement en chef, marcher sur Coimbre, le soumettre, et de là se rendre à Lisbonne. Mais, avant qu'il eût atteint Alcobaça, une partie de ces opérations avaient été exécutées par Thomières.

Junte formée à Béja.

Cependant, Loison prit le commandement, et, selon que ses instructions le lui prescrivaient, marcha sur Coimbre. Mais il n'était pas rendu à Leiria, que Junot fut obligé de le rappeler, par suite des progrès rapides que l'insurrection faisait dans l'Alentejo. Béja n'avait point été détruit par l'incendie; il entre trop

1808. Juillet. peu de bois dans la construction des maisons en Portugal, pour que les flammes puissent en causer l'entière destruction. Le corrégidor y revint d'Ayamonte, avec des armes et des munitions; une junte fut formée, et s'occupa avec activité de tous les moyens de défense. Elle organisa des corps, et leva des impôts au nom du gouvernement légitime. Lobo, à la même époque, laissant Moretti à Jurumenha, était allé établir, à Borba et Villa Vieiosa, des juntes placées sous la direction de celle d'Estremoz, dont la juridiction s'étendait alors sur tout l'Alentejo.

Loison envoyé dans l'Alentejo. Junot, malgré le mépris qu'il avait témoigné jusqu'alors pour les Portugais, commençait à concevoir que des hommes doués de bravoure et animés par le désespoir pouvaient devenir des soldats, s'ils étaient commandés par des chefs habiles; et il savait que l'Espagne et le Portugal ne manquaient pas d'officiers qui avaient fait leurs preuves. Il craignit que les rassemblemens de l'Alentejo ne fussent bientôt assez forts, non-seulement pour s'emparer de Setubal, mais encore pour occuper les hauteurs d'Almada, et rendre inutiles toutes ses batteries établies sur la rive gauche du Tage. Dans le même tems, un autre corps pouvait renforcer les insurgés à Coimbre. Pour prévenir ces événemens, il résolut d'attaquer d'a-

bord, et d'anéantir le corps le plus voisin, et c'est cette détermination qui l'avait engagé à rappeler Loison de Leiria. Ce général, à la tête de cinq mille hommes, reçut ordre d'envoyer un convoi de vivres à Lisbonne, de ravitailler Elvas, de soumettre l'Alentejo, et enfin de marcher sur Coimbre, opérations qui devaient toujours, en cas de revers, lui laisser la facilité de revenir à Lisbonne. 1808. JUILLET.

Le secret qui avait présidé à ces mesures ne permit aux habitans d'Evora d'en être instruits qu'au moment où Loison approchait de leurs murs. Moretti demanda vainement du secours à Badajoz. On avait établi, à vingt milles de la ville, une garde de sept cents hommes, qui, frappés d'une terreur panique, abandonnèrent le poste qui leur avait été confié. Ils rencontrèrent dans leur fuite un renfort de quatre cents hommes qu'on leur envoyait, et, au lieu de reprendre leur position, les uns et les autres rentrèrent en désordre à Evora, en disant qu'on les trahissait. Ce qui pouvait donner quelque fondement à cette supposition, toujours favorablement accueillie par le peuple, c'est que les autorités, trompées sans doute par de faux rapports, avaient répandu le bruit que Loison n'avait pas avec lui plus de huit cents hommes; la foule savait maintenant à quoi s'en tenir sur le nombre des ennemis. Cependant, on parvint

Il marche sur Evora.

1808. JUILLET. à rétablir l'ordre, et, le lendemain matin, on reçut une compagnie d'infanterie, et la légion de volontaires étrangers commandée par D. Antoine Marie Gallego. Toutes les forces qu'on pouvait opposer aux Français ne s'élevaient, y compris ces deux détachemens, qu'à dix-sept cent soixante-dix hommes, dont à peine la moitié appartenait à des corps réguliers.

Evora. La fondation d'Evora remonte à une antiquité si reculée, que quelques historiens en placent la date à deux mille ans avant l'ère chrétienne. Il est positif que, du tems de Viriate, elle était déjà renommée par son importance et ses richesses. Sertorius y établit sa résidence; plusieurs des édifices dont il l'embellit existent encore, entre autres un aqueduc réparé par Jean III. César lui donna le nom de *Liberalis Julia*. Elle conserva, sous les Visigoths, son rang et son éclat. Alphonse la reprit sur les Maures; Ferdinand répara ses murailles, et le cardinal Henrique y fonda une université et un tribunal d'inquisition; l'université a été supprimée postérieurement. Pendant la guerre de la restauration, assiégée et enlevée d'assaut par D. Juan d'Autriche, elle ne tarda pas à être reprise, et les Espagnols essuyèrent sous ses murs une sanglante défaite. Sa population, qui jadis s'élevait à quarante mille ames, était maintenant réduite de plus de moitié,

Elle eût été plus que suffisante cependant, pour résister à l'ennemi dont on attendait l'attaque, si, dans ce nombre, se fût trouvé un seul de ces individus dont la présence, l'exemple et les discours enflamment les masses, et les dirigent à leur gré. 1808. JUILLET.

A sept heures du matin, les vedettes annoncèrent que les Français étaient en vue, et l'on se prépara à la défense avec plus d'ordre et de précision que la composition du faible corps d'armée ne permettait d'en espérer. La droite était appuyée au moulin de St.-Bento, à un mille de la ville, la gauche sur la colline des *Cucos*, et le centre adossé au monticule de St.-Gaetan. Loison ordonna au général Solignac d'attaquer la droite, et à Margaron d'enfoncer le centre avec une partie de sa brigade, tandis que le reste se porterait sur la droite. Ils devaient se rencontrer derrière la ville, occuper les routes d'Arrayolos et d'Estremoz, et couper la retraite à l'ennemi, que la cavalerie poursuivrait sur tous les points. L'action commença sur les onze heures. Les Portugais avaient quatre canons de quatre à l'aile droite, un de trois au centre, et deux obusiers à la gauche. Les canonniers firent leur devoir, et si le reste de la troupe les eût imités, les Français n'auraient point obtenu la victoire aussi aisément qu'ils s'en étaient flattés. Mais on ne put jamais Combat devant la ville.

1808. Juillet.

déterminer la cavalerie à agir; sa retraite entraîna celle du reste de l'armée. Malgré qu'elle se fût opérée en bon ordre, elle laissa si peu d'espoir pour la défense ultérieure de la ville, que le général Leite et son état-major se rendirent de suite à Olivença. Moretti et ses Espagnols gagnèrent Jurumenha, et la plupart de ceux qui avaient pris les armes réussirent à se soustraire à la poursuite des Français, qui bientôt pénétrèrent, par plusieurs issues, dans la ville, livrée au plus affreux pillage. Les Portugais perdirent, soit pendant l'action, soit par suite du massacre qui eut lieu dans les rues, plus de neuf mille hommes; la perte de leurs ennemis ne s'éleva pas au-dessus de quatre-vingt-dix combattans.

Alarmes à Estremoz.

La fatale nouvelle de cet événement, propagée avec rapidité dans l'Alentejo, y répandit la plus profonde consternation. Estremoz n'était qu'à six lieues d'Evora : c'était là, sans doute, que les Français allaient commettre un nouvel acte de vengeance, et frapper un coup aussi terrible que celui qui venait presque d'anéantir la population d'une ville florissante. La junte crut devoir communiquer au peuple la crainte dont elle était frappée, et le projet d'aller implorer la clémence du vainqueur. Ce ne fut point sans peine qu'on parvint à calmer la fureur qu'il fit éclater aux premiers mots de

cette détermination. Il voulait égorger ses magistrats qu'il accusait de trahison, et se porter en masse sur les Français, pour venger Evora. Rendu cependant à des sentimens plus calmes et plus en harmonie avec la force des circonstances, il permit que ses chefs se réunissent en assemblée, où il fut arrêté, sans désemparer, qu'un député se rendrait auprès de Loison, pour intercéder en faveur d'Estremoz et obtenir son pardon. 1808. JUILLET.

Persuadé que la sévérité qu'on venait de déployer suffirait pour réduire l'Alentejo, Loison reçut cet envoyé avec bienveillance. Après avoir établi à Evora un gouvernement provisoire, à la tête duquel il plaça l'évêque, il partit pour Estremoz, où il ne frappa aucune contribution, et fit payer ponctuellement tout ce que prit son armée. Mais à Elvas il fit condamner à mort deux Suisses et le lieutenant-colonel Franco, pour avoir porté les armes contre les Français. Ce dernier cependant reçut sa grâce, par suite des sollicitations de l'évêque.

Loison entre à Portalègre.

Une partie du butin fait à Evora fut vendue à Elvas, où quelques personnes achetèrent les vases d'église, dans l'intention de les restituer aux lieux d'où ils avaient été enlevés. Loison se porta sur Badajoz, et, certain que ses derniers succès y avaient répandu la consternation, il voulut y envoyer quelques officiers en parlementaires pour reconnaître l'état de la place; mais on re-

1808. JUILLET. fusa de les admettre. Le général français marcha alors sur Portalègre, que les Espagnols avaient déjà évacué, suivis par l'évêque et les principaux habitans. La ville fut mise au pillage. Une contribution imposée sur le canton ne put momentanément être payée qu'en partie, et Loison emmena avec lui six personnes qu'il rendit responsables du paiement intégral. Il venait de recevoir l'ordre de se rapprocher immédiatement de Lisbonne en passant par Abrantès.

Insubordination du peuple à Porto.

Cependant un état complet d'anarchie désolait les provinces qui n'avaient point encore été exposées à la vengeance des Français, et la désorganisation du gouvernement les plaçait dans une situation tout aussi alarmante qu'aurait pu le faire la présence de l'ennemi. Le premier cri d'une populace révoltée demande toujours du sang. Le chef de la police de Porto adressa à ses concitoyens une proclamation vigoureuse, où il leur reprochait de demander la mort de quelques personnes suspectes dont on ne pouvait rien craindre, et qui attendaient dans les prisons l'issue d'un jugement. Mais que peuvent la raison et la justice sur une masse indisciplinée? Il fallut, pour prévenir de plus grands désastres, accélérer la procédure et promettre du sang. Nul habitant, quel que fût son éloignement pour les Français, ne put se soustraire à des soupçons plus ou moins violens. Aucun lieu

1808. Juillet.

ne fut à l'abri des recherches et des perquisitions. Sur le bruit répandu qu'un agent des Français s'était caché dans un tombeau, on voulut fouiller les sépultures de toutes les églises, et l'on se disposa bientôt à visiter les couvens de femmes, dans l'espoir d'y trouver la même personne qui avait échappé jusqu'alors à toutes les recherches; mais Raymond parvint à détourner ses compatriotes d'effectuer cette profanation.

Désordres à Bragance.

De plus graves excès furent prévenus à Porto, par le respect qu'inspirait l'évêque, et surtout par l'influence dont jouit la classe riche dans une ville commerciale; mais, dans les cantons plus éloignés, où les autorités avaient un pouvoir moins étendu, il ne fut pas aussi facile d'arrêter les désordres. A Bragance, le peuple se réunit tumultueusement, et demanda à grands cris l'arrestation et la mort de toutes les personnes suspectées de favoriser les Français. Plusieurs membres de la junte furent destitués et remplacés par des hommes de la lie du peuple. Un cordonnier et un marchand de vin se mirent à la tête du mouvement. Le dernier se proclama lui-même général, et trouva moyen de se faire obéir par la troupe. On arracha de son domicile et on jeta en prison un particulier accusé de magie, et qui avait, disait-on, fait frire dans une poële un portrait du général Sépulvéda. Cependant, après trois jours de désordres, les

1808. JUILLET.

autorités, puisant enfin une sorte de fermeté dans leurs terreurs même, firent arrêter les meneurs pendant la nuit, et les envoyèrent à Chavès; il arriva des troupes de Villa-Réal, et l'ordre fut rétabli. Mais le peuple n'en resta pas moins persuadé que les autorités, qui n'avaient pas fait leur devoir, avaient été gagnées par les Juifs.

A Villa-Nova de Foz-Coa.

Des mouvemens plus sérieux encore eurent lieu à Villa-Nova de Foz-Coa. Cette ville, une des plus florissantes du Beira, devait en partie sa prospérité à sa position sur le confluent du Coa et du Douro. Elle faisait un commerce considérable en soieries, riz, poissons salés et autres objets tirés de Porto, avec les contrées environnantes et la frontière d'Espagne. Des familles d'origine juive se livraient presque exclusivement à ce commerce, et le peuple leur supposait un secret attachement à la religion de leurs ancêtres. Aux cris vociférés contre les Français, vinrent bientôt se joindre des imprécations contre les Juifs. On attaqua leurs maisons, on ravagea leurs propriétés, ils furent eux-mêmes poursuivis et maltraités, et vingt familles des plus opulentes se virent en un instant complètement ruinées. Quelques-uns de ces infortunés se réfugièrent à Moncorvo. La protection qu'ils y reçurent, les efforts que fit la junte pour apaiser les troubles de Villa-Nova, firent éclater une rupture entre ces deux villes.

La dissention se propagea avec rapidité, et nul doute que, si la junte de Moncorvo n'eût fait arrêter pendant la nuit quelques-uns des meneurs des deux villes, tout le Tras os Montès n'eût été livré aux horreurs de la guerre civile. A Arcas de Val de Vez et dans les villages voisins, la nouvelle instantanément répandue de l'arrivée de vingt mille Français fit sonner le tocsin. Le peuple se réunit en désordre et partit pour s'avancer vers l'ennemi; mais cette énergie ne tarda pas à disparaître. A l'instant où la foule, qui venait de reconnaître la fausseté du bruit répandu sur les Français, se disposait à rentrer dans la ville, elle apprit qu'un corps venait d'en prendre possession, et aussitôt on se dispersa précipitamment et à grands cris, chacun cherchant à se cacher dans la campagne. Cependant les auteurs de cette terreur panique étaient des bandes de paysans qui étaient venues de différens côtés pour combattre aussi les Français, conduites les unes par un abbé, les autres par un soldat, et entièrement dénuées de vivres et de munitions. Les autorités s'occupèrent des moyens de leur fournir du pain, et de s'en débarrasser le plus tôt possible. Le premier magistrat, convaincu de la difficulté de satisfaire de pareils hôtes, prit le parti de se cacher, et, comme on peut le croire, son absence ne manqua pas d'être considérée comme un signe cer-

1808. JUILLET.

A Arcas de Val de Vez.

1808. JUILLET. tain de trahison. Tandis qu'on s'occupait à le chercher, un messager du corrégidor de Barcellos entra dans la ville : comme ce malheureux était manchot, l'aveugle multitude le prit pour Loison, et le jeta dans un cachot. Le premier magistrat, découvert dans sa retraite et traîné dans la ville, fut emprisonné aussi et condamné à mort sans être entendu. Cependant son exécution n'eut pas lieu.

Tels étaient presque partout les funestes préludes d'une guerre qui devait ne pas tarder à prendre un caractère inoui de gravité, et dont les résultats devaient avoir une si grande influence sur les destins de l'Europe.

LIVRE ONZIÈME.

Premiers résultats de la participation de l'Angleterre aux événemens de la Péninsule. — Évacuation du Portugal par les Français.

MALGRÉ l'impatience du joug qui se manifestait d'une manière si terrible et si générale sur tous les points de la Péninsule, la situation respective des deux partis pouvait faire craindre, en dernier résultat, le triomphe des Français. La confiance que leur inspiraient leurs longs et nombreux succès, la discipline et la bravoure de leurs troupes, l'expérience et les talens de leurs généraux, eussent été des élémens infaillibles pour déterminer les chances d'une guerre ordinaire. Mais tout annonçait que chaque habitant de la Péninsule allait devenir un soldat pour les combattre, et la haine vouée à leurs injustices, le sentiment de gloire et d'indépendance nationale qui se manifestait partout, devaient rassurer ceux qu'avait indignés leur odieuse agression. Les choses en étaient au point où nous venons de les laisser, lorsque les An- 1808. JUILLET.



1808. JUILLET.

glais parurent dans la Péninsule, et commencèrent à prendre part à la guerre.

Expédition pour les côtes de Portugal.

A l'époque où l'insurrection avait commencé en Espagne, le gouvernement anglais faisait faire à Cork les préparatifs d'une expédition que l'on avait crue destinée d'abord pour Ceuta ou l'Amérique du Sud. Les nouveaux événemens la firent réserver pour la Péninsule, et le commandement en fut confié à Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington. Il reçut pour instruction de se rendre lui-même à la Corogne, quand l'escadre serait à la hauteur du cap Finistère, et de s'entendre avec le gouvernement provisoire de la Galice. Il était autorisé à donner aux Portugais et aux Espagnols les assurances les plus positives que l'Angleterre entendait leur fournir des secours tout à fait désintéressés. Il devait autant que possible éviter de prendre part aux discussions auxquelles pourrait se livrer le gouvernement provisoire, et insister seulement pour que les actes émanés de Charles ou de Ferdinand ne fussent considérés comme valides que du moment où ces princes, dégagés de toute influence étrangère, seraient rendus à leurs peuples.

Services antérieurs de Sir A. Wellesley.

Arthur Wellesley, quatrième fils du vicomte de Wellesley, comte de Mornington, est né en 1769, au château de Dengan en Irlande. Après avoir passé quelques années de son enfance au collége d'Eton, il fut envoyé fort jeune encore

à l'école militaire d'Angers. L'Angleterre ne possédait alors aucune institution de ce genre, et les jeunes gens qui se destinaient au service devaient aller demander à la France les connaissances nécessaires au métier des armes. Il entra comme enseigne, à dix-huit ans, dans le 4[e] régiment, et, après avoir passé par différens grades, devint, en 1793, lieutenant-colonel du 33[e] régiment, poste dont le marquis de Wellesley, son frère, lui acheta la commission. Il s'embarqua, en 1795, avec une expédition destinée pour l'Inde; mais le vaisseau sur lequel il se trouvait, séparé de l'escadre et maltraité par la tempête, revint en Angleterre. En 1797 il repartit avec son frère, lord Mornington, nommé gouverneur général de l'Inde. Il se distingua dans la guerre contre Tippo-Saëb, et nommé, après la prise de Seringapatam, gouverneur de cette ville et l'un des commissaires chargés de la répartition du territoire conquis, il s'acquitta de cette tâche de manière à mériter la reconnaissance et l'estime du peuple vaincu. Dans la guerre contre les Marattes, qui eut lieu postérieurement, il commanda en chef à la bataille d'Assye, contre des forces très-supérieures dirigées par des officiers français, et, après l'action la plus sanglante qu'on eût vue jusqu'à cette époque dans l'Inde, il remporta une victoire décisive. La guerre fut terminée par des succès tellement éclatans,

1808. JUILLET. qu'un monument fut élevé à Calcutta pour en perpétuer le souvenir. Les habitans de cette ville offrirent au vainqueur une riche épée, et les officiers de son armée un vase d'or, tandis qu'il recevait de sa patrie les félicitations du Parlement et l'ordre du Bain. De retour en Angleterre, il siégea à la Chambre des Communes en 1807. Parti peu de tems après avec lord Catheard, pour l'expédition contre Copenhague, il commanda dans la seule affaire importante qui eut lieu pendant cette guerre. Il allait maintenant remplir une mission d'un intérêt bien plus élevé que toutes celles qui lui avaient été confiées précédemment, et ses talens et son habileté inspiraient une telle confiance, que le peuple et l'armée applaudirent unanimement au choix que le ministère avait fait de lui pour commander l'expédition de la Péninsule.

Sir A. Wellesley à la Corogne. Sir Arthur Wellesley, à la tête de dix mille hommes, mit à la voile de Cork le 12 juillet, et, laissant l'escadre aussitôt qu'il aperçut le cap Finistère, partit sur une frégate pour la Corogne, où il arriva le 20. La junte lui apprit la bataille de Rio-Seco, et que les Français, maîtres par cette affaire du cours du Douro, étaient à même de couper les communications entre la province et l'est et le sud de la Péninsule. On évaluait la force des Français en Portugal à quinze mille hommes, dont douze mille occupaient Lis-

bonne. Sir Arthur Wellesley consulta la junte sur les premiers mouvemens que devait faire son armée. On lui répondit positivement qu'on ne manquait pas d'hommes, mais qu'on avait le plus grand besoin de munitions et de numéraire. Ce dernier objet fut rempli par la remise de 200,000 livres sterling qui arrivèrent d'Angleterre le même jour. On lui demanda instamment d'attaquer l'ennemi dans le Portugal, attendu que, tant que l'armée de Junot serait réunie, il devait être impossible aux Espagnols de tenter des efforts simultanés pour délivrer la Péninsule. Il parut aussi convenable que le débarquement s'opérât dans le nord, pour pouvoir utiliser les troupes portugaises qui se trouvaient sur ce point. 1808. Juillet.

En conséquence Sir Arthur se rendit à Porto, après avoir donné ordre à l'escadre de l'y suivre. Il y arriva le 24, et eut, dans la nuit même, une conférence avec l'évêque et les officiers généraux. Il apprit que les troupes régulières portugaises, qui se trouvaient réunies, s'élevaient à cinq mille hommes, et étaient cantonnées à Coimbre; qu'il y avait environ douze cents paysans, et un corps de deux mille cinq cents Portugais et trois cents Espagnols à Porto. Il fut arrêté que les cinq mille hommes agiraient de concert avec l'armée anglaise, que le reste se joindrait aux Espagnols, et que les paysans se- Il se rend à Porto.

1808. JUILLET.

raient employés partie à bloquer Almeida, partie à défendre le Tras-os-Montès, province que l'on supposait exposée à une attaque de Bessières.

Il va conférer avec Sir C. Cotton.

Le général anglais reçut à Porto une lettre de Sir Charles Cotton, qui lui conseillait de laisser ses troupes, soit à Porto, soit à l'embouchure du Mondego, et de venir s'entendre avec lui. En conséquence il se rendit sur l'escadre devant Lisbonne, où il trouva des dépêches du général Spencer, qui l'informaient qu'à la demande de la junte de Séville il avait débarqué ses troupes en Andalousie; mais qu'il avait cru devoir se refuser à la prière de se joindre à Castanos, préférant conserver ses forces entières pour agir avec Sir Arthur. Il supposait que celui-ci commencerait sa campagne par Cadix, attendu que Dupont ne pouvait être vaincu sans la participation des Anglais. Mais Sir Arthur, persuadé qu'il était plus avantageux d'agir d'abord contre Junot, ordonna au général Spencer de le joindre sur les côtes du Portugal, à moins qu'il ne fût déjà occupé à quelque opération dont la suite ne pût être abandonnée, sans porter préjudice à la cause des Espagnols.

Toute tentative de débarquement sur les rives du Tage et à Cascaes fut considérée comme impraticable. Dans les circonstances ordinaires, l'atterrage dans les petites baies entourées de

rochers était difficile et dangereux, et la présence d'une armée ennemie rendait ce danger plus imminent. Une garnison française occupait Peniche. On ne pouvait donc débarquer qu'à Mondego. Wellesley y retourna, rejoignit l'escadre, y apprit la nouvelle de la défaite de Dupont, et, en même tems, que l'Angleterre lui envoyait un renfort de cinq mille hommes, commandés par le brigadier-général Acland. Il devait aussi recevoir plus tard dix mille hommes qui se trouvaient en Suède, sous les ordres de Sir John Moore, et dont on donnait le commandement à Sir Hew Dalrymple. Au reste, on l'engageait à exécuter sans délai les instructions qu'il avait reçues, si les forces qui étaient à sa disposition lui paraissaient suffisantes. Il apprit aussi que Loison était parti de Lisbonne pour ouvrir les communications avec Elvas.

1808. Juillet.

Débarquement à Mondego.

Cette dernière circonstance le porta à conclure qu'il ne devait pas craindre d'être attaqué par des forces supérieures, avant qu'il eût reçu ses renforts, et le débarquement fut ordonné. Il savait que les Portugais, découragés de voir les troupes si long-tems inactives à bord de l'escadre, finiraient par attribuer aux Anglais, soit de la répugnance à en venir aux mains avec l'armée française, soit le défaut d'expérience nécessaire. On reconnut en ce moment l'impor-

1808. Aout.

tance du service qu'avaient rendu les étudians de Coimbre en enlevant Figueira aux Français; le débarquement offrait de telles difficultés, que, malgré le zèle et l'habileté de nos marins, il eût été impossible de l'effectuer sans le secours des Portugais. Il commença le 1er août, et le tems était si contraire, la houle tellement forte, que le 5 toutes les troupes n'étaient pas encore à terre. Ce jour-là le général Spencer arriva avec son corps, qui fut débarqué le 7 et le 8, et dans la soirée du même jour toute l'armée se trouva prête à marcher. Elle différa cependant son départ jusqu'au 10, à la prière des officiers-généraux portugais. Wellesley conféra avec eux à Montemor O Velho, et leur soumit son plan de campagne. Il passa leurs troupes en revue, et leur offrit, pour subvenir aux frais d'équipement, une somme assez considérable que ces officiers n'acceptèrent pas. Tandis que le débarquement s'effectuait, un corps de cavalerie de la police de Lisbonne abandonna cette ville avec autant de bonheur que d'audace, et se rendit à Coimbre.

Marche sur Leiria.

Sir Arthur était déterminé à suivre, pendant sa marche, la côte le plus près possible, pour être plus à portée de ses bâtimens de transport; mais comme cette direction pouvait varier, soit par l'état de la marée, soit parce que l'armée pouvait être dans la nécessité de se porter dans

l'intérieur, il emporta avec lui des vivres suffisans pour la route jusqu'aux bords du Tage. L'avant-garde, composée des brigades des généraux Hill et Ferguson, était partie le 9. Laborde et Thomières avaient réuni aux environs de Leiria leurs troupes, dont l'effectif s'élevait de cinq à six mille hommes, et il était à craindre qu'ils n'enlevassent les magasins de l'armée portugaise placés dans cette ville. C'est ce qui détermina Sir Arthur à hâter sa marche. Le 10, jour de son départ, il reçut de la Corogne des dépêches qui l'informaient que ni Blake ni Cuesta n'étaient en état de tenir tête à Bessières et de le suivre s'il entrait en Portugal. Mais, le même jour, le général apprit la fuite de Joseph de Madrid, et il en conclut que Bessières trouverait plus à propos d'effectuer sa retraite que de tenter une diversion en faveur de Junot. Il poursuivit donc avec célérité la marche qu'il s'était tracée, et, le 11, le corps d'armée rejoignit l'avant-garde à Leiria. Le lendemain six mille Portugais y arrivèrent également.

1808. Août.

L'arrivée des troupes anglaises en Portugal eut pour effet immédiat de mettre un terme à l'anarchie qui avait donné naissance à tant de maux dans les provinces du nord. En même tems les nouvelles les plus singulières se répandaient à Lisbonne. Le peuple de la capitale soupirait après sa délivrance, et accueillait avec ar-

1808. Aout.

deur les bruits qui flattaient un espoir aussi légitime. Il attendait l'arrivée d'une armée de Maroc. Le tour de momerie de l'œuf miraculeux fut renouvelé, et cette fois il ne portait pas seulement des lettres initiales relatives au roi Sébastien; il annonçait clairement et positivement l'extermination des Français, et on le fit paraître sur le maître autel de la cathédrale. Mais les Français connaissaient le procédé facile qu'on emploie pour graver des caractères en relief sur une coquille; le jour suivant, des œufs, portant une prophétie contraire à celle de la veille, se trouvèrent sur les autels de toutes les églises de Lisbonne, et une affiche placardée sur tous les murs expliqua le procédé dont on se servait pour cet effet. Cependant Junot ne tarda pas à connaître qu'un danger réel le menaçait, et à apprendre le débarquement de nos troupes. La nouvelle en arriva en même tems à Lisbonne par le général Thomières, par les rapports de la police et par des lettres particulières.

Mesures prises par les Français.

Loison fut immédiatement rappelé de l'Alentejo, et Laborde, qui passait pour le général français le plus habile de ceux qui étaient en Portugal, fut envoyé avec les brigades des généraux Brenier et Thomières, pour occuper l'ennemi par de fausses manœuvres jusqu'à l'arrivée de Loison. Le château de Lisbonne, qu'on

avait déjà fortifié avec soin, reçut un nouveau dépôt d'armes et de munitions. Les fusils et armes de chasse, qui avaient été livrés par les habitans, furent détruits ou mis hors de service. On déposa à bord d'un vaisseau les vases d'église et autres objets dont on s'était emparé. Pour contrebalancer l'effet produit par l'arrivée des Anglais, on répandit que vingt mille Français venaient d'entrer en Portugal par Bragance. 1808. Aout.

Mouvemens de Laborde et Loison.

Junot craignait que Sir Arthur ne se portât sur la Zezère et le Tage pour couper la jonction entre Loison et le corps principal. Aussi Laborde s'avança par Villa Franca et Rio Maior, et vint camper à Candieiras. Il pouvait de là se diriger sur Alcobaça, Leiria ou Thomar, et lier ses opérations avec Loison dans le cas où l'on tenterait de prévenir leur jonction. Cependant, comme il apprit que les Anglais ne s'éloignaient pas de la côte, et que Loison avait passé le Tage, il poussa jusqu'à Alcobaça, où il trouva Thomières. Loison, en traversant l'Alentejo, avait éprouvé des pertes considérables par suite des chaleurs excessives et du manque d'eau. Sans rencontrer d'ennemis, il avait ressenti tous les maux qui suivent une armée dans un pays dont la population entière fait des vœux pour sa destruction. Les villages étaient abandonnés à son approche; tous les comestibles en étaient enlevés avec soin, et les soldats étaient réduits à

1808. Août.

l'eau stagnante des marais destinés à faire rouir le chanvre, dont la fétidité ne pouvait que donner des fièvres mortelles. Les malheureux traînards, que la fatigue et l'épuisement retenaient derrière l'armée, étaient massacrés sans miséricorde par les paysans.

Le général Freire se sépare des Anglais.

Cependant il arriva le 9 août à Abrantès, où il ne demeura qu'un jour. Il y laissa une garnison de deux cents hommes, et, après avoir passé la Zezère, il se rendit à Thomar, où il arriva le même jour que les Anglais entrèrent à Leiria. Ces deux villes ne sont éloignées que d'environ trente milles. Laborde se trouvait à Alcobaça, à six lieues de Leiria et sur la route de Lisbonne. Les généraux français avaient été prévenus dans leur dessein d'occuper Leiria par Sir Arthur Wellesley. Le commandant portugais, Bernard Freire, dans sa conférence avec Sir Arthur, avait demandé que l'administration anglaise fournît à ses troupes, pendant la campagne, des vivres et des munitions. On lui démontra l'impossibilité de satisfaire à une pareille demande, mais il la renouvela en arrivant à Leiria, et le lendemain, au lieu de poursuivre son mouvement, il fit dire à Wellesley que, si son corps ne devait pas être nourri par les fournisseurs anglais, il allait quitter l'armée avec sa troupe et marcher par Thomar sur Santarem. Il donnait pour raison que les vivres, qui devaient être peu abondans sur

la grande route, ne manqueraient pas dans les contrées détournées où il allait se jeter, et où d'ailleurs il serait à même de couper la marche des Français sur Lisbonne. Le général anglais lui représenta vainement le danger de cette mesure, et se borna enfin à lui demander mille hommes d'infanterie et deux cent cinquante cavaliers, qu'il obtint à condition de les nourrir. Il engagea aussi le général Freire à conserver du moins la position de Leiria, et ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à l'y déterminer. 1808. Aout.

Escarmouche à Caldas.

Wellesley se porta le 14 à Alcobaça, que les Français avaient évacué dans la nuit, et le jour suivant il arriva à Caldas. Laborde et Thomières étaient à Roliça, et avaient laissé un avant-poste à une lieue de Caldas. Quatre compagnies de tirailleurs furent envoyées pour l'attaquer. Un corps français s'avança pour leur couper la retraite, et y aurait réussi si elles n'eussent été secourues à tems par le général Spencer. Les Anglais éprouvèrent quelque perte dans cet engagement, mais le village fut enlevé et les Français abandonnèrent tous les environs.

Laborde prend position à Roliça

Le terrain entre Caldas et Obidos est une plaine de sable parsemée de bouquets de pins. Obidos est situé sur une colline isolée, et au-delà se trouve une position qui s'élève graduellement, et dont l'abord offre de grandes difficultés. Laborde s'en était emparé dans la persuasion que

1808. Août.

Loison ferait tous ses efforts pour venir l'y joindre. Sir Arthur, convaincu de la force de cette position, se résolut à attaquer l'ennemi par ses flancs. Il ordonna donc au major-général Ferguson de tourner, avec trois mille hommes, la droite des Français, et au major-général Hill d'attaquer leur gauche, tandis que les troupes portugaises, commandées par le colonel Trant, se porteraient par un mouvement rapide sur les derrières. Les majors-généraux Crawford, Nightingale et Fane, devaient, avec leurs troupes réunies dans la plaine, se tenir prêts à enfoncer l'ennemi aussitôt qu'il serait ébranlé. Ce plan, qui paraissait devoir être suivi d'un succès complet, échoua par une erreur commise dans la transmission des ordres. La brigade Ferguson, au lieu de se porter sur la droite, attaqua de front, et l'ennemi, avant d'avoir été entamé comme on s'en était flatté, fut à même d'employer toutes ses forces et de diriger toute son attention sur un point où l'attaque devenait sans danger, par suite de la position qu'il occupait.

Roliça offrait alors l'aspect d'un grand et beau village, où il était beaucoup plus facile de se procurer les aisances de la vie que dans les autres villages et petites villes du Portugal. Cinq hameaux, dépendans de sa banlieue, étaient à peu de distance, et sa population se composait d'en-

viron trois cents familles. Un peu plus loin, est le hameau de Notre-Dame-de-Miséricorde, auprès duquel, sur un terrain un peu relevé, l'artillerie anglaise avait pris position. Elle s'était emparée d'un de ces moulins d'une construction forte et solide si communs en Portugal. A l'entour, se déployaient des champs d'olivier, et de petits bois de houx et de chênes-liéges, dont les troncs offraient à nos troupes la facilité de s'approcher sans avoir beaucoup à craindre du feu continuel de l'ennemi. Laborde avait planté ses aigles au sommet du mont Sainte-Anne, près d'une croix de bois qui indiquait que ce lieu avait été le théâtre d'un assassinat. De cette élévation, on voyait se dérouler un de ces paysages que les pinceaux du Poussin ont retracés avec tant de charme et de vérité. C'étaient des rochers agrestes et des collines en amphithéâtre, d'anciennes églises avec leurs clochers gothiques, des maisons de campagne dont les terrasses découvertes indiquaient la pureté du ciel et la salubrité du climat; plus loin, Obidos, avec ses murailles et ses vieilles tours crénelées, et son aqueduc se prolongeant à perte de vue dans la plaine. Le mont Junto bornait à l'est ce magnifique tableau, que la mer terminait à l'occident. 1808. Août.

Tel était le théâtre où, pour la première fois, dans la Péninsule, les troupes anglaises devaient Bataille de Roliça.

1808. Aout. se mesurer avec les soldats de Napoléon. La force de la position de l'ennemi le dédommageait amplement de son infériorité numérique. Pour l'attaquer, il fallait gravir, non des sentiers, mais des ravins tellement escarpés et encombrés de ronces et de buissons, que le moindre faux pas devait entraîner une chute. Le 9e et le 29e régimens commencèrent à s'avancer dans un de ces lits de torrens creusés au centre de la montagne, et où cinq ou six hommes, au plus, pouvaient pénétrer de front. A l'extrémité, se trouvait un épais bouquet de myrtes, de térébinthes, et d'autres arbustes, au milieu duquel les Français avaient placé un poste de tirailleurs. C'est là que tomba frappé à mort, ainsi que plusieurs de ses soldats, le colonel Lake du 29e. Parvenus au sommet, les Anglais, avant de se mettre en ligne, eurent à essuyer un feu bien nourri; mais la compagnie de grenadiers, en chargeant sur l'ennemi, donna le tems d'effectuer cette manœuvre, que Laborde ne put empêcher. Le combat s'était prolongé pendant deux heures, lorsque le brigadier général Fane, à la tête de ses troupes légères, parut sur la droite, et le major général Hill sur la gauche. Laborde crut alors devoir abandonner sa première ligne, et se retirer sur le hameau d'Azambugeira, qui était sur ses derrières. Pendant l'action, ce général avait

justifié sa haute réputation militaire; ses sages dispositions furent exécutées avec la plus grande rapidité, et ses officiers et ses soldats montrèrent autant de bravoure que d'habileté. Cependant une attaque, commandée par le major général Spencer, les chassa de leur dernière position dans le hameau. Mais le défaut de cavalerie, l'impossibilité de faire venir du canon et de nouvelles troupes, empêchèrent de poursuivre cet avantage. Aussi, Laborde fit halte sur la hauteur au-delà d'Azambugeira, réunit son corps, forma ses lignes, et se retira vers Torres-Vedras, abandonnant ses canons. 1808. Aout.

La perte des Anglais, en tués et blessés, fut de cinq cents hommes; celle des Français, d'après le rapport même de Laborde, qui avait été légèrement blessé au commencement de l'affaire, s'éleva à six cents. Il s'était flatté, même pendant l'action, que Loison pourrait le rejoindre; mais ce général, ayant appris que les Anglais l'avaient prévenu à Leiria, avait cru devoir occuper Torres-Vedras. Les Portugais avaient épié tous ses mouvemens, et il ne fut pas plus tôt parti de Thomar, qu'ils songèrent à attaquer la petite garnison laissée à Abrantès. Freire avait ordonné à Bacellar de s'emparer de cette ville, avec le secours de quelques troupes espagnoles qui étaient arrivées à Castello Branco. Le capitaine Manuel de Castro Correa, Abrantès occupé par les Portugais.

1808. Aout. que Bacellar avait envoyé pour reconnaître les lieux, s'aperçut que le moment était propice, et que quelques aventuriers, qui s'étaient joints à lui, suffiraient pout tenter ce coup de main, sans attendre les Espagnols. Il réunit à Villa de Rei environ trois cents hommes, armés, pour la plupart, de fusils de chasse, reçut dans la nuit quelques soldats de milice, et entra à Abrantès au moment même où se livrait la bataille de Roliça. Les Français, renfermés dans le château dénué d'artillerie, firent feu par les fenêtres. Mais bientôt, convaincus de l'inutilité d'une plus longue résistance, ils sortirent en bon ordre, et s'avancèrent vers la rivière, où quatre bâtimens de transport de leur nation attendaient la marée descendante pour se rendre à Lisbonne. Avant de pouvoir atteindre le rivage, ils furent entourés de tous côtés; quelques-uns perdirent la vie en se défendant, les autres se rendirent prisonniers. Une partie de l'équipage des bâtimens se jeta à l'eau pour venir au secours des combattans; mais la plupart de ceux qui touchèrent la terre tombèrent sous les coups des Portugais. Les Français eurent, dans cette affaire, cinquante-deux hommes tués et cent dix-sept prisonniers.

Dispositions de Junot. Junot crut n'avoir d'autre moyen de salut, que de réunir toutes ses forces, et de présenter la bataille aux Anglais, afin de les anéantir

avant qu'ils eussent reçu de nouveaux renforts. Il se borna donc à laisser de faibles garnisons à Elvas, Almeida et Peniche. Il ne négligea pas, cependant, de faire circuler les nouvelles dont il se servait de tems à autre pour tenir en suspens l'esprit des Portugais. On assurait que vingt mille Français étaient arrivés à Bragance; que Joseph avait été reçu à Madrid aux acclamations unanimes du peuple de cette capitale, etc. Le 15 août, la fête de Napoléon fut célébrée avec pompe; l'artillerie des forts et des vaisseaux annonça la solennité, pendant laquelle Junot donna un banquet à tous ses officiers. En même tems, les préparatifs de son départ s'effectuaient, et, dès le lendemain, l'état-major, la première division, et la caisse militaire contenant un million, avaient commencé le mouvement. Le comte de Bourmont et quelques autres émigrés, qui avaient trouvé en Portugal un refuge contre la révolution, suivirent l'armée, et demandèrent eux-mêmes à en faire partie. Le commandement de Lisbonne fut laissé au général Travot, qui, par sa douceur et son humanité, avait su mériter l'estime des Portugais.

1808. Août.

Junot, rendu à Villa Franca, en laissa le commandement à Thiébault avec une réserve, et se réunit à Loison à Alcoentre. Ce général était arrivé le 13 à Santarem dans une situation

Jonction de Loison, Laborde et Junot.

Aout. 1808. déplorable. La chaleur était accablante : des compagnies entières restaient sur la route, mourant de soif et d'épuisement. Ces fatigues intolérables contraignirent Loison à s'arrêter deux jours à Santarem. Ce ne fut que le 16 qu'il se rendit à Alcoentre, où Junot arriva le jour suivant. Ils partirent ensemble pour Cercal, et, le lendemain de l'affaire de Roliça, l'armée anglaise distingua leurs colonnes en avant de Torres-Vedras. Laborde, qui avait abandonné cette position pour se retirer à Montachique, y fut rappelé, et y arriva le 19, ainsi que le général Thiébault. Les forces réunies de Junot s'élevaient alors à douze mille hommes d'infanterie environ, et de douze à quinze cents chevaux.

Wellesley n'avait point poursuivi Laborde après la bataille de Roliça, parce qu'en suivant la direction que prenait l'ennemi il se serait éloigné de la côte. Il se disposait à marcher sur Torres-Vedras, lorsqu'il apprit que le général Anstruther venait d'arriver. Son intention avait été d'abord d'employer la brigade de cet officier et celle du général Acland à faire le siége de Peniche; mais la résistance qu'il avait éprouvée à Roliça, et l'abandon de Freire, l'engagèrent à faire immédiatement débarquer ces troupes, et à les joindre à son corps. Les calmes empêchèrent l'escadre de s'approcher de

terre jusqu'au 19, que la brigade fut débarquée à Maceira. Cette opération ne s'acheva pas sans beaucoup de peines et de dangers; plusieurs canots furent submergés, et quelques hommes périrent. Mais l'habileté des marins triompha, en grande partie, des obstacles. Les Français, qui ne purent s'opposer au débarquement, envoyèrent un détachement de dragons pour attaquer la brigade pendant sa marche. Cette manœuvre avait été prévue; un corps, sous les ordres du général Spencer, attendait à Lourinham la troupe qui fit immédiatement partie de l'avant-garde. 1808. Août.

Le 20, Sir Arthur apprit que le général Acland était au large, et que Sir Henry Burrard venait d'arriver pour prendre le commandement; il se rendit auprès de lui pour lui faire connaître la situation des deux armées, et son plan de campagne, auquel les deux chefs, d'un commun accord, firent quelques changemens.

Bataille de Vimeiro.

Junot, dont l'armée était dépourvue de vivres, ne pouvait rester long-tems éloigné de Lisbonne. Une défaite devait avoir, pour lui, des résultats moins cruels que de longues opérations, suivies même d'une victoire. Ainsi, tout le portait à chercher à en venir aux mains le plus tôt possible, et déjà il faisait ses dispositions pour forcer l'armée anglaise à accepter la bataille.

1808. Aout. Le village de Vimeiro est situé au fond d'une jolie vallée, à trois milles à peu près de l'océan, et abrité des vents de mer par des collines, au milieu desquelles serpente la petite rivière de Maceira. Un ravin profond sépare ces collines d'une autre chaîne, sur laquelle passe la route de Lourinham, petite ville qui renferme dans sa banlieue les villages de Vimeiro et Maceira. L'armée anglaise, qui avait fait halte dans ce lieu pour y passer la nuit, ne pensait pas devoir être attaquée, et s'était bornée à prendre les positions les plus avantageuses et les plus commodes pour chaque corps. Six brigades bivouaquaient sur les hauteurs de l'ouest. L'avant-garde, pour protéger la comptabilité et les bagages placés à Vimeiro, était campée au sud-est du village, sur une colline que d'autres hauteurs dominaient à l'ouest. La cavalerie et l'artillerie étaient dans la vallée formée par les deux chaînes de collines qu'occupait l'infanterie.

L'ennemi, après avoir marché toute la nuit, se montra, à huit heures du matin, sur les hauteurs de Lourinham, en face, par conséquent, de l'avant-garde et de la gauche de l'armée anglaise. Le général Wellesley avait visité les postes avancés, dès le matin, et était rentré au camp avant les premiers coups de fusil des tirailleurs. Il dirigea sur la route de Lourinham,

et l'une après l'autre, les brigades des généraux Ferguson, Nyhtingale, Acland et Bowes. Celle du général Anstruther prit position à la droite de l'avant-garde, soutenue par notre faible cavalerie. L'armée française s'avançait formée en deux divisions : celle de droite, forte de six mille hommes, commandée par Loison; celle de gauche, de cinq mille hommes seulement, aux ordres de Laborde. La réserve, que conduisait Kellermann, devait lier entre elles les deux ailes, que séparait, au reste, une distance beaucoup trop grande. Le général Margaron commandait la cavalerie. 1808. Aout.

Laborde s'avançait pour attaquer l'avant-garde postée sur un plateau. Son flanc gauche était couvert par un corps de cavalerie, et, à sa droite, marchait, en colonne, un régiment, pour tourner le poste anglais, et pénétrer dans le village par l'église. Mais on avait prévenu ce dessein en faisant occuper le cimetière par une partie du 43ᵉ. Quoique exposés au feu très-vif de nos tirailleurs postés derrière les arbres, et à celui de six pièces d'artillerie, les Français se portaient à l'attaque avec toute la précision et le sang-froid de gens habitués à la victoire. Continuant à s'avancer, malgré leurs pertes qui devenaient à chaque instant plus considérables, ils n'étaient plus qu'à quelques pas de la colline occupée par le 50ᵉ régiment aux ordres du

1808.
AOUT.

colonel Walker, et par une compagnie de tirailleurs. Ce corps, après avoir fait un feu meurtrier, chargea à la baïonnette, et pénétra dans un angle de la colonne qui fut enfoncée. Au même instant, le régiment qui entrait dans le village par l'église fut attaqué en flanc par la brigade du général Acland, que seconda une charge de cavalerie. Dès lors la déroute de la colonne fut complète : les corps qui la composaient prirent la fuite en désordre, laissant sur le champ de bataille neuf cents morts, trois cent cinquante prisonniers, et sept pièces d'artillerie. Ils furent poursuivis dans la plaine jusqu'à l'entrée d'un petit bois, où un corps de cavalerie les soutint, et fit éprouver des pertes à nos troupes. Le lieutenant-colonel Taylor du 20e dragons, après avoir donné les plus grandes preuves de bravoure, succomba en cet endroit avec une partie de son corps. La colonne commandée par le général Brenier, qui devait appuyer l'attaque de Laborde, fit un mouvement sur la gauche pour passer le ravin, et se trouva ainsi engagée avec la brigade du général Anstruther; chargée à baïonnette, elle fut repoussée avec perte.

La colonne commandée par Loison attaqua presque simultanément avec celle de Laborde, et, soutenue par un corps nombreux de cavalerie, se porta à la charge avec cette impétuo-

sité qui caractérise les soldats français. Elle enfonça d'abord nos troupes légères, mais fut bientôt arrêtée par la brigade Ferguson, composée des 36e, 40e et 71e, qui formaient la première ligne. Après une vive fusillade de part et d'autre, on en vint aux mains à la baïonnette, et l'avantage ne tarda pas à se déclarer en faveur des Anglais; l'ennemi, vigoureusement poursuivi, abandonna six pièces de canon. Ainsi, il avait été repoussé sur tous les points, quoique la moitié de l'armée anglaise eût à peine été employée dans cette affaire. 1808. Aout.

Avant le commencement de l'action, Sir Henry Burrard et son état-major étaient débarqués pour se porter sur le lieu où ils entendaient le feu. Le nouveau commandant trouva, sur la hauteur de Vimeiro, Sir Arthur, qui lui développa les mesures qu'il avait prises pour la bataille, et dont il fut autorisé à continuer personnellement l'exécution. Henry Burrard prend le commandement.

Les Français eurent, dans cette affaire, trois mille hommes tués ou blessés, et laissèrent au pouvoir de l'armée anglaise treize pièces d'artillerie et vingt-trois fourgons. La perte des Anglais ne dépassa pas sept cents hommes tués ou blessés. Leur armée se composait de seize mille hommes, dont la moitié seulement avait pris part à l'action, tandis que les Français

1808. AOUT.

en avaient quatorze mille, qui tous avaient donné. Les généraux Solignac et Brenier furent blessés; et le dernier assez grièvement pour être forcé d'abandonner le champ de bataille; pendant la fuite de ses troupes, il demeura aux mains de l'armée anglaise.

Les Français décidés à demander un armistice.

Sir Arthur Wellesley était d'avis de poursuivre, sans perdre de tems, l'avantage qu'on venait d'obtenir, et d'achever la défaite de l'armée française. Malheureusement, Sir Henry Burrard ne crut pas devoir se rendre à cette opinion, et laissa à Junot le tems d'organiser sa retraite, et de former sur ses derrières quatre régimens de cavalerie pour la protéger. Le maréchal fit appeler auprès de lui les généraux Laborde, Loison, Kellermann et Thiébault, et leur demanda s'ils pensaient qu'on dût tenter de nouveau le sort des armes, et, dans le cas contraire, à quelle détermination on devait s'arrêter. Ils furent unanimement d'avis que l'armée était dans l'impossibilité de soutenir une nouvelle bataille. En effet, elle était démoralisée par l'échec qu'elle venait d'éprouver; ses pertes étaient irréparables, tandis que les Anglais attendaient, à chaque instant, de nouveaux renforts. La seule ressource qu'il restait à Junot était de rentrer à Lisbonne le plus tôt possible. Il effectua donc sa retraite sur Torres-Vedras, où, le lendemain de son ar-

rivée, il assembla un second conseil de guerre. On y arrêta, vu les immenses difficultés qui se présentaient de toutes parts, de proposer une suspension d'armes. A cet effet, le général Kellermann fut envoyé en parlementaire, pour traiter de l'évacuation du Portugal. Dans ces entrefaites, Sir Hew-Dalrymple était arrivé, et avait pris le commandement de l'armée anglaise, qui, dans l'espace de vingt-quatre heures, avait ainsi passé sous les ordres de trois généraux en chef.

1808. Aout.

Arrivée de Sir Hew-Dalrymple.

Le zèle et la capacité, dont Sir Hew-Dalrymple avait donné des preuves dans la direction des opérations du sud de la Péninsule, avaient déterminé le choix qu'on venait de faire de lui. Lord Castlereagh, alors ministre de la guerre, lui recommandait particulièrement, dans une lettre confidentielle, Sir Arthur Wellesley, qu'il lui désignait comme devant fixer son attention, toutes les fois qu'il s'agirait de quelque mission qui pourrait demander, à la fois, une prudence consommée et de vastes connaissances militaires.

Il fait marcher l'armée en avant

Aucun des rapports que Sir Arthur lui avait adressés ne lui étaient parvenus, et il ignorait entièrement la position actuelle de l'armée française. En arrivant à Vimeiro, il trouva encore les corps anglais sur le champ de bataille, d'où l'on s'occupait à emporter les blessés. Cette

1808. AOUT.

position n'avait été occupée par l'armée que pour y bivouaquer une nuit, et le nouveau chef donna ordre de l'abandonner le lendemain matin, pour se porter sur Lisbonne par la route de Maffra. Il pensait que les Français devaient se déterminer, ou à lui présenter la bataille pour conserver Lisbonne, ou à passer le Tage.

Arrivée de Kellermann.

Dans l'après-midi, le bruit se répandit tout-à-coup que l'ennemi s'avançait pour attaquer de nouveau, et l'on reprit les positions de la matinée. Cette fausse alerte fut occasionée par l'approche du piquet de cavalerie qui escortait Kellermann. Ce général se rendit immédiatement auprès de Sir Hew-Dalrymple, et lui offrit de s'entendre avec lui sur l'évacuation du Portugal par l'armée française. Hors d'état d'apprécier par lui-même les conséquences de la bataille qui venait d'être livrée, Sir Hew fit appeler auprès de lui ses deux prédécesseurs, pour prendre leur opinion. Le général Wellesley pensait que la faute qu'on avait commise de ne point poursuivre l'ennemi lui avait laissé le tems de prendre une forte position entre Lisbonne et l'armée anglaise; qu'il serait impossible de l'empêcher désormais de passer le Tage, et d'occuper Elvas et le fort de la Lippe; que d'ailleurs il importait à l'armée anglaise de ne pas disséminer ses forces, en mettant le

siége devant quelques places, et qu'elle devait, au contraire, marcher sans délai sur l'Espagne. D'après ces considérations, il opina pour que l'évacuation du Portugal par les Français avec armes et bagages fût acceptée ; mais il eût désiré que la suspension d'armes ne dépassât pas quarante-huit heures. Sir Hew-Dalrymple préféra ne pas en déterminer la cessation, pour faciliter par là le débarquement du corps de Sir John Moore.

1808. AOUT.

Conditions de l'armistice.

Un armistice, pendant lequel on devait arrêter un traité définitif, fut conclu aux conditions suivantes : la rivière de Sisandre était la ligne de démarcation entre les deux armées. Les Anglais s'engageaient à faire observer la suspension d'armes par les Portugais. L'armée française, dans aucun cas, ne devait être considérée comme prisonnière de guerre, tous les individus qui en faisaient partie devaient être transportés en France avec armes et bagages. Aucun Français ou Portugais habitant le royaume ne pouvait être recherché pour sa conduite et ses opinions politiques, mais devait, au contraire, recevoir protection, et avoir la faculté d'abandonner pour quelque tems le Portugal, avec tous ses effets, s'il le jugeait à propos. La neutralité de l'escadre russe était reconnue dans le port de Lisbonne, c'est-à-dire, que cette escadre ne devait être attaquée, ni pendant son

1808. AOUT.

séjour dans le Tage, ni quand elle mettrait sous voile, avant le tems prescrit par les lois maritimes. Toute l'artillerie française et les chevaux de la cavalerie devaient être envoyés en France.

Retour de Junot à Lisbonne.

Tandis que Kellermann était au camp anglais, Junot hâtait sa marche vers Lisbonne, où il arriva dans l'après-midi du 25 avec sa réserve et quelques blessés. Malgré le soin qu'on avait pris de déguiser la vérité, le bruit se répandit bientôt dans la ville que Junot avait proposé une capitulation, et l'arrivée de Kellermann avec un officier anglais, le départ immédiat d'un canot pour l'escadre anglaise, ne laissèrent plus aucun doute à cet égard.

Le général Freire désapprouve l'armistice.

L'armée anglaise se mit en marche dans la matinée où l'armistice fut signé, et vint prendre position près du village de Ramalhal. Le général Freire s'y rendit auprès du général anglais, qui lui communiqua une copie de l'armistice. Il fut loin d'en être satisfait, et désapprouva surtout l'article concernant les opinions politiques, qui n'étaient du ressort, disait-il, que des autorités portugaises. Sir Hew-Dalrymple lui répondit que le gouvernement portugais, auquel on aurait dû s'adresser dans cette circonstance, n'existait nulle part; il l'engagea, au reste, à mettre ses observations par écrit, et lui promit qu'on y aurait égard pour la convention défini-

tive. Il envoya à Junot le colonel Murray avec plein pouvoir d'arrêter les conditions de cet arrangement. 1808. Août.

La question relative à l'escadre russe, sur laquelle quelques difficultés s'étaient d'abord élevées, fut réglée entre les deux amiraux. Ils convinrent qu'elle resterait en dépôt en Angleterre, pour être rendue six mois après la conclusion de la paix entre les deux puissances. L'évacuation du Portugal fut aussi arrêtée aux conditions suivantes : l'armée française, sortant avec armes et bagages, devait être transportée par le gouvernement anglais dans un des ports entre Rochefort et Lorient, et avait la faculté de servir à son arrivée. Elle emportait l'artillerie de fabrique française, les chevaux qui y étaient attachés, et généralement tout le matériel de l'armée. Les garnisons d'Elvas, Peniche et Palmella devaient s'embarquer à Lisbonne, celle d'Almeida à Porto, et l'administration anglaise devait, pendant la route, fournir à leur subsistance. Les malades et les blessés étaient confiés à l'armée anglaise ; la France rembourserait les frais de leur entretien. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever, relativement à l'exécution de ces différens articles, devaient être interprétées en faveur des Français. Les particuliers sujets du gouvernement français ou de ses alliés, domiciliés en Portugal ou Convention de Cintra.

1808. Aout. qui s'y trouvaient accidentellement, seraient sous la protection des Anglais, et auraient le choix de résider dans le pays ou de suivre l'armée française. Les Portugais ne pouvaient être poursuivis pour leur conduite politique, et ceux qui avaient conservé ou accepté du service étaient également sous la protection des autorités anglaises. Dans le cas où ils désireraient vendre leurs propriétés et quitter le royaume, on devait leur accorder une année pour terminer ces dispositions. Les troupes espagnoles détenues à Lisbonne étaient remises au commandant anglais, qui s'engageait à faire mettre en liberté, par les Espagnols, les Français qui n'avaient pas été pris sur le champ de bataille ou par suite d'opérations militaires.

Tous les généraux anglais partagèrent l'opinion que cette convention était avantageuse à la Grande-Bretagne. En amenant l'évacuation soudaine du Portugal, elle laissait à l'armée la faculté de marcher immédiatement sur l'Espagne, qui devait être le terrain où la lutte allait avoir un résultat définitif. Quant aux articles partiels du traité, ils étaient considérés comme de peu d'importance. Kellermann avait déclaré positivement que les Français n'accepteraient pas des conditions moins avantageuses, et que, dans le cas où ils y seraient contraints, ils s'enfermeraient dans les forteresses qui étaient en-

core à leur disposition, et y tiendraient jusqu'à la dernière extrémité après avoir détruit Lisbonne. Le seul moyen de les empêcher de suivre cette détermination était de les forcer à une bataille, qui, dans ce cas, aurait été livrée aux portes de Lisbonne, et peut-être dans cette ville même. Ainsi l'humanité et l'intérêt même des Portugais avaient dicté au commandant anglais les conditions avantageuses obtenues par les Français. 1808. Aout.

Observations du commandant portugais.

La convention fut définitivement arrêtée et signée par le général anglais, le 30 août, non pas à Cintra dont elle porte le nom, mais à Torres-Vedras. On la communiqua immédiatement au général Bernard Freire, qui se plaignit de ce qu'il n'y avait pas dans ce traité un seul article qui fît mention de l'armée portugaise. L'officier chargé de transmettre sa réponse se plut à rendre justice à la loyauté de la nation anglaise, et se loua personnellement de la conduite de Sir Hew-Dalrymple. « Mais, ajouta-t-il, ce n'est point sur nos relations particulières que le public nous jugera, ce sera d'après les pièces qui portent un caractère authentique. » Sir Hew, sans déroger à la dignité de la nation dont il était le représentant dans cette circonstance, convainquit le général portugais de l'impossibilité d'agir différemment, en lui faisant entendre toutefois que, s'il n'eût point séparé sa cause de

1808. SEPTEMBRE. celle de l'armée anglaise, il eût été nécessairement compris avec ses troupes dans les articles de la convention.

Le pavillon anglais arboré sur les forts. Avant l'entrée des troupes anglaises à Lisbonne, l'amiral russe écrivit à Sir Hew-Dalrymple pour lui demander quel était le pavillon qu'on allait arborer sur les forts au moment de leur remise, et, dans le cas où ce serait celui du Portugal, si le port devait être considéré comme neutre. Cette question, qui n'avait point encore été déterminée, devint l'objet d'une conférence, dans laquelle il fut arrêté que la neutralité du port serait accordée à l'escadre russe. Deux régimens anglais étaient à peine entrés en possession du port, que le pavillon britannique avait été arboré sur tous les forts; mais, avant que les généraux portugais eussent eu le tems de s'en plaindre, celui de leur nation y avait été substitué par ordre de Sir Hew.

Pendant qu'on discutait les articles de la convention, Lisbonne se trouvait dans la situation la plus critique. Quelques misérables profitèrent de la désorganisation du gouvernement pour se porter à tous les excès. Presque tous les soldats de la garde de police avaient été rejoindre l'armée, et les Français qui faisaient les patrouilles ne portaient aucune attention aux vols nombreux et aux violences qui se commettaient sous leurs yeux. Ils se trouvèrent bientôt eux-mê-

mes dans un danger si imminent, qu'ils cessèrent de faire le service de la police, et se bornèrent à tirer sur les individus qui approchaient de leurs casernes. Le général Hope, qui vint prendre le commandement de la ville, fut dans la nécessité de défendre aux Portugais de paraître en armes dans les rues, et de faire fermer les lieux publics à six heures du soir. Il ne fallait pas moins que ces mesures rigoureuses pour empêcher le peuple de se livrer aux actes de vengeance qu'il brûlait d'exercer sur les Français. Déjà des listes de mort étaient dressées, et l'on avait marqué pendant la nuit les portes de toutes les maisons de Belem, pour désigner les victimes qu'on se disposait à immoler. 1808. SEPTEMBRE.

La première division française s'embarqua sous la protection de la seconde; celle-ci et la troisième furent protégées par l'armée anglaise contre les fureurs et les tentatives hostiles des Portugais; mais il eût été impossible d'arrêter les cris de malédiction qui accompagnèrent cet événement. Les réjouissances se prolongèrent pendant neuf jours consécutifs, et les Français purent voir du large les illuminations, et entendre le son des cloches qui saluaient leur départ. Les Anglais reçurent alors la récompense de leur conduite. Des adresses arrivèrent de toutes les provinces et de toutes les autorités de Lisbonne, pour remercier le général, l'armée Embarquement des Français.

1808. SEPTEMBRE.

et le gouvernement anglais de l'heureux résultat de leurs démarches.

Les Espagnols prisonniers à Lisbonne, embarqués pour la Catalogne.

Les Français avaient demandé, pendant la négociation, que leurs prisonniers fussent échangés, en nombre égal, contre les Espagnols qu'ils avaient pris à Lisbonne. Sir Hew-Dalrymple s'y refusa, et insista pour que ces Espagnols fussent remis en liberté sans échange. Il s'engagea cependant, comme on l'a vu, à faire rendre les Français qui n'avaient pas été pris les armes à la main. Il y avait encore environ trois mille huit cents Espagnols à Lisbonne, auxquels on remit dans le même jour leurs armes et leurs chevaux, et qui furent embarqués sur des transports anglais pour aller prendre rang dans l'armée de Catalogne.

Installation du conseil de régence.

Après avoir heureusement terminé ces importantes opérations, Sir Hew-Dalrymple annonça aux Portugais, par une proclamation, que puisque la Providence avait daigné couronner d'un plein succès les efforts des armes anglaises, on devait profiter de ces instans de calme pour rétablir sans délai le gouvernement portugais. Il ajoutait que les moyens les plus certains d'assurer le repos du royaume, et de répondre aux intentions du souverain, étaient de rappeler le conseil de régence nommé par ce prince au moment où il s'était soustrait à la poursuite des Français. Mais un des membres de ce conseil

avait quitté le pays, et quelques autres, par la conduite qu'ils avaient tenue, ne pouvaient plus prétendre à la confiance de leurs compatriotes. On se borna donc à réintégrer les trois, qui, seuls, pouvaient prétendre à en faire partie, et on leur adjoignit Jean Antonio de Mendoça et le brigadier Miguel Porreira Forjas Coutinho, que le prince avait nommés suppléans. Ils s'assemblèrent, et, pour porter le conseil au nombre de membres désigné par le prince, nommèrent, pour en faire partie, le marquis de Minas et l'évêque de Porto. Les juntes furent dissoutes par cette installation; la régence fut reconnue dans tout le Portugal, et l'administration reprit, autant qu'on pouvait l'espérer, la même direction qu'avant l'arrivée des Français.

1808. SEPTEMBRE.

Clameurs en Angleterre contre Sir Hew-Dalrymple.

Tandis que Sir Hew-Dalrymple profitait ainsi des avantages de la capitulation et se disposait à entrer en Espagne, un cri d'indignation s'élevait contre lui en Angleterre. Le rapport officiel de la bataille y avait précédé de quinze jours les nouvelles de l'armistice et de la convention. Le bruit s'était répandu que les Français avaient proposé d'évacuer le Portugal, et l'on s'attendait à apprendre, à chaque instant, que Junot s'était rendu sans condition. L'attente et les prétentions du peuple, qui n'avaient pas de bornes, furent déçues de la manière la plus cruelle. On compara la convention de Cintra à celles du Hel-

1808. SEPTEMBRE. der et de Buénos-Ayres, qui parurent moins humiliantes encore. Les papiers publics de la capitale exprimèrent unanimement le mécontentement du peuple, et ceux des provinces prouvèrent également que, d'une extrémité à l'autre du royaume, la nation entière partageait les mêmes sentimens. Quelques journalistes ne voulurent pas, disaient-ils, souiller leurs feuilles par l'insertion de la convention; d'autres, en la faisant connaître au public, entouraient, en signe de deuil, tout le texte d'une bordure noire; quelques-uns, enfin, faisaient précéder ce texte par une vignette représentant trois gibets, à chacun desquels était pendu un officier général.

On blâma surtout, avec la plus grande véhémence, l'oubli qui avait été fait des Portugais dans la convention, et l'on se plut à oublier le tort qu'avaient eu les généraux de cette nation, en cessant de faire cause commune avec l'armée anglaise. Des réunions eurent lieu sur plusieurs points du royaume, pour exprimer l'indignation du peuple, et demander la punition des généraux qui avaient signé le traité. Le gouvernement répondit aux différentes adresses qu'il reçut à cet égard, qu'on ne pouvait prononcer sans une enquête préalable, et que le roi se disposait à prendre toutes les mesures pour connaître à fond un événement qui avait trompé les espérances les mieux fondées. Les trois géné-

raux furent donc rappelés, et l'on créa un conseil d'enquête, dont les membres étaient le comte de Moira, le général Craig, lord Neathfield, le comte de Pembroke, Sir Georges Nugent et le lieutenant général Nicolls. Sir David Dundas en fut nommé président. Ce conseil, après mûre délibération, annonça qu'il ne pouvait déterminer s'il eût convenu ou non de poursuivre l'ennemi après la bataille de Vimeiro; mais il ajouta que deux généraux en chef étant arrivés successivement, l'un pendant, l'autre immédiatement après la bataille, le tems qu'ils avaient dû employer à s'instruire de la situation des choses avait dû nécessairement suspendre les opérations. Le conseil, au reste, était d'avis qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre.

1808. Septembre.

Ce prononcé ne disait rien de la convention et de l'armistice. Le duc d'York convoqua de nouveau le conseil, et lui enjoignit de décider si ces deux opérations avaient été avantageuses ou non. Des sept membres qui composaient le conseil, six approuvèrent l'armistice et quatre la convention. Ce rapport fut suivi par une déclaration du roi, qui l'adoptait, tout en désapprouvant les articles du traité qui étaient en opposition avec les intérêts des Portugais et des Espagnols. Il avait déjà exprimé verbalement son mécontentement à Sir Hew-Dalrymple. Ainsi ce général fut le seul sur qui parut tomber le blâme de ces

1808. Septembre. opérations; mais le peuple s'obstina à penser que la plus grande faute avait été commise par le gouvernement, en ne les confiant pas exclusivement au chef qui avait commencé la campagne et en avait tracé le plan.

LIVRE DOUZIÈME.

Établissement de la junte centrale. — Opérations en Catalogne. — Mouvement des armées espagnoles. — Les troupes espagnoles s'échappent du Danemark.

Nécessité d'un gouvernement provisoire.

Lorsque Castanos apprit la nomination de Sir Hew-Dalrymple au commandement de l'armée anglaise, il s'écria que cet événement était le plus heureux de sa vie, tant il prévoyait d'avantages pour la cause commune, de leur mutuelle coopération. La confiance que cela lui inspira dans ce moment de crise eut la plus grande influence sur les destinées de l'Espagne.

Chaque Espagnol, au commencement de la guerre, était prêt à combattre pour son pays; mais l'éducation avait été si déplorable, et le double despotisme de l'inquisition et du gouvernement avait si bien réussi à paralyser toute espèce de développement intellectuel, que personne n'était capable de commander. Les juntes formaient autant de gouvernemens séparés, agissant sans égard pour l'intérêt général. Des

1808. Septembre. nobles de province et quelques membres du clergé, deux espèces d'hommes qui, par suite de leur ignorance et de leurs préjugés, étaient incapables de remplir la tâche à laquelle ils étaient appelés, se trouvaient à la tête de l'administration. Parmi eux on remarquait quelques personnes qui avaient occupé des emplois à Madrid; mais leur habitude des affaires était loin de compenser leur lenteur et leur attachement aux vieilles routines : partout où ils se trouvaient, l'influence des juntes était paralysée. Le pouvoir que ces corps exerçaient était sans limites; le peuple, dans sa confiance, qui parfois n'est pas moins aveugle que ses soupçons, n'avait jugé aucune restriction nécessaire. Une fois en possession de l'autorité, les juntes tâchèrent de s'y maintenir, et d'étendre leurs prérogatives. Quelques-unes rendaient des décrets; leurs membres prirent le titre d'*excellences* et même d'*altesses*, et adoptèrent les costumes les plus fastueux. On pouvait ne voir, en cela, que le résultat de l'ancienne fierté espagnole, mais il y eut des torts plus graves de commis. De même que sous l'ancien système, les juntes accordaient les emplois, non à ceux qui en étaient les plus dignes, mais aux parens et aux protégés de leurs membres, de sorte que l'armée se trouva bientôt remplie d'officiers qui n'avaient d'autres droits à commander, que ceux qu'ils tenaient

d'une faveur qu'ils ne justifiaient pas par leur capacité. Après le succès important obtenu en Andalousie, au lieu de se réunir pour achever la délivrance de leur pays, les juntes se livrèrent entre elles à des querelles intestines. Grenade refusa de reconnaître l'autorité suprême que la junte de Séville avait exercée avec habileté et succès. Il s'en suivit un violent débat, que Tilly voulut terminer en envoyant une division de l'armée d'Andalousie pour forcer Grenade à la soumission. Heureusement Castanos était présent lorsqu'il fit cette proposition; il se leva, et, frappant sur la table avec force, il s'écria qu'il voudrait bien savoir quel serait l'homme assez hardi pour faire marcher une division de son corps d'armée sans ses ordres. « Je ne connais, ajouta-t-il, aucune distinction entre les provinces; je commande une partie de l'armée espagnole, et je ne souffrirai jamais qu'on en fasse un instrument de guerre civile! » 1808. Septembre.

Castanos n'était point ambitieux; son seul désir, en toute circonstance, était de remplir ses devoirs envers sa patrie. Il démontra la nécessité d'établir une autorité qui eût un caractère plus légal et plus élevé que celle qui avait existé jusqu'alors. Lord Collingwood, dans ses premières communications avec Séville, avait été d'avis de nommer un conseil qui, sous le nom de Cortès ou Congrès, devait être investi Plan de gouvernement.

1808.
SEPTEMBRE.

du pouvoir suprême, et agir au nom de tous. La nécessité d'une telle mesure devenait chaque jour plus évidente. Quelques personnes proposèrent une forme de gouvernement militaire, qui aurait la force et l'énergie que la grandeur des dangers rendait nécessaire. Quelques autres voulaient une assemblée de Cortès; d'autres, enfin, pensaient qu'il fallait nommer un vice-roi ou lieutenant-général du royaume. Castanos semblait partager cet avis; sa première pensée, au commencement de la guerre, avait été d'inviter l'archiduc Charles à remplir ce poste. Mais il réfléchit que cette invitation ne pouvait être acceptée, tant que la paix régnerait entre la France et l'Autriche; et que, si la guerre se déclarait, les services du prince deviendraient nécessaires à son pays. Ses vues se tournèrent alors vers le prince royal de Naples, qui lui paraissait la personne la plus convenable pour exercer la régence jusqu'au moment où le destin de Ferdinand serait décidé. Dès le commencement de l'insurrection, la cour des Deux-Siciles avait eu le même objet en vue; elle avait chargé son ministre à Londres de sonder, à cet égard, les dispositions du gouvernement anglais, qui se trouvèrent entièrement opposées à ce plan; elle envoya alors un plénipotentiaire à Gibraltar. Mais Sir Hew-Dalrymple, instruit de ce qui s'était passé à Londres, et sachant

Mission de cet ambassadeur.

que l'objet de la mission de cet ambassadeur était désapprouvé par son gouvernement, lui fit connaître que sa présence à Gibraltar pourrait avoir des inconvéniens très-graves, et l'engagea à retourner à Palerme pour y prendre de nouvelles instructions. On était alors dans le mois de juillet; dans le courant du mois suivant, quelques jours avant que Sir Hew quittât Gibraltar pour prendre le commandement de l'armée, le prince Léopold, second fils du roi de Naples, et le duc d'Orléans, accompagnés d'une suite nombreuse, y arrivèrent, amenés par un vaisseau de guerre anglais. On ne pouvait faire une plus fausse démarche, l'Angleterre ayant, jusqu'à ce moment, évité tout ce qui aurait eu l'apparence de vouloir dicter des lois à l'Espagne, ou d'intervenir dans ses affaires intérieures, autrement qu'en lui donnant des secours.

1808. Septembre.

Mais elle ne pouvait plus éviter de fâcheuses interprétations, si, lorsque les Espagnols délibéraient sur la forme de leur gouvernement, un prince, ayant des droits à la régence, était reçu à Gibraltar avec des honneurs royaux, dans le moment même où une armée anglaise arrivait sur les côtes de la Péninsule. Dans cette position embarrassante, Sir Hew agit avec réserve et montra la plus grande fermeté. Persistant dans cette conduite noble et généreuse

1808. SEPTEMBRE.

à laquelle il devait la confiance de la nation espagnole, il refusa d'appuyer, en aucune manière, des prétentions qu'il savait ne pas être approuvées par son gouvernement. Le duc d'Orléans retourna en Angleterre; le prince Léopold fut reçu à Gibraltar, et y resta après le départ de Sir Hew pour l'armée.

Ambition de la junte de Séville.

A cette époque, la junte de Séville se déclara pour la régence; mais son choix était incertain entre l'archevêque de Tolède, le seul membre de la maison de Bourbon qui restât dans la Péninsule, un prince napolitain, et le comte de Montijo, homme adroit et intrigant, qui jouissait d'une immense popularité en Espagne. Plusieurs membres de cette junte, enivrés par le succès, désiraient conserver l'autorité; d'autres, s'occupant uniquement de leur intérêt personnel, voulaient un régent de leur choix, afin d'exercer, sous son nom, un pouvoir illimité. Un écrit, envoyé par la junte de Murcie, exprimant l'opinion de Florida Blanca, démontrait la nécessité absolue d'un gouvernement central, et la ruine totale que l'anarchie des juntes devait nécessairement amener. Il voulait que toutes les villes, représentées aux Cortès, nommassent un conseil, qui gouvernerait au nom de Ferdinand; et qu'une assemblée de généraux décidât des affaires militaires. La junte de Séville fit supprimer cet écrit dans toute

1808. SEPTEMBRE.

l'étendue de sa juridiction ; mais cette mesure fut bientôt commandée par une autorité à laquelle la junte ne put s'opposer.

Le conseil de Castille demande l'établissement d'une junte centrale.

La résistance, quoique tardive, que le conseil de Castille opposa à l'invasion, et l'ordre qu'il maintint dans la capitale après le départ des Français, avaient rétabli sa réputation. Il publia une justification de sa conduite plus plausible que convaincante, et envoya des adresses circulaires aux juntes provinciales, déclarant qu'il était disposé à s'entendre avec elles pour la défense commune. Il finissait en leur recommandant l'union pour la nomination de leurs députés, et les engageait à se réunir promptement pour délibérer sur cet important objet. Dans la position extraordinaire où se trouvait l'Espagne, il n'était pas possible d'adopter des mesures conformes aux lois ou aux coutumes du royaume.

Projet de la junte de Séville.

Dans cette occasion, le meilleur esprit prévalut dans la junte de Séville; ses membres cédèrent à l'opinion générale, et publièrent une adresse rédigée avec l'habileté qui distinguait tout ce qui émanait d'eux. Jusque là, disaient-ils, la cause de l'Espagne avait été favorisée par la fortune; le manque d'union pouvait seul détruire leurs espérances. L'ennemi cherchait à fomenter des divisions : l'intérêt personnel mal entendu, l'ignorance et la faiblesse, pouvaient

1808.
SEPTEMBRE.

l'aider dans ce perfide dessein, rendre nuls tous leurs efforts, et amener la ruine de l'Espagne.

Ils cherchaient à se disculper de ces accusations, protestant que l'attachement le plus pur et le plus sincère pour leur pays avait toujours dirigé leur conduite ; qu'ils étaient disposés à se réunir aux autres provinces, et à reconnaître leurs erreurs, s'ils en avaient commis. Leur soin principal, ajoutaient-ils, devait être d'éviter tout ce qui pouvait semer la désunion parmi eux, et surtout les discussions sur la famille royale et l'ordre de succession. Les lois, sur ce point, étaient bien connues, et ils n'étaient pas en position de s'en occuper.

La seconde question qui agitait la nation était d'une nature différente : était-il nécessaire de créer un gouvernement, qui exercerait l'autorité souveraine dans toutes les provinces, jusqu'au moment où Ferdinand remonterait sur le trône ? Dans le principe, un grand nombre de juntes et de commandans militaires avaient exprimé leur conviction sur la nécessité d'un gouvernement civil, auquel l'autorité militaire serait subordonnée. L'Espagne, instruite par l'histoire, n'avait jamais eu la pensée de nommer un dictateur ; les généraux avaient été les premiers à reconnaître un état de choses aussi ancien que la monarchie elle-même. La con-

fiance du peuple dans les juntes, l'abondance des ressources mises à leur disposition, l'heureux résultat de leur administration civile, et des entreprises militaires qu'elles avaient dirigées, mettaient hors de doute les avantages de ces administrations locales. Mais qui créerait ce gouvernement suprême, chargé de régulariser les efforts communs? par qui serait-il composé? quelle serait l'étendue de son pouvoir? Telles étaient les importantes questions qui restaient à examiner. Quelques personnes prétendaient que les Cortès devaient s'assembler sous la convocation du conseil de Castille; mais ce conseil n'avait jamais eu le droit de convoquer les Cortès. Était-ce parce qu'il avait prêté tout le poids de son influence à l'usurpation, et parce qu'il avait reconnu et placé sur le trône un étranger qui n'avait aucun titre, qu'il pouvait réclamer ce droit? Quelle confiance la nation espagnole pouvait-elle placer dans un gouvernement convoqué par une autorité illégale, et coupable d'actes qu'on devait considérer comme des crimes de haute trahison? D'un autre côté, le conseil de Castille exclu, qui pouvait assembler les Cortès? C'était une prérogative particulière du roi; les provinces ne se soumettraient à aucune autre autorité. L'Espagne, sans roi et sans gouvernement, se trouvait dans une situation sans exemple dans l'his-

1808. SEPTEMBRE.

1808 SEPTEMBRE. toire. Les juntes avaient été créées par le peuple, on les avait reconnues, elles avaient gouverné en vertu de ce pouvoir : leur position n'ayant pas changé, c'était en elles que résidait l'autorité légitime; elles avaient donc le droit incontestable d'élire ceux qui devaient composer le gouvernement suprême.

L'opinion de Séville était que toutes les juntes devaient s'assembler le même jour, pour nommer chacune deux députés, choisis parmi leurs membres, et qui seraient reconnus sur-le-champ comme lieutenans-généraux du royaume. Les juntes, cependant, conserveraient la direction des affaires dans leurs provinces respectives, mais sous la surveillance du gouvernement général, qui serait présidé par un membre de la famille royale, et, à son défaut, par un président nommé pour un tems limité. Les juntes indiqueraient un lieu convenable pour placer le siége du gouvernement, qui devait être à l'abri des dangers de la guerre.

L'opinion générale était en faveur de ce plan, qui fut adopté sans opposition. La junte de Séville nomma pour députés deux hommes tout-à-fait indignes de ce choix, dans le seul motif d'exercer sur eux une grande influence. L'un était Don Vincent Horé, autrefois protégé par Godoy, mais qui n'osa pas accepter cette dignité, dans la crainte que sa présence à Madrid,

où il croyait que la junte centrale devait se réunir, ne mît sa vie en danger. On nomma à sa place Don Juan Vera y Delgardo, archevêque titulaire de Laodicée, et coadjuteur de Séville; ce choix réunit tous les suffrages. On avait espéré que Tilly, le second député, imiterait l'exemple de Horé, et refuserait une nomination à laquelle il n'avait aucun droit; mais, dominé par l'ambition, et d'un caractère entreprenant et hardi, peu lui importait la nature des moyens, pourvu qu'il arrivât à son but. Sa réputation flétrie ne l'avait pas empêché d'acquérir une grande popularité à Séville. Avant les troubles, il avait été forcé de s'enfuir de Madrid, où les accusations les plus graves pesaient sur lui. On lui attribuait l'assassinat du comte d'Agila; un misérable qu'il protégeait avait été le principal instrument de la mort de Solano, et Reding aurait péri avant la bataille de Baylen, si Castanos, en découvrant le complot, n'y eût mis obstacle. Cet emploi n'était peut-être pas celui que Tilly aurait choisi, il n'avait aucun désir de retourner à Madrid; mais il se confia dans ses talens pour l'intrigue, obtint un traitement de 500 piastres, et attendit une de ces occasions favorables que les révolutions ne manquent jamais d'offrir aux ambitieux. On doit ajouter, pour l'honneur de l'Espagne, que ce choix fit exception, et peut-être, dans aucun

1808. SEPTEMBRE.

pays, et dans des circonstances semblables, on n'eût pu trouver une réunion plus digne de confiance. Les députés étaient au nombre de trente-cinq : on y remarquait Florida Blanca et Jovellanos, distingués par les emplois qu'ils avaient remplis, et par le rang qu'ils tenaient dans l'opinion publique. Tous deux étaient savans et hommes d'état, et de nobles représentans du caractère espagnol : le premier avait été un politique ambitieux ; le second, philosophe sage et éclairé, ne reçut qu'avec peine une nomination qui l'arrachait à ses habitudes modestes, et aux plans d'amélioration dont il avait entrepris l'exécution dans sa province natale. L'un et l'autre, cependant, se rendirent à l'appel de leur pays. Dans moins de quinze jours, les députés de l'Arragon, de la Catalogne, de Valence, se réunirent à Madrid. Ce fut alors qu'il s'éleva des difficultés pour fixer la résidence du gouvernement; Jovellanos jugeait que la capitale était l'endroit le plus convenable. Là, dans le palais de ses rois, la junte centrale inspirerait le respect, en se mettant à la tête des tribunaux comme chef de la magistrature. Les documens publiés étaient sur les lieux, et on serait plus à portée des secours et des avis qui pourraient devenir nécessaires. Un grand nombre de membres adoptèrent cette opinion, qui était aussi celle de Castanos. Mais

la junte de Séville était opposée à une mesure qui la dépouillait en partie de son autorité. Dans cette occasion, Tilly la servit avec zèle, mais par motif d'intérêt personnel. 1808. SEPTEMBRE.

Il s'arrêta à Aranjuez, et persuada à Florida Blanca qu'il serait convenable d'y tenir leur première assemblée, afin de déterminer les formes qu'on observerait dans la capitale. De cette manière, il gagnait du tems, et c'est un grand point pour ceux qui se confient à l'intrigue et à la fortune. La plus grande partie des députés étant arrivés, leur installation eut lieu avec autant de pompe que le permettaient les circonstances. L'archevêque de Laodicée célébra la messe, après laquelle il prêta, le premier, un serment qui fut répété par tous ses collègues. Ils jurèrent de conserver et d'étendre la religion catholique, apostolique et romaine, de défendre les droits de leur souverain, de maintenir les lois de la monarchie, et de résister aux ennemis de leur pays. Le serment prononcé, on chanta un *Te Deum*, après lequel l'assemblée se réunit dans une salle préparée pour sa séance. Florida Blanca fut nommé président, et le premier acte de son autorité fut de proclamer Ferdinand VII roi d'Espagne et des Indes. L'action, si imposante et si touchante à la fois, de reconnaître, dans le palais favori de ses ancêtres, un prince, alors prison-

Installation de la junte centrale le 26 septembre.

1808. SEPTEMBRE. nier dans une terre étrangère, et au pouvoir d'un ennemi perfide, attendrit jusqu'aux larmes le cœur de ce vénérable vieillard; elle excita l'indignation parmi la multitude, et ranima l'enthousiasme général.

La junte envoya des copies de cet acte et du serment d'installation aux différens conseils et aux tribunaux, requérant leurs membres de prêter le même serment, et de donner ordre aux juntes subordonnées, aux gouverneurs et aux vice-rois, d'obéir au nouveau gouvernement, comme étant dépositaire de l'autorité souveraine.

Les conseils devaient être maintenus dans l'exercice de leurs fonctions; mais ils étaient obligés d'en référer à la junte centrale dans toutes les matières sur lesquelles le souverain devait être consulté. Tous les tribunaux envoyèrent une prompte adhésion. Le conseil de Castille différa seul sa réponse; la mortification qu'il éprouvait de n'avoir aucune part dans le gouvernement était rendue plus pénible encore par le sentiment intérieur des torts de ses membres envers la nation. Après avoir hésité pendant plusieurs jours, il envoya sa réponse, où il déclarait qu'après les plus sérieuses réflexions, il consentait à prêter serment, et à donner tous les ordres nécessaires pour le service du roi et la cause publique; mais qu'il

croyait de son devoir de communiquer à la junte le résultat de ses délibérations sur le maintien et l'observation des lois. La réserve et la circonspection de cette adresse offensèrent la junte, et surtout Florida Blanca, qui, dans le cours de son administration, n'avait pas été accoutumé aux incertitudes et aux délais. Une réponse, contenant des reproches en forme d'admonition, fut envoyée au conseil de Castille, qui ne tarda pas à se soumettre entièrement. Les députés de Léon, en se rendant à Madrid, avaient été arrêtés par les ordres du général Cuesta. L'un d'eux, le bailli Valdès, notifia son arrestation à Florida Blanca, qui reconnut sur-le-champ les fatales conséquences qu'entraîneraient des discussions entre l'autorité civile et militaire. Il écrivit à Cuesta avec douceur, le priant de relâcher les députés, de porter ses plaintes contre eux devant la junte, et de laisser à ce corps la décision de l'affaire. En même tems, Castanos envoya une lettre au général castillan, où il lui représentait avec force les craintes et la surprise qu'un tel acte de violence avait occasionées, au moment même où l'affaire importante de la formation d'un gouvernement était sur le point d'être heureusement terminée. Il lui demandait de quelle offense s'étaient rendus coupables des hommes d'un caractère recommandable, et qui, comme

1808.
Septembre.

1808. Septembre. Valdès, étaient distingués par des services éminens rendus à leur pays; pourquoi, s'ils étaient coupables, ne les avait-il pas accusés devant la junte de leur province? pourquoi leur crime n'était-il pas rendu public, et dénoncé à la junte centrale qui était maintenant réunie?

Dans sa réponse à Castanos, Cuesta déclarait qu'étant le seul chef des provinces de Léon et de Castille, il ne devait aucun compte de sa conduite aux autorités provinciales, et se regarderait comme indépendant, jusqu'au moment où un gouvernement serait établi. Cependant, ne voulant pas que cette circonstance fût un prétexte de trouble parmi le peuple de Madrid et le reste de la nation, il consentait à expliquer sa conduite. La junte de Castille, continuait-il, ayant été dissoute par l'entrée des ennemis à Valladolid, il avait adjoint plusieurs de ses membres à celle de Léon, et nommé Valdès leur président, sous la promesse d'une entière soumission à ses ordres. Mais, après la bataille de Rio-Seco, quelques membres de cette junte, le voyant poursuivi par les Français et abandonné par l'armée de Galice, se retirèrent à Pont Ferado, au lieu d'aller à Astorga, où il leur avait ordonné de se rendre. Là, sous l'influence de Valdès, ils traitèrent clandestinement avec la junte de la Corogne, et

s'unirent avec elle pour gouverner les provinces de Léon et de Castille, indépendamment du capitaine général, qui, de cette manière, serait devenu leur subordonné. Valdès lui notifia ce changement, et lui ordonna de remettre le commandement de la cavalerie au général Blake. Mais, bien loin d'obéir à ces ordres, il avait à l'instant dissous cette junte fugitive, et commandé aux autorités inférieures de cesser tous rapports avec elle. La junte persista dans ses prétentions, et nomma pour députés Valdès et le vicomte de Quintilla. N'ayant pas été élus par une autorité compétente, ils n'étaient point membres de la junte centrale, et ce corps ne pouvait se trouver offensé par leur arrestation. Aussitôt que le gouvernement serait établi, il serait le premier à lui obéir, et à lui soumettre la cause de Valdès et de ses complices; mais jusque-là, ni leur rang, ni leurs qualités, ne les exempteraient de sa juridiction. Cuesta fit la même réponse à Florida Blanca, et renvoya les lettres qu'il avait adressées à Valdès, en disant que le prisonnier était au secret et privé de toutes communications. 1808. Septembre.

Cette réponse n'étant pas parvenue à Castanos aussitôt qu'il l'attendait, il pria le conseil de Castille d'intervenir dans cette affaire. Ce tribunal vit avec joie un appel à son autorité, et, en conséquence, il écrivit à Cuesta pour

1808. SEPTEMBRE.

lui faire sentir les dangereuses conséquences de sa conduite. Mais il répondit que l'emprisonnement de ces députés était le meilleur moyen d'éviter le danger; qu'il prévenait les discussions qui pourraient s'élever dans l'assemblée, d'une double représentation pour les provinces de Léon et de Castille; que la prudence et la justice ne lui permettaient pas de tolérer l'insubordination d'une junte qu'il avait créée, mais que, Valdès étant officier-général, il serait jugé par un conseil de guerre, à moins que, d'ici là, une régence ne fût établie : dans ce cas il se soumettrait à son jugement; mais, autrement, il se considérerait comme tout-à-fait indépendant. D'après ce principe, et la prétention que les juntes de Castille et de Léon tenaient leur autorité de lui, et non du peuple, Cuesta envoya à la junte centrale des députés qu'il fit nommer par celle de Valladolid. L'assemblée refusa de les admettre, ordonna à Cuesta de rendre la liberté à ses prisonniers, et le somma de venir, ainsi qu'eux, à Aranjuez, afin que toutes les parties fussent entendues. L'intention évidente de la junte était de lui enlever le commandement de son armée. Cuesta ne cachait nullement ses intentions hostiles contre cette assemblée; il avait même déclaré à l'agent britannique, M. Stuart, que deux mesures étaient nécessaires pour le

bien public : la première, le rétablissement de l'autorité de capitaine-général, et des audiences royales (ce qui assurait la continuation de son commandement) ; la seconde, l'exercice de l'influence militaire sur la junte, afin de la forcer de nommer un conseil exécutif composé de trois ou de cinq membres, qui seraient placés à la tête de chaque administration, et seulement responsables envers la nation. 1808. Septembre.

Cependant Cuesta, désirant sincèrement le bien de son pays, obéit à l'ordre de la junte, et, sans hésiter, se rendit à Aranjuez. Là, eurent lieu des accusations réciproques ; la junte de Léon reprochait au général de réprimer les mouvemens populaires au commencement de l'insurrection, et les services qu'il avait rendus au gouvernement usurpateur. La défense de Cuesta, sur ce point, fut satisfaisante et complète. Dans le principe, répondit-il, toutes les autorités s'étaient appliquées à réprimer les mouvemens du peuple. On ne connaissait pas les forces considérables que l'ennemi avait dans l'intérieur du royaume, et personne ne pouvait prévoir que l'esprit de résistance serait général. Aussitôt que cet esprit s'était manifesté, il avait été le premier à se mettre à la tête du parti national, et il avait combattu et rempli son devoir avec fidélité, sinon avec succès.

Sous d'autres rapports, on trouva que, dans

1808. SEPTEMBRE.

l'affaire des députés, sa conduite n'était pas exempte de blâme; il n'avait désapprouvé les mesures de la junte, qu'au moment où elle lui avait ordonné de remettre le commandement de ses troupes au général Blake. L'unique cause de son irritation provenait du ressentiment qu'il éprouvait de n'avoir pas été nommé lui-même député. Le dépit qu'il en avait était tel, qu'au lieu de se rendre à Burgo del Osura avec son armée, comme on l'avait résolu dans un conseil de guerre où il était présent, il retourna à Ségovie, pour satisfaire sa vengeance en arrêtant Valdès. Ce dernier voulait terminer toute discussion en donnant sa démission; mais, la validité de son élection étant reconnue, la junte ne voulut pas l'accepter. Les autres plaintes devaient être portées devant un tribunal compétent; le cours des événemens mit fin à toute poursuite.

Déclaration de la junte centrale.

La junte centrale, unanimement reconnue, commença son administration par les promesses les plus flatteuses. Elle garantit la dette nationale, ainsi que les obligations contractées par la couronne, et qui formaient le patrimoine d'un grand nombre de familles. Cette partie du revenu public, qui autrefois était absorbée par la dépense énorme de la maison du roi, ou accaparée par les favoris, devait la mettre à même de réduire les impôts. Elle devait trouver aussi de

grandes ressources dans les propriétés confisquées de ceux qui avaient trahi leur pays. Peu à peu, elle supprimerait toutes les charges inutiles, établirait l'économie la plus sévère dans les différentes branches des services publics, et ferait disparaître tous les abus introduits par l'ancien gouvernement. Les devoirs que la junte se proposait de remplir, et les bienfaits qu'elle promettait, furent exposés dans une adresse à la nation. Elle voulait, disait-elle, instruire le peuple de sa situation, et établir, d'une manière franche et loyale, les relations de confiance réciproque qui doivent servir de base à une administration juste et sage. Une tyrannie de vingt années, exercée par des mains criminelles, avait conduit l'Espagne sur le bord de l'abîme; le gouvernement s'était aliéné la nation, à laquelle il n'inspirait que de la haine et du mépris. Toutes ces choses avaient favorisé les desseins de Napoléon contre l'Espagne; quand, tout-à-coup, le peuple s'était levé pour venger ses droits méconnus, et pour servir d'exemple à l'Europe. Déjà, ils avaient accompli de grandes choses; mais ils avaient besoin de tout leur enthousiasme et de tout leur courage pour achever ce qui restait à faire. Leurs armées manquaient de tout; les Français, réunis derrière l'Èbre, attendaient des renforts considérables, et ravageaient la haute Castille

1808. Septembre. et la Biscaye. La Navarre et la Catalogne étaient presqu'entièrement en leur pouvoir, ainsi que les principales forteresses de la frontière. Napoléon s'efforçait de conserver la paix avec les autres états, afin de pouvoir disposer de toutes ses forces contre l'Espagne. Les puissances continentales attendaient l'issue de la lutte; elles désiraient se déclarer contre l'ennemi commun, mais elles se conduisaient avec une circonspection timide, qui leur avait été enseignée par le malheur. Une confédération contre l'empereur était cependant leur seul moyen de salut : quel état maintenant pouvait se fier aux promesses de Napoléon, ou croire à sa bonne foi? Le destin de l'Espagne était une leçon pour l'Europe, et sa résistance allait servir d'exemple. Celui qui avait foulé aux pieds les principes de la justice, s'était placé dans une situation si critique, qu'il devait devenir maître de l'Europe, ou périr dans la lutte qu'il avait provoquée. Mais, pour obtenir cette coopération, il fallait que les Espagnols eussent des succès; ils devaient donc réunir tous leurs moyens, comme s'ils eussent été seuls chargés de détruire la puissance de la France.

La junte croyait qu'il serait nécessaire d'avoir sur pied une armée de cinq cent mille hommes, outre quarante mille de cavalerie. Cette force était disproportionnée avec leur situation présente,

mais la puissance colossale de leur adversaire exigeait de leur part les plus grands efforts. La défense du royaume, et les moyens d'y pourvoir, étaient le premier devoir du gouvernement; cependant il y en avait encore d'autres à remplir, dont l'accomplissement indemniserait les Espagnols de leurs sacrifices. Peu de tems s'était écoulé depuis qu'opprimés, dégradés, ignorant leurs forces, et ne trouvant aucune protection, ni dans leurs institutions, ni dans leurs lois, ils avaient regardé la domination étrangère comme moins odieuse que la tyrannie sous laquelle ils étaient courbés. On avait abusé de leur générosité, de leur patience et de leur loyauté; une volonté capricieuse et injuste les avait gouvernés trop long-tems : le règne des lois, fondées sur l'utilité générale, devait commencer. C'était le désir de leur malheureux souverain; il l'avait manifesté, malgré la captivité dans laquelle il était retenu. 1808. Septembre.

Le nom de patrie ne devait pas être plus long-tems un mot vague pour les Espagnols; à l'avenir, il devait signifier le sanctuaire des lois, un théâtre ouvert aux talens et aux vertus. La lenteur des opérations militaires laisserait à la junte le tems nécessaire pour opérer cette grande réforme. Elle allait s'entourer d'hommes éclairés, dont les avis aideraient les changemens qu'on voulait faire dans le code civil et

1808.
Septembre.

criminel ; et surtout elle s'occuperait d'améliorer l'éducation publique, qui était en Espagne dans l'état le plus déplorable.

La junte devait former différens comités, qui auraient chacun un département particulier, auquel seraient adressés tous les mémoires sur les matières administratives ; chacun contribuerait, par ses efforts, à donner une juste direction à l'esprit public.

Ce langage de la junte était sincère, ses intentions pures et louables. Tous ses membres, excepté Tilly, étaient des hommes d'un caractère élevé, de dignes représentans d'une nation distinguée par le vif sentiment qu'elle avait de l'honneur. Mais, à l'exception du président, de Jovellanos et Garaz, tous étaient entièrement étrangers aux affaires. Ils étaient en trop petit nombre pour une assemblée nationale, et beaucoup trop nombreux pour l'exercice du pouvoir exécutif. Jovellanos voulait qu'on nommât sur-le-champ une régence composée de cinq personnes, dont une serait choisie parmi les dignitaires de l'église. La junte centrale serait alors réduite de moitié ; elle garderait seulement un membre de chaque députation, pour veiller au maintien de la constitution, et correspondre avec les juntes provinciales, qui devraient subsister aussi long-tems que le conseil de régence. Dans son système, la junte cen-

trale aurait cessé d'exister au moment de la convocation des Cortès, qui devaient s'assembler aussitôt que l'ennemi serait chassé de l'Espagne, ou dans deux ans, si la délivrance du pays n'était pas accomplie avant ce tems. 1808. Septembre.

Jovellanos proposait aussi qu'avant de résigner ses pouvoirs la junte fît choix de personnes éclairées, capables d'indiquer la réforme qu'on devait opérer dans la constitution, les lois, les finances, etc. Ces plans devaient être formés sous l'inspection et avec l'approbation du conseil de régence et de la junte centrale, et ensuite soumis aux Cortès. En donnant cet avis, Jovellanos détruisit tout soupçon de vues intéressées, car il publia, en même tems, un écrit par lequel il annonçait la résolution formelle de n'accepter jamais aucun emploi. Le seul devoir qu'il se proposait de remplir, était de donner son opinion et ses conseils, quand ils pourraient contribuer au bien de son pays. Jovellanos attendait les plus grands bienfaits de la réunion des Cortès; mais il voyait aussi de grands dangers à une convocation trop prompte. Le parti, qui plus tard prit le nom de libéral, le blâma d'avoir proposé un si long délai. Ce parti formait alors une faible, mais active minorité; il se composait principalement de médecins, d'avocats, de prêtres incrédules, qui avaient puisé leurs théories philosophiques

1808. Octobre. dans les livres français prohibés. Cette instruction superficielle était plus dangereuse qu'une entière ignorance ; ces hommes voulaient précipiter une révolution, et regardaient la réunion des Cortès comme le plus sûr moyen de la conduire à cette démocratie sous laquelle ils espéraient parvenir au pouvoir. Mais il se trouvait aussi, dans l'assemblée, des Espagnols dévoués à leur pays, qui voyaient dans les Cortès le seul moyen de sauver l'Espagne, et de lui rendre sa dignité et son ancienne puissance.

Ces espérances étaient partagées par le gouvernement britannique, et dans les mêmes vues il avait fait proposer cette réunion aux juntes de Galice et des Asturies, par M. Stuart, le premier agent anglais reconnu; mais on s'aperçut bientôt des difficultés qui accompagneraient son exécution : les Asturiens voulaient qu'on s'assemblât à Oviédo, les Galiciens à Villa-Franca. Chaque junte désirait que ce fût le plus près possible de sa résidence; elles voulaient aussi augmenter le nombre des députés, afin que tous leurs membres en fissent partie. Malgré ces obstacles, l'opinion dominante en Angleterre était que, si on établissait une assemblée législative, la prospérité de ce pays égalerait celle dont jouissait le peuple anglais sous une constitution qui était adaptée à sa position particulière, et qui s'était améliorée graduellement avec la nation.

1808. Octobre.

Il y a des illusions qu'il est pénible de détruire; mais on ne peut blâmer les Espagnols, à qui l'exemple de la France persuadait que les assemblées délibérantes doivent être plutôt un objet de craintes que d'envie dans un pays inaccoutumé à ce genre de gouvernement; car les réformes ainsi commencées mènent à l'anarchie, et partout où de grandes améliorations sont nécessaires dans le système existant, le moyen le plus sûr de les effectuer, sans causer des maux pires que ceux qu'on veut éviter, est de les entreprendre avec un ministre d'un esprit élevé et pénétrant, et sous une administration ferme et vigoureuse. A cet égard Florida Blanca pensait avec plus de sagesse que Jovellanos; mais tel était le respect avec lequel on écoutait les opinions de cet homme respectable, que si la décision avait été immédiate, sa proposition aurait été accueillie; et ce fut seulement en ajournant la discussion jusqu'au 7 novembre, que la minorité parvint à écarter une mesure qui blessait ses préjugés autant qu'elle excitait ses craintes.

État de la Catalogne.

A cette époque la junte était remplie d'espérance : elle avait une entière confiance dans l'esprit national; l'apparente inactivité de l'ennemi, et les secours promis par l'Angleterre, qui avait déjà effectué la délivrance du Portugal, l'animèrent du plus vif enthousiasme. Les

1808. JUILLET nouvelles qu'on recevait de la Catalogne étaient très-favorables. Après avoir secouru Figuières, les Français envoyèrent des troupes pour s'emparer de Rose; mais ils ne purent réussir dans cette entreprise; les Catalans, mal armés et plus mal disciplinés, montrèrent ce caractère invincible qui les a distingués à toutes les époques : dans aucune province on ne fit de plus grands efforts pour repousser l'usurpation, et nulle part cependant le peuple ne fut aussi entièrement abandonné à ses propres ressources. Les Catalans employaient les plus vives sollicitations, près de la junte de Séville, pour obtenir une partie de l'artillerie qui se trouvait en abondance dans les arsenaux de Séville et de Cadix, et que lord Collingwood offrait de leur conduire; mais toutes leurs instances furent inutiles : ils se virent contraints de faire usage de troncs d'arbres percés et entourés de fer. Ils ne pouvaient pas suppléer de même au manque de cavalerie, qui se faisait surtout sentir dans la plaine; il était impossible que leurs nouvelles levées et leurs volontaires pussent résister à des troupes bien disciplinées : ils obtenaient cependant des succès quand ils étaient favorisés par le terrain, et, se confiant dans leur nombre, ils occupèrent la rive droite du Llobrégat, depuis Saint-Boy jusqu'à Martorell, afin de resserrer l'ennemi dans Barcelone; mais ils furent

repoussés par le général Leschi, qui sortit une nuit avec deux mille cinq cents hommes, et passa la rivière au point du jour. Il les chassa de leurs positions, ravagea les villes et les villages sur toute la ligne, et revint en triomphe, apportant les bannières des églises qui avaient été enlevées, comme les trophées de la victoire.

Le général Duhesme résolut d'entreprendre le siége de Girone; dans ce dessein, il se concerta avec le général Reille, qui, de Figuières, devait l'aider dans cette opération. Cet objet était d'une grande importance; car, tant que Girone et Hostalrich resteraient au pouvoir des Espagnols, ils pouvaient gêner, sinon interrompre entièrement, les communications par terre entre Barcelone et la France.

L'arsenal de Barcelone fournit le matériel nécessaire pour cette opération; les chevaux, les mules et les voitures des habitans de la ville furent mis en réquisition pour le transport des munitions. Le général Duhesme se mit en marche le 10 juillet avec environ six mille hommes. On peut se rendre de Barcelone à Girone en moins de vingt heures; mais le général n'avait pas calculé tous les obstacles qu'il rencontrerait. Pendant les deux tiers du chemin, la route longe la côte, et se trouve toujours en vue de la mer, où une frégate anglaise et plusieurs bâtimens légers le suivaient, en faisant un feu

1808. Juillet.

continuel, tandis que les Catalans, sous les ordres de Don Francisco de Milans, le harcelaient sur la gauche. Ces obstacles le retinrent pendant cinq jours entre Caldetas et Saint-Pol; le 19, le général divisa ses troupes. Une partie traversa les montagnes sauvages qui s'étendent depuis Mullerquina jusqu'à Saint-Celoni, et s'efforça, par une attaque soudaine, de s'emparer d'Hostalrich. Les Français tentèrent deux fois l'escalade, mais ils furent repoussés avec perte par le gouverneur Don Manuel de Sullivan. L'autre division poursuivit sa route le long de la côte, et fut forcée d'abandonner plusieurs canons et des munitions. Les troupes se réunirent le 22 devant Girone, où elles furent jointes le jour suivant par le général Reille, venu de Figuières avec deux mille hommes. Mais les soldats avaient tant souffert pendant la route, que plusieurs jours de repos leur étaient nécessaires; et le reste du mois fut employé en préparatifs de siége.

Le jour même où les Français arrivèrent devant Girone, le marquis de Palaccio débarqua à Tarragone avec deux mille six cents hommes venus de Minorque. Un grand nombre d'officiers et de magistrats, qui, jusque-là, étaient restés dans Barcelone, s'échappèrent de la ville pour venir le joindre. Le premier soin du marquis fut de renforcer la ligne du Llobrégat, que

les miquelets, qui n'étaient pas découragés par leur dernière défaite, occupaient de nouveau. Le comte de Saldagne y fut envoyé avec un détachement; la garnison de Barcelone fit de grands efforts pour le chasser, sans pouvoir y parvenir. Les Catalans, encouragés par la présence de lord Cochrane, s'emparèrent du château de Mongas, petit fort situé sur la côte, à neuf milles de Barcelone, et que les Français avaient fortifié pour leur servir de point d'appui dans leurs excursions. Ils firent environ cent prisonniers, prirent plusieurs canons, et une quantité considérable de munitions. L'ennemi, ne pouvant plus s'étendre dans cette direction, commença à redouter les suites fâcheuses du blocus de Barcelone. Les croiseurs britanniques interceptaient toute communication par mer, et, du côté de la terre, le pays montagneux, situé entre le Llobrégat et le Besoz, restait seul ouvert aux Français. Il fallait à la fois contenir une armée et une population exaspérée, que le système de dévastation suivi par le général français avait réduite au désespoir.

1808. Aout.

Barcelone, avec le fort de Mont-Joui, est une des plus fortes places de l'Europe. La citadelle est cependant plus propre à contenir les habitans, qu'à les protéger contre un ennemi extérieur. Elle fut construite dans ce dessein,

Blocus de Barcelone.

1808. AOUT. et six cents maisons furent démolies pour son emplacement. Elle tomba au pouvoir des Français, quand la perfidie de Napoléon eut rendu les Bourbons aussi populaires en Catalogne, qu'ils étaient haïs pendant la guerre de la succession. Chaque maison de Barcelone est exposée au feu de Mont-Joui, situé du côté de l'ouest. Cette forteresse a été élevée au commencement du règne de Charles III avec la perfection et la magnificence qui caractérisent les ouvrages publics en Espagne. Du côté de la mer, elle est considérée comme imprenable, et, vers la terre, le glacis a été taillé de manière à ce qu'on ne puisse en approcher sans être exposé au feu de la place.

En 1797, la population de Barcelone était de cent trente mille ames; si l'accroissement, depuis cette époque, avait été proportionné à celui des dix années précédentes, elle se monterait maintenant à cent quarante mille ames. Cependant, cette population brave et courageuse était contenue par quatre mille Français; mais la ville était si complètement dominée par la citadelle et le Mont-Joui, qu'ils n'avaient rien à redouter d'une attaque ouverte. Le seul danger qu'ils courussent était la famine ou une surprise : contre le dernier, ils étaient toujours sur leurs gardes, et c'était pour obtenir du renfort, et ouvrir les communications avec la

France que le général Duhesme avait entrepris l'expédition contre Girone. 1808. Aout.

Le marquis de Palaccio arriva en Catalogne sans munitions, sans argent, et dénué de tout. Le gouvernement était hors d'état de venir à son secours; les ressources qu'avaient offertes les contributions étaient épuisées depuis long-tems, et le manque de confiance mettait un obstacle absolu à tout emprunt. On trouva une ressource temporaire dans la confiscation des propriétés des familles françaises établies en Espagne, qui, dans ces tems de calamités, partageaient la détresse générale. Mais les fonds produits par cette mesure furent bientôt absorbés; il fallut établir un système plus régulier. On décida que la junte suprême de Catalogne, qui jusque-là avait résidé à Lérida, suivrait à l'avenir le quartier général. La junte fut reconstituée, et le commandant en chef en fut nommé président.

Le désir du marquis était de marcher sur Girone pour en faire lever le siége; mais ses moyens étaient insuffisans : il était dépourvu de cavalerie, et il redoutait de conduire ses troupes contre une armée bien disciplinée. On y envoya Caldagne avec quatre compagnies régulières, deux mille miquelets, et trois pièces d'artillerie, dans le dessein de fatiguer l'ennemi, et de gêner ses travaux. Le 14, il arriva

Caldagne est envoyé pour faire lever le siége de Girone.

1808. AOUT. à Castella, en passant en vue du camp français, devant Girone; quelques officiers sortirent de la ville, pour concerter une attaque qui devait être exécutée le jour suivant sur les ouvrages de l'ennemi.

Le général Duhesme avait mis tant de lenteur dans ses opérations, qu'arrivé le 19 juillet devant la place, ce fut seulement le 13 août que ses batteries commencèrent à tirer. Elles étaient principalement dirigées contre le château qui porte le nom de Mont-Joui, comme celui de Barcelone, et qui, de même que les autres forts qui entourent Girone, était dans un grand état de dégradation. La garnison était alors renforcée de neuf cents hommes, auxquels on ordonna de faire une sortie au moment où les Français monteraient la colline de Mont-Joui. Mais, au lieu d'attendre cet instant, ils se mirent en mouvement aussitôt qu'ils les virent descendre des hauteurs éloignées de Saint-Michel et de Los Angelos. L'exécution de ce plan était téméraire, et peu d'entreprises ont été tentées avec moins de chances de succès.

L'armée française se composait de onze mille hommes, dont mille de cavalerie, tous bien disciplinés, et sur lesquels leurs officiers pouvaient entièrement compter. Il n'y avait que quatre mille six cents hommes de troupes régulières dans Girone; celles que Caldagne avait

rassemblées ne montaient pas à plus de six mille. Mais, à cette époque, Duhesme était trop découragé par l'aspect général des affaires en Espagne, pour profiter de sa supériorité et des fautes de son ennemi. Dans cette sortie prématurée, les Espagnols s'emparèrent d'une batterie à la baïonnette; une seconde fut emportée de même. Les Français, qui avaient d'abord été repoussés, la reprirent après avoir été joints par un bataillon suisse; mais une colonne espagnole étant arrivée à tems pour soutenir ses compatriotes, la batterie fut emportée de nouveau. Don Henrique Odonell, qui avait le grade de sergent-major dans le régiment d'Ultonia, se distingua dans cette action. 1808. Aout.

La destruction de ces batteries était le principal objet qui avait décidé Caldagne à attaquer un ennemi aussi supérieur en forces. Sur ces entrefaites, ses troupes attirèrent les Français des hauteurs de Saint-Michel au village de Campdura. Là, les Espagnols furent repoussés à leur tour; mais, ayant reçu des renforts, ils chassèrent les Français de Campdura, et les poursuivirent jusqu'au moment où ils traversèrent la rivière de Ter.

Caldagne annonça la nouvelle de sa victoire à Tarragone, disant que les batteries de l'ennemi étaient détruites, son artillerie prise, et que l'avantage qu'il avait obtenu surpassait toutes Duhesme lève le siège.

1808. AOUT. ses espéranees. Ses troupes, animées par le succès, se seraient exposées dans la plaine au choc de la cavalerie française, mais il les avait retenues, et leur avait ordonné de se fortifier sur la hauteur, dans la crainte d'être attaqué le matin. Il régnait si peu de discipline parmi les Espagnols, et il y avait si peu d'ordre, que Duhesme aurait pu reprendre, pendant la nuit, les positions qu'il avait perdues. Mais ce général était du nombre de ces hommes que leur présenee d'esprit abandonne quand ils ne sont plus ouvertement favorisés par la fortune.

Caldagne, qui, au point du jour, s'attendait à une attaque terrible, vit avee le plus grand étonnement que l'ennemi avait disparu. C'était une fuite plutôt qu'une retraite, et le désordre avait été si grand, que plusieurs centaines de barils de poudre, qu'on aurait pu facilement jeter à la rivière, avaient été abandonnés.

Reille retourna à Figuières, sans avoir beaucoup souffert; mais Duhesme n'osa s'exposer une seconde fois à suivre le chemin qui borde la côte. Après avoir atteint Catella, il prit sa route entre les hautes montagnes et la mer, jetant son artillerie dans les précipiees, abandonnant ses bagages, et laissant les malades et les blessés qui n'étaient pas en état de se tenir à cheval. Cette retraite fut faite avec tant de

précipitation que, Milans, qui poursuivait les Français, ne put les atteindre qu'à une petite distance de Barcelone. Heureusement pour eux, Leschi, informé de leur approche, vint à leur rencontre avec une partie de la garnison, et les sauva d'une destruction complète. 1808. AOUT.

Un cri général s'éleva contre Palaccio pour n'avoir pas empêché la retraite de l'ennemi, et on ne lui pardonna jamais entièrement de ne pas avoir tout tenté pour y parvenir. Quand la nouvelle du combat arriva à Tarragone, les Français étaient à moitié chemin de Barcelone, et lorsqu'il apprit la levée du siége, ils étaient déjà arrivés dans cette dernière ville. Sa position exigeait une grande habileté; la défaite des Français à Valence, leurs pertes en Andalousie, et la défense héroïque de Sarragosse, avaient tellement excité les espérances des Espagnols, que les plus brillans succès pouvaient à peine les satisfaire. La plus grande partie des troupes de Palaccio n'était propre qu'à faire une guerre irrégulière: la junte de Catalogne avait décrété la levée d'une armée de quarante mille hommes, mais comme on manquait d'officiers pour la commander, et de tems pour la discipliner, on décida qu'elle serait entièrement composée de miquelets. Ces troupes irrégulières s'appelaient autrefois *almogavara*, mais lorsque le tems eut changé leur extérieur sauvage et leur manière barbare de

1808. Août. combattre, ils prirent le nom de *miquelets* d'un de leurs chefs favoris, Miquelot de Prats, brave partisan attaché à César Borgia; ce nom était populaire parmi les Catalans, les miquelets s'étant distingués toutes les fois que l'Espagne avait été envahie, et surtout dans la guerre de la succession.

On se proposait d'organiser quarante tercios de miquelets, de mille hommes chacun, et cela aurait pu s'exécuter en peu de jours, tant l'esprit national était exalté, si le manque d'équipemens n'y eût mis obstacle. On avait une grande confiance dans ces miquelets, qui, cependant, empêchaient le recrutement pour la ligne, et dégoûtaient du service les troupes régulières, qui les voyaient recevoir une paie plus forte que la leur, quoiqu'ils ne fussent soumis à aucune discipline; d'un autre côté les officiers de miquelets, ne conservant leur grade que pendant la guerre, étaient moins estimés que les autres officiers de l'armée, et recevaient un traitement moins considérable.

Ces troupes, dont l'organisation était si défectueuse, étaient presque toujours mal armées: de toutes les parties de la Péninsule on faisait à Sir Hew-Dalrymple les demandes les plus pressantes pour obtenir des armes; mais il en arriva peu en Catalogne, et les nombreux subsides envoyés par l'Angleterre furent répartis dans des

lieux où ils étaient beaucoup moins nécessaires. Barcelone se trouvait alors le grand arsenal de la province ; cinquante mille fusils étaient tombés dans les mains de l'ennemi, tandis que la manufacture de Ripoll ne pouvait en fournir aux Catalans que cent cinquante par semaine. 1808. SEPTEMBRE.

Palaceio fit confectionner des piques, avec lesquelles il arma les deux premiers rangs de miquelets, qui, selon l'ancien usage, étaient toujours sur trois de profondeur. Dans des mains habituées à porter la baïonnette, la pique est presque aussi dangereuse que cette arme ; mais, pour ces troupes ignorantes et novices, le manque d'armes à feu détruisait le peu de confiance qu'elles avaient en elles-mêmes. Lorsqu'elles combattaient des soldats aussi bien armés que remarquables par leur discipline, elles étaient incapables de manœuvrer en face de l'ennemi, et les troupes régulières elles-mêmes reconnaissaient la supériorité des Français dans l'art de la guerre.

Le marquis s'approche de Barcelone.

Avec des forces aussi mal organisées, le marquis transporta son quartier général à Villa-Franca pour garder la ligne du Llobrégat, et saisir la première occasion de surprendre Barcelone ; l'espoir que les habitans tenteraient quelques efforts le décida à cette mesure, qui autrement aurait pu paraître téméraire. La prise

1808 Septembre. de cette place était à la vérité d'une grande importance; mais, affaibli comme Duhesme l'était par les pertes qu'il avait éprouvées, quelques milliers de miquelets et la population armée suffisaient pour prévenir les excursions de la garnison : les Espagnols auraient pris position sur la Fleuvia au lieu du Llobrégat, avec le Ter pour seconde ligne, et Girone et Hostalrich pour les soutenir. Ils auraient ainsi rendu inutiles les efforts des Français pour secourir et s'assurer les plus fortes places d'Espagne.

Des députés de la junte de Catalogne furent envoyés à Madrid pour discuter les affaires de la province avec le conseil des généraux; et, dans l'espoir d'obtenir des secours de l'Angleterre, l'un d'eux partit pour Lisbonne, afin de conférer avec Sir Hew-Dalrymple, qui fit tout ce qui dépendait de lui pour les secourir. Des troupes espagnoles furent embarquées à Lisbonne, et dirigées vers la Catalogne. Le gouvernement britannique, convaincu de l'influence que des mesures actives auraient dans ce moment sur les affaires, donna l'ordre à 10,000 hommes, qui étaient alors stationnés en Sicile, de se rendre sur-le-champ en Espagne. Mais Murat, qui avait remplacé Joseph Bonaparte sur le trône de Naples, ayant annoncé le projet d'envahir la Sicile, les troupes anglaises

furent obligées de rester dans l'inaction, et de renoncer à partager les efforts des Espagnols pour la délivrance de leur pays. 1808. Septembre.

Des jalousies intérieures et des prétextes frivoles avaient aussi privé les Catalans de cavalerie, dans un moment où elle aurait été, pour eux, de la plus grande utilité. Il y avait un régiment de hussards à Majorque; la junte fit des demandes réitérées pour l'obtenir. On ne le lui accorda qu'après de longs délais, et il s'embarqua au commencement d'octobre. Un détachement de ces troupes avait à peine atteint le Llobrégat, qu'il fut conduit à St.-Calas, afin d'empêcher la rentrée de l'ennemi, qui était sorti de Barcelone pour une expédition. Ne s'attendant pas à être attaqués par de la cavalerie, les Français furent surpris; ils éprouvèrent une perte considérable, et, pendant quelque tems, se renfermèrent dans les limites les plus étroites. Les troupes de Portugal arrivèrent bientôt après; les Catalans reçurent aussi des renforts de Valence. A cette époque, Palaccio, ayant perdu toute sa popularité, fut forcé de quitter le commandement; don Juan Michel de Viva le remplaça.

Le manque de talens et de connaissances militaires ne se fit jamais sentir plus vivement que dans ce moment de crise. Il n'était pas douteux que Napoléon ne dirigeât bientôt contre

1808. SEPTEMBRE.

l'Espagne ces forces terribles, auxquelles, jusque-là, nulle puissance du continent n'avait pu résister. La lenteur qu'il avait semblé mettre dans ses opérations n'était que pour rendre ses préparatifs plus complets, pensant que l'Angleterre ni l'Espagne ne sauraient profiter de cet intervalle, et que les divisions, qui probablement s'élèveraient parmi les Espagnols, lui seraient avantageuses.

Les Français avaient payé cher la faute qu'ils avaient commise en divisant leurs forces, et en s'avançant lorsqu'ils manquaient de point d'appui. Ils occupaient maintenant de bonnes positions, recevaient des renforts fréquens, et attendaient avec sécurité l'arrivée de Napoléon, pour compléter l'assujétissement de l'Espagne, que, dans leur opinion, aucune puissance humaine ne pouvait empêcher.

Bilbao occupé par les Français.

Dans le milieu d'août, ils envoyèrent un détachement prendre possession de Bilbao, grande ville sans défense, et qui est commandée de tous côtés. Les habitans, en petit nombre, mal armés, et sans aucun ouvrage pour les protéger, opposèrent une forte résistance, dont les Français se vengèrent quand ils furent maîtres de la ville. S'ils étaient arrivés quelques heures plus tard, les armes, les munitions et le trésor des Anglais, qui entraient dans le port, seraient tombés en leur pouvoir.

L'entière connaissance de leur danger avait porté les Espagnols à faire les plus grands efforts : ils avaient été couronnés par le succès ; mais, après l'entrée victorieuse de leurs troupes à Madrid, ils étaient moins disposés à braver le péril, et ils voyaient mieux tout le danger de leur position. 1808. Septembre.

L'union et la prévoyance étaient nécessaires pour des opérations étendues, mais elles étaient troublées sans cesse par le caprice, l'obstination et l'égoïsme, que, dans ces tems d'anarchie, rien ne pouvait contenir. L'armée de Galice, sous les ordres du général Blake, étant dépourvue de cavalerie, ne pouvait s'avancer dans les plaines de Castille pour faire face à un ennemi qui avait trois ou quatre mille dragons.

Cuesta ne voulut pas joindre ses troupes à celles de ce général, par suite de son ancienne querelle avec la junte de Galice. Par un même sentiment d'orgueil, l'armée d'Estramadure restait inactive devant Elvas, tandis qu'elle était appelée à Madrid par toutes les autorités. Un plus grand obstacle fut encore élevé par la junte de Séville : lorsqu'on forma l'armée d'Andalousie, la junte décida qu'un de ses membres accompagnerait le commandant en chef, pour obvier aux lenteurs qu'entraînerait la nécessité de consulter l'autorité civile, et peut-être aussi pour se délivrer de Tilly, qui devait occuper

1808. Septembre. cet emploi. Quand, malheureusement pour eux, ils nommèrent cet homme député à la junte centrale, don André Minâno occupa sa place à l'armée avec des appointemens de 1,000 piastres par mois. Mais l'opinion publique, soutenue par l'archevêque, se manifesta avec tant de force contre ce mauvais emploi des revenus de l'état, que ce traitement fut réduit de moitié: la totalité était une dépense inutile, car la junte était si jalouse de son autorité, que ce représentant n'était qu'un émissaire pour exécuter ses volontés, et ne devait jamais agir de son propre mouvement. La junte envoya des ordres positifs pour que l'armée d'Andalousie ne s'avançât pas au-delà de Madrid; et, sachant que Castanos avait fait sentir le danger de considérer une armée comme appartenant à une province et non au royaume entier, elle lui fit connaître, que, s'il désobéissait à ses instructions, la solde de ses troupes serait supprimée.

A cette époque, les Français avaient chassé les Espagnols de Tudela; ils s'avancèrent jusques à Horja, et les troupes qui leur étaient opposées reculèrent sur Sarragosse. Palafox faisait les demandes les plus pressantes pour obtenir des renforts; les généraux qui étaient à Madrid jugèrent qu'il fallait faire avancer sans délai l'armée d'Andalousie; mais ce mouvement ne pouvait s'opérer sans argent. La junte de Sé-

ville avait reçu 2,000,000 de piastres du gouvernement britannique; les plus fortes remontrances lui furent faites sur sa conduite par l'agent anglais, et elle fut invitée à ne plus entraver le service, et à seconder le plus possible l'intérêt général. Ses membres répondirent par un écrit fait avec beaucoup d'habileté, et qui aurait été satisfaisant s'ils n'avaient passé sous silence l'ordre qu'ils avaient donné à Castanos de ne pas avancer. Ils concluaient en disant qu'après tous les services qu'ils avaient rendus, l'armée d'Andalousie devait être entretenue par la Manche et les autres provinces qu'elle était allé protéger. L'argent qu'ils avaient reçu du gouvernement anglais leur avait été spécialement adressé; les juntes de Galice et des Asturies avaient reçu des sommes semblables, sans, pour cela, aider les autres provinces. Mais ils abandonnaient toute discussion sur cette matière; ils acquittèrent les billets que l'agent anglais avait négociés pour l'entretien de leur armée, autorisèrent Castanos à tirer sur eux suivant ses besoins, et envoyèrent bientôt après 200,000 piastres. C'était quelque tems avant la réunion de la junte centrale : l'armée d'Andalousie s'était avancée jusqu'à Soria; celle de Valence, commandée par le général Elumas, se dirigea sur Sarragosse, et celle de Blake vers Miranda sur l'Èbre.

1808. SEPTEMBRE.

1808. SEPTEMBRE.

Le marquis de La Romana.

Une des premières demandes que fit Castaños, après avoir ouvert des communications avec Gibraltar, fut qu'on fît parvenir ses dépêches au marquis de La Romana, qui commandait les troupes espagnoles dans la Baltique. Il éprouvait les plus vives craintes sur le sort de cette armée, que la trahison avait conduite à une si grande distance de son pays. Mais, en même tems, il mettait en elle une entière confiance, ainsi que dans son commandant. Le marquis de La Romana était un de ces hommes heureusement doués par la nature, dont le caractère avait résisté à l'influence du siècle, du pays et du rang dans lequel il était né. Sa carrière publique avait commencé dans la marine; mais, étant parvenu au grade de capitaine de frégate, il quitta cette profession pour le service de terre, changement qui est fréquent en Espagne. Pendant la guerre de la révolution, il servit sous son oncle, qui commandait sur la frontière de Biscaye. Là, s'étant distingué, il fut nommé général de division, et envoyé à l'armée de Catalogne sous Urratia, où il continua à se faire remarquer par sa bonne conduite.

Quand cette malheureuse campagne fut terminée par une paix honteuse, La Romana profita de ses loisirs pour étudier la théorie de la guerre; ce dont il était parfaitement capable, ayant reçu une excellente éducation. Il se conduisit

avec tant de sagesse, que, sans faire de concessions et sans rechercher d'aucune manière la faveur du prince de la Paix, il parvint à se soustraire à toute persécution. Il possédait la réunion très-rare d'une grande franchise et d'une extrême prudence; et, tandis qu'il se montrait à tous sans déguisement, il jugeait le caractère des autres avec une sagacité parfaite. On remarquait dans ses manières cette simplicité qui est un sûr indice de la bonté, de la générosité, et qui gagne la confiance, en même tems qu'elle commande le respect. L'Espagne, où l'honneur est la vertu caractéristique de la nation, qui a donné naissance à tant d'hommes héroïques, n'a jamais produit un caractère plus ferme, plus dévoué à son pays, plus noble que celui de La Romana.

1808. Septembre.

Les forces qu'il commandait s'élevaient à quatorze mille hommes; ils marchèrent sur Hambourg dans le mois d'août 1807, et prirent leurs quartiers le long de l'Elbe et à Lubeck, comme faisant partie de l'armée du maréchal Bernadotte, alors prince de Ponte-Corvo. Cette armée était destinée à envahir la Suède, de concert avec le Danemark ; et, dans ce dessein, la division espagnole se mit en mouvement au commencement de mars. L'avant-garde traversa le petit Belt à l'île de Funen; elle se disposait à passer le grand Belt, lorsqu'elle en

1808. Septembre.

fut empêchée par une frégate et un brick anglais, qui se montrèrent entre Nyborg et Corsoer, dans une saison où on croyait qu'aucun ennemi n'oserait s'aventurer dans ees mers. Le reste des troupes fut obligé de prendre ses quartiers à Sleswick, jusqu'à ce qu'elles pussent effectuer le passage. *Le prince Christian-Frédéric*, vaisseau de soixante-quatorze, fut envoyé pour donner la chasse à l'ennemi; mais il fut rencontré par le *Stately* et le *Nassau* qui le capturèrent, après une action très-vive, près des côtes de Zélande. Quelques heures seulement avant que les croiseurs anglais eussent paru, Bernadotte était arrivé dans l'île, et, pour gagner son quartier général d'Odensée, il fut obligé de tourner les îles de Fulsten et de Laland, de débarquer à Sleswiek, d'aller à Kelding, et de là traverser le petit Belt.

Pendant les mois d'avril, mai et juin, quelques troupes gagnèrent l'île de Langeland, d'autres réussirent à traverser, pendant la nuit, le passage du grand Belt, mais le plus grand nombre resta à Funen sur les côtes du Jutland.

Les journaux français affirmaient que les troupes espagnoles avaient prêté serment de fidélité à l'usurpateur avee un enthousiasme unanime; mais eeux qui connaissaient le caraetère de la nation ne crurent pas à eette fausseté. Elles se trouvaient, cependant, dans la position la plus

dangereuse : toutes les communications avec leur pays étaient coupées; elles ne recevaient de nouvelles que par les journaux français, ou par d'autres écrits composés également sous l'influence de ce gouvernement. Néanmoins, malgré ces récits mensongers, ils pouvaient encore se convaincre que leurs compatriotes ne s'étaient pas soumis à une domination étrangère avec autant de facilité qu'on voulait leur faire croire. Ils furent confirmés dans cette opinion par une dépêche d'Urguilo adressée à La Romana, qui exigeait que l'armée prêtât serment au nouveau roi. Cette dépêche fut le seul écrit apporté par les courriers; il était évident que les lettres particulières étaient interceptées, et qu'il était arrivé quelque événement important dont on ne voulait pas qu'ils fussent instruits. Les troupes qui étaient dans le Jutland, sous les ordres de Don Juan Kiudelan, prètèrent serment sans hésiter; celles qui étaient à Funen, avec le commandant en chef, s'y refusèrent d'abord, mais s'y soumirent ensuite conditionnellement, c'est-à-dire que ce serment serait nul, si les changemens arrivés en Espagne ne s'étaient pas opérés avec le consentement unanime de la nation. Les régimens des Asturies et de Guadalaxara, qui étaient en Zélande, furent moins faciles à persuader : ils étaient sous le commandement immédiat d'un Français, le général Fririon; ils

1808. SEPTEMBRE. attaquèrent sa maison, tuèrent un de ses aides-de-camp, en blessèrent un autre, et lui-même ne parvint à s'échapper qu'en se déguisant, et en se réfugiant à Copenhague. Les soldats entourèrent alors leurs drapeaux, s'agenouillèrent devant ces glorieux symboles de leur patrie, et jurèrent de lui rester toujours fidèles.

Durant cet intervalle, le gouvernement britannique n'était pas resté inactif: la plus grande difficulté était de communiquer avec le commandant espagnol. Un prêtre catholique romain, nommé Robertson, consentit à se charger de cette mission dangereuse, dont son habileté dans les langues du continent le rendait parfaitement capable. M. Makenzie fut envoyé avec lui à Héligoland, pour lui fournir les moyens de débarquer sur le continent, et prendre les mesures que les circonstances rendraient nécessaires. La guerre avec les puissances du nord et la prohibition des marchandises anglaises avaient donné à l'île misérable d'Héligoland une importance qu'elle n'avait jamais possédée. Au moment de l'arrivée de M. Makenzie, un embargo avait été mis sur tous les navires. Robertson fut envoyé sur une chaloupe pour débarquer sur la côte la plus voisine; mais la garde était faite avec tant de vigilance, qu'au bout de trois jours, il revint dans l'île, ayant perdu toute espérance d'exécuter son entre-

1808. Septembre.

prise, s'il n'était pas pourvu d'un passe-port. Heureusement un vaisseau appartenant au port de Brême avait été pris récemment et conduit à Héligoland. Makenzie fit proposer au capitaine de lui rendre la liberté, et de relâcher son bâtiment, s'il pouvait s'engager à procurer à Robertson un passe-port pour Brême. Cet homme, qui avait un parent employé dans les bureaux de la ville, se trouva heureux de sauver sa propriété à une condition aussi facile. L'engagement fut fidélement rempli, et Robertson, qui avait l'extérieur d'un Allemand, se fit passer pour un maître d'école, et atteignit sans obstacle le quartier de La Romana.

L'agitation et l'inquiétude de ce noble Espagnol furent extrêmes en apprenant la situation réelle de son pays. Les succès en Andalousie, la délivrance de Sarragosse et la retraite de Joseph, n'étaient pas encore connus en Angleterre au moment du départ de Robertson.

Cependant il n'hésita pas un instant, et fit demander à Makenzie de s'avancer dans la Baltique, et de lui procurer le secours des troupes anglaises, qui seraient nécessaires pour couvrir la retraite et l'embarquement des Espagnols. Dix mille hommes, sous les ordres de Sir John Moor, avaient été envoyés à Gothenbourg dans le mois de mai, pour s'unir aux

1808. Septembre.

Suédois; c'étaient ces troupes que La Romana demandait.

Cette demande fut immédiatement communiquée au gouvernement britannique, et, dans moins d'une semaine, M. Makenzie reçut des ordres qui enjoignaient à Sir John Moor d'employer ses troupes à le suivre. Il crut devoir porter lui-même ces dépêches au général afin d'en conférer avec lui; mais, lorsqu'il eut atteint Gothenbourg, l'expédition avait fait voile pour l'Angleterre. Comme il avait quitté Héligoland sans permission, il essaya d'y revenir, s'embarqua sur un paquebot et fut poussé par un coup de vent sur les côtes de Danemark. Au même instant un corsaire bien monté, portant seize canons, sortit du port pour lui donner la chasse: il s'attendait à une prise facile, car les Anglais étaient inférieurs en nombre. Cependant, après un combat de quatre heures, le vaisseau danois s'éloigna, et le paquebot, très-endommagé, reprit la route de Gothenbourg. Trompé dans ses projets, M. Makenzie pensa qu'il était à propos de joindre la flotte qui était stationnée dans la Baltique, pour faire connaître à l'amiral les dispositions des Espagnols. Il se rendit en toute hâte à Istad, où il trouva un navire suédois, qui le transporta sur le bâtiment de Sir James Saumarez, et, d'après ses représentations, Sir James, sans attendre d'autres

instructions, donna ordre à l'amiral Keats de se rendre dans le grand Belt avec une partie de son escadre pour agir de concert avec La Romana. 1808. SEPTEMBRE.

Il était très-important que la détermination de ce général restât secrète aussi long-tems que possible, afin que les Français et les Danois, avec lesquels il avait d'abord été destiné à agir, ne se réunissent pas pour accabler ses forces dispersées. Un jeune officier espagnol, qui allait de Laland à Langeland, fut pris par l'escadre; on pensa qu'on pouvait s'en servir comme d'un messager sans qu'il inspirât de soupçon : des lettres lui furent confiées pour le commandant espagnol; puis on le débarqua secrètement sur le rivage de Langeland, d'où il se rendit à Funen.

L'amiral Keats désirait que les troupes qui étaient dans l'île de Funen se missent en sûreté dans une presqu'île sur le côté nord de l'île, d'où on pourrait les transporter, si cela était nécessaire, dans la petite île de Romsoe. En s'emparant du port et de la ville de Nyborg, La Romana aurait tenu dans l'inaction les chaloupes canonnières des Danois; mais l'amiral craignait qu'un tel acte d'hostilité ne compromît les troupes qui se trouvaient en Zélande et dans le Jutland, et il espérait, en conservant une attitude pacifique, que les Danois ne feraient aucun effort sérieux pour empêcher le départ des Espagnols.

1808. Aout.

La cour de Danemark étant entièrement dévouée à la politique de la France, on ne pouvait tenter la voie des négociations; mais, une fois le mouvement commencé, une franche déclaration de son but honorable et inoffensif ne pouvait être qu'avantageuse. Les régimens qui se trouvaient en Zélande devaient essayer de gagner la péninsule près de Corsoer; en réussissant dans ce dessein, ils pouvaient défendre l'isthme jusqu'à ce qu'ils fussent transportés dans l'île de Sprae, à moitié chemin entre Corsoer et Nyborg. On envoya des ordres aux quatre régimens qui étaient dans le Jutland, pour qu'ils s'emparassent des vaisseaux qui se trouvaient à Sanders, à Arhus et Frédéricia, afin de gagner l'île de Funen.

La Romana s'empare de Nyborg.

Il était presqu'impossible de concerter tous ces mouvemens sans exciter les soupçons, d'autant plus que les Français et les Danois s'attendaient à quelque entreprise, surtout après la manière énergique avec laquelle les régimens qui se trouvaient en Zélande avaient exprimé leurs sentimens patriotiques. Le commandant français, à Langeland, découvrit que l'officier espagnol qui était passé de cette île à celle de Funen était entré en communication avec les vaisseaux anglais. La Romana ne douta plus que les troupes qui étaient dans le Holstein et à Sleswick n'arrivassent à marches for-

cées, et il jugea qu'il fallait s'emparer de Nyborg sans délai. La garnison était trop faible pour se défendre; elle se rendit sans avoir tenté aucune résistance. Le signal convenu fut fait à l'amiral Keats qui, le jour précédent, avait arboré son pavillon à la hauteur de la ville. Cet amiral écrivit au gouverneur pour l'assurer que, malgré la guerre qui existait entre l'Angleterre et le Danemark, il s'abstiendrait de toute hostilité, si on ne mettait pas obstacle à l'embarquement des Espagnols. 1808. AOUT.

La garnison danoise s'était soumise aux lois de la nécessité, mais un brick et un cutter armés, qui étaient amarrés dans le port, rejetèrent les propositions pacifiques des Anglais, et résistèrent même aux remontrances de leurs compatriotes. Toutes les chaloupes et les petits bâtimens que l'amiral put rassembler furent envoyés contre eux; ils se défendirent pendant une heure, et finirent par se rendre après avoir perdu quelques hommes. La Romana avait donné les ordres les plus sévères pour que ses troupes ne commissent d'autres hostilités que celles qui étaient absolument indispensables pour assurer leur départ; mais quelques soldats, irrités par l'obstination avec laquelle on résistait à leurs libérateurs, avaient tiré quelques coups de canons sur les vaillans Danois. L'amiral Keats écrivit de nouveau au gouverneur pour le pré-

1808. Aout.

venir que, puisque l'entrée du port lui était refusée, aucune loi, aucun usage ne l'engageait à respecter les propriétés des habitans; il ajouta qu'il exigeait que les capitaines des vaisseaux qui se trouvaient alors en rade s'engageassent à reconduire les Espagnols en sûreté dans leur pays, et promit d'accorder les passe-ports nécessaires pour que ceux qui seraient chargés de ce service ne fussent pas inquiétés à leur retour.

Le jour même de la prise de Nyborg, les Espagnols qui étaient à Swenborg, à l'extrémité de l'île de Funen, s'emparèrent de leur côté de plusieurs chaloupes canonnières qui auraient pu mettre obstacle à leur passage, et se rendirent à Langeland. Le régiment de Zamora y arriva presque au même moment; ils quittèrent cette place pendant la nuit, et se rendirent en vingt et une heures à Nyborg, qui en est éloigné de plus de quatre-vingts milles. Le régiment qui fit ce prodigieux effort pour voler à la défense de son pays était un de ceux que les journaux français désignaient comme ayant montré le plus grand enthousiasme à l'avénement de Joseph. Les troupes cantonnées à Mariager, à Habrae et à Arhus, réussirent aussi à s'embarquer et à se rendre en sûreté à Nyborg; mais les deux régimens cantonnés dans la Zélande se trouvèrent dans l'impossibilité de fuir: trois ba-

taillons avaient été désarmés à l'époque du serment, et les autres étaient entourés par les troupes danoises. Il restait aussi quatre régimens dans le Jutland, dont on n'avait aucune nouvelle; l'un d'eux arriva au moment de l'embarquement. 1808. Aout.

Le matin du second jour, tous étaient en sûreté sur les vaisseaux; mais le vent les retenait encore dans le port, où ils furent rejoints par le régiment qui était à Arhus, et qui arriva sur quatre bâtimens dont il s'était emparé. La partie sud de Langeland était au pouvoir des Espagnols, et, aussitôt que le vent le leur permit, ils y débarquèrent au nombre de neuf mille et deux cent-cinquante femmes et enfans. Le gouverneur danois, le général Asfeld, se retira avec ses troupes au nord de l'île, et promit de mettre bas les armes si les Français arrivaient à Funen. Le lendemain un corps de cavalerie danoise s'étant montré, et paraissant observer les Espagnols avec des intentions hostiles, on somma le général de tenir sa parole; mais une partie de ses troupes ayant refusé d'accéder à cette capitulation, on fit marcher un détachement contre elles, et cette démonstration fut suffisante pour les forcer à la soumission.

Les Espagnols promirent que les armes, les chevaux, et tout ce qui avait appartenu aux Danois serait laissé sur le rivage au moment de

1808. Aout. leur départ. La situation de ces troupes offrait toujours de grands dangers ; les chaloupes canonnières des Danois pouvaient venir les attaquer, et il était impossible aux frégates anglaises d'entrer dans le canal pour les défendre. De leur côté les Français ne restaient pas inaetifs : on introduisit dans le camp des proclamations de Bernadotte, par lesquelles il s'efforçait d'abuser les Espagnols sur l'état de leur pays, les excitait à la révolte contre leurs chefs, et eherehait à élever des doutes sur la bonne foi des Anglais; mais ces insinuations n'eurent aucun effet, et n'inspirèrent que du mépris. L'amiral Saumarez arriva sur ces entrefaites, et peu de jours après les troupes furent embarquées. Avant leur départ le commandant en ehef envoya un parlementaire à Copenhague, demander que la permission de partir fût accordée aux régimens qui n'avaient pas encore pu les rejoindre ; il offrait de relâcher les vaisseaux pris à Arhus, et de renvoyer ceux de Nyborg ainsi que l'équipage de deux bâtimens qui avaient été capturés, si les Danois voulaient leur rendre en échange un nombre égal de prisonniers anglais. Mais ces propositions furent rejetées par le gouvernement danois, et on tira sur le convoi au moment où il passait devant la batterie de Slipsharn. Cependant les Espagnols atteignirent Gothenbourg en sûreté, et ils y reçurent les premières

nouvelles des succès obtenus par leurs compatriotes : des bâtimens de transport arrivèrent d'Angleterre, et, peu de tems après, cette faible armée fit voile pour l'Espagne, remplie d'ardeur et d'espérance. 1808. SEPTEMBRE.

La Romana débarque en Angleterre.

Tandis que le convoi faisait route vers la Corogne, La Romana débarqua en Angleterre, dans le dessein de se concerter avec le gouvernement britannique; là il fut décidé que ses troupes débarqueraient à Saint-Ander, et seraient incorporées avec l'armée de Galice. Dans l'état de désorganisation où se trouvait l'Espagne, ses armées étaient entretenues par les provinces où elles avaient été recrutées, et, pour éviter les difficultés qui pourraient s'élever à l'égard de la solde des troupes venues de Danemark, l'Angleterre s'engagea à faire des fonds pour ce service, jusqu'au moment où la junte centrale serait en état de s'en charger. La Romana, qui pouvait entièrement compter sur le courage et la discipline de ses soldats, forma le projet de tripler son infanterie, et d'incorporer, dans chaque bataillon, un nombre suffisant de recrues pour en former autant de régimens.

Une armée anglaise s'apprêtait à marcher pour prendre part à la grande lutte qui se préparait; on convint qu'elle agirait de concert avec La Romana sur la gauche, et Castanos sur la droite. Sous de tels chefs, le service militaire

1808 SEPTEMBRE. s'exécuta avec ardeur et confiance : leur réputation et l'accord qui régnait entre eux faisaient espérer le succès de leur entreprise. Par une étrange erreur, le gouvernement espagnol avait rendu les généraux indépendans les uns des autres ; cette faute fut commise par déférence pour les juntes provinciales, et dans la crainte de les offenser : cependant, à cette époque, la nation aurait vu avec joie Castanos nommé commandant en chef.

Un secours puissant de l'Angleterre pouvait seul sauver les armées espagnoles d'une ruine inévitable. Le gouvernement central faisait les plus grands efforts pour lever des hommes et former des régimens ; mais, lorsqu'on était parvenu à les organiser, c'était avec d'immenses difficultés qu'on retenait sous les drapeaux de jeunes soldats, excités à la désertion par la misère qui régnait dans les camps.

Il aurait fallu poursuivre avec vigueur les premiers succès, et attaquer l'ennemi avant que l'arrivée de ses renforts lui eût permis de reprendre l'offensive. Mais cela n'avait pas été possible ; les Français, après avoir ravagé tout le pays entre Burgos et Astorga, et levé partout de fortes contributions, s'étaient placés dans des positions redoutables et pourvues de tous les moyens de défenses. Blake, sans cavalerie, ne pouvait leur opposer aucune résistance dans un

pays ouvert. L'absence de cette arme nécessaire l'obligeait de changer à chaque instant le plan de ses opérations ; il résolut cependant de prendre position entre Bilbao et Vittoria, et de menacer le flanc droit de l'ennemi, tandis que l'armée d'Aragon agirait sur la gauche. Bilbao, après être resté un mois au pouvoir de l'ennemi, fut repris par le marquis de Portazgo, et, si son avant-garde n'avait pas attaqué trop tôt, la garnison aurait été surprise et faite prisonnière; mais elle parvint à effectuer sa retraite après une action de quatre heures et une perte de quatre cents hommes. Un corps français considérable venait de franchir les Pyrénées, et le maréchal Ney, arrivé à la même époque, avait pris le commandement en chef. Il feignit de se retirer sur Vittoria, pour tromper Portazgo, et marcha tout-à-coup sur Bilbao, avec le centre de son armée : le marquis, prévenu à tems, se retira sans avoir perdu un seul homme, et prit position à Valmareda. Il y fut joint par un détachement de l'armée de Galice, et Blake se prépara à reprendre la ville. Mais le général Merlin, que Ney y avait laissé, voyant que la place ne pouvait être défendue contre un ennemi supérieur, l'évacua dans la nuit du 11 octobre. Les forces des Français s'élevaient, à cette époque, à soixante mille hommes, et des dépêches interceptées avaient appris au gouverne-

1808. Septembre.

1808. Octobre.

ment que soixante-douze mille hommes devaient entrer en Espagne au milieu de novembre; l'armée espagnole devait être de cent-trente mille, mais l'effectif réel était loin d'atteindre ce nombre. Blake occupait la ligne de Burgos à Bilbao avec l'armée de l'ouest : celle d'Aragon et de Valence, sous les ordres de Palafox, était stationnée près de Sarragosse et s'avançait jusqu'à Sanguesa, sur la gauche de l'ennemi : le quartier-général de l'armée du centre, commandé par Castanos, était à Soria, et le tout formait une espèce de croissant. Les Espagnols commençaient à ressentir les funestes conséquences de la fausse politique qui avait cru devoir exagérer leurs succès et leurs forces, et représenter la délivrance de leur pays comme infaillible.

Position des armées.

Cette illusion avait rendu le peuple sourd à la voix de la prudence, et le gouvernement lui-même partageait son impatience. Les sages précautions avec lesquelles la junte de Séville avait commencé la guerre étaient regardées avec mépris. La junte centrale ordonna à ses généraux de hâter leurs opérations, et, pour mettre fin à leurs lenteurs, ils chargèrent Palafox de les représenter à l'armée avec le marquis de Coupigny et le comte de Montigo, qui étaient sous ses ordres; il devait recevoir les mêmes honneurs qu'un capitaine-général, conférer avec les généraux, concerter les opérations avec eux

et décider le plan d'attaque. Castanos et Palafox différaient totalement d'opinion sur les mesures qu'il convenait de prendre. Le dernier était vif et ardent, et croyait que le zèle et le courage suffisaient pour réussir. Castanos, connaissant mieux l'art de la guerre, savait combien ces qualités seules étaient suffisantes pour lutter contre un ennemi égal en nombre, et bien supérieur par sa discipline. La nomination de Palafox fut la plus funeste de toutes les mesures prises par la junte centrale; elle fut résolue quelques jours avant l'arrivée de La Romana, et, s'il eût été présent, son autorité, soutenue par le sentiment personnel de Castanos, aurait prévenu cette décision et détourné les malheurs qu'elle occasiona. 1808. Octobre.

LIVRE TREIZIÈME.

Conduite du gouvernement français. — Conférences d'Erfurth. — Propositions de paix. — Napoléon entre en Espagne.

1808. Octobre.

Ce qui a fait la force de Napoléon, c'est que les moyens qu'il employait étaient toujours proportionnés à la grandeur du but qu'il se proposait d'atteindre.

Après avoir privé l'Espagne de ses meilleures troupes, introduit ses armées au sein du royaume, s'être emparé des forteresses les plus importantes, retenu la famille royale en captivité et lui avoir arraché une renonciation en sa faveur, il pensait que, si le peuple osait tenter quelque opposition partielle, il serait intimidé par les premiers engagemens, et par les exécutions militaires dont ils seraient suivis. Il se trompa dans ses calculs, parce qu'il ne connaissait pas le caractère espagnol, et qu'il ne croyait pas à une résistance nationale.

La défaite de ses armées, jusque-là invincibles, l'affecta profondément. Ce fut alors seulement qu'il s'aperçut combien ses mesures avaient été

impolitiques : il supporta les revers qui l'accablèrent plus tard, avec la plus froide insensibilité; mais il ne put se résigner à ceux-là à cause de la surprise qu'ils lui causèrent. Son premier soin fut de cacher à la France la défaite que ses troupes venaient d'éprouver, jusqu'au moment où une nouvelle armée serait prête à entrer dans la Péninsule. Tandis que toute l'Espagne était en armes, les journaux français la représentaient comme accueillant son nouveau souverain. « Les troubles, disaient-ils, qui ont éclaté dans quelques provinces, sont entièrement calmés : ils avaient été excités par la populace, toujours avide de désordre et de pillage; quelques malveillans avaient ouvert les prisons et armé des misérables qui s'étaient rendus coupables des plus grands excès. Heureusement le bon ordre se rétablissait partout : les capitaines-généraux, les magistrats et la partie éclairée de la nation étaient animés du meilleur esprit; la tranquillité n'avait pas été troublée un seul instant à Cadix; les habitans de cette ville importante avaient résisté à toutes les offres insidieuses des Anglais; quelques individus obscurs avaient été reconnus comme espions du gouvernement britannique, mais le conseil de Castille avait usé de son influence pour étouffer le germe de sédition avant qu'il éclatât, et ses efforts avaient été suivis d'un succès complet. »

1808. Octobre.

1808. Septembre.

Une grande partie de la France et du continent ajoutait foi à ces récits; mais, à Bayonne, la vérité ne pouvait être cachée, et l'opinion générale était fortement prononcée contre une guerre, entreprise seulement pour l'élévation de la famille Bonaparte. M. de Champagny adressa une note au préfet de la Gironde, pour l'informer que l'empereur venait d'apprendre, par son frère le roi de Hollande, la mort du roi d'Angleterre, et que le premier acte de Georges IV avait été le changement total du ministère. « Cet événement, ajoutait-il, pouvait être le présage de la paix générale, l'objet de tous les désirs de l'empereur. » Cette imposture fut reproduite également dans la gazette de Madrid, qui contenait en même tems une proclamation de Joseph, comme roi d'Espagne et des Indes.

Napoléon s'efforçait de tenir ses alliés dans une ignorance aussi complète que celle de ses sujets. Toutes les lettres de l'ambassadeur de Russie à Madrid étaient interceptées en France, et cet agent, ne trouvant aucun moyen de faire connaître à sa cour le véritable état de l'Espagne, profita d'une occasion favorable pour faire passer ses dépêches en Angleterre, confiant à l'honneur d'une puissance ennemie ce qu'il ne pouvait faire parvenir par un allié.

Rapport de M. de Champagny.

Ce fut à cette époque que le ministre des

affaires étrangères présenta deux rapports au sénat ; le premier était daté de Bayonne, du 22 avril. Jusqu'alors les puissances modernes de l'Europe avaient jugé nécessaire de chercher quelques prétextes pour motiver leurs hostilités ; mais cette apparence de morale était maintenant mise de côté, et dans ce rapport on conseillait à Napoléon de s'emparer de l'Espagne afin de pousser plus vivement la guerre contre l'Angleterre : tout ce qui tendait à ce but paraissait légitime. 1808. Septembre.

« Aucun état de l'Europe, continuait ce ministre, n'est aussi étroitement lié à la France que l'Espagne ; une alliance intime doit unir les deux nations, ou une haine implacable les séparer. Cette inimitié existe toujours ; elle naît autant de la rivalité des peuples que de celle des souverains : les troubles de la Ligue et de la Fronde avaient été fomentés par l'Espagne, et la puissance de Louis XIV ne commença à s'élever qu'après avoir vaincu cette nation, qui, plus tard, plaça son petit-fils sur le trône. Cet acte d'une politique prévoyante fit régner la paix pendant un siècle ; la révolution française rompit cette alliance, et les Bourbons d'Espagne, par leurs affections de famille, leurs souvenirs et leurs craintes, étaient devenus nécessairement les ennemis secrets de la France. C'est autant dans l'intérêt de l'Espagne que

1808. Septembre. dans celui de ses sujets, que l'empereur veut rétablir l'ordre dans ce royaume, qu'une administration trop faible a conduit sur le bord de l'abîme. Ce que la politique conseille, ajoutait le rapporteur, est autorisé par la justice: l'accroissement des armées espagnoles, avant la bataille d'Iéna, pouvait être regardé comme une déclaration de guerre; toutes les lois étaient dirigées contre le commerce français, et tous les ports ouverts aux contrebandiers anglais, dont les marchandises inondaient le royaume. L'Espagne pouvait donc être regardée comme en état de guerre avec la France.

» L'empereur, continuait M. de Champagny, est appelé à décider entre l'ancien roi et son fils. Sacrifiera-t-il la cause des souverains, et sanctionnera-t-il un outrage à la majesté du trône, en laissant régner un prince entièrement asservi au joug de l'Angleterre? Dans ce cas, la France doit garder constamment une puissante armée en Espagne. D'un autre côté, le rétablissement de Charles IV ne pouvait s'effectuer sans éprouver une forte résistance, et sans prodiguer le sang français; l'empereur ne pouvait cependant abandonner la nation à elle-même, au moment où l'Angleterre s'efforçait d'y semer le trouble et l'anarchie: la justice et la politique lui commandaient de pourvoir à la sécurité de l'empire et de soustraire l'Espagne

à l'influence du gouvernement britannique. »

1808. SEPTEMBRE.

Dans un second rapport daté du 1er septembre, M. de Champagny proposait à l'empereur de communiquer au sénat les traités qui avaient placé dans ses mains la couronne d'Espagne, et la constitution que, sous ses auspices, et éclairée par ses avis, la junte de Bayonne avait adoptée après une mûre délibération. Le ministre des relations extérieures ajoutait que l'empereur n'était d'abord intervenu dans les affaires d'Espagne que comme médiateur; mais que, les moyens de persuasion et les mesures d'une sage politique ayant été employés sans succès, deux millions d'hommes étaient prêts à franchir les Pyrénées pour chasser les Anglais de la Péninsule et venger les outrages faits au nom français.« Nous les rencontrerons enfin, ces perfides insulaires, s'écriait M. de Champagny; nous parviendrons à les combattre : ils seront détruits, dispersés et s'enfuiront comme ils ont fait à Toulon, au Helder, à Dunkerque, en Suède, partout où les armées françaises ont pu les atteindre. »

Rapport du ministre de la guerre.

A la même époque, le ministre de la guerre communiqua au sénat un rapport dans lequel, après avoir fait un pompeux exposé du nombre et de l'état où se trouvaient les armées françaises, il finissait par avouer que les opérations malheureuses et incompréhensibles du général Du-

1808. Septembre.

pontavaientrendu nécessaire le rappel de quatre-vingt mille hommes, sur les classes de 1806, 1807, 1808 et 1809. « Il est vrai, ajoutait le ministre, que, d'après la règle suivie depuis le commencement de la conscription, les jeunes gens qui font partie de ces classes pouvaient se croire définitivement libérés, chacune de ces années ayant fourni son contingent; mais personne n'ignore que, d'après les termes de la loi, Votre Majesté est autorisée à appeler sous les drapeaux, non-seulement la totalité de ces quatre classes, mais encore celle des années antécédentes, et, lors même qu'il serait question d'un sacrifice réel, quel est celui que Votre Majesté n'est pas en droit d'attendre de l'amour de ses peuples, quand, de l'accomplissement de ses desseins, dépend la paix du monde, et cette paix maritime sans laquelle la France ne peut jamais espérer de véritable tranquillité? Je dois aussi proposer à Votre Majesté la levée de la conscription de 1810, destinée à former des camps de réserve pour protéger les côtes; elle s'élèvera à quatre-vingt mille hommes qui ne seront appelés qu'au mois de janvier prochain. L'accroissement des armées de l'Angleterre et de l'Autriche rend cette mesure absolument nécessaire; elle est la suite inévitable de l'état présent de l'Europe. »

Lorsque ces différens rapports furent présen-

tés au Sénat, ils étaient accompagnés d'un message de l'empereur, par lequel il assurait que son alliance avec la Russie lui donnait la certitude que la paix continentale ne serait pas troublée; mais que, les puissances voisines augmentant leurs armées, il était de son devoir d'accroître la sienne dans la même proportion: il se voyait donc forcé d'imposer de nouveaux sacrifices à ses peuples, pour les amener au grand résultat d'une paix générale. « Je suis déterminé, dit-il, à conduire la guerre d'Espagne avec la plus grande activité : je détruirai les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays. La sécurité de l'empire, la prospérité du commerce et le rétablissement de la paix maritime, dépendent uniquement de ces opérations importantes. Français! mes projets n'ont qu'un seul objet en vue, votre bonheur et celui de vos enfans : vous vous rendrez à ce nouvel appel devenu nécessaire à l'intérêt de la patrie. »

1808. Septembre.

Le jour qui suivit la présentation du message de Bonaparte, les sénateurs votèrent une adresse où ils reproduisaient ses assertions mensongères et applaudissaient à toutes ses mesures. «Votre Majesté, disaient-ils, veut défendre des traités conclus volontairement, et maintenir une constitution discutée et adoptée librement par la junte nationale; mettre un terme à l'anarchie qui couvre l'Espagne de sang et de ruines, et

1808. SEPTEMBRE. menace nos frontières; délivrer les Espagnols du joug qui les opprime; venger le sang français si lâchement répandu; et forcer les ennemis du continent à une paix générale, seul moyen de repos et de prospérité pour notre pays. La volonté de la France, Sire, est la même que celle de Votre Majesté: la guerre avec l'Espagne est juste et nécessaire. »

La conscription de 1810 fut décrétée sans qu'une seule voix s'élevât pour y mettre opposition: toutes les mesures de Napoléon étaient prises d'avance. Vers le milieu d'août, il ordonna au général Gouvion-St.-Cyr de quitter Boulogne pour se rendre à Perpignan, et d'y rassembler l'armée avec laquelle il entrerait en Catalogne, pendant que lui-même s'y rendrait par un autre point. Les seules instructions qu'il lui donna furent de réunir tous ses efforts pour conserver

Marche des troupes vers l'Espagne.

Barcelone. Les troupes qui étaient en Pologne et en Prusse furent rappelées: elles étaient composées de Français, d'Italiens, de Polonais, de Suédois et de Mamelouks, différens tous de pays, de religion et de langage, et unis seulement par les liens d'une même discipline. Napoléon pouvait entièrement compter sur l'obéissance de ses soldats. Ils s'inquiétaient peu de la cause qu'ils étaient appelés à défendre; la guerre était leur élément, et ils avaient la conviction qu'aucun ennemi ne pouvait leur

résister. Un grand nombre d'entr'eux, entendant souvent répéter qu'ils allaient porter le dernier coup à la puissance chancelante de l'Angleterre, croyaient, après avoir traversé l'Espagne, se rendre par terre dans ce pays. « Le désert, disaient-ils, nous a séparés quand nous étions en Egypte, à Boulogne c'était la mer; mais nous y arriverons maintenant. » 1808. SEPTEMBRE.

A leur retour en France, les troupes reçurent des honneurs publics dans toutes les villes qu'elles traversèrent : des fêtes brillantes leur étaient préparées, et des députations allaient au-devant d'elles, pour les remercier, au nom de la patrie, des services signalés qu'elles venaient de lui rendre. A leur arrivée à Paris, Napoléon les passa en revue. « Soldats, leur dit-il, après avoir triomphé sur les bords du Danube et de la Vistule, vous avez parcouru l'Allemagne à marches forcées; vous allez traverser la France sans prendre aucun repos. La présence hideuse du léopard souille le continent de l'Espagne et du Portugal : qu'effrayé de votre aspect, il cède la place à mon aigle victorieuse, que nous porterons jusqu'aux colonnes d'Hercule; car là aussi nous avons des injures à venger. Soldats, vous avez surpassé la renommée de tous les guerriers modernes; vous vous êtes placés au-dessus des légions romaines qui, dans une seule campagne, étaient victorieuses

1808. Octobre.

sur le Rhin, sur l'Euphrate et sur le Tage; une paix durable sera le prix de vos efforts. Soldats, tout ce que vous avez fait pour la gloire et le bonheur de la France ne s'effacera jamais de mon souvenir! »

Conférences d'Erfurth.

Les préparatifs de guerre répondirent à l'orgueil de ce discours. Toutes les routes de la France étaient couvertes de troupes qui se dirigeaient vers les Pyrénées; tandis qu'elles continuaient leur marche, Napoléon se rendait à Erfurth pour y joindre l'empereur de Russie: il avait saisi cette occasion de donner à son nouvel ami une haute idée de sa puissance. Alexandre fut reçu sur le champ de bataille d'Iéna; un temple dédié à la victoire fut élevé sur le lieu même où Napoléon avait passé la nuit qui précéda la bataille: des tentes furent dressées à l'instant, et, après un déjeûner somptueux, les deux empereurs visitèrent le terrain qu'avaient occupé les armées, et où la Prusse avait reçu la récompense des longs services qu'elle avait rendus à la France. Une proposition de paix adressée au gouvernement britannique fut la suite des conférences qui eurent lieu entre ces puissans souverains.

Propositions de paix. 12 Octobre.

Les négociations s'ouvrirent dans les formes diplomatiques accoutumées; mais elles furent accompagnées par une lettre des empereurs de France et de Russie, adressée au roi d'Angle-

terre. « La position du continent, disaient-ils, les avait amenés à Erfurth : leur seul désir était de céder aux besoins des peuples, et de chercher, dans une prompte pacification, un remède aux malheurs de l'Europe. Cette guerre sanglante qui avait désolé le continent ne pouvait plus être renouvelée ; de grands changemens étaient survenus, des états avaient été renversés, une grande partie des malheurs étaient causés par la stagnation du commerce maritime : la nation anglaise devait éprouver le même désir pour la paix que les puissances continentales. Nous nous réunissons donc, ajoutaient-ils, pour prier Votre Majesté d'imposer silence aux passions, d'écouter seulement la voix de l'humanité, et d'assurer par ce moyen le bonheur de l'Europe, et de cette génération que la Providence nous a appelés à gouverner. » 1808. Octobre.

Les notes officielles annonçaient qu'un plénipotentiaire russe se rendrait à Paris pour y attendre la réponse de l'Angleterre ; et proposaient au gouvernement britannique d'indiquer une ville du continent pour y ouvrir des conférences avec la France. Le roi d'Angleterre, était-il dit, devait apprécier la conduite franche et généreuse des deux empereurs, dont l'alliance, désormais indissoluble, était formée pour la paix et pour la guerre.

On répondit à l'envoyé russe, que, malgré le Réponse au ministre de Russie.

1808. Octobre.

désir qu'éprouvait Sa Majesté Britannique de répondre directement à l'empereur Alexandre, la manière extraordinaire par laquelle sa lettre était parvenue lui ôtait entièrement le caractère d'une communication privée; et qu'il était impossible de donner cette marque d'égards à l'empereur de Russie, sans reconnaître des titres que le roi d'Angleterre n'avait jamais reconnus. Que d'ailleurs aucune négociation ne pouvait être entamée, à moins que le gouvernement espagnol ne fût appelé à y prendre part. Sa Majesté ne doutait nullement que ce ne fût l'intention de l'empereur de Russie : elle se rappelait le vif intérêt qu'il avait toujours montré pour la monarchie espagnole, et n'avait pas besoin d'autre preuve pour être assurée qu'il ne sanctionnerait jamais, par son approbation, des principes usurpateurs qui étaient aussi injustes que leur exemple était dangereux pour l'intérêt des souverains légitimes.

Réponse aux propositions de paix.

Une note officielle suivit cette réponse. On y déclarait de nouveau le désir qu'avait le roi d'entrer en négociation, si les conditions s'accordaient avec son honneur; il désirait ardemment mettre un terme aux malheurs du continent. La guerre dans laquelle il était engagé n'avait eu d'abord pour objet que la sûreté nationale; mais de nouvelles obligations lui étaient imposées par des puissances que l'ambition de

Napoléon avait forcées à faire cause commune avec lui, et qui avaient sollicité son appui pour la défense de leur indépendance: la Suède, le Portugal, la Sicile, s'étaient confiés à sa protection. Aucune promesse, il est vrai, ne le liait avec l'Espagne, mais il avait contracté envers cette nation généreuse des engagemens non moins sacrés que des traités solennels : il fallait donc qu'en considération de son attachement à la nation espagnole le gouvernement qui agissait au nom de Ferdinand VII prît part aux négociations dans lesquelles on voulait le faire intervenir. Le ministre de Russie répondit que l'admission des puissances alliées de l'Angleterre n'éprouverait aucune difficulté; mais que ce principe ne pouvait s'étendre, en aucune manière, aux insurgés espagnols, car il était impossible que l'empereur Alexandre admît leurs envoyés, après qu'il avait reconnu Joseph Napoléon comme roi des Espagnols : une alliance intime l'unissait à l'empereur des Français, et il était résolu de ne pas séparer ses intérêts de ceux de ce monarque. Mais le comte de Romanzoff ajoutait que l'empereur avait vu avec plaisir que cette différence d'opinion, à l'égard de l'Espagne, ne devait pas mettre obstacle à l'ouverture d'un congrès, puisque Sa Majesté Britannique avouait qu'aucune promesse positive ne l'engageait avec les insurgés espagnols.

1808.
Octobre.

1808. Octobre.

Une réponse de M. de Champagny était jointe à celle de M. de Romanzoff. « Il est impossible, dit-il, que le gouvernement français accède à la proposition d'admettre les révoltés espagnols dans les négociations : que dirait l'Angleterre, si on lui proposait d'y recevoir les insurgés catholiques d'Irlande ? Cependant, sans avoir fait de traités avec eux, la France leur a fréquemment envoyé des secours, en les assurant de sa protection. Le gouvernement britannique est dans une étrange erreur, ajoutait ce ministre, si, malgré l'expérience du passé, il conserve l'espoir de soutenir avec succès une guerre dirigée contre l'empire français. Que peut-il espérer, depuis l'union qui existe entre la France et la Russie ? Ces deux puissances sont résolues de porter la guerre jusqu'au sein de la Grande-Bretagne, si son gouvernement n'adopte pas des dispositions plus justes et plus équitables. »

Réponse de M. de Champagny.

La réplique de M. Canning était à la fois noble et ferme : il exprimait au comte de Romanzoff l'étonnement et le regret du roi, lorsqu'il avait appris qu'on pouvait supposer qu'il consentirait à commencer les négociations, en abandonnant la nation espagnole, par déférence pour une usurpation qui n'avait pas d'exemple dans l'histoire. Il avait espéré que la participation de l'empereur Alexandre préviendrait des propositions aussi injustes : il ne pouvait concevoir

Réplique de M. Canning.

par quel devoir ou par quel intérêt, Sa Majesté Impériale se croyait forcée de reconnaître le droit que s'attribuait la France, de faire descendre du trône et d'emprisonner des souverains, et de disposer du sort des nations jusque-là libres et indépendantes. Si tels étaient les principes que l'empereur de Russie voulait appuyer des forces de son empire, le roi d'Angleterre déplorait profondément une détermination qui aggraverait les malheurs de l'Europe; mais on ne pourrait lui attribuer la prolongation de la guerre, puisque la paix qu'on lui proposait était incompatible avec l'honneur et la justice. La rupture des négociations fut rendue publique par une déclaration que la nation anglaise se rappellera toujours avec orgueil et satisfaction. Le gouvernement annonçait qu'il n'avait pas cru devoir continuer des négociations dont la paix ne pouvait être le résultat, et qui étaient seulement avantageuses à l'ennemi, en lui offrant les moyens de semer la mésintelligence dans les conseils de ceux qui étaient réunis pour résister à son oppression.

1808. Octobre.

Départ de Napoléon pour l'Espagne. 25 Octobre.

Il paraît que Napoléon ne doutait pas du résultat des négociations, car il ne ralentit pas un instant ses préparatifs. Après les premières ouvertures, il revint à Paris, et, dans son adresse au corps législatif, il l'informait que dans quelques jours il serait à la tête de son armée :

1808. Octobre. «Avec l'aide de Dieu, ajoutait-il, je couronnerai le roi d'Espagne dans Madrid, et planterai mes aigles victorieuses sur toutes les forteresses du royaume.» Les flatteries les plus grossières lui furent prodiguées par ceux à qui s'adressait ce discours; mais elles furent surpassées par le langage de quelques députés des nouveaux départemens italiens, qui eurent audience le même jour. «En lui seul, disaient-ils, reposait le destin du monde, confié par le Tout-Puissant à son génie et aux exploits miraculeux de ses armées. Il n'était point l'ange exterminateur, mais l'être qui étendait sa pensée sur toute la terre, pour établir partout le bonheur sur des bases immuables. Avant tous les âges, Dieu l'avait destiné à être l'homme de la droite, le maître souverain de toutes choses.» Ce langage d'une adoration idolâtre fut écouté par Napoléon, et il y applaudit dans sa réponse. Peu de jours après, il partit pour Bayonne, y arriva le 3 novembre, et se rendit à Vittoria où il prit le commandement de l'armée.

LIVRE QUATORZIÈME.

Napoléon entre en Espagne. — Défaite des armées espagnoles. — Reddition de Madrid. — Les Espagnols se rallient à Cuença et sur le Tage.

A la fin d'octobre, cent mille hommes avaient traversé les Pyrénées du côté de Bayonne, pour renforcer les troupes qui se trouvaient déjà en Espagne. Le quartier général était resté à Vittoria, depuis le moment où Joseph s'était enfui de Madrid. L'aile gauche, commandée par le maréchal Moncey, était placée le long des bords de l'Èbre et de l'Aragon, et avait son quartier-général à Tafalla; celui du maréchal Ney était à Guardia; Miranda était occupé par le maréchal Bessières, qui avait aussi une garnison à Pancorbo; le maréchal Lefebvre occupait les hauteurs de Mondragon, que les Espagnols avaient menacé d'une attaque. Blake avait opposé le principal corps de son armée aux troupes de ce maréchal, et occupait avec le reste les débouchés de Villarcayo, Orduna et Munguia: il espérait que le général asturien Azevedo couperait les communications entre Duranzo et

1808. Octobre.

Mouvemens des armées.

1808. Octobre. Vittoria par Ochandiano, et se proposait de frapper un coup décisif, en s'emparant lui-même des hauteurs de Mondragon, et en se jetant sur l'arrière-garde de l'ennemi. Ce plan n'eût été praticable que s'il avait été exécuté sur-le-champ; mais Blake y persista après l'arrivée des renforts considérables venus de France. De légers avantages, et sa confiance dans le caractère espagnol, l'encouragèrent à commettre une imprudence qui l'exposait à être coupé. Napoléon chercha à profiter de l'occasion qu'on lui offrait, et ordonna au duc de Dantzick de tenir les Espagnols en échec jusqu'au moment de son arrivée. Mais le maréchal ne put obéir à ces ordres; Blake harcelait tellement les flancs de son armée, qu'un plus long délai serait devenu dangereux, et les Français attaquèrent le 31 octobre. Après un combat long-tems contesté, les Espagnols opérèrent leur retraite en bon ordre, par Bilbao et Valmareda sur Neva, sans abandonner ni drapeaux ni prisonniers : le pays était trop couvert de montagnes pour qu'on pût y faire usage d'artillerie. Les Français entrèrent à Bilbao le jour suivant, et le corps du maréchal Victor, arrivant à cette époque, fut dirigé sur Valmareda, pour tomber sur le flanc de l'armée de Galice.

L'intention de Blake avait été de continuer à se retirer, jusqu'au moment où il pourrait con-

1808. Novembre.

centrer toutes ses forces ; mais la seconde division, et une partie des Asturiens commandés par Azevedo, avaient leurs communications coupées par les Français qui s'étaient fortifiés à Arcandiago et à Orrantia. Blake se prépara à les attaquer : dans la nuit du 4, il feignit de battre en retraite; mais, le jour suivant, il revint avec une de ses divisions, et chassa l'ennemi de Valmareda, après lui avoir fait éprouver une perte considérable. Ayant ainsi heureusement effectué la jonction de ses troupes, le 7 il attaqua de nouveau l'ennemi à Guènes, et tourna son aile gauche. Mais, étant averti que les Français avaient reçu des renforts de Bilbao, et voyant que son centre n'était point en position d'agir, il fut forcé, par l'épuisement où se trouvaient ses soldats, de se retirer à Espinosa de los Monteros, où il espérait trouver de l'artillerie et des vivres pour ses troupes : pendant leur séjour dans les montagnes de Biscaye, elles avaient beaucoup souffert des privations continuelles qui avaient provoqué la désertion d'un grand nombre de nouvelles recrues.

Bataille d'Espinosa. 9 Novembre.

Le plan des Français était de détruire cette armée par des attaques répétées, ce que l'accroissement de leurs forces les mettait à même de faire. Blake se proposait de rester plusieurs jours à Espinosa, pour donner quelque repos à ses troupes; mais le 9, après l'ar-

1808. Novembre. rivée de son arrière-garde commandée par le comte de St.-Roman, il fut attaqué par des forces supérieures. Il fit sur-le-champ ses dispositions, et plaça son armée en avant de la ville; Azevedo, avec les Asturiens, sur une hauteur à gauche, couvrant la route de St.-Ander; la seconde division, sur une colline, à droite; la troisième et la réserve, au centre. L'ennemi réussit dans sa première attaque, et chassa les Espagnols d'un bois qu'ils occupaient; ceux-ci, renforcés par la troisième division, revinrent à la charge, et l'action devint générale, excepté sur la gauche des Espagnols. On se battit jusqu'au soir, et Blake croyait avoir obtenu quelques avantages, quoique l'ennemi se fût emparé de la colline qui était en avant du centre et de la droite de son armée. L'action fut vive, et plusieurs officiers espagnols restèrent sur le champ de bataille; le comte de St.-Roman et le général Riquelme furent blessés mortellement. Pendant toute la nuit, les soldats restèrent sous les armes. Le duc de Bellune, qui commandait l'armée française, fit venir de nouvelles troupes pour renforcer celles qui s'étaient emparées de la colline. Le 11 au matin, l'attention des Espagnols étant dirigée sur ce point, le maréchal fit attaquer leur gauche par un corps considérable de tirailleurs. Il fut repoussé deux fois; mais une forte colonne, commandée par le gé-

néral Maison, arriva dans ce moment, se mit en ligne, et soutint les tirailleurs qui revinrent à la charge, tandis que de son côté le général Ruffin attaquait le centre avec sa division : il y éprouva une forte résistance, mais sur la gauche le succès des Français était complet. Azevedo et deux généraux asturiens furent tués, ce qui sema le trouble et la confusion parmi les troupes. Quand elles virent le chemin de St.-Ander coupé, et les Français s'avancer pour occuper les hauteurs qui commandent la route de Regnosa, elles s'enfuirent dans le plus grand désordre, et il ne resta plus qu'à ordonner la retraite. Pour l'opérer, il fallait traverser un pont sur la Trueba : au lieu de chercher à sauver son artillerie, Blake s'en servit jusqu'au dernier moment avec succès, et fit enclouer ses canons, lorsque l'ennemi s'approcha davantage. 1808. Novembre.

Blake était un de ces hommes qu'on aurait jugé dignes de commander en chef, si ce poste important ne lui avait jamais été confié. Ses talens étaient remarquables : il entendait bien la théorie de sa profession, et savait former un plan avec habileté; mais il manquait de décision et de cette présence d'esprit qui est la première qualité d'un chef. Il exécutait ses desseins avec adresse; mais, lorsqu'ils étaient déconcertés par quelques mouvemens imprévus de son adversaire, il était incapable de pren-

1808. Novembre

dre de nouvelles dispositions. En persistant dans une opération qui avait été calculée contre un ennemi inférieur en forces, il exposa son armée à être taillée en pièces; et en s'avançant dans un pays dépourvu de vivres, il épuisa ses troupes qui étaient déjà affaiblies par de longues fatigues. Une autre erreur dans laquelle il tomba, fut de diviser par bataillons les troupes venues de la Baltique, et de leur faire prendre part à l'action seulement après la première défaite : elles furent ainsi sacrifiées en détail, et montrèrent, par leur courage héroïque, ce qu'on aurait pu en attendre, si elles avaient été réunies en corps le premier jour de la bataille.

Blake espérait rallier ses troupes, et se reposer quelques jours à Regnosa, où se trouvaient ses principaux magasins et son parc d'artillerie. Cette ville offre une des plus fortes positions du pays; et si elle avait été occupée plus à propos, le résultat de la campagne aurait pu être différent. Mais il perdit cette dernière espérance de réunir ses troupes dispersées : le maréchal Victor le poursuivait sur la route d'Espinosa, Lefebvre occupait celle de Villarcayo, et du côté de Burgos, le maréchal Soult marchait sur Regnosa. Informé de ce dernier mouvement, le général espagnol se sauva précipitamment à travers les montagnes, avec les débris de son armée. On doit cependant ajouter, pour

l'honneur de ces troupes malheureuses, qu'elles se conduisirent avec la plus grande bravoure et le patriotisme le plus dévoué. Sans cavalerie, sans nourriture, à demi vêtues, elles combattirent contre des forces supérieures, et ne cédèrent qu'à la dernière extrémité. Le maréchal Soult entra le 12 à Regnosa, et s'y empara des canons, des magasins de vivres et de munitions, et d'une quantité considérable de marchandises anglaises. L'évêque se sauva sur un vaisseau anglais, et le général Riquelme, que ses soldats avaient enlevé mourant du champ de bataille, expira au moment même où on allait le transporter sur le navire.

1808. NOVEMBRE

Défaite de l'armée d'Estramadure à Burgos. 10 NOVEMBRE.

Napoléon, parti de Bayonne le 4 novembre, arriva le 5 au quartier-général de Vittoria. Le maréchal Soult prit le commandement des troupes, précédemment aux ordres du général Bessières; et celui-ci fut mis à la tête de la cavalerie. L'armée espagnole, commandée par le comte de Belvédère, devait appuyer Blake, et entretenir les communications entre son armée et celle de Castanos. Elle était forte d'environ treize mille hommes; et son jeune commandant, quoique informé de la supériorité de l'ennemi qui s'avançait, l'attendit à Gamonal dans une position découverte. Il avait avec lui ses gardes wallones et quelques régimens de ligne qui faisaient sa principale force; le reste se composait de nou-

1808. Novembre.

velles levées, parmi lesquelles se trouvait un corps de volontaires formé par les étudians des universités de Salamanque et de Léon. Cette jeunesse, l'orgueil et l'espoir de la patrie, était placée à l'avant-garde, et montra le plus grand courage. Deux fois elle repoussa l'infanterie française, et quand le maréchal Bessières tomba sur leur flanc avec sa cavalerie, presque tous périrent où ils avaient été placés. Les Espagnols perdirent trois mille hommes dans ce combat; c'était à peu près le quart de cette brave armée. La cavalerie, victorieuse, entra à Burgos avec les fuyards; et la ville, qui avait été abandonnée par les habitans, fut livrée au pillage. Bessières poursuivit le comte de Belvédère, tandis que le maréchal Soult marchait sur Regnosa, pour compléter la destruction de l'armée de Blake. Les trois divisions de Lasalle, La Tour Maubourg et Milhaud se portèrent rapidement sur Palencia, Lerma et Zamora; les avant-postes des Français étaient maintenant sur le Douro, et leur cavalerie couvrait les plaines de Castille. Le second jour après la défaite de l'armée d'Estramadure, Napoléon établit son quartier-général à Burgos, et publia une proclamation, par laquelle il accordait, au nom de l'usurpateur, un pardon solennel à tous les Espagnols qui, un mois après son arrivée à Madrid, mettraient bas les armes, et renonceraient à toute espèce de

1808. Novembre.

liaisons avec l'Angleterre. Étaient exceptés de l'amnistie, les ducs de l'Infantado, d'Hijar, de Medina-Celi et d'Ossuna, le marquis de Santa-Crux, le comte de Fernand Nunez, l'ancien ministre Cevallos et l'évêque de St.-Ander, qui, après avoir prêté serment de fidélité à Joseph, l'avaient ensuite violé; et qui, au lieu d'employer leur influence à éclairer le peuple, ne s'en étaient servis que pour l'égarer. Ils étaient déclarés traîtres à la patrie; et, s'ils étaient pris, ils devaient être jugés par un conseil de guerre et fusillés.

Le maréchal Ney et le maréchal Victor quittèrent Burgos avec leurs divisions, afin de couper la retraite à Castanos, tandis que Lannes l'attaquerait de front avec trente mille hommes. L'armée espagnole n'avait plus que quarante-cinq mille combattans, une partie des troupes d'Andalousie l'ayant abandonnée après le premier succès. L'opinion de Castanos était de ne pas risquer une bataille dont le succès était si incertain; mais Palafox, nommé commissaire par la junte centrale, fut d'un avis contraire, et Castanos fut obligé de s'y soumettre, dans la crainte d'être assassiné par ses troupes. Le comte de Montijo, qui, à cette époque, quitta l'armée, fut accusé de trahison, pour s'être opposé à une mesure dont il prévoyait les fatales conséquences.

1808. Novembre.

Le plan des Français contre cette armée était le même que celui dont ils avaient fait usage contre Blake : ils voulaient la mettre en déroute par une forte attaque de front, et détruire les fuyards en leur coupant la retraite. Mais la marche du maréchal Ney fut moins prompte qu'on ne l'avait calculé. Castanos, apprenant le 12 que ce corps s'avançait sur Soria, tandis que Lannes et Ney s'approchaient de Logrono, abandonna Calhora et se retira sur Tudela. Lannes arriva le 22 à Alfaro, et le jour suivant, au matin, il trouva l'armée espagnole partagée en sept divisions, rangée en bataille en avant de Tudela, et se prolongeant sur une ligne d'une lieue et demie d'étendue. Les troupes aragonaises, qui avaient rejoint l'armée quelques heures auparavant, occupaient la droite; celles de Valence et de Castille étaient au centre, et les trois divisions d'Andalousie formaient la gauche : leur ligne était couverte par quarante pièces d'artillerie.

Bataille de Tudela.

Les emplacemens les plus convenables furent choisis par les Français, pour y établir soixante pièces d'artillerie en batterie : l'ardeur qui animait ces troupes et la confusion qui régnait parmi les Espagnols firent précipiter l'attaque. Le général Maurice Mathieu, avec une division d'infanterie, força le centre de l'armée espagnole; le général Lefebvre-Desnouettes passa à

travers cette trouée avec sa cavalerie, fit un mouvement à gauche et enveloppa les divisions aragonaises qui formaient la droite de l'ennemi. Au même moment, le général Lagrange attaquait la gauche avec sa division, et y éprouvait quelque résistance : l'action, qui avait commencé au point du jour, se prolongea jusqu'à la nuit; ce qui permit à la division la Pena de se retirer de Cascante à Tarragone, où la première et la troisième division étaient stationnées. A midi, on avait envoyé ordre à la seconde division d'arriver pour soutenir la Pena : elle était seulement éloignée de deux lieues; mais, soit incapacité des chefs, ou mauvaise volonté, elle n'arriva que lorsque l'action était décidée.

Retraite de l'armée espagnole.

Mille Espagnols restèrent sur le champ de bataille, trois cents officiers et trois mille soldats prisonniers furent le prix de cette victoire. La perte des Français ne s'élevait pas à cinq cents hommes. L'aile droite des Espagnols se retira sur Sarragosse, avec une partie de la division du centre, où les troupes montrèrent bientôt, par la plus belle défense, que leur défaite n'avait pas été occasionée par le manque de courage. Aussitôt que Castanos eut rassemblé les débris de son aile gauche, il se mit en marche, traversa Borja et Riela, sans s'arrêter, et atteignit Calatayud dans la nuit du 15. Le même jour, le général Maurice Mathieu entra à Borja,

1808. Novembre.

après avoir fait sur sa route un grand nombre de prisonniers. Ney y arriva le jour suivant : s'il avait pu atteindre Agreda le 23, selon les instructions qu'il avait reçues de l'empereur, l'armée entière de Castanos aurait été détruite; mais les fatigues qu'avaient éprouvées les troupes, dans une marche aussi longue, le forcèrent d'accorder deux jours de repos. Ce retard permit à Castanos d'échapper au péril d'une poursuite immédiate, et il eut le tems de réfléchir sur le danger de sa situation; il n'avait ni magasins ni munitions, et ne pouvait plus contenir des soldats affamés et manquant de tout. Les habitans, effrayés, s'enfuyaient de leurs maisons, ne redoutant pas moins leurs compatriotes que le voisinage des Français.

L'armée marche sur Madrid.

A cette époque, Castanos reçut ordre de hâter la marche de son armée, pour venir défendre la capitale. Il consulta ses chefs de division, et l'on résolut de prendre la route de Siguenza pour se rendre ensuite à Somo-Sierra, si on était en état de garder cette forte position, ou se porter sur Madrid, si ce mouvement paraissait plus avantageux.

Pendant ce tems, la junte centrale, au lieu de prendre des mesures pour l'entretien et le recrutement de son armée, établissait un tribunal spécial pour examiner toutes les personnes accusées de trahison. Ce tribunal était composé

de membres de chaque grand conseil, et avait la juridiction la plus étendue, mais ne pouvait prononcer de sentences de mort, ni de confiscation; ce droit était réservé à la junte suprême. Une partie des membres du nouveau tribunal pouvait régler les affaires ordinaires; mais un ordre d'arrestation ou de séquestre devait être signé par tous. Les papiers des accusés devaient être examinés et rendus aussitôt qu'on avait acquis la certitude qu'ils étaient étrangers à l'accusation : toute dénonciation anonyme était à l'instant rejetée; l'accusateur devait, avant tout, faire connaître son nom. L'humanité de ces mesures, en opposition directe avec celles qui avaient été pratiquées par l'Inquisition, semble prouver que l'intention du tribunal était de suivre une marche entièrement différente de celle du Saint-Office. Il était principalement chargé de prendre des informations sur la conduite des députés envoyés à Bayonne, ou qui, à Madrid, s'étaient soumis à l'usurpateur. Quand l'instruction avait établi l'innocence d'un prévenu, le tribunal devait consulter la junte suprême, sur les moyens de lui rendre l'honneur et la réputation dont il avait joui auparavant.

1808. Novembre.

Par un autre décret, daté du jour même de la défaite de Castanos à Tudela, des milices honoraires devaient être levées dans toutes les villes qui n'étaient pas le théâtre de la guerre,

1808. Novembre. afin de prévenir les désordres et d'arrêter les déserteurs. Une mesure plus remarquable fut prise relativement aux jésuites : ils furent rappelés, avec la faculté d'habiter toutes les parties de l'Espagne, et d'y jouir de leurs pensions. Sans blâmer cet acte d'humanité, il peut paraître au moins fort extraordinaire qu'à une telle époque les jésuites aient occupé l'attention de la junte. Ces mesures auraient été irréprochables, et même dignes de louanges, si elles avaient été prises à propos, mais la junte centrale suivait toujours son fatal système de tromper le peuple sur l'étendue et l'éminence du danger qui le menaçait. La proclamation qu'elle adressa aux habitans de Madrid annonçait que la destruction de l'ennemi, qui s'était avancé jusque dans le voisinage de Somo-Sierra, était inévitable. Le nombre des Français qui avaient atteint cet endroit ne montait pas à plus de huit mille hommes.

On ne pouvait exprimer, ajoutait-elle, l'enthousiasme des soldats, et la confiance avec laquelle ils se préparaient à combattre les ennemis de leur pays. Les Anglais qui occupaient l'Escurial étaient prêts à marcher, et à soutenir les opérations de l'avant-garde déjà engagée avec les troupes françaises.

Le gouvernement s'efforçait aussi de tromper le peuple de Madrid, et l'entretenait dans une

1808. Novembre.

dangereuse sécurité, au lieu de lui dévoiler, comme il aurait dû le faire, toute l'étendue du danger, afin d'en obtenir les efforts que sa position exigeait. Mais il partageait lui-même, jusqu'à un certain point, toutes les illusions, et se confiait dans le caractère national et dans la force naturelle du pays. Il espérait que le passage de Somo-Sierra ne pourrait être forcé; un officier distingué, don Benito San Juan, y était stationné avec le reste de l'armée d'Estramadure, qui avait été promptement renforcée. La junte ne se rappelait pas avec quelle facilité le général Vedel avait forcé le passage bien autrement redoutable de la Sierra Morena.

Passage de Somo-Sierra.

Napoléon resta à Aranda jusqu'au 29; le quartier général fut placé à Bocagnilla, village peu éloigné de Somo-Sierra, où l'empereur apprit qu'environ six mille hommes étaient retranchés sur les hauteurs de Sépulvéda, et qu'un corps plus considérable occupait le passage. L'avant-garde attaqua aussitôt, mais sans succès; et les Espagnols, au lieu de profiter de cet avantage, abandonnèrent leurs retranchemens, et se dispersèrent. Le jour suivant, les Français, commandés par le maréchal Victor, tentèrent le passage. Le col était fortifié, et trente pièces de canons avaient été placées en batterie; mais ces moyens de défense avaient été si imparfaitement exécutés, que le passage fut em-

1808. Novembre.

porté par une charge de lanciers polonais. Les Espagnols, dispersés, anéantis, jettèrent leurs armes, et s'enfuirent en déroute dans les montagnes, abandonnant leur artillerie, leurs caissons, tous leurs bagages, et laissant à découvert la route de Madrid. Durant ces désastres, qui s'étaient si rapidement succédé, la junte n'avait pas eu le tems de penser à changer le lieu de sa résidence, et encore moins de s'occuper de la formation d'une régence, et de la convocation des Cortès. Sa position à Aranjuez commençait à devenir dangereuse. Des détachemens de Français s'étaient déjà approchés du Tage, et on n'avait aucune force à leur opposer; le 28, ils se montrèrent à Villarejo, et le 30 à Mastotes. Si, à cette époque, deux ou trois cents chevaux et de l'infanterie s'étaient avancés jusqu'à Aranjuez, il leur aurait été facile de s'emparer de la junte, et de priver l'Espagne de son gouvernement.

La junte centrale quitte Aranjuez.

Quand les conséquences de la défaite de Tudela et de Somo-Sierra furent connues, la junte s'aperçut enfin de l'éminence du danger, et elle délibéra sur le parti qui restait à prendre. Florida Blanca, accablé sous le poids des années et des sollicitudes que lui causait la situation de son pays, fut d'avis de transporter le siége du gouvernement à Cadix, et plusieurs membres adoptèrent son opinion; mais Jovellanos,

qui joignait à toutes ses vertus un calme parfait et beaucoup d'intrépidité, représenta que ce serait faire un trop grand sacrifice à leur sûreté personnelle, et que le bien public et l'honneur du gouvernement demandaient que le siége en fût placé aussi près que possible du théâtre de la guerre. Tolède fut proposé, et rejeté comme n'offrant aucun moyen de défense; Cordoue et Séville présentaient le même inconvénient : Badajoz, désigné par Jovellanos, fut enfin choisi. Toutes les provinces étaient ouvertes à l'ennemi; mais, de cette place forte, la junte pouvait facilement correspondre avec l'armée anglaise, et avec celles que La Romana formait dans les provinces du nord, en rassemblant les troupes dispersées de Blake et du comte de Belvédère. Une fois établi dans cette forteresse, on prendrait des mesures pour lever de nouvelles armées dans l'Estramadure et dans l'Andalousie; et, si les Français envahissaient ces provinces, on pourrait, en traversant le Portugal, se retirer dans cette partie du nord, où les fondateurs de la monarchie espagnole trouvèrent un asile du tems des Maures, et où ses défenseurs actuels, animés du même esprit, maintiendraient l'indépendance de leur pays. On devait s'arrêter à Tolède, et de là prendre les mesures que les circonstances rendraient nécessaires.

1808. Novembre.

1808. DÉCEMBRE.

État de Madrid.

Deux jours avant le passage de Somo-Sierra, des ordres furent donnés pour armer le peuple de Madrid : il était rempli de bonne volonté ; mais cette mesure fut prise trop tard : néanmoins, une junte permanente fut formée pour maintenir l'ordre, et pourvoir aux moyens de défendre la capitale. Ce dernier objet fut spécialement confié à Morla et au marquis de Castellos. Le tems était venu pour cette ville d'imiter Sarragosse. Le courage ne manquait point à ses habitans : il ne leur fallait qu'un chef capable de les diriger. Les prêtres appelaient la population entière sous les armes ; les vieillards, les femmes, les enfans, quittaient leurs maisons, abandonnaient leurs propriétés, et venaient s'offrir pour ouvrir des tranchées, élever des batteries, et barricader les rues. Les pavés furent enlevés, et les femmes et les enfans les transportaient sur les toits des maisons, pour les lancer sur l'ennemi ; les habitans qui possédaient des armes les apportèrent, et quatre cents mousquets furent distribués. Toutes les troupes qui étaient dans la ville furent réunies au Prado, et de là dirigées sur les points principaux. Mais il s'éleva un grand tumulte, lorsque, le peuple demandant des cartouches, Morla répondit froidement qu'il n'en avait point. Il eût été à désirer que l'indignation que cette preuve de négligence excita se fût dirigée contre lui ; il

aurait alors péri par la main du peuple : la trahison qu'il méditait n'eût jamais été connue, et son nom aurait échappé à l'infamie. Mais sa contenance était si ferme et si calme, qu'aucun soupçon ne s'éleva contre lui. 1808. DÉCEMBRE.

Il arriva que, parmi les cartouches qui avaient été distribuées le matin, un grand nombre contenaient du sable au lieu de poudre : cette circonstance, au moment du danger, porta l'irritation du peuple au plus haut degré, et fit accuser de trahison le marquis de Peralès. Le duc de l'Infantado fut informé que la populace se dirigeait vers la maison du marquis, et qu'il était, ainsi que sa famille, exposé aux plus grands périls. Quoique le duc parût lui-même le croire coupable, il prit sur-le-champ la route de sa demeure, afin de le délivrer, et de le mettre ensuite à la disposition du tribunal. Mais, avant son arrivée, Peralès était tombé couvert de blessures, et son corps fut traîné sur la claie dans toutes les rues de Madrid, suivi par une foule immense, qui triomphait de ce qu'elle appelait sa juste punition. Assassinat du marquis de Peralès.

Les membres de la junte permanente, qui tenaient leurs séances à la porte, comme le point le plus central, prenant en considération la proximité du danger, jugèrent qu'on devait mettre plus de confiance dans les secours extérieurs que dans les efforts des habitans. L'exem-

1808. Décembre. ple de Sarragosse ne leur avait pas appris quels prodiges pouvait faire le courage des citoyens. Ils ne voyaient pas que la première insurrection et le massacre de Madrid avaient fait lever en armes l'Espagne entière, et qu'une plus grande impulsion serait encore donnée par la résistance de la capitale. Ils convinrent qu'il fallait se contenter des efforts qui empêcheraient l'ennemi de s'emparer de la ville sur-le-champ, et le disposeraient à accorder une capitulation; pendant ce tems, on pourrait opérer une diversion, ou tenter quelque entreprise en leur faveur. Ils comptaient sur le secours de don Benito San Juan, dont les troupes étaient sur le point d'arriver, et ils envoyèrent le duc de l'Infantado à la rencontre des débris de l'armée centrale, afin de hâter sa marche sur Madrid. Il n'y avait pas plus de six mille hommes de troupes réglées dans la ville, mais dix fois autant d'hommes prêts à sacrifier leur vie pour la défendre, et dont l'indignation était encore excitée par l'approche de l'ennemi. Malheureusement, le plus grand désordre régnait dans la ville; on se livrait à d'interminables débats, et on négligeait de prendre les précautions les plus nécessaires. Le son des cloches des nombreuses églises et des couvens se mêlait au bruit de la multitude et aux roulemens des tambours; les préparatifs qui avaient été faits montraient à la

fois le zèle et l'ignorance de ceux qui les avaient dirigés. Les batteries étaient si basses, qu'il était facile aux Français de placer leurs canons de manière à les commander, et elles étaient si près des murs, que les canonniers souffraient plus par les éclats des pierres brisées, que l'ennemi par l'effet du coup. 1808. DÉCEMBRE.

Napoléon trouva qu'il était facile de s'emparer de la ville par force; mais la politique lui faisait désirer vivement d'éviter cette extrémité. Une telle catastrophe pourrait irriter le continent, aussi bien que l'Espagne, en proclamant, aux yeux de l'Europe entière, combien était abhorré par les Espagnols le joug sous lequel il voulait les courber. Un aide-de-camp du maréchal Bessières fut envoyé pour sommer la ville de se rendre; mais il faillit devenir victime de l'exaspération de la populace, qui l'aurait massacré, s'il n'avait pas été protégé par les soldats : aucune communication ne put être ouverte ce jour-là avec ceux qui désiraient livrer la capitale. L'infanterie française arriva le soir, et l'empereur employa le reste de la nuit à faire ses dispositions d'attaque pour le lendemain. Un colonel espagnol, qui avait été pris à Somo-Sierra, fut envoyé à minuit par le prince de Neufchâtel, pour remettre une lettre au marquis de Castellos, par laquelle il l'exhortait à ne pas exposer Madrid aux horreurs d'un assaut. A neuf heures Madrid est sommé de se rendre. 3 DÉCEMBRE.

1808. DÉCEMBRE. du matin, Castellos répondit, qu'il devait consulter les autorités, et connaître les dispositions du peuple, avant de pouvoir donner une réponse définitive, et il finissait en demandant une suspension d'armes pour le jour suivant.

Au moment même de la réception de cette réponse, une attaque fut commencée sur le Buon-Retiro, qui avait été fortifié avec soin, comme un point d'où la ville pouvait être commandée. Trente pièces de canon rendirent bientôt la brèche praticable, et la place fut emportée, après qu'un millier d'Espagnols eut péri pour la défendre. Tous les débouchés qui avaient été retranchés furent successivement enlevés par les assaillans. Le lendemain, le prince de Neufchâtel envoya une seconde sommation : « Une artillerie immense, disait-il, est en batterie; des mines sont préparées pour faire sauter vos principaux édifices; des colonnes de troupes sont à l'entrée de la ville, dont quelques compagnies de voltigeurs se sont emparées; mais l'empereur, toujours généreux dans le cours de ses victoires, suspend l'attaque jusqu'à deux heures : la ville de Madrid doit espérer protection et sûreté pour ses habitans paisibles, et l'oubli du passé. »

Le feu cessa; et à cinq heures, le général Morla et don Bernardo Griate arrivèrent à la tente de Berthier; ils affirmèrent que la ville

était sans ressources, et que les efforts des volontaires et ceux de la populace qui s'obstinaient à la défendre ne seraient suivis d'aucun succès : il ne fallait, disaient-ils, qu'une suspension d'armes de quelques heures pour leur donner le tems d'éclairer le peuple sur sa véritable situation !.... Sans espoir, sans ressources, quand six cent mille hommes étaient prêts à défendre leurs rues, leurs maisons, jusqu'à leurs chambres ! ils n'auraient pas osé le dire si Palafox avait été à Madrid ! Le prince de Neufchâtel présenta ces indignes députés à l'empereur, qui, en les voyant paraître devant lui, s'écria avec l'accent de la colère : « Vous abusez du nom du peuple ; si vous ne pouvez calmer son irritation, c'est parce que vous l'avez excitée, parce que vous l'avez vous-mêmes préparée par des mensonges. Rassemblez le clergé, les chefs des couvens, les alcades, les principaux propriétaires : que d'ici à six heures du matin, la ville soit soumise, ou elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer ma troupe ; vous avez massacré les malheureux prisonniers français tombés entre vos mains, il y a peu de jours ; vous avez laissé traîner dans les rues et mettre à mort deux personnes attachées à l'ambassadeur de Russie, parce qu'elles étaient françaises. L'incapacité et la lâcheté d'un général avaient mis en votre pouvoir des troupes qui avaient capitulé sur

1808 Décembre

Discours de Napoléon.

1808. DÉCEMBRE. le champ de bataille, et cette capitulation a été violée. Vous, M. Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général? il vous convient bien, monsieur, de parler de pillage; vous qui, étant entré dans le Roussillon, avez enlevé toutes les femmes, et les avez distribuées à vos soldats comme une part du butin! D'ailleurs, quel droit aviez-vous pour tenir ce langage? la capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui ne se piquent pas cependant d'être de rigides observateurs du droit des nations: ils se sont plaint de la convention du Portugal, mais ils l'ont observée; violer un traité militaire, c'est renoncer à toute civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment osez-vous solliciter une capitulation, vous, qui avez violé celle de Baylen? Voyez comme l'injustice et la mauvaise foi tournent au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables: j'avais une flotte à Cadix; elle était alliée de l'Espagne, et cependant vous dirigiez contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez: j'avais une armée espagnole dans mes rangs, j'aurais mieux aimé la voir s'embarquer sur les vaisseaux anglais, ou être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinosa, que de la désarmer; je préférerais avoir sept mille hommes de plus à combattre, que de manquer à l'honneur. Retournez à Madrid, je vous donne

jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si vous avez à m'annoncer la soumission du peuple; autrement, vous et vos troupes, vous serez tous passés par les armes. » 1808. DÉCEMBRE.

Il y avait trois jours que l'ennemi était devant Madrid, et l'ardeur du peuple commençait à s'affaiblir par les délais et la méfiance : abandonné et trahi, il ne dut plus s'occuper que de sa sûreté. Les étrangers qui étaient dans la capitale, et qui avaient montré le plus de zèle pour la défense de la cause nationale, profitèrent des ténèbres de la nuit pour sortir de la ville; et le 5, à dix heures du matin, le général Belliard prit le commandement de Madrid. Morla stipula d'abord que, non-seulement la religion catholique, apostolique et romaine serait dominante, mais qu'aucune autre ne serait légalement tolérée; personne ne pourrait être inquiété pour ses opinions ou écrits politiques, ni le peuple pour les efforts qu'il avait faits pour se défendre : le cinquième article portait qu'on ne lèverait point de contributions extraordinaires, ce qui fut accordé jusqu'à l'organisation définitive du royaume; et, avec la même réserve, on convint que les lois, les coutumes et les cours de justice seraient conservées. D'après un autre article, les officiers français et les troupes ne devaient point être logés chez les habitans, mais casernés sur divers points de la capi- Reddition de Madrid. 5 DÉCEMBRE.

1808. DÉCEMBRE.

tale ; ce que l'empereur accorda encore dans l'intention sans doute de ménager les citoyens et de les attacher à Joseph. Les troupes espagnoles devaient se retirer avec les honneurs de la guerre ; les paysans déposeraient leurs armes et retourneraient à leurs demeures ; l'engagement de ceux qui, depuis quatre mois, s'étaient enrôlés dans les troupes de ligne était rompu ; les autres devaient être considérés comme prisonniers de guerre, et promptement échangés. On demandait encore que la dette publique fût fidèlement acquittée et les engagemens maintenus ; mais on répondit que cet article, de haute politique, tenait à l'administration générale, et devait être discuté dans l'assemblée des mandataires du royaume. Le dernier article enfin stipulait que les généraux qui désireraient quitter Madrid seraient libres de le faire, et que ceux qui préféreraient y résider pourraient y conserver leur rang et leurs titres.

Les troupes refusèrent presque généralement de se soumettre aux conditions de la capitulation. Castellos et tous les officiers supérieurs sortirent de la ville le 5, et effectuèrent leur retraite à la tête d'un corps considérable de troupes et de seize pièces de canon. Le conseil de Castille, qui avait déjà été exposé aux justes plaintes de la nation, eut alors à souffrir les reproches du vainqueur, qu'il avait soutenu, et

ensuite désavoué, lorsque la fortune lui était devenue contraire. Napoléon publia un décret par lequel, considérant la faiblesse et la duplicité que le conseil de Castille avait montrées dans l'exercice de ses fonctions, il cassait ce tribunal; ses membres, disait-il, s'étant rendus indignes d'être les magistrats d'une nation brave et généreuse. 1808. Décembre.

Un autre décret abolissait l'Inquisition, comme incompatible avec la puissance souveraine et avec l'autorité civile; ses propriétés étaient réunies aux domaines de la couronne, comme garantie de la dette publique. Un troisième décret réduisait au tiers le nombre des ordres religieux. Cette réduction devait s'opérer en réunissant les membres de plusieurs couvens dans un seul; ceux dont la vocation était peu solide ou déterminée par des considérations mondaines devaient rentrer dans l'ordre des prêtres séculiers, où leur existence serait assurée. Une partie des propriétés des couvens supprimés devait servir à accroître le traitement des curés; le surplus était réuni au domaine national. Les douanes provinciales, les cours de justice seigneuriales étaient abolies : aucune autre juridiction ne devait exister en Espagne que les cours royales.

Le 9 décembre, une députation, composée des principaux habitans de Madrid, fut présentée à l'empereur, qui leur répondit dans les Discours de Napoléon. 9 Décembre.

1808. Décembre. termes suivans : « J'agrée les sentimens de la ville de Madrid ; j'ai vu avec peine les maux qu'elle a soufferts, et je me suis empressé de prendre des mesures propres à tranquilliser toutes les classes de citoyens. Que pouviez-vous attendre d'une plus longue résistance? rien qu'une guerre sans fin sur votre propre sol. La défaite de vos armées m'a à peine coûté quelques marches; et bientôt les Anglais seront chassés de la Péninsule. Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, j'ai ajouté le droit de conquête, qui cependant ne changera rien à mes intentions, mon seul désir étant d'être le régénérateur de l'Espagne. Tout ce qui mettait obstacle à votre prospérité et à votre grandeur est détruit; les chaînes du peuple sont brisées, et, au lieu d'un souverain absolu, je placerai sur le trône un roi dont le pouvoir sera limité par une constitution libre. La génération présente pourra varier dans ses opinions : trop de passions ont été mises en mouvement; mais vos neveux me béniront, et placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous; et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

Malgré la facilité avec laquelle Napoléon avait dispersé les armées espagnoles et s'était rendu maître de Madrid, son triomphe était loin d'être complet; il commençait à s'apercevoir avec

quelle ignorance du caractère national, ses plans d'usurpation avaient été formés, et il se plaignait d'avoir été trompé quand il avait refusé d'entendre tous ceux qui avaient cherché à le dissuader de cette entreprise. Sur toute la route jusqu'à Madrid, les villes et les villages étaient abandonnés; partout le peuple et les armées avaient disparu à l'approche de ses troupes. Une année auparavant il n'existait pas de pays où ses exploits excitassent une admiration plus vive; il y avait dans ses actions et dans son langage un caractère de grandeur exagéré qui s'accordait bien avec le caractère espagnol; il avait toujours été l'allié de l'Espagne; aucun sentiment d'hostilité n'était venu refroidir l'enthousiasme qu'il inspirait: mais tout était changé, et Napoléon ne pouvait se dissimuler que maintenant, devenu odieux à la nation, elle ne voyait plus en lui qu'un tyran artificieux. Sa politique et son orgueil ne lui permettaient cependant pas de reculer; car, en avouant qu'il n'était point infaillible, il aurait brisé le talisman de sa fortune. Il avait commis le crime, il en supportait le blâme, il voulait en recueillir le prix, non plus pour un frère qui ne lui inspirait aucune estime, mais pour lui-même; il ne cachait pas ce sentiment à ceux qui partageaient sa confiance, et les édits, tous publiés en son propre nom, devaient avertir Joseph que Napo-

1808. Décembre.

1808 DÉCEMBRE. léon regardait l'Espagne comme sa propriété.

Retraite de l'armée centrale. Trois jours après la bataille de Somo Sierra, Castanos quitta Catalayud et continua sa retraite. Environ à dix milles de cette ville, près du village de Buvierca, la route de Madrid passe à travers une gorge étroite où coule le Xalon, entre une longue suite de montagues. Quand l'arrière-garde, commandée par Francisco Venegas, eut atteint cet endroit, on y trouva des instructions du commandant en chef, qui ordonnaient de suspendre la marche et de prendre des mesures pour défendre le passage, duquel dépendait la sûreté des autres divisions. Venegas, sentant toute l'importance du commandement qui lui était confié, fit répondre à Castanos qu'il tiendrait jusqu'à ce que l'armée fût hors d'atteinte. Le 29 les Français parurent au nombre de huit mille hommes, commandés par le général Maurice Mathieu. Ils attaquèrent sur-le-champ, et le combat se prolongea pendant huit heures. Les Espagnols souffrirent beaucoup, mais cependant restèrent maîtres du passage, et par là empêchèrent de poursuivre leur armée, qui, le jour suivant, arriva à Siguenza avec toute son artillerie, malgré le mauvais état des routes et la fatigue des troupes, qui, pendant cette longue marche, n'avaient pris aucun repos. Castanos reçut dans cette ville des ordres de la junte centrale, et remit

le commandement à Don Manuel de la Pena. 1808. DÉCEMBRE.

La situation de ce général était déplorable : l'artillerie à la vérité avait été sauvée, et le passage bravement défendu ; mais, durant la retraite, l'armée avait souffert tous les maux inséparables d'un aussi grand désordre, la faim, le froid, la fatigue et l'insubordination, et, avant d'avoir atteint Siguenza, les quatre divisions étaient réduites à huit mille hommes. Ils entrèrent dans cette ville le 30 novembre ; de nombreux messagers arrivèrent pour hâter leur marche, et les engager à se rendre le plus tôt possible à Somo Sierra. Ils se mirent en route le jour suivant, l'infanterie par Atienza et Jadraque, la cavalerie et l'artillerie par Guadalaxara, laissant la rivière d'Henarès sur leur droite, afin d'éviter les mauvais chemins ; mais ce plan fut bientôt changé. Au milieu de la nuit ils apprirent que le passage de Somo Sierra avait été forcé ; il fut alors décidé que toute l'armée marcherait par Guadalaxara pour se porter sur Madrid, et on annonça ce mouvement au marquis de Castellar. Des officiers furent envoyés sur différentes routes pour s'assurer de la position de l'ennemi, et de celle de don Benito San Juan, avec lequel il était essentiel de se concerter. Le jour suivant, les premières troupes qui entrèrent à Guadalaxara trouvèrent dans la ville quelques détachemens de Français qui se retirèrent

La Pena prend le commandement.

1808. Décembre.

aussitôt. La première, la quatrième division, la cavalerie et l'artillerie arrivèrent dans la nuit. On apprit bientôt après que Madrid était attaqué, et le bruit continuel du canon confirma cette nouvelle.

L'impatience du petit nombre de troupes en état de marcher sur la capitale était extrême, et ces huit mille hommes auraient été d'un puissant secours, si la ville eût été défendue par la population, et protégée, comme elle devait l'être, par une armée anglaise. Les habitans attendaient ce renfort avec confiance; d'heure en heure ils croyaient le voir paraître. Un des artifices qui réussit le mieux aux auteurs de la capitulation, fut l'annonce qu'à la suite d'une seconde bataille, l'armée du centre ayant été entièrement détruite par le maréchal Ney, on ne pouvait plus en espérer aucun secours. Au moment même où des traîtres répandaient ces bruits sinistres, une partie de cette brave armée était à neuf lieues de Madrid, impatiente de voler à sa défense, mais forcée d'attendre la seconde et la troisième division, qui ne devaient arriver que le jour suivant.

Le duc de l'Infantado rejoint l'armée.

Ils furent rejoints par le duc de l'Infantado qui, à la faveur d'un épais brouillard, avait traversé sans obstacles les avant-postes français. On assembla aussitôt un conseil de guerre, devant lequel le duc peignit avec force le danger

éminent de la capitale. On y décida que, malgré l'état déplorable auquel l'armée était réduite par les privations et la fatigue, on tenterait un dernier effort, en cherchant à s'introduire, pendant la nuit, par la porte d'Atocha. Le duc connaissait bien la situation de la capitale; et, d'après son avis, on fit savoir au général français qui commandait devant les murs de la ville, que la vie des nombreux prisonniers alors au pouvoir des Espagnols répondrait des mauvais traitemens qu'on ferait éprouver aux habitans de Madrid. L'officier porteur de ce message, et le trompette qui l'accompagnait, furent retenus prisonniers par Napoléon. 1808. DÉCEMBRE.

Le duc passa les troupes en revue, et l'on s'aperçut alors combien les souffrances qu'elles avaient éprouvées pendant la retraite avaient diminué leur nombre. On ne put rassembler que six à sept mille hommes d'infanterie, et environ quinze cents chevaux, la plupart épuisés de fatigue et de besoin. Pendant qu'on leur procurait les secours que cette ville pouvait offrir en habillemens et en vivres, les Français se rassemblaient dans le voisinage, et occupaient déjà Alcala et les villages voisins.

Napoléon avait été informé du mouvement des Espagnols, et, aussitôt la capitulation de Madrid, il envoya le maréchal Bessières à Guadalaxara, à la tête d'un corps considérable de

1808. Décembre.

cavalerie, qui fut bientôt suivi par le maréchal Victor qui commandait l'infanterie. Le premier soin de la Pena fut de se défaire d'une portion de son artillerie, car il n'avait pas moins de soixante pièces de canon : quarante furent embarquées sur le Tage, à Sacedon, et arrivèrent en sûreté à Carthagène. L'avant-garde, commandée par Venegas, qui avait sauvé l'armée à Buvierca, arriva dans la nuit du 4. Ce poste de l'honneur et du danger lui avait été assigné pendant toute la route, et elle continua à couvrir le mouvement des autres divisions. Deux d'entr'elles quittèrent Guadalaxara au moment de son arrivée ; la seconde et la troisième suivirent le lendemain à midi, se rendant à Santoreaz par deux routes différentes. A peine étaient-elles sorties de la ville, que l'avant-garde ennemie y entra par une autre porte.

L'armée se retire sur le Tage.

Venegas s'aperçut de l'importance d'une position, au sud de la ville, entre les deux routes qui conduisaient à Santoreaz, et s'en empara sur-le-champ. Les commandans des bataillons de Lederma et de Salamanque, qui formaient l'arrière-garde de la troisième division, devinant son intention, revinrent le joindre, afin de prendre part à l'action. Les Français étaient en force sur la rive droite de l'Henarès : plusieurs de leurs détachemens traversèrent la rivière sur la droite et la gauche de la position

des Espagnols, mais des troupes légères, stationnées sur les flancs, les repoussèrent après quelques escarmouches. Jugeant alors la position trop formidable pour être attaquée de front, ils firent halte pendant toute la nuit. Venegas, ayant obtenu tout le tems qui lui était nécessaire, profita de l'obscurité pour continuer sa retraite en bon ordre, et sans avoir perdu un seul homme. 1808. Décembre.

Le commandant en chef établit ses quartiers à Santorcaz, petit village à deux lieues à l'est d'Alcala, entre les rivières Henarès et Tajuna, où il apprit la reddition de Madrid. Les Français avaient évacué Alcala, et s'étendaient le long des hauteurs en arrière de Meca, et sur les bords de la Jarama, poussant leurs avant-postes jusqu'à Arganda et Morata. Dans cette position difficile, le projet de la Pena était de traverser le Tage à Aranjuez, et de se retirer dans les montagnes de Tolède, si le danger devenait plus imminent. Dans cette intention, il se dirigea sur Villarejo de Salvanes.

Passage du Tage.

Le 6, lorsque l'armée se disposait à marcher sur Aranjuez, le bruit se répandit que cette place était tombée au pouvoir des Français, et cette nouvelle fut bientôt confirmée par un envoyé de Blanca : ce général, après s'être échappé de Madrid avec quelques soldats, s'était mis à la tête d'une troupe de paysans armés, et avait

1808.
Décembre.

vainement essayé de résister à l'ennemi. De nouvelles difficultés se présentaient alors pour sauver cette malheureuse armée ; elle ne pouvait plus se diriger vers Tolède, et il lui était également impossible de gagner l'Andalousie ; car, aussitôt après s'être emparé d'Aranjuez, le général français Ruffin avait traversé le Tage, poussé jusqu'à Ocagna, et coupé la retraite des Espagnols dans cette direction. La seule chance de salut qui lui restât était de traverser le fleuve sur des bateaux, à Villemaurique, Estremera et Fuenteduenas, et de s'efforcer de gagner la Sierra de Cuença. Cette entreprise, rendue si difficile par le voisinage de l'ennemi, s'exécuta avec un rare bonheur, les Français n'ayant pas prévu cette tentative. Après avoir atteint la rive gauche du fleuve, l'armée précipita sa retraite, et le 7 le quartier général fut établi à Belinchon. La seconde division, commandée par le général Grimanes, qui passa à Villemaurique, se trouva seule en péril : après avoir effectué le passage, elle prit position à Santa Cruz, entre Aranjuez et Ucles, où elle fut attaquée dans la nuit du 8 par un corps de troupes commandé par le général Montbrun. Les Espagnols, incapables de défendre leur position contre des forces aussi supérieures, l'abandonnèrent avant d'avoir éprouvé aucune perte. La première et la quatrième division, qui devaient

être stationnées à Iedra, se révoltèrent pendant la route. On attribua ce désordre à l'ambition de quelques officiers qui espéraient s'élever en flattant les soldats et en calomniant leurs chefs. Il était facile d'exciter des hommes qui attribuaient toutes leurs infortunes à la trahison, et qui étaient dans un état complet d'insubordination. Une partie voulait marcher sur Madrid, mais une divergence d'opinion empêcha l'exécution de ce projet insensé; d'autres voulaient se porter sur Despenaperros, afin de prendre position dans la Sierra Morena, pour la défense de l'Andalousie. Le général profita de cette occasion pour rétablir l'ordre; mais la difficulté de nourrir les troupes, qui s'accroissait tous les jours, la désertion rapide occasionée par les privations, et le relâchement de la discipline, le décidèrent à assembler ses officiers-généraux à Alcazas de Huete. Le duc de l'Infantado et Blanca assistaient à ce conseil, où, sur une proposition de la Pena, il fut décidé que le duc prendrait le commandement. Le respect des peuples pour les anciennes autorités et pour les formes établies avait, même dans ces tems de calamité, survécu aux lois; et le titre de président du conseil de Castille donnait au duc le moyen de lever toutes les contributions nécessaires à l'armée.

1808. DÉCEMBRE.

Le duc de l'Infantado prend le commandement.

Jamais commandement ne fut accepté dans des circonstances plus pénibles : les soldats étaient dans un état continuel d'insubordination, et l'ennemi, à trois lieues de là, se préparait à achever leur destruction. Ils étaient sans argent, sans munitions, et toujours disposés à rendre leur général victime du premier soupçon, quelque injuste qu'il pût être. Leur conduite antérieure avait prouvé qu'aucun caractère, aucun service, ne pouvait offrir de protection contre la férocité d'une multitude égarée.

Le duc ne se faisait aucune illusion en acceptant ce poste périlleux, mais il eût été peut-être encore plus dangereux de le refuser. Son rang élevé, ses manières affables, sa haine contre le prince de la Paix, et la part qu'on lui attribuait à la chute de cet indigne favori, lui avaient acquis une immense influence en Espagne. Il avait un peu perdu de sa popularité, en accompagnant Ferdinand dans son malheureux voyage de Bayonne; cependant l'opinion publique lui était toujours favorable. On annonça sa nomination à l'armée par une courte proclamation, et, peu de tems après, elle fut ratifiée et approuvée par la junte centrale.

L'armée arrive à Cuença.

Cette mesure produisit tout le bien qu'on en attendait; les soldats reprirent confiance, et l'ordre se rétablit parmi eux. Le 10 ils entrè-

1808. Décembre.

rent à Cuença, et, là, se termina une retraite de cent quarante milles. La position de cette ville la mettait à même de recevoir des secours de la Manche, de Valence et de Murcie, et la discipline commença à renaître. Trois personnes qui avaient pris une part plus active à la révolte furent jugées et exécutées; on leva des contributions pour payer les soldats, et pour les habiller : on forma des hôpitaux, et les traîneurs, ayant repris des forces, rejoignirent leurs corps. On fit de nouvelles levées, et il devint évident que, malgré tous les désastres, et nonobstant la force de l'ennemi, la trahison de quelques chefs, et l'incapacité de plusieurs autres, le peuple, par qui seul un état peut être sauvé, n'était point abattu, et avait conservé tout son patriotisme. Quelques jours après l'arrivée de l'armée, elle fut augmentée par un corps qu'on croyait avoir été coupé dans les montagnes de Rioja. L'histoire de sa retraite est également honorable pour les soldats, et pour Don Miguel Léli, comte d'Alache, qui les commandait. Ce corps formait originairement partie de l'armée de la Vieille-Castille sous les ordres de Cartaojal, qui avait été dispersée après la perte de la position de Logrogno. A la fin d'octobre, Castanos la plaça sur les bords de la Sierra de Cameros, s'étendant depuis Logrogno jusqu'à La-

Arrivée du corps du comte d'Alache.

1808. DÉCEMBRE.

gnosa; la dernière division, commandée par le comte d'Alache, et qui formait le flanc gauche de cette armée, fut envoyée à Nalda. Pendant les premières semaines de novembre, cette division eut à soutenir des attaques répétées, et elle avait en outre, ainsi que l'armée qui était sous les ordres du général Blake, les privations les plus pénibles à supporter. Néanmoins, elle parvint à emmener quatorze pièces d'artillerie de Nalda à Calahora, en vue des Français, et par des chemins qui, jusque-là, avaient été regardés comme impraticables. Dans la nuit du 21, le comte apprit qu'un corps ennemi considérable s'était avancé de Logrogno vers Ausejo; le jour suivant, il fut informé que les Espagnols qui étaient stationnés sur ces deux points, ainsi qu'à Tudetilla, s'étaient retirés sur leur droite, et qu'un corps de cinq cents hommes d'infanterie française, avec mille chevaux, s'avançait de Narja sur Calahora. Il se trouvait alors dans un danger imminent : il quitta à l'instant les bords de l'Ingua, pour se retirer à la Venta de Corde, à quatre lieues en arrière de Nalda, où il reçut pendant la nuit des instructions de Cartaojal écrites du 21 à Tudetilla, qui, en lui apprenant que les Français étaient en force à Ausejo, lui ordonnait, au nom de Castanos, de se retirer

par la Sierra d'Agreda, où lui-même allait se diriger avec toutes ses troupes pour s'opposer aux Français du côté d'Almazan. 1808. Décembre.

Au point du jour, le comte d'Alache se dirigea sur Agreda; mais, en arrivant à Villa del Rio, éloigné seulement de quatre lieues de l'endroit qu'il avait quitté, le bruit de nouveaux désastres vint le préparer à de nouveaux dangers. Agreda avait été abandonné par les Espagnols; douze cents hommes de cavalerie française étaient sur la route de cette ville à Soria, et d'autres colonnes, venant d'Almazan, devaient suivre la même direction. Des fuyards arrivaient à chaque instant, annonçant que l'ennemi s'approchait de toutes parts, et paraissait vouloir concentrer ses forces sur Agreda. Le comte sentit alors qu'il était inévitable que Cartaojal quittât cette ville, et que lui-même devait changer de route, s'il ne voulait tomber au milieu des colonnes ennemies. Il n'hésita donc pas à désobéir à des ordres qui eussent entraîné sa ruine; il marcha pendant les jours suivans dans une direction contraire, se dirigeant sur Lambreras et Montengro, où il apprit que Cartaojal était parvenu à rejoindre l'armée du centre, et l'accompagnait dans sa retraite.

Le danger dans lequel se trouvait placé le comte d'Alache fut encore augmenté par les nouvelles désastreuses qu'il reçut le 27 à Sala

1808. Décembre. de los Infantes. Quelques traîneurs, échappés à la bataille de Burgos, lui apprirent que cette ville était au pouvoir des Français : les espions l'informèrent en même tems que Napoléon, qui était à Aranda avec une force considérable, occupait tous les ponts du Duero ; que Somo Siera était menacé, et enfin que la bataille de Tudela avait été perdue. Dans la position où il se trouvait, il était également dangereux pour le comte de marcher sur un point ou sur un autre, ignorant entièrement la route qu'avaient prise les débris de l'armée qu'il désirait rejoindre. Enfin, après une longue hésitation, il se dirigea sur Canalès, à quatre lieues de Sala, dans le milieu des montagnes, espérant y rester caché, ou choisir une position favorable pour résister à l'ennemi, s'il y était attaqué. Il y passa six jours, pendant lesquels il fut informé des mouvemens des Français, et, par suite de ce qu'il apprit à cet égard, il se dirigea vers la Nouvelle-Castille, cherchant toujours à rejoindre l'armée de Castanos. Le 5, il arriva à Gintenar de la Sierra, et le 6, à San-Leonardo; ses troupes marchaient jour et nuit, et traversèrent le Duero à Berlouja. Le 9 il entra à Atienza, et les nouvelles qu'il y reçut ne firent qu'accroître son incertitude : il apprit que l'armée du centre, poursuivie par les Français, avait abandonné Guadalaxara, et les hau-

teurs de Santorcaz ; on ignorait ses mouvemens depuis cette époque. Convaincu qu'elle devait s'être retirée à Cuença, le comte marcha sur le même point ; le 11, il traversa la grande route de Sarragosse à Madrid, et passa entre la dernière division des Français et leur arrière-garde, alors sur la route de Catalogne, et arriva le 16 au quartier général. Pendant cette retraite de près de quatre cents milles à travers des routes impraticables, ce corps avait été constamment entouré par l'ennemi, sans vêtemens, sans nourriture ; le courage seul ne lui avait jamais manqué.

1808. DÉCEMBRE.

La junte centrale quitte Aranjuez.

Jamais, durant la lutte qui s'était établie en Espagne, ce pays ne s'était trouvé dans des circonstances plus graves, et, si la dissolution du gouvernement avait eu lieu, l'assujétissement du royaume devenait inévitable. La junte centrale avait trop tard aperçu le danger ; mais, lorsqu'il devint imminent, elle agit avec promptitude et sagesse. Une commission de six membres fut nommée pour expédier les affaires pendant la durée de son voyage, et communiqua officiellement aux ministres étrangers la nouvelle de son déplacement. Ceux qui en faisaient partie voyagèrent séparément, mais se réunirent à Talavera, et trois membres y furent laissés pour réorganiser les troupes qui se dirigeaient en grand nombre sur ce point. La junte se rendit

1808. DÉCEMBRE.

ensuite à Truxillo, d'où elle envoya des ordres dans toutes les provinces; elle se décida dans cette ville à choisir Séville pour le siége du gouvernement, et s'y assembla le 27 décembre.

Avant de quitter Aranjuez, Jovellanos se concerta avec le conseil royal et le conseil des Indes, pour qu'un certain nombre de leurs membres suivissent la junte centrale, et formassent un *conseil uni;* les autres membres devaient quitter Madrid, et se rendre dans leurs provinces respectives, afin d'y servir la cause nationale de tout leur pouvoir. Malheureusement, un grand nombre manquèrent à ces engagemens : quelques-uns, par faiblesse, se soumirent à l'usurpateur, plutôt que de supporter une pauvreté honorable; d'autres, plus coupables, prirent une part active dans ce nouveau gouvernement. Le conseil proposé fut seulement formé de ceux qui se rendirent à Séville.

Adresse de la junte au peuple de Madrid.

Les agens de Napoléon, sachant combien le discrédit dans lequel tomberait le gouvernement serait favorable à leurs vues, firent répandre le bruit qu'il avait sanctionné la capitulation de Madrid. Mais une proclamation de la junte démentit promptement cette assertion, et exhorta les habitans de la capitale à supporter courageusement une invasion qui ne pouvait être de longue durée, l'ennemi ayant à combattre la population entière de l'Espagne. « Conti-

nuez à lui résister, ajoutait-elle; méfiez-vous des Français : rappelez-vous qu'ils ont promis la liberté et le bonheur à toutes les nations, et que l'esclavage seul a suivi leurs promesses mensongères. Ne perdez pas l'espérance; ayez de la force et du courage, et la gloire de votre délivrance sera proportionnée aux dangers que vous aurez courus! » Les membres de la junte n'essayaient pas de cacher l'étendue des revers qu'ils venaient d'éprouver, mais ils les attribuaient à l'inexpérience des troupes, et s'efforçaient de démontrer au peuple que la monarchie n'était pas renfermée dans les bornes étroites de la métropole. « Ne croyez pas l'ennemi, disaient-ils, quand il assure que nos armées sont anéanties, que l'Espagne n'a plus de forces à opposer à l'usurpateur, ni de ressources pour échapper à la destruction. Le gouvernement qui a été choisi par le peuple n'a jamais inspiré plus de respect, ni trouvé plus de zèle pour défendre la cause nationale; à sa voix, les provinces ont redoublé d'efforts : de nouvelles levées et de nouveaux sacrifices ont remplacé le vide occasioné par nos pertes. » Le duc de Medina Sidonia offrit, à cette époque, un exemple remarquable de patriotisme en donnant, tous les mois, 250 dollars, indépendamment de sa part des charges publiques, et malgré que toutes ses propriétés de Madrid eussent été confisquées.

1808. Décembre.

1808. DÉCEMBRE.

Pendant que les efforts de la junte étaient secondés par le zèle de la nation, les grandes plaines qui occupent le centre de l'Espagne subissaient le joug des Français. Le 11 décembre, le maréchal Victor avait des détachemens à Aranjuez et à Ocagna, et le 19 il occupait Tolède. La reddition de cette ville importante, et qui tant de fois avait protesté de son patriotisme, sembla donner gain de cause à ceux qui désespéraient du salut de l'Espagne. Mais, si les Tolédans ne se signalèrent pas, comme les habitans de Sarragosse, par des sacrifices héroïques, ils ne manquèrent jamais de courage pour satisfaire à leurs devoirs. Au commencement de l'année précédente, Dupont et Vedel étaient entrés dans cette ville, et avaient levé les contributions les plus oppressives : ils n'eurent pas plus tôt continué leur route vers l'Andalousie, qu'une junte fut formée et composée des citoyens les plus recommandables. Ils contribuèrent pour des sommes considérables, et refusèrent d'obéir aux ordres successifs qui leur enjoignaient de reconnaître Joseph, sous peine de voir cinq mille Français venir les forcer à l'obéissance ; l'évacuation de Madrid les sauva de ce danger.

Quand les troupes victorieuses de Castanos se dirigèrent vers la capitale, Tolède entretint dix mille hommes de cette armée pendant trois se-

maines, fit un don patriotique de 300,000 fr., et organisa deux régimens d'infanterie, et un corps de sept cents chevaux. L'université forma, de son côté, un corps d'étudians, et, après le siége de Sarragosse, le pectoral de l'archevêché, évalué à 150,000 réaux, fut converti en argent, pour venir au secours des habitans de cette ville héroïque. Après la défaite de Burgos, les Tolédans s'adressèrent au gouvernement pour obtenir des secours et des armes; mais, au moment où ils firent cette demande, les désastres se succédaient avec tant de rapidité, que, malgré son importance, elle resta sans succès. Ils envoyèrent à Séville leur mobilier, et toutes les armes qu'on put rassembler; la junte, les autorités, et les habitans les plus distingués, quittèrent la ville : ni les menaces, ni les promesses de Napoléon ne purent les engager à revenir. Ils se retirèrent dans la partie encore libre de la Péninsule, se soumettant à la pauvreté avec cette dignité calme qui résulte d'une conscience tranquille, et de la certitude d'avoir rempli ses devoirs. Il est évident, d'après cela, que, quoique Tolède ait ouvert ses portes à l'ennemi, le même esprit qui, dans la guerre des communes de Castille, rendit cette ville le dernier refuge de la liberté, existait encore dans ses murs.

1808. Décembre.

Des détachemens de cavalerie française sor-

1808. Décembre. taient tous les jours de Tolède, d'Aranjuez et d'Ocagna, parcouraient les plaines sans défense de la Manche, pillant les villes et les villages, jusqu'au Mançanarès. Les habitans, ayant trop compté sur la résistance des armées régulières, n'avaient fait aucun préparatif de défense; plusieurs villes furent entièrement abandonnées, et laissées ouvertes à l'ennemi, qui parcourait tout le pays sans rencontrer le moindre obstacle.

Défense de Villacanos. La petite ville de Villacanos offrit seule une honorable exception. Un corps de soixante chevaux, faisant partie d'un détachement beaucoup plus considérable, qui était en quartier à Teulleque, y entra dans la nuit du 20 décembre. Les habitans se firent des armes de tout, et réussirent à chasser l'ennemi. Aidés par les paysans qui vinrent à leur secours, ils creusèrent des tranchées, formèrent des barricades avec un zèle admirable : quelques personnes de qualité s'enfuirent; mais, à ces rares exceptions près, les habitans de toutes les classes rivalisèrent de dévouement. Pendant quatre jours consécutifs, les Français renouvelèrent leurs attaques, et furent constamment repoussés : fatigués à la fin de ces efforts inutiles, et ne voulant pas s'exposer à de nouvelles pertes pour un objet aussi peu important, ils se retirèrent, et Villacanos resta libre, tandis que tout le pays à l'entour était ravagé.

Les détails de ce petit siége furent publiés par le gouvernement dans un journal extraordinaire; la ville fut exempte de contributions, et les habitans récompensés par divers priviléges. « Voilà, disait le gouvernement, l'espèce de guerre que les Français redoutent le plus : que les paysans de chaque village s'arment et se retranchent dans leurs maisons, qu'ils détruisent les routes, qu'ils interceptent les convois, qu'ils coupent les communications, et qu'à chaque pas, enfin, l'ennemi trouve la résistance la plus opiniâtre. De cette manière, ses armées seront anéanties, et nous montrerons au monde qu'une grande nation ne peut être conquise quand elle combat pour son roi et pour sa liberté. » 1808. DÉCEMBRE.

Sur ces entrefaites, les juntes de Ciudad real, de Jaen, de Grenade, de Cordoue et de Séville envoyèrent, chacune, deux députés à la Caroline, afin d'y prendre des mesures pour fortifier la Despenaperros : ce passage de la Sierra Morena était regardé comme les Thermopyles où les progrès de l'ennemi devaient être arrêtés; mais, pour cela, il fallait une armée, et il n'en existait point. La junte suprême donna l'ordre au marquis de Palaccio de travailler à rassembler les troupes dispersées, et de les réunir sous son commandement. Les juntes d'Andalousie et de la Manche firent de nouvelles levées; les bataillons de marins et les brigades Préparatifs pour défendre la Sierra Morena.

1808.
DÉCEMBRE.

d'artillerie arrivèrent de Cadix, laissant seulement trois cents hommes dans cette ville, outre les volontaires. Une autre route, par laquelle l'ennemi aurait pu traverser la Sierra, fut occupée par un détachement de cinq cents hommes; on arrêta quatorze pièces de canons qui étaient destinées pour Madrid, et elles servirent à défendre cette importante position. Dans le milieu de décembre, six mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux étaient rassemblés à la Caroline, et leur nombre s'accroissait tous les jours. Mais les plans de Napoléon ne se dirigeaient pas vers la Sierra Morena; son attention était principalement fixée sur l'armée anglaise, et il voulait arriver en Andalousie par l'Estramadure, afin d'atteindre les membres de la junte centrale dans leur fuite. Après les avoir rejoints à Truxillo, il aurait pu diviser son armée; une partie aurait marché pour s'emparer de Lisbonne, et l'autre se serait dirigée sur Séville et Cadix, dans l'espoir de venger la défaite du général Dupont.

Meurtre de San Juan.

Il n'existait aucune force dans l'Estramadure, qui pût mettre obstacle à ce plan. Après la déroute de Somo Sierra, San Juan s'était fait jour, l'épée à la main, à travers un escadron polonais. Il était parvenu à gagner Ségovie, où il avait trouvé les troupes qui s'étaient retirées de Sépulvéda; de là il s'était dirigé sur Guada-

rama, et avait rejoint le général Heredia qui commandait l'armée d'Estramadure. Ils reçurent ordre de marcher sur Madrid, et d'entrer dans cette ville par la porte de Ségovie : mais des rapports exagérés sur la force de l'ennemi se répandirent pendant qu'ils étaient en marche; la défiance accrut l'insubordination des soldats; l'artillerie et les bagages furent abandonnés, et des corps entiers prirent la fuite. Toute l'avant-garde d'Heredia se dispersa de cette manière, malgré les efforts de San Juan pour les retenir. « Ils se rallieraient à Talavera » : ce mot parcourut l'armée, et servit à chacun de prétexte pour fuir. Il restait à peine une poignée d'hommes aux deux généraux, lorsqu'ils approchèrent de Madrid, et apprirent la reddition de la ville. La seule ressource qui leur restât fut de se rendre à Talavera, dans l'espoir d'y rallier quelques troupes : une partie de l'armée avait pris cette route, pillant et ravageant tout sur son passage. Les misérables qui avaient excité le désordre et l'indiscipline parmi les troupes, commençaient à craindre que leur crime fût puni, si l'armée reprenait une forme régulière; ce qui allait avoir lieu, car un grand nombre de soldats échappés de Madrid arrivaient de toutes parts, et le gouvernement avait déjà pris des mesures pour leur rééquipement.

1808. Décembre.

1808 Décembre.

De violens murmures s'élevèrent dans l'armée contre San Juan. Il était assez naturel de l'accuser de trahison, car tout le monde connaissait la force et l'importance de la position de Somo Sierra; mais on ignorait généralement les moyens insuffisans qui avaient été mis à la disposition de ce général. La foule ne raisonne jamais, surtout quand elle est sous l'influence de la crainte; et les troupes espagnoles avaient tant souffert de l'inexpérience et de l'incapacité de leurs chefs, que lorsqu'un officier était accusé de trahison, la vengeance leur semblait un acte de justice. L'indignation contre San Juan devint générale; un moine se mit à la tête de ces furieux, et les conduisit au couvent des Augustins où San Juan était logé, en demandant sa mort à grands cris. Il essaya en vain de les calmer : ne pouvant y réussir, il tira son épée pour se défendre, mais il tomba bientôt percé de coups. Les misérables élevèrent un gibet et y suspendirent son corps, après lui avoir fait subir mille outrages. Le jour suivant, ils se mirent à la recherche d'Heredia, voulant lui faire éprouver le même sort; mais, plus heureux que San Juan, il parvint à s'échapper. Aussitôt que leur première fureur fut calmée, les soldats aperçurent les dangereuses conséquences de leur conduite; et les instigateurs de ces excès n'échappèrent que par la fuite à la punition

de leur crime. Au lieu de former une nouvelle armée à Talavera, les troupes se dispersèrent de nouveau sans avoir aucun point de ralliement. Une partie prit la route d'Andalousie; le plus grand nombre se rendit dans l'Estramadure. 1808. Décembre.

Un édit sévère fut promulgué. Les considérans portaient que si les lois martiales de l'Espagne n'infligeaient aucune punition aux déserteurs, c'est que les législateurs n'avaient pas cru possible que des militaires espagnols se rendissent coupables d'un tel crime. Par malheur, dans les derniers événemens, on avait vu des hommes assez dépourvus d'honneur pour abandonner lâchement leurs drapeaux, et qui, répandant partout le désordre et l'effroi, ne rougissaient pas d'accuser leurs généraux, pour excuser l'infamie de leur conduite. Il devenait urgent de sévir contre de tels excès : en conséquence, tout militaire qui abandonnerait son poste devait être mis à mort, et les propriétés des magistrats qui toléreraient des déserteurs dans leur juridiction devaient être confisquées. Un délai de quinze jours était accordé aux coupables pour se présenter devant les autorités et se mettre en mesure de rejoindre l'armée.

Quelques jours après l'assassinat de San Juan, et la dispersion de son armée, deux divisions de cavalerie française, commandées par les généraux Lasalle et Milhaud, entrèrent à Talavera.

1808. Décembre.

Aussitôt après la prise de Madrid, Lefebvre, qui était à Valladolid, reçut ordre de se diriger sur cette ville. Il s'avança sur Ségovie, et y entra sans qu'aucun obstacle arrêtât sa marche : le passage de Guadarama lui était ouvert, le général Hope, qui devait le défendre, venant d'être rappelé par Sir John Moore; mais lorsqu'il approcha de l'Escurial, se disposant à prendre possession de ce palais, monument d'une victoire que l'Espagne avait remportée sur la France, il trouva un grand nombre de paysans disposés à le défendre. Mal armés, sans discipline, dépourvus de chefs pour les diriger, ils ne purent résister long-tems à un ennemi aussi supérieur. Après leur défaite, les Français prirent leurs quartiers dans le palais de Philippe. Si celui qui éleva ce monument superbe avait pu apercevoir ce qui se passait dans ce moment, il aurait vu les tristes conséquences de ce système despotique que lui et son père avaient établi sur les ruines de la constitution de l'Espagne.

Lefebvre entra à Madrid le 8 décembre; sa division fut passée en revue au Prado, par Napoléon, qui la dirigea ensuite vers Tolède, tandis que Sébastiani marchait sur Talavera. Après la mort de San Juan, le commandement des troupes espagnoles fut confié à Gallazo; il prit position à Almaraz, afin de défendre la rive

gauche du Tage. En moins de quinze jours, il réunit environ huit mille soldats, mais la plupart sans armes et malheureusement trop portés à la désertion. L'Estramadure fournit les fonds nécessaires pour l'équipement de ces troupes : cette province, une des moins riches de l'Espagne, s'était distinguée depuis le commencement de la guerre par les plus grands efforts et de nombreux sacrifices. 1808. DÉCEMBRE.

Défense du Tage.

Entre Talavera et le confluent du Lietar et du Tage, on trouve quatre ponts : celui de l'Arsobispo, de Conde, d'Almaraz et du Cardinal. Avec ses forces insuffisantes, Gallazo n'avait d'autres moyens de protéger l'Estramadure que de disputer le passage du fleuve, ou de rompre les ponts s'il ne pouvait les défendre. Almaraz était le point le plus important : il y plaça dix pièces de canon, deux mortiers, y stationna trois mille hommes et fit miner le pont, afin d'empêcher plus sûrement l'ennemi de se rendre maître du passage ; mais le monument avait été construit avec une si grande solidité, que l'explosion ne servit qu'à l'endommager sans le rendre impraticable. Don Francisco Trias fut envoyé avec huit cents hommes au pont de l'Arsobispo, et, quoique l'ennemi s'en fût déjà emparé, il prit position, espérant arrêter de ce côté les progrès des Français.

Les Français passent le Tage.

Le pont du Cardinal fut assigné à un bataillon

1808. DÉCEMBRE.

de gardes vallonnes et à un escadron de volontaires de l'Estramadure. Gallazo plaça sa réserve à Jaraicejo, et envoya un officier à Truxillo pour organiser les traîneurs qui seraient en état de le rejoindre. Tandis que ce général prenait ses dispositions pour la défense de la province, la junte de Badajoz faisait les plus grands sacrifices pour l'entretien et l'équipement de cette nouvelle armée.

Dispersion de l'armée.

Malgré tous ces efforts, il y avait malheureusement peu d'espoir de résister à l'armée française réunie à Talavera. Ayant fait habilement une fausse démonstration de passage à l'Arsobispo, Sébastiani descendit jusqu'à Almaraz et traversa le Tage le 4 décembre. Les divisions espagnoles, disséminées sur une ligne trop étendue, furent battues en détail, et poursuivies sur Truxillo et jusqu'à Merida. La nouvelle de ces désastres arriva à Gallazo pendant la nuit; il craignit que l'intention de l'ennemi ne fût de couper la retraite. Pour prévenir ce malheur, il donna ordre à toute son artillerie, excepté à quatre pièces qui formaient une batterie sur la rive gauche du pont, de se retirer à Jaraicejo avec le gros de l'armée; lui-même prit cette direction avec sa cavalerie, laissant seulement trois compagnies sous les ordres de don Xavier de Hore. Cet officier fut attaqué le jour suivant par les Français, qui s'emparè-

rent du pont et de la batterie, et firent un grand nombre de prisonniers. Les Espagnols qui parvinrent à s'échapper rejoignirent le général à Miajadas. 1808. DÉCEMBRE.

Le projet de Gallazo avait d'abord été de s'arrêter à Jaraicejo, et, dans cette intention, il envoya ordre au général Hemstrosa de venir le joindre à Truxillo, avec toutes les troupes qu'il pourrait rassembler; mais de nouveaux renseignemens lui firent abandonner ce dessein, et le déterminèrent à se retirer sur Truxillo, afin de ne point être inquiété dans sa retraite.

L'inquiétude, que le général ne pouvait dissimuler, se changea bientôt, parmi les troupes, en terreur panique; les nouvelles les plus fausses et les plus désastreuses se succédaient avec rapidité, et jetaient l'alarme dans tous les cœurs. La retraite avait été commencée dans un ordre parfait, et, avant d'avoir atteint Truxillo, l'armée était dans un état de désorganisation totale. Découragé à la première approche du danger, Gallazo réunit un conseil de guerre dans lequel on décida qu'il fallait se retirer en Andalousie, la défense de l'Estramadure n'étant plus possible. Gallazo fit sauter la chapelle qui avait été changée en magasin à poudre, dans la crainte qu'elle ne tombât entre les mains de l'ennemi. Cette explosion et les autres préparatifs de fuite remplirent de terreur les habi-

1808. Décembre.

tans de Truxillo, et accrurent la confusion et le désordre qui régnaient parmi les soldats. Rien ne peut être comparé à la conduite de ces troupes: un grand nombre jetèrent leurs armes afin de fuir plus vite, et lorsque Gallazo arriva à Zalamea, éloigné d'environ cent milles de Jaraicejo, il avait à peine un millier d'hommes avec lui. Francisco Trias, qui avait été envoyé pour défendre le pont de l'Arsobispo, effectua en bon ordre une retraite plus longue et plus dangereuse. La discipline la plus sévère régnait dans cette faible troupe qui, au lieu d'être diminuée par la désertion, s'était augmentée en route de tous les traîneurs qu'elle avait rencontrés; et Trias arriva à Jaraicejo avec un corps plus considérable que celui que Gallazo y avait conduit.

Avant même que l'incapacité de Gallazo fût entièrement connue, il avait déjà été question de le remplacer, et de donner le commandement à Cuesta. Depuis son arrestation, ce général était resté à Aranjuez, et avait suivi la junte dans sa retraite. A son passage à Merida, un nombre considérable de soldats, appartenant à l'armée d'Estramadure, se réunirent, et le demandèrent pour chef. La junte de Nariva envoya une députation à la junte centrale, afin d'obtenir sa nomination; mais le gouvernement fit répondre qu'elle ne pouvait avoir lieu sans

l'approbation de la junte de Badajoz, qui s'était fait remarquer par le patriotisme le plus généreux, et par laquelle Gallazo avait été nommé : mais, après ses dernières défaites et sa fuite honteuse, il fut immédiatement privé du commandement, et remplacé par Cuesta. 1808. DÉCEMBRE.

Les erreurs de ce général étaient oubliées, parce qu'on n'avait aucun doute sur la droiture de ses intentions; et, à une époque où le mot de trahison était suffisant pour détruire une armée, il était de la plus grande importance de nommer un chef qui possédât la confiance du soldat.

Dans ce moment, toute l'Estramadure, jusqu'à Badajoz, était ouverte à l'ennemi, et la junte tremblait pour Séville. Don Joseph Seranna fut envoyé avec tous les hommes qu'on put rassembler dans la Sierra Morena pour garder les passages de Santa Otaya et d'el Ronquillo, et agir de concert avec Cuesta, en couvrant l'Andalousie de ce côté. Mais ces faibles moyens de défense auraient été insuffisans, si Napoléon n'eût pas jugé plus important de chasser l'armée anglaise hors de l'Espagne que de poursuivre ses victoires dans le sud.

LIVRE QUINZIÈME.

Campagne de l'armée anglaise sous Sir John Moore.

1808. Décembre. Les bulletins et les proclamations de Napoléon ne parlaient qu'avec le plus grand mépris du peuple anglais, et il est probable qu'à cette époque il éprouvait en effet ce sentiment pour les talens militaires de cette nation, constante rivale de sa puissance. « Ce peuple, disait-il, fomente partout la guerre, et distribue à la fois des armes et des poisons ; mais, avare de son sang, il ne le répand que pour son intérêt le plus direct : le jour où nous parviendrons à joindre les Anglais sera un jour de triomphe pour l'armée française. Puisse le continent, si long-tems désolé par les intrigues et l'égoïsme de ces insulaires, être bientôt teint de leur sang! Que ne sont-ils assez nombreux pour que le bruit de leur chute retentisse dans tous les cœurs anglais! peut-être, alors, leur gouvernement cesserait-il de se faire un jeu de la vie et de la prospérité des nations continentales! »

Napoléon représentait ensuite les Espagnols comme égarés et entraînés par le gouvernement britannique, qui, après leur avoir fourni de la poudre et des armes, et envoyé quelques troupes seulement pour les exciter, les avait ensuite abandonnés au moment du danger, lorsqu'à Tudela et à Espinosa, quarante mille hommes auraient décidé les chances de la guerre en leur faveur. 1808. Décembre.

L'Angleterre possédait à cette époque des soldats, des généraux et d'immenses ressources; mais la nation ne connaissait pas sa propre force, et le gouvernement n'avait pas encore appris à la diriger avec sagesse. On ne pouvait se résoudre à faire des efforts proportionnés au but qu'il se proposait; les leçons de l'histoire avaient été négligées, et l'expérience devait être acquise par de grands sacrifices.

L'armée anglaise entre en Espagne.

Aussitôt que la campagne de Portugal fut terminée, Sir Hew Dalrymple se prépara à entrer en campagne; mais le 6 octobre, il fut rappelé et remplacé par Sir John Moore : les préparatifs ne furent point ralentis, et, huit jours après, l'armée se mit en mouvement. A l'instant du départ, des difficultés s'élevèrent sur les moyens de transport : la junte représenta que, si on embarquait les troupes, la moitié manquerait du nécessaire, et serait hors d'état de

1808. DÉCEMBRE.

quitter la côte; il y avait à peine des vivres à la Corogne pour les dix mille hommes commandés par le général Baird, qui devaient y débarquer. On se décida donc à aller par terre, et le commissaire-général espagnol fut consulté sur la manière de nourrir l'armée pendant la route. Le général Hope, avec la cavalerie, tous les parcs d'artillerie, et quatre régimens d'infanterie, prirent la route de Madrid; le général Paget, avec deux brigades, se dirigea sur Elvas et Alcantara; le reste de l'armée marcha sur Almeida. La difficulté des chemins pour le transport de l'artillerie, par la route de Beira, rendit ce long circuit nécessaire, et força à diviser l'armée, ce qui eut plus tard les suites les plus funestes.

S'il avait été permis au peuple anglais de choisir le général qui devait commander dans cette occasion importante, Sir John Moore aurait été certainement l'objet de son choix. Né à Glasgow en 1760, il avait servi en Corse, aux Indes et en Egypte, avec la plus grande distinction: blessé en plusieurs occasions, il donna partout des preuves d'habileté et de bravoure personnelle. Malheureusement son caractère le portait à voir les choses sous l'aspect le plus sombre, ce qui, joint à la haute idée qu'il avait conçue de l'armée française et de la sagesse de

Napoléon, lui fit adopter un système de lenteur et de temporisation qui a été trop souvent celui des généraux anglais. 1808. DÉCEMBRE.

Avant le départ des troupes, Sir John les prévint que les Espagnols étaient un peuple grave, sobre et généreux, mais facile à offenser, et qui ne supportait aucune insulte. Il les exhorta à se conformer aux mœurs de la nation, et à ne pas blesser par leur intempérance ceux dont ils venaient seconder les efforts. Sa résolution de maintenir l'ordre et la discipline, ajoutait-il, serait invariable; les maraudeurs et les pillards ne trouveraient aucune grâce devant lui. Dans le but de flatter l'orgueil national, au moment d'entrer en Espagne, l'armée anglaise prit la cocarde rouge.

Le 13 novembre, le général Moore arriva à Salamanque avec son avant-garde; il y apprit la défaite de l'armée d'Estramadure à Burgos, et le jour suivant il reçut la nouvelle que les Français étaient entrés à Valladolid. Il n'avait avec lui que trois brigades d'infanterie et pas un seul canon: trouvant sa position trop hasardée, sa première pensée fut de se retirer sur Ciudad Rodrigo; mais étant informé que l'infanterie française n'était pas avancée au-delà de Burgos, il envoya ordre aux généraux Baird et Hope de concentrer leurs divisions, et de le rejoindre en toute hâte. Chaque jour lui appor-

1808. Décembre.

tait la nouvelle de nouveaux malheurs. L'armée de Blake était dispersée, et Napoléon était libre de tourner toutes ses forces contre Castanos, ou de marcher sur l'armée anglaise, afin d'empêcher la jonction. La négligence du gouvernement et la faiblesse des Espagnols commençaient à faire désespérer Sir John de leur cause. Partout régnait une inaction qu'il prenait pour de l'indifférence. Il sentait que le peuple avait un caractère qui lui était propre, très-différent de celui des autres nations, et il pensait avec raison qu'on aurait pu en tirer grand parti; mais il se trompait en croyant qu'il ne pouvait rien par lui-même.

Sir David Baird arrive à Astorga.

L'expédition sous les ordres de Sir David Baird arriva à la Corogne le 13 octobre, et telle était la négligence des autorités espagnoles, que les troupes restèrent douze jours sans débarquer, parce que la junte n'avait pas autorisé leur entrée dans la place. Ce général avait fait la guerre dans l'Inde où il avait été entouré d'une foule d'esclaves empressés à prévenir tous ses désirs; maintenant il allait parcourir un pays où les voyageurs ne trouvent jamais sans difficulté la nourriture la plus grossière. Il divisa son armée en petits détachemens qui se suivaient à une distance considérable, et se dirigea sur Astorga où il arriva le 19 novembre; il y apprit la défaite de l'armée de

Blake, et, prévoyant celle de Castanos, il consulta ses officiers-généraux, et informa Sir John Moore que leur opinion unanime était qu'il ne devait pas s'avancer davantage, jusqu'à ce que toutes les forces fussent réunies, ce qui ne pouvait avoir lieu avant le 4 décembre. 1808 Décembre.

Le général Moore apprit peu de tems après les sanglans échecs essuyés par Castanos, et la dispersion de son armée. Cet événement avait été prévu par le commandant anglais, et acheva de le décider à la retraite. Quand cette résolution fut rendue publique, de violens murmures s'élevèrent dans tous les rangs de l'armée; officiers et soldats étaient unanimes pour blâmer la conduite de leur chef.

Dans une lettre à l'ambassadeur anglais, M. Frère, écrite avant la défaite de Castanos, Sir John le consultait sur la conduite qu'il devait tenir dans le cas où cet événement aurait lieu; devait-il se retirer sur le Portugal ou marcher sur Madrid, et courir ainsi tous les risques et partager la fortune des Espagnols? « Cette question, ajoutait le général, n'est pas purement militaire, il vous appartient autant qu'à moi de la décider; vos communications avec le gouvernement espagnol, et les occasions que vous avez eues de juger l'état général du pays, vous mettent à même de vous faire une idée juste de la résistance qu'il peut offrir. Vous

1808. Décembre.

connaissez mieux les vues du cabinet britannique, et ce qu'il déterminerait s'il était sur les lieux. »

M. Frère savait combien la retraite des Anglais sur Lisbonne découragerait le gouvernement espagnol; elle devait, suivant lui, porter l'effroi dans la nation, et ferait croire que l'Angleterre, après un faible et inutile effort, était revenue à son ancien système de protéger le Portugal. Il pensait que, si la retraite devenait absolument nécessaire, l'armée devait se retirer en Galice et dans les environs d'Astorga. « Le royaume de Léon et les deux Castilles, disait-il, sont les deux provinces d'Espagne qui ont le moins de patriotisme; le peuple a été passif pendant les derniers événemens, et a paru voir avec indifférence le pays successivement occupé par le parti le plus fort. Il serait cependant injuste de blâmer les habitans: vivant dans des villages ouverts, dans de vastes plaines, sans armes et sans cavalerie, ils n'avaient d'autres moyens de défense que la fuite. Les villes ont été abandonnées à l'approche de l'ennemi, pas un seul n'a prêté serment à l'usurpateur, pas un soldat n'a servi sous ses drapeaux. L'esprit des autres provinces est plus ardent et plus déterminé; chaque homme est résolu à succomber avec son pays, s'il ne peut le sauver.» L'ambassadeur ajoutait que les plus grands avanta-

ges devaient résulter d'une marche prompte pour couvrir Madrid; les habitans de cette ville étaient remplis de courage, déterminés à se défendre, et rien ne pouvait être plus défavorable à la cause de Napoléon que le siége de la capitale. Le point important était donc de réunir une force capable de résister à l'ennemi, avant que de nouveaux renforts arrivassent de la France. La nouvelle s'était répandue que la levée de la dernière conscription avait éprouvé une forte résistance, et la lettre pastorale de l'évêque de Carcassonne semblait annoncer que ce bruit n'était pas dépourvu de fondement; un avantage obtenu en ce moment sur les Français rendrait une nouvelle levée très-difficile, si ce n'est impraticable.

1808. Décembre.

M. Frère terminait en disant que, si ces considérations, qui auraient sans doute l'approbation du gouvernement anglais, ne paraissaient pas assez décisives au général pour l'engager à marcher sur Madrid, il oserait lui conseiller de garder sa position d'Astorga; une retraite de ce point à la Corogne serait moins périlleuse qu'à travers le Portugal. Par malheur, avant l'arrivée de cette lettre, la résolution du général avait été prise; elle ne fut point ébranlée par les raisonnemens de l'ambassadeur, et il attendit seulement la jonction des troupes du général Hope, pour commencer sa retraite sur le Portugal.

1808. DÉCEMBRE.

La junte aurait désiré avoir une conférence à Aranjuez avec Sir John Moore, espérant lui prouver que des mesures promptes et efficaces pouvaient seules empêcher la ruine de la cause de l'Espagne. Cette entrevue étant devenue impossible, deux généraux, connus par leur expérience, furent envoyés à Salamanque pour conférer avec le commandant anglais. Se trompant, comme il le faisait, sur l'esprit de la nation, ne comptant pas sur ses ressources, le général Moore résista à la prière qu'ils lui firent de se joindre à La Romana; quoiqu'ils lui déclarassent que, s'il persistait dans sa résolution, sa retraite entraînerait la destruction de l'Espagne.

Le 5 décembre, une dépêche de Morla l'informa que vingt-cinq mille hommes de l'armée du centre se retiraient sur Madrid, que dix mille étaient attendus de Somo-Sierra, et que sous peu cinquante mille devaient les joindre: avec des forces imposantes, disait-il, l'armée française qui s'avançait n'était plus à craindre; mais la junte redoutait que cette armée ne s'accrût, et le priait de réunir ses troupes aux troupes espagnoles, ou de tomber sur l'arrière-garde de l'ennemi : elle ne doutait pas que la rapidité de ses mouvemens ne répondît à la gravité des circonstances. Presqu'au même instant, le colonel Charmilly, émigré français, au service d'Angleterre, arriva près de Sir John : ce colonel

était à Madrid dans la nuit du 1er; l'enthousiasme des habitans l'avait frappé; il les avait vu creuser des tranchées, former des barricades et dépaver les rues; le duc de l'Infantado l'avait assuré que Madrid était bien pourvu de munitions, que le jour même trente mille hommes s'étaient enrôlés comme volontaires, et qu'il était de la plus haute importance pour la cause commune, que le général anglais fît une diversion qui obligeât les Français à diviser leurs forces. 1808. Décembre.

M. de Charmilly rencontra en route l'ambassadeur anglais, qui suivait la junte dans sa retraite. Il lui communiqua ce que lui avait appris le duc de l'Infantado, et M. Frère le chargea d'une lettre pour Sir John Moore. M. de Charmilly arriva à Salamanque au moment où ce général délibérait sur la dépêche de Morla; il lui remit sur-le-champ la lettre de l'ambassadeur. M. Frère l'engageait fortement à suspendre la retraite, cette mesure ne pouvant manquer d'avoir des suites fatales; il considérait le destin de l'Espagne comme dépendant en ce moment de la décision qu'il allait prendre. « Je dis en ce moment, ajoutait-il, car tel est l'excellent esprit dont la nation est animée, qu'abandonnée même par l'armée anglaise, je ne désespérerais pas de sa cause. »

Après avoir lu cette lettre, et entendu les communications de Charmilly, Sir John se re-

1808. Décembre.

tira pour délibérer sur ce qu'il devait faire. Animé par le tableau de l'enthousiasme qui éclatait dans toute l'Espagne, il se détermina à écrire à Sir David Baird de suspendre son mouvement rétrograde, et de revenir sur Astorga. Malgré ces ordres, il paraît certain qu'il avait aussi peu de confiance dans le patriotisme des Espagnols, que dans ses propres moyens de résistance; et que, dans cette occasion, il sacrifia son opinion à celle du public anglais.

Le général Moore informa M. Frère que tout ce qu'on pouvait espérer, avec l'armée qu'il commandait, serait tenté pour la cause espagnole; mais les passages de Guadarrama et de Somo-Sierra étant au pouvoir des Français, il ne pouvait faire un mouvement direct sur Madrid : il était d'ailleurs beaucoup trop faible pour s'avancer, et était forcé d'attendre l'arrivée de Sir David Baird.

Sir John apprend la prise de Madrid.

Sir John Moore informa le général Baird que le 10 il dirigerait un corps sur Zamora, et lui ordonna de s'avancer par brigade jusqu'à Benevente. Le colonel Graham, qui avait été envoyé au général Morla, arriva le 9, apportant la nouvelle que les Français étaient maîtres de Madrid. Celles qu'on recevait de Tolède n'étaient pas moins décourageantes : le maréchal Victor y était entré sans éprouver la moindre résistance. Ces événemens ne changèrent rien au plan du

général; son dessein était de faire une diversion en menaçant les communications de l'armée française. Sa retraite, cependant, lui semblait toujours une chose inévitable; et, dans ses dépêches au gouvernement anglais, il le dissuadait d'envoyer des renforts, et demandait que des transports fussent prêts à Lisbonne et au Vigo, pour recevoir ses troupes, étant pleinement convaincu que, malgré ses efforts, il serait forcé d'évacuer la Péninsule. Ayant pris la résolution de s'avancer, il écrivit à La Romana qui était alors à Léon, occupé à rassembler les débris de l'armée de Blake. Dans cette lettre, Sir John se plaignait de n'avoir eu aucune communication avec les armées espagnoles, de ne pas connaître leurs mouvemens, et d'être dans une ignorance complète sur les plans des généraux et sur ceux du gouvernement. Le respect que lui inspirait le caractère du marquis lui faisait désirer de s'entendre avec lui sur ce qu'il serait possible de faire pour la cause espagnole.

1808. Décembre.

Les détails que, dans sa réponse, La Romana donnait sur sa position, étaient loin d'être satisfaisans. Il avait vingt mille hommes sous les armes, mais dans l'état le plus déplorable: sans habits, sans chaussures, et manquant de tout. Ces troupes, cependant, étaient animées du meilleur esprit; le manque de vivres avait seul occasioné leur dispersion en

1808. Décembre.

Biscaye, et il ne doutait pas que, réunies à l'armée anglaise, elles n'opérassent une puissante diversion. Le général Moore partit de Salamanque le 12; lord Paget, avec le principal corps de cavalerie, quitta Toro et marcha sur Tordesillas; et le même jour le général Steward surprit et mit en déroute un détachement français posté à Rueda: ce fut le premier engagement en Espagne entre les troupes françaises et anglaises. Des dépêches, interceptées du quartier impérial, furent remises le 19 au général Moore: il s'y trouvait une lettre du prince de Neufchâtel au maréchal Soult, qui lui ordonnait de prendre possession de Léon, d'attirer l'ennemi en Galice, et de se rendre maître de Benevente et de Zamora. « Vous n'aurez point d'armée anglaise devant vous, disait le major-général, car tout porte à croire qu'elle est en pleine retraite; et un mouvement que l'empereur a dirigé sur Talavera doit lui faire hâter sa marche sur Lisbonne. » Il paraissait certain, d'après cette lettre, que Soult avait deux divisions avec lui à Saldana; que Junot en rassemblait une à Burgos, et qu'une autre, sous les ordres du duc de Trévise, devait marcher contre Sarragosse.

Jonction des troupes anglaises le 20 décembre.

Cette dépêche, en démontrant à Sir John l'inutilité de sa marche sur Valladolid, le décida à se porter sur Toro, où, après avoir joint les troupes de Sir David Baird, il pourrait faci-

lement écraser le corps du maréchal Soult qui se trouvait sans appui immédiat. La jonction de ces troupes eut lieu le 20 à Mayorca. L'armée anglaise ainsi réunie formait une masse de trente mille combattans, dont deux mille cinq cents chevaux, et cinquante pièces d'artillerie. La cavalerie, commandée par lord Paget, poussa en avant, et ayant appris qu'un corps ennemi était placé à Sahagan, ce général chercha à le surprendre; mais les Français, prévenus à tems, prirent une position favorable: ils en furent cependant chassés et mis dans une déroute complète, après avoir perdu plus de deux cents hommes.

1808. Décembre.

Le 21, le quartier général anglais était à Sahagan : le tems était froid, les routes couvertes de neige, et abîmées en plusieurs endroits par des torrens débordés. Les soldats, fatigués par des marches forcées, eurent besoin d'un jour de repos; le général en profita pour se concerter avec La Romana, dont les troupes devaient agir simultanément. Le marquis s'engageait à fournir dix mille hommes qui devaient occuper une partie des forces de l'ennemi; et, en cas de succès, compléter sa destruction. Suivant les instructions prises par La Romana, le corps du maréchal Soult était de neuf mille hommes d'infanterie et de mille chevaux; mais il fut bientôt renforcé par les divisions Laborde et

1808. DÉCEMBRE. Loison, composant le huitième corps : les forces du maréchal s'élevèrent alors à dix huit mille hommes qui prirent position derrière le Carrion.

Tout, dans l'armée anglaise, était préparé à l'attaque. On avait disposé les couvens de Sahagan pour les blessés : l'impatience des troupes était extrême. A l'heure indiquée, toute l'armée était sous les armes, les colonnes de droite commençaient à s'ébranler, lorsqu'une lettre de La Romana annonça que les Français s'avançaient à marches forcées par la route de Madrid à Valladolid, et que de nouveaux renforts étaient arrivés au maréchal Soult. Reconnaissant tout le danger de sa position, le général Moore donna sur-le-champ à ses colonnes l'ordre de rétrograder : quelques murmures se firent entendre ; mais la contenance des troupes n'était plus la même : ceux qui, un instant auparavant, étaient remplis de confiance, paraissaient abattus et découragés. Le lendemain matin, le général Hope se retira sur Mayorea avec sa division. Sir David Baird passa l'Ezla à Valancia de San Juan ; et, le 25, le général en chef suivit le général Hope avec la totalité de la réserve et les brigades d'infanterie légère : la cavalerie, sous les ordres de lord Paget, se mit en route le jour suivant. Une lettre du général Moore au marquis de La Romana annon-

çait qu'il ne combattrait pas s'il pouvait l'éviter; mais que, si, après avoir traversé l'Ezla, il était serré de trop près, il tenterait le destin d'une bataille ; qu'Astorga serait le point de ralliement, et qu'en cas de revers il comptait sur son aide pour se défendre en Galice. Mais une dépêche du 28 de Benevente, adressée au même général, l'avertissait d'un changement dans la résolution de Sir John. Ses troupes, disait-il, ne s'élèveraient à pas plus de vingt-sept mille hommes quand il aurait atteint Astorga, tandis que quarante mille hommes, commandés par Napoléon en personne, s'avançaient à marches forcées; son intention était de ne s'arrêter à Astorga que le tems nécessaire pour assurer ses subsistances, et de se retirer ensuite à Villa Franca. 1808. DÉCEMBRE.

Sir David, qui, en quittant Astorga, avait pris la route la plus directe, arriva heureusement à Valancia de San Juan, suivi par les malades et les blessés qui devaient y passer la nuit; mais, à peine arrivé, l'alarme fut donnée, et on tenta sur-le-champ le passage de l'Ezla, qui, grossi par la fonte des neiges, offrait de grands dangers : il l'exécuta cependant avec bonheur, et sans autre perte que celle de quelques bagages. Passage de l'Ezla.

Sir John arriva le 27 à Benevente, avec l'autre division de son armée; à peine entré dans la ville, il apprit la nouvelle de l'approche des

1808. Décembre. Français. Des ordres furent donnés pour détruire le pont, ce qui, pendant quelque tems, arrêta les progrès de l'ennemi, et donna aux troupes anglaises le tems de continuer leur retraite. L'infanterie et l'artillerie étaient déjà éloignées, lorsqu'on apprit que les Français avaient trouvé un gué, et se disposaient à traverser la rivière. La cavalerie était encore dans la ville, commandée par les généraux Paget et Steward; elle fut bientôt en présence de l'ennemi. Quatre escadrons de chasseurs de la garde avaient déjà traversé la rivière : lord Steward se mit lui-même à la tête des troupes et chargea ces escadrons. Les Français se défendirent avec valeur ; mais, entourés par cette troupe nombreuse, ils furent bientôt forcés de repasser l'Ezla. Plus de soixante hommes blessés ou démontés, parmi lesquels se trouvait le général Lefebvre-Desnouettes, restèrent entre les mains des Anglais. Les escadrons de la garde se reformèrent de l'autre côté de la rivière, et se préparaient à une seconde attaque pour délivrer leur colonel; mais deux pièces d'artillerie légère que les Anglais firent approcher du pont, et qui tirèrent à mitraille, contraignirent les chasseurs à abandonner leur dessein.

Sir John arrive à Astorga. 30 Décembre. L'ardeur des Français fut évidemment ralentie par cette nouvelle preuve de la valeur anglaise; ils continuèrent cependant leur pour-

1808. DÉCEMBRE.

suite, mais si faiblement et à une si grande distance, que l'arrière-garde, qui avait été engagée le matin, atteignit Baneza avant la nuit, sans avoir été inquiétée.

Le jour suivant, le commandant en chef arriva à Astorga, où il trouva le corps d'armée du marquis de La Romana. Cinq mille hommes seulement étaient en état de combattre : une fièvre de l'espèce la plus contagieuse régnait parmi ces troupes épuisées de fatigue et affaiblies par des privations de tous genres. Le marquis arriva le même jour, et il ne put cacher sa surprise en voyant déjà une partie de l'armée anglaise sur la route de Villa Franca, et un seul régiment de cavalerie laissé du côté de Baneza. Il représenta à Sir John l'avantage de sa position, et la nécessité d'en profiter pour arrêter les progrès de l'ennemi : il lui rappela que son parc d'artillerie était à Pontferrada, avec ses hôpitaux et ses magasins ; qu'il avait plus de deux cents malades à Villa Franca, et qu'ainsi la défense du Bierzo était pour lui d'une grande importance. Sir John lui répondit que sa détermination de se retirer en Galice était invariable, que la sûreté de ses troupes l'exigeait. Il priait le marquis de laisser libre la route de Manzanal, son intention étant de défendre la principale entrée de la Galice par Villa Franca. Suivant cet arrangement, La Romana devait, avec les

1808. Décembre.

troupes espagnoles, prendre le passage de Foncebadon, entrer par le val de Errar et Puebla de Sanaria.

La Romana donna dans cette occasion une grande preuve de la générosité de son caractère. Dans la situation déplorable où se trouvaient ses troupes, qui ressemblaient plutôt à une ambulance qu'à une armée, il eût été naturel de supposer qu'il chercherait à assurer sa retraite à la Corogne ou au Ferrol, sous la protection de l'armée anglaise; mais il avait trop de fierté pour s'attacher ainsi comme un fardeau à un allié qu'il devait seconder, et avec lequel il avait eu l'espoir de combattre : il consentit donc sans hésiter à la proposition du général anglais.

En quittant Benevente, le général Moore avait dit à ses troupes que son mouvement rétrograde n'avait pour but que de s'assurer d'une position favorable; mais, arrivé à Astorga, il devint évident pour tous qu'on ne se retirait pas, mais qu'on fuyait devant l'ennemi. Il fallut abandonner des canons, les gros bagages, et détruire une partie des munitions qui ne pouvaient plus suivre dans une marche aussi précipitée.

Le général Moore continue sa retraite.

Deux brigades, sous les ordres du général Crawfurd, furent détachées par la route d'Orense à Vigo; Sir John, supposant ce point

d'embarquement plus sûr, avait donné ordre à ses transports de s'y trouver. Ces troupes précédèrent La Romana dans la route qu'il devait suivre, en sorte que, lorsque ce général arriva avec son armée, le pays était déjà dépourvu de tous moyens de subsistance. Le général Fraser, avec sa division, marcha sur Lugo, suivi par le général Hope et par Sir David Baird. La plus grande diligence étant recommandée par leurs instructions, ils parcoururent en quarante-huit heures les vingt-cinq lieues qui séparent Villa Franca de Lugo. 1808. Décembre.

Il paraît évident que le général Moore connaissait mal la nature du pays dans lequel il opérait sa retraite. A l'ouest d'Astorga, deux chaînes de montagnes s'étendent du nord au sud : Puerto del Rabanal, Cruz de Ferro et Foncebadon forment la branche de l'est ; à l'ouest on trouve le Puerto del Cabrero, Puerto del Courel et le Puerto del Aguiar : ces montagnes se joignent au sud aux Sierra de Sanabria, de Cabrera et d'Aquilianos. Le pays qu'elles entourent se nomme le Bierzo ; il contient environ seize lieues du nord au sud, et quatorze de l'est à l'ouest. Toutes les eaux de ce versant se jettent dans le Sil, et passent à travers une gorge étroite, au val d'Orras en Galice, dont le centre forme une plaine d'environ cinq lieues ; il n'y a pas dans toute l'Espagne de position plus formi-

1809. JANVIER.

dable. Deux routes seulement conduisent au Bierzo : la principale, celle de Manzanal, est une des plus belles de l'Europe ; elle mène à un défilé où La Romana observa qu'un millier d'hommes arrêterait une armée entière. Le corps de Sir David Baird avait pris cette direction : il ne croyait pas possible de reculer au-delà de ce point, mais le général en chef ne voyait de sécurité qu'après avoir atteint la côte où il espérait trouver ses transports. Sa retraite seule, disait-il, le rendait invulnérable ; et pour l'effectuer plus sûrement, il avait déjà détruit une partie de ses bagages, de ses munitions, et abandonné un grand nombre de malades.

Désordres commis par l'armée anglaise.

Des brouillards épais entourent toujours le sommet de ces montagnes : les routes étaient couvertes de neige, et le pays, épuisé depuis long-tems par les marches continuelles des troupes anglaises et espagnoles, n'offrait plus aucune ressource. La confusion avec laquelle on distribuait le peu de vivres qu'on parvenait à se procurer augmentait encore le désordre qui régnait parmi les troupes : ces hommes affamés, à demi morts de froid, secouèrent le joug de toute discipline. Des maisons et des villages entiers étaient livrés aux flammes ; les paysans épouvantés s'enfuyaient dans les montagnes, s'attendant à de plus grands excès encore de la part de l'ennemi : des fusils, des canons, des munitions,

des chevaux tués ou mutilés, couvraient partout la route ; et des cadavres revêtus de l'uniforme anglais attestaient aussi la vengeance des Espagnols. Les efforts des généraux, pour mettre fin à ces excès, furent inutiles : leur voix était méconnue, et le désordre se répandit si promptement, que l'armée entière fut menacée d'une dissolution totale. 1809. JANVIER.

Napoléon, informé que la cour de Vienne se disposait à reprendre les armes, se décida à quitter l'Espagne et à retourner en France : il laissa dix-huit mille hommes au maréchal Ney pour garder la partie du pays qui était déjà soumise, et contenir les troupes de La Romana. Le maréchal Soult, à la tête de vingt-trois mille hommes, fut chargé d'inquiéter le général Moore dans sa retraite, et d'anéantir l'armée anglaise. La tâche du maréchal était facile à remplir : il ne fallait que suivre de loin ces troupes désorganisées, que la fatigue et les privations avaient réduites à l'état le plus déplorable. Dans leur marche précipitée, elles abandonnaient leurs malades, coupaient les jarrets des chevaux qui ne pouvaient plus suivre, et détruisaient leurs bagages et leurs munitions. Napoléon quitte l'Espagne. 7 JANVIER.

L'artillerie et le quartier général étaient à l'avant-garde ; les colonels du général Baird et la cavalerie couvraient la retraite. L'avant-garde ennemie, commandée par le général Combat de Cabelos.

1809. JANVIER.

Colbert, les suivait de près. Ayant été rejoint par la division du général Merle, ils n'hésitèrent point à attaquer les Anglais au défilé de Cacabelos. Les Français furent d'abord repoussés, et le général Colbert, qui s'était porté en avant de sa brigade, reçut une balle dans le front, qui le renversa de cheval : c'était un officier de la plus grande espérance, et qui emporta dans la tombe les regrets de tous ses compagnons d'armes.

Ce combat augmenta encore le désordre qui régnait parmi les troupes anglaises. Villa Franca devint le théâtre des scènes les plus affligeantes : on eût dit une ville prise d'assaut, et non une ville occupée par des troupes amies.

L'armée continue sa retraite.

De Villa Franca à Castro, la route est une montée continuelle d'environ quinze lieues, à travers le pays le plus sauvage. Dans quelques endroits, les montagnes sont cultivées, mais elles étaient alors couvertes de neige, et il était impossible de se procurer ni vivres ni abri. Tout ce que cette misérable armée avait souffert n'était que le prélude des scènes d'horreur qui devaient suivre : la route était couverte de soldats qui expiraient de froid, de besoin et de fatigue; l'humiliation de fuir devant l'ennemi ajoutait encore à leur misère, et leur dernier soupir était mêlé d'imprécations contre les Espagnols qu'ils supposaient les avoir trahis, et

contre leurs généraux qui n'avaient pas osé tenter le sort d'une bataille. Tandis que l'armée suivait cette route, elle rencontra un convoi de trente ou quarante caissons remplis d'armes, de munitions, d'habits et de souliers, envoyés d'Angleterre pour l'armée de La Romana. La plupart de ces objets furent distribués aux soldats qui passaient; on détruisit le reste. Des voitures chargées d'argent furent abandonnées, ou jetées dans les précipices qui bordaient la route, pour empêcher les Français d'en profiter.

Les différentes divisions de l'armée anglaise devaient toutes se rassembler à Lugo. Dans l'état de désorganisation où se trouvaient les troupes, Sir John jugea qu'une halte de deux jours devenait indispensable pour essayer de rétablir la discipline, avant de continuer son mouvement sur la Corogne : il avait abandonné le projet de se rendre à Vigo, qui était plus éloigné, et dont la route n'était pas praticable pour l'artillerie. Les brigades des généraux Crawfurd et Alton étaient cependant dirigées sur ce point, et devaient être suivies par la division du général Fraser. Un contr'ordre lui fut envoyé : mais elle avait déjà une journée de marche, et elle arriva trop tard à Lugo pour pouvoir profiter du repos qui avait été accordé aux autres troupes. Le 5, on apprit l'arrivée d'un corps

1809. JANVIER.

ennemi considérable ; il n'était séparé de l'arrière-garde que par une vallée étroite.

Le jour suivant, les avant-postes furent attaqués et défendus avec valeur; la vue de l'ennemi et l'approche du combat avaient rendu le courage aux Anglais. Le gros des troupes françaises arriva pendant la nuit du 6 au 7. Sir John Moore, s'attendant à une attaque sérieuse, rassembla toutes ses forces; il avait une grande confiance dans le courage de ses troupes, et l'approche de l'ennemi avait momentanément rétabli la discipline. La journée cependant s'écoula sans aucun engagement sérieux entre les deux partis, et, d'après les habiles dispositions de son adversaire, Moore, étant convaincu qu'il ne pouvait garder sa position, se décida à continuer sa retraite sur la Corogne. Il prit la précaution de faire allumer de grands feux sur toute sa ligne, ce qui, joint au bruit prolongé du mouvement de retraite, fit croire à l'ennemi qu'il se préparait au combat. Avant de quitter Lugo, Sir John fit dire aux troupes que leur sûreté dépendait entièrement de la régularité de leur marche; les traîneurs ou ceux qui s'écarteraient dans les villages ne pouvaient manquer de tomber entre les mains de l'ennemi. Ils n'avaient plus que quinze lieues pour arriver au terme de leur fatigue, et il attendait ce dernier effort de leur courage.

Ces exhortations firent peu d'effet, dans l'état déplorable où se trouvaient les troupes; mourant de faim et sans chaussure, il était impossible aux soldats de garder leurs rangs. Le maréchal Soult cependant ayant perdu douze heures, l'armée anglaise, après des fatigues inouies, arriva enfin au terme de tous ses efforts. 1809 JANVIER.

Si le général Moore n'avait pas toujours représenté la cause de l'Espagne comme sans espoir, il aurait pu trouver à la Corogne des renforts qui l'auraient mis à même de se venger des revers et des souffrances qu'il venait d'éprouver; mais, bien loin de là, ses demandes avaient toujours eu pour but de lui faciliter les moyens d'évacuer la Péninsule. Par une fatalité qui semblait attachée aux opérations de ce général, les bâtimens qui avaient transporté d'Angleterre les troupes du général Baird avaient été envoyés à Vigo; l'ordre de se rendre à la Corogne leur fut promptement expédié. Heureusement pour l'honneur britannique, ils furent retardés par les vents contraires; sans quoi, les troupes anglaises auraient quitté l'Espagne en fugitives.

La position de la Corogne était peu favorable; il aurait fallu un plus grand nombre de troupes pour occuper les collines qui entourent la ville à la distance de trois ou quatre milles. On fut forcé de les abandonner à l'ennemi, et il

1809. JANVIER.

fallut se contenter de défendre celles qui sont plus basses et plus rapprochées. La situation de l'armée anglaise paraissait si dangereuse, que plusieurs officiers généraux conseillèrent à Sir John de demander une capitulation au maréchal Soult. Heureusement pour ce général, il rejeta cet avis, et l'Angleterre lui doit de la reconnaissance pour avoir sauvé l'armée de cette ignominie, en lui permettant de se retirer avec honneur, après avoir donné une dernière preuve de courage.

Bataille de la Corogne.

Une division, sous les ordres du général Hope, occupait une colline située sur la gauche et qui commandait la route de Betanzon. Cette division s'étendait jusqu'au petit village d'Elvina, où les troupes de Sir David Baird étaient placées. Toutes ces troupes réunies formaient un demi-cercle. Sur la droite de Sir David, un autre corps, traversant la vallée, communiquait avec la division du général Fraser, qui était à un demi-mille de la Corogne, près de la route de Vigo. La réserve, commandée par le général Paget, occupait un village sur la route de Betanzon, en arrière du centre de la ligne générale.

Le 13, le général Moore fit sauter un magasin contenant quatre mille barils de poudre envoyés d'Angleterre, et qui avaient été abandonnés là, tandis que les armées espagnoles manquaient de munitions. L'explosion fut si

terrible, qu'elle se fit entendre à plus de trois lieues de distance, et un village, peu éloigné du magasin, fut entièrement détruit. 1809. Janvier.

Le 12, on aperçut les Français qui s'avançaient sur la rive opposée du Mero : ils prirent position près du village de Perillo, et occupèrent toutes les maisons situées le long de la rivière; leur force paraissait considérablement accrue. Le 14, la journée commença par deux ou trois volées d'artillerie légère, et finit par quelques escarmouches; le 15, les bâtimens de transport arrivèrent de Vigo, et les Français purent voir l'ennemi embarquer ses malades, ses blessés, une partie de son artillerie, et ce qui lui restait de cavalerie. Les préparatifs d'embarquement furent terminés le 16 au matin, et le général annonça que, si les Français ne s'avançaient pas pendant la journée, le soir la réserve serait aussi embarquée. A midi, Sir John monta à cheval, et visita tous les avant-postes. Un instant après, un déserteur lui apprit que l'armée ennemie se mettait en mouvement, que ses troupes légères descendaient la colline pour attaquer l'aile gauche des Anglais, et que les avant-postes étaient déjà engagés.

Ce point était occupé par la brigade de lord William Bentinck : sa position était mauvaise, mais il était de la plus grande importance de s'y maintenir; autrement, la ruine de l'armée

1809. JANVIER. était inévitable : lord Paget reçut ordre de le soutenir avec la réserve. L'ennemi ouvrit le feu avec une batterie de douze pièces avantageusement placée sur une hauteur. Deux fortes colonnes sortirent d'un bois, et se dirigèrent vers la droite ; une troisième colonne se porta sur le centre ; une quatrième s'avança lentement sur la gauche, tandis qu'une cinquième restait à moitié chemin de la colline, dans la même direction. Le combat devint très-vif sur toute la ligne, et se prolongea sans avantage marqué pour les Français. Sir David Baird, étant à la tête de sa division, eut le bras emporté par une bombe.

L'intention du maréchal Soult était de forcer la droite des Anglais, de se placer entre la Corogne et l'armée, et de couper ainsi la route qui conduisait au point d'embarquement. Ce mouvement n'ayant pas réussi, il chercha à les déborder ; mais le 7e régiment, ayant fait un changement de front, commença un feu très-vif, qui arrêta les progrès des Français : ayant été rejoint par le 50e, ils chargèrent l'ennemi, et le chassèrent du village d'Elvina.

Sir John, se plaçant devant le front du 32e, s'écria : « Montagnards, souvenez-vous de l'Egypte ! » Ils s'élancèrent à la poursuite des Français, conduits par le général lui-même. L'ennemi entretenait un feu très-vif, et son artillerie était prin-

cipalement dirigée vers le point où se trouvait le général Moore. Au moment où il s'avançait pour donner un ordre, il fut frappé par un boulet, et renversé de cheval. Un officier, qui était près de lui, le reçut dans ses bras et crut, en voyant le calme de ses traits, que la blessure n'était pas mortelle; mais on ne conserva pas long-tems cet espoir: tous les efforts pour arrêter le sang furent inutiles, et le général fut transporté mourant à l'arrière-garde. Pendant le trajet, il faisait des questions fréquentes sur l'issue de la bataille, et parut satisfait en apprenant que le feu de l'ennemi était ralenti. Pendant ce tems, le général Paget soutenait l'aile droite avec la réserve: le colonel Breckwit, à la tête de son régiment, repoussa les Français, et s'avança assez près pour s'emparer d'une de leurs pièces; mais, un corps supérieur s'étant approché, il fut forcé de se retirer, jusqu'au moment où, rejoint par le général Paget, ils attaquèrent le corps, et le mirent dans une déroute complète. L'ennemi s'avança sur le centre, et fut encore repoussé; ses efforts pour s'emparer d'une position sur la gauche furent également inutiles. La nuit approchait: il fut obligé de se retirer, et d'abandonner le champ de bataille; le feu cependant ne cessa entièrement que très-tard dans la soirée.

1809. JANVIER.

1809.
JANVIER.

Jamais bataille ne fut gagnée dans une situation plus critique. Les Anglais avaient à peine quinze mille hommes ; les Français en comptaient plus de vingt mille, bien équipés, bien nourris : le moral de ces troupes était excellent ; tandis que l'armée anglaise, accablée de fatigue, sans habits, sans munitions, n'avait pour elle que son courage. Elle avait fait une perte de six ou sept mille hommes dans sa retraite ; celle des Français, dans cette affaire, s'éleva à près de deux mille.

Le général Moore vécut assez long-tems pour apprendre le gain de la bataille : « J'espère, dit-il, que le peuple anglais sera satisfait, et que mon pays me rendra justice. » S'adressant alors au colonel Anderson, qui, pendant vingt ans, avait été son ami et son compagnon d'armes, il lui dit : « Ne me plaignez pas ; vous savez que j'ai toujours désiré mourir de cette manière. Vous verrez mes amis, vous verrez ma mère, dites-leur... » Mais sa voix s'affaiblit, il ne put continuer ; après un moment de silence, il reprit : « Je souffre beaucoup, je crains d'être long-tems à mourir. » Il serra la main d'Anderson, et, peu après, il expira. Aucun général, dans l'armée anglaise, n'inspira jamais un respect aussi universel ; aucun homme ne fut plus aimé, et ne montra plus de vertu dans la vie privée. Tous l'avaient jugé digne du

commandement en chef; plus de confiance en lui-même, moins de circonspection, et une idée moins exagérée du talent des généraux français, l'auraient placé à la hauteur de sa situation. Il était personnellement d'une bravoure extrême, mais il avait le malheur de douter du courage de ses troupes, et il se laissa abattre par les premiers revers. Mais on se rappellera toujours avec reconnaissance que, lorsque les officiers généraux lui conseillèrent de demander une capitulation, il rejeta cet avis avec indignation, et sauva ainsi l'honneur de l'Angleterre. Sir John avait dit souvent que, s'il périssait dans une bataille, il désirait être enterré à l'endroit où il serait tombé: afin de satisfaire à sa demande, on transporta le corps à minuit dans la citadelle. Une tombe fut creusée sur le rempart, et, comme on n'avait pu se procurer de cercueil, ses aides-de-camp l'enveloppèrent dans son manteau militaire. A peine ce dernier devoir était rempli, qu'ils furent obligés de se retirer, dans la crainte d'une nouvelle attaque.

1809. JANVIER.

Le général Hope, qui avait pris le commandement, profita de l'obscurité pour rentrer à la Corogne; ce mouvement se fit avec tant d'ordre, que les Français restèrent jusqu'au matin dans l'incertitude. Le général Beresfort, avec une arrière-garde de deux mille hommes, couvrit le point d'embarquement; le major géné-

1809. Janvier.

ral Hill, avec la réserve, occupait un promontoire derrière la ville. Presque toute l'armée fut embarquée pendant la nuit : l'arrière-garde seule était encore dans les faubourgs du côté du port ; dans l'après-midi, elle se rendit à bord de quelques bâtimens restés pour la recevoir. Le maréchal Soult jeta alors quelques bataillons de troupes légères sur les hauteurs de Sainte-Lucie, qui commandaient le port, et une batterie, avantageusement placée, commença à tirer sur la flotte anglaise; les capitaines de navires, effrayés, levèrent l'ancre aussitôt, et gagnèrent le large. Ainsi se termina la première campagne de l'armée anglaise en Espagne.

LIVRE SEIZIÈME.

Traité entre l'Angleterre et l'Espagne. — Reddition de la Corogne et du Ferrol. — Situation de La Romana. — Rentrée de Joseph à Madrid.

HEUREUSEMENT pour les intérêts de l'Angleterre, et surtout pour son honneur, le gouvernement nourrissait encore les espérances généreuses qui paraissaient avoir abandonné ses généraux dans la Péninsule, et agissait d'une manière à la fois plus noble et plus prudente. Au moment même où on apprenait les pertes des Espagnols et la retraite de l'armée anglaise, un traité, signé à Londres, établissait entre la Grande-Bretagne et la partie de la nation espagnole qui combattait pour Ferdinand, une paix inviolable et permanente, et une alliance offensive et défensive qui ne devait avoir de terme que celui de la lutte contre la France. Le même acte consacrait l'entier oubli de toutes les hostilités commises par les deux nations, dans les dernières guerres où elles avaient pris les armes 1809. JANVIER.

1809 JANVIER. l'une contre l'autre. Le roi d'Angleterre s'engageait à aider les Espagnols de tout son pouvoir et à ne reconnaître d'autres souverains de l'Espagne et des Indes, que Ferdinand, ses héritiers ou, à leur défaut, les princes choisis par la nation. Le gouvernement espagnol promettait de son côté, au nom de Ferdinand, de ne jamais céder à la France aucune partie du territoire et des possessions que la monarchie possédait dans les deux mondes. Les deux parties contractantes s'engageaient en outre à faire cause commune dans la lutte actuelle, et à ne jamais traiter de la paix, sans leur consentement mutuel.

Un article supplémentaire établissait que, vu la difficulté, dans les circonstances présentes, de poser les bases régulières d'un traité de commerce, on aurait à s'en occuper aussitôt que les événemens le permettraient. En attendant, un réglement temporaire pourvut aux moyens d'accorder au commerce des deux nations toutes les facilités que pouvait comporter leur situation respective. Par un autre article séparé, le gouvernement espagnol était invité à prendre les mesures les plus promptes pour empêcher les escadres qui étaient dans ses ports de tomber au pouvoir des Français; mais, avant que le traité fût arrivé en Espagne, l'enlèvement des vaisseaux, que cet article était

destiné à prévenir, avait déjà eu lieu dans les ports de la Galice. 1809. JANVIER.

Reddition de la Corogne.

Lorsque Sir John Moore se disposait à quitter la Corogne, les Anglais établis dans cette ville n'osaient espérer que les habitans voulussent protéger son embarquement. « Les Galiciens, disaient-ils, seraient en droit de nous reprocher que l'appareil de nos forces, déployé dans leur pays, les a empêchés de défendre leurs montagnes; que nous avons livré à l'ennemi les passages qu'ils nous avaient confiés, et que, négligeant tout, excepté notre propre sûreté, nous avons laissé les Français s'emparer de leur territoire. Certainement, s'ils tenaient un pareil langage, s'ils posaient les armes au moment où le danger nous ramène vers nos vaisseaux, nous n'aurions aucun droit de nous plaindre de leur abandon. » Mais ce doute était un outrage pour la noblesse du caractère espagnol. Les Galiciens avaient lieu d'être surpris, il est vrai, de voir une armée, dont la présence avait inspiré l'admiration et fait naître les plus belles espérances, abandonner, presque sans combattre, des contrées aussi faciles à défendre. Les espérances les mieux fondées étaient déçues; cependant on ne vit pas ceux qui avaient été les victimes des funestes opérations de nos généraux manifester le moindre ressentiment. Du moment où l'on avait pu craindre l'entrée de l'ennemi en Galice,

1809.
JANVIER.

don Antonio d'Alcedo, gouverneur de la Corogne, avait fait les plus vigoureux préparatifs de défense. Ce militaire est connu comme auteur d'un fort bon Dictionnaire géographique de l'Amérique espagnole, et il eût été heureuxpour lui que son nom pût être passé sous silence dans l'histoire de son pays. Tant qu'il put croire que l'armée anglaise ferait bonne contenance, et occuperait au moins la Corogne et le Ferrol, il montra les dispositions les plus énergiques, engagea les habitans à fournir des fascines, des solives et des pieux pour la construction de nouveaux ouvrages, et invita les femmes à faire des sacs de toile qui, remplis de terre, devaient servir de gabions. « Espérons, disait-il dans une proclamation, que la Corogne saura mériter, par sa résistance, la même gloire que Girone, Valence et Sarragosse. Mais si la fortune nous trahit, je m'ensevelirai sous les ruines de cette forteresse, plutôt que de la livrer à l'ennemi; je terminerai mes jours avec honneur, et, sans doute, tous mes compagnons d'armes suivront mon exemple. » La manifestation d'une pareille volonté était, sur tous les points de la Péninsule, accueillie avec un enthousiasme qui, d'avance, en annonçait l'accomplissement.

La Corogne aurait pu résister long-tems à tous les moyens d'attaque que le maréchal Soult préparait pour s'en emparer; mais, lorsqu'une ar-

mée anglaise qui, par ses communications ouvertes avec la mer, était à même de recevoir de prompts et nombreux secours, pensait à abandonner cette place, doit-on s'étonner que les habitans aient renoncé à l'espoir de la défendre avec succès? Déjà leur gouverneur se disposait à les trahir; il eut cependant assez d'honneur pour différer de proposer sa capitulation jusqu'au moment où le dernier transport anglais se trouva hors d'atteinte de l'ennemi. Alors on s'entendit aisément sur les conditions; Alcedo demanda précisément celles que les Français lui auraient imposées. Il se borna, en effet, à exiger une amnistie générale. Tous les employés devaient conserver leurs fonctions et leurs émolumens, et prêter serment de fidélité à Joseph. Les militaires pouvaient, à leur choix, se retirer ou continuer à servir dans leurs grades respectifs. Ceux qui refuseraient le serment devaient être envoyés prisonniers de guerre en France. Le gouverneur fut le premier à prêter ce serment, et le premier aussi à en subir les conséquences. On lui retira son gouvernement, et on l'envoya en France sous escorte. 1809. JANVIER.

La Corogne et le Ferrol sont situés sur les deux rives opposées d'une baie spacieuse, où quatre anses profondes servent d'embouchures aux rivières de Mero, Mandeu, Cume et Juvia. Pendant un siècle entier, toutes les ressources Situation et force du Ferrol.

1809.
Janvier.

de l'art avaient été ajoutées à grands frais aux avantages naturels de la position du Ferrol, et rien n'avait été oublié pour le fortifier et le rendre imprenable. Tant de travaux et de dépenses avaient fini par en faire un des ports les plus avantageux et les plus forts de l'univers. L'entrée ne pouvait en être foreée par des eseadres, dont les vaisseaux auraient eu à pareourir, à la file l'un de l'autre, l'espaee d'une lieue hérissé de batteries. Du côté de la terre, la défense n'était pas moins formidable. A l'époque dont nous nous oecupons, il y avait dans le port huit vaisseaux de ligne, trois frégates, et un nombre eonsidérable de petits bâtimens.

Reddition du Ferrol.

Le maréchal Soult trouva à la Corogne une artillerie de siége suffisante pour feindre d'attaquer le Ferrol, ear il savait fort bien qu'il ne pouvait espérer de s'en rendre maître de vive foree; mais il comptait au reste sur la pusillanimité ou la trahison des chefs, autant que sur l'heureuse étoile de Napoléon. La population était évaluée à huit mille ames, le double de eelle de la Corogne. Les paysans des environs y étaient aceourus, et une nombreuse population, brûlante de haine eontre les Français, ne demandait pour combattre qu'un ehef en qui elle pût placer sa confiance. Ceux qui exerçaient le pouvoir étaient l'objet de soupçons trop bien fondés, et l'amiral D. Pedro Obregon, enlevé à

ses fonctions, fut jeté en prison; cette mesure n'aboutit malheureusement qu'à éloigner un traître pour en mettre un autre à sa place. 1809. JANVIER.

Don François Melgarejo, qui prit le commandement de l'escadre, avait par mer une correspondance avec l'ennemi, tandis que les chefs militaires, tout aussi prêts à fausser leurs sermens et à trahir leur pays, expédiaient des courriers par terre pour le même objet. Aussi, le général Mermet n'eut pas plus tôt fait les premières dispositions pour investir la ville, que les châteaux de la Palma et Saint-Martin lui furent abandonnés. Comme la bravoure et le zèle de la population ne pouvaient rien contre l'infamie et la lâcheté des chefs civils et militaires, la ville fut bientôt après livrée aux mêmes conditions que la Corogne. Obregon, tiré de sa prison, reçut le commandement de l'arsenal, et prêta, en même tems que les complices de sa trahison, serment de fidélité à Joseph.

Enthousiasme des Français.

Si l'on peut reprocher à la junte centrale de s'être fait illusion sur les dangers qui menaçaient le royaume, ou plutôt d'avoir trop partagé ce sentiment de confiance qui fait le fond du caractère espagnol, on ne la vit pas du moins chercher à dissimuler ou à atténuer des désastres inattendus. Elle s'exprima toujours, dans ces circonstances, avec une franchise et une véracité

1809 JANVIER. dignes de la nation qu'elle représentait. En faisant connaître la perte de la Corogne et du Ferrol, elle la rejetait sur la trahison et la lâcheté des chefs dont elle annonçait le châtiment. Cependant les Français ne manquaient pas de se glorifier de leur facile triomphe, et d'y ajouter de nombreux détails. Les événemens de la campagne s'étaient succédé avec tant de rapidité, et avaient été tellement décisifs, qu'ils paraissaient être le résultat d'une victoire signalée. Aussi, selon les bulletins français, trois régimens anglais avaient été complètement détruits, et Sir John Moore tué à leur tête, en cherchant à les rallier. L'artillerie, les bagages, les munitions et les caisses militaires avaient été pris, ainsi que soixante et dix pièces de canon de position, seize mille fusils et deux millions en espèces. Les Anglais avaient, dans leur fuite précipitée, tué cinq mille chevaux. Sans la bataille à laquelle ils avaient enfin été contraints, ils auraient occupé le Ferrol et se seraient emparés de l'escadre. Ainsi venait de se terminer leur expédition en Espagne. Après avoir poussé ce pays à la guerre, ils l'abandonnaient à son malheureux destin. Le royaume de Léon, les provinces de Zamora et de Galice, venaient de leur être enlevés sans coup-férir, et La Romana, qu'ils avaient amené de la Baltique, errait avec les débris de son armée, réduite à

deux mille cinq cents hommes, entre Vigo et Santiago, serré de près par l'armée française. Ces dernières expressions du rapport des généraux français étaient, pour l'Angleterre, un reproche plus cruel et plus vivement senti que la retraite de ses armées. On ne pouvait oublier, en effet, que cette retraite avait attiré à la poursuite de La Romana des forces bien supérieures aux siennes, et que le malheureux général serait sans doute condamné à mort, s'il était pris. 1809 JANVIER.

Poursuite de La Romana.

Il était alors dans une position qui eût semblé désespérée à tout autre qu'à lui; mais déterminé à faire son devoir quel qu'en pût être le résultat, il continua avec intrépidité la lutte qu'il avait commencée. Dès l'instant où il s'était séparé de Sir John Moore, à Astorga, un détachement, commandé par le général Franceschi, avait été chargé de le poursuivre, et lui avait pris trois mille hommes avant qu'il pût entrer à Val-de-Arras. Le maréchal Soult, pour achever la destruction de ce corps, envoya ensuite la division Marchand et un régiment de cavalerie, forces qui lui parurent plus que suffisantes pour cet objet. La Romana laissa son avant-garde sous les ordres de Gabriel de Mendizabal pour couvrir Val-de-Arras; une division fut placée à Pueblo-de-Taibes et Mendaya, pour défendre le pont sur la Bivry, et les autres réparties sur les divers points où elles pouvaient

1809. JANVIER.

trouver des vivres, et être à même de porter du secours aux corps qui seraient attaqués.

Consternation en Galice.

Tout le pays, prévoyant les plus grands désastres, était dans la consternation. Le vicomte de Quintanilla, l'un des députés de Léon à la junte centrale, avait été envoyé à l'armée de La Romana, et sa dissidence d'opinions avec ce général, avant même que la retraite eût commencé, l'avait engagé à prendre de lui-même quelques mesures qui lui parurent avantageuses. Quoiqu'on eût, dès le principe, la certitude que Sir John Moore se disposait à abandonner une cause qu'il considérait comme entièrement perdue, on n'avait jamais supposé qu'il effectuerait sa retraite avec tant de précipitation, et abandonnerait à leurs propres ressources la Corogne et le Ferrol, dont l'occupation était d'une si haute importance pour l'Angleterre, tant que cette puissance prendrait part à la lutte actuelle. De tous les Espagnols, les Galiciens étaient ceux qui devaient le moins s'attendre à voir la guerre à leurs portes, et rien ne peut exprimer l'abattement et la terreur dont ils furent saisis lorsqu'ils virent l'ennemi au milieu d'eux. Quintanilla se rendit à Santiago, dont l'évêque avait pris la fuite, insulté par le peuple et redoutant les outrages dont cette malheureuse époque d'insubordination et de tumultes n'avait offert que trop d'exemples. Comme il

paraissait impossible de s'opposer à l'entrée des Français, Quintanilla voulut au moins les priver d'une partie du butin sur lequel ils comptaient, et proposa de faire mettre en lieu de sûreté l'argenterie des églises; mais ce conseil fut rejeté par le peuple, qui se défiait de toutes les mesures qu'il voyait prendre. 1809. JANVIER.

Retraite de La Romana vers Monterrey.

Cependant l'ame ardente de La Romana n'était point abattue par les dangers qui le menaçaient. La conduite du général anglais n'avait rien diminué de sa confiance dans la nation. Dans l'attente que quelque mouvement serait opéré sur la côte, il porta une de ses divisions de Mezeda à Taboada et autres villages près de Lugo, pour observer et fatiguer l'ennemi par de petites attaques. Cette disposition avait été prise la veille de la bataille de la Corogne. Dans l'après-midi du 17, il apprit que cinq mille Français étaient à Saint-Étienne-de-Ribas, à trois lieues d'Orenze, et, dans la nuit, Mendizabal lui fit savoir qu'il venait d'être attaqué par un détachement qui marchait sur cette ville. La Romana envoya des reconnaissances pour observer ce corps, auquel il était dans l'impossibilité de résister. Dès son entrée en Galice, les nouvelles levées l'avaient abandonné; elles appartenaient à cette province, et les soldats pensèrent avec quelque raison que les mesures qu'ils prendraient eux-mêmes pour la défense

1809. JANVIER.

de leur domicile, seraient plus efficaces que celles de leurs chefs et du gouvernement.

Dans la dernière conférence entre le général espagnol et Sir John Moore, il avait été arrêté que l'armée anglaise, réunie à Villafranca, défendrait l'entrée de la Galice, tandis que La Romana tenterait de concentrer et de réorganiser toutes ses troupes sur la rivière de Sil. Mais la funeste retraite de notre armée laissa le flanc droit et les derrières des Espagnols exposés aux attaques de l'ennemi, qui déjà se disposait à agir. La Romana reconnut que Monterrey était le seul point vers lequel il pût se diriger. Il marcha donc sur cette ville, et, le 21, il établit son quartier-général à Villaza, qui n'en est qu'à une lieue. Il y apprit avec une extrême surprise, que Blake avait abandonné l'armée sans faire connaître les motifs de son départ, emmenant quelques officiers, et laissant à d'autres l'ordre de le suivre en Portugal. Le maréchal-de-camp don Raphael Martinengo était également absent; mais il donna bientôt des explications satisfaisantes sur sa conduite, qui, quoique peu régulière, n'en était pas moins honorable; et l'on reconnut qu'il ne s'était éloigné momentanément que pour faire rejoindre les traînards. Quant au général Blake, servant comme volontaire dans une armée dont il avait eu le commandement, il lui était permis sans doute de

Blake abandonne l'armée.

se retirer; mais non pas comme il le fit, en manquant à la fois à ce qu'il devait au général en chef, à la discipline et à ses compagnons d'armes. Sa disparition et celle des officiers qui le suivirent accrurent considérablement la méfiance et l'abattement des troupes; et les raisons qu'il donna postérieurement, pour excuser son départ, contribuèrent, dans la même proportion, à décourager le peuple. La Romana disait au ministre de la guerre, en lui apprenant cette nouvelle : « Je puis assurer à Votre Excellence que si jamais je donnai une preuve irrécusable de mon patriotisme, de mon amour pour mon roi, et de ma reconnaissance pour un gouvernement qui m'a comblé de tant de faveurs, ce fut lorsque j'acceptai le commandement de cette armée, dans la situation où elle se trouvait, commandement que je conserve encore malgré l'abandon de ceux sur qui je croyais pouvoir compter. J'ignore en quoi consiste le patriotisme dont certains officiers parlent tant. Le moindre revers, la moindre contrariété les abat : ils ne songent plus qu'à leur propre sûreté; ils sacrifient leur patrie et compromettent leur chef. » 1809. JANVIER.

Le général espagnol reçut bientôt après la nouvelle que Sir John Moore avait péri dans une affaire contre le maréchal Soult. Il calcula que sans doute cette catastrophe n'aurait point Les Français abandonnent leur poursuite.

1809. JANVIER. eu lieu s'ils avaient attaqué ensemble les Français à Saldana, et il était convaincu que la réunion de ses troupes à l'armée anglaise eût suffi pour rejeter l'ennemi au-delà des Pyrénées. Mais après l'embarquement de l'armée anglaise, la Corogne et le Ferrol étaient encore des points de résistance, et, si les commandans de ces places faisaient leur devoir, La Romana pouvait espérer de rendre de nouveaux services. Dans cette attente, il fit des dispositions pour couvrir la province de Tuy; mais, arrivé à la Guiranda, il y apprit, dans la nuit, que les Français étaient aux environs. Ses troupes, en état de harceler un ennemi qui aurait eu à faire face à un autre corps d'armée, eussent été complètement anéanties dans une bataille rangée. Il retourna donc à Oimbre, avec l'intention, s'il était poursuivi, d'entrer en Portugal, de se rendre à Ciudad-Rodrigo, par le Tras-os-Montes, et de renforcer quelques corps avec le peu de soldats qui lui restaient. Les Français, au surplus, ne pensaient pas que les débris de cette armée eussent assez d'importance pour qu'on prît la peine de les poursuivre, et ne savaient pas même où se trouvaient La Romana et la poignée de fugitifs qui l'accompagnaient, tandis que, de son côté, le général espagnol ignorait complètement tout ce qui se passait sur la Péninsule.

1809. JANVIER.

Napoléon apprend que l'Autriche arme contre lui.

Napoléon n'avait jamais éprouvé une aussi vive satisfaction qu'au moment où il quitta Madrid avec l'espoir de surprendre Sir John Moore. Il avait le projet d'aller à Lisbonne, et les troupes avaient déjà reçu les ordres à cet effet; mais le désir de battre une armée anglaise fit changer cette résolution. Cependant, lorsqu'il reconnut qu'il fallait renoncer à cet espoir, il s'arrêta à Astorga, où, du reste, il reçut des dépêches qui nécessitaient son prompt retour en France. Napoléon avait sur l'Autriche des projets qu'il avait dissimulés à Alexandre pendant leurs conférences à Erfurth; et, avant de les mettre à exécution, il voulait terminer la conquête de l'Espagne. Mais il apprit tout à coup que l'Autriche, au lieu d'attendre le coup qui la menaçait, se disposait à s'y soustraire, en profitant, pour attaquer elle-même, de la diversion que faisait la guerre de la Péninsule. Il retourna donc d'Astorga à Valladolid, où il demeura quelques jours encore pour arrêter envers l'Espagne un plan d'attaque définitif.

Nouveaux projets de Napoléon sur l'Espagne.

Parmi les qualités que l'on peut accorder à Napoléon, il faut mettre au premier rang l'attachement qu'il montra pour les membres de sa famille; mais ce sentiment, quelque profond qu'il fût, s'évanouissait toujours devant son insatiable ambition. Ce fut de bonne foi, et sans arrière-pensée, qu'il donna l'Espagne à

1809. JANVIER.

Joseph. Cependant la résistance faite à l'usurpation, les revers récemment éprouvés par les armées françaises, devaient, en blessant son amour-propre, modifier considérablement ses idées. Dans cette disposition d'esprit, il reprocha à Joseph d'avoir contribué, par son départ de Madrid, à fomenter la sédition; il le traita avec froideur, pour ne pas dire avec dédain, et, sans le consulter, promulgua, en son propre nom, plusieurs décrets relatifs à l'administration du royaume. Une pareille conduite ne pouvait que blesser vivement Joseph. Placé sur le trône, il avait droit aux respects que commande le rang suprême, et tout ce qui tendait à l'abaisser n'était pas fait pour le recommander aux yeux d'une nation indépendante et fière. Une autre cause de mécontentement existait encore entre les deux frères. Napoléon était dans l'habitude de faire nourrir ses troupes par le pays sur lequel il pénétrait. La guerre ne lui était point onéreuse; tous les frais tombaient sur ses ennemis ou sur ses alliés. Il s'était flatté d'en agir de même en Espagne; mais, à l'époque même où Joseph était maître de Madrid, il ne recevait pas d'autres subsides que ceux que lui fournissait la ville, et loin de pouvoir solder et nourrir les armées de son frère, il comptait sur lui pour l'entretien de sa propre cour. Il avait cherché à lui prouver aussi combien était impoli-

tique le système d'exactions militaires suivi jusqu'alors. Napoléon commença à reconnaître qu'un roi d'Espagne, à quelle dynastie qu'il appartînt, finirait toujours par épouser les intérêts exclusifs de la nation, et par s'affranchir de cette obéissance passive sur laquelle il avait compté. Après avoir solennellement garanti l'intégrité du royaume, et proclamé son frère comme souverain, il ne pouvait pas revenir tout d'un coup sur ces dispositions; mais il avoua à M. de Pradt qu'en investissant Joseph de la couronne d'Espagne, il n'avait pas bien apprécié toute la valeur de ce don : il espérait au reste que de nouvelles fautes commises par l'administration remettraient le royaume entre ses mains, et il se proposait alors de le diviser en cinq vice-royautés.

1809. Janvier.

Son retour en France.

Il ne prévoyait pas que rien pût s'opposer à cette nouvelle résolution. La facilité avec laquelle les troupes espagnoles avaient été dispersées lui faisait mépriser toute résistance militaire, et il n'avait aucune idée de la force morale de la nation. Après avoir lu une dépêche qu'il venait de recevoir de son armée en Galice, il dit à ceux qui l'entouraient : « Tout va bien, La Romana ne peut pas tenir plus de quinze jours ; les Anglais ne feront pas de nouvelle tentative, et dans trois mois la guerre sera terminée. » Un des maréchaux présens voulut dire

1809. JANVIER. un mot de l'énergie du peuple et des difficultés du pays. « C'est une Vendée, répondit-il, et j'ai pacifié la Vendée. La Calabre était aussi dans le même cas. Partout où il y a des montagnes, on peut s'attendre à trouver des insurgés. Cependant le royaume de Naples est tranquille maintenant. Ce n'est pas assez de savoir commander une armée, il faut avoir des vues générales. Le système continental n'est plus ce qu'il était du tems de Frédéric. Les grands états doivent absorber les petits. Les prêtres, qui ont ici beaucoup d'influence, s'en servent pour exaspérer le peuple; mais les Romains, et plus tard les Maures, ont conquis l'Espagne, bien plus redoutable alors qu'elle ne l'est aujourd'hui. J'établirai un gouvernement, au soutien duquel j'intéresserai la noblesse. Au reste, que demande l'Espagne? le prince des Asturies? la moitié de la nation n'en veut pas; d'ailleurs il est mort pour le royaume. On prétend que la population est contre moi; mais l'Espagne est un vaste désert, elle n'a pas cinq hommes par lieue carrée: elle apprendra bientôt tout ce que peut un grand peuple. » Ce fut dans ces dispositions menaçantes que Napoléon effectua son départ pour la France.

Discours de Napoléon aux habitans de Madrid. Peu de jours avant son départ de Madrid pour marcher contre les Anglais, le corrégidor lui avait présenté une adresse rédigée au nom des

habitans. On le remerciait de la clémence qui l'avait porté à oublier les désordres qui avaient eu lieu pendant l'absence du roi. On demandait à revoir bientôt ce souverain, dont le caractère promettait à l'Espagne un gouvernement fait pour en assurer le bonheur. « Je reçois avec plaisir, répondit Napoléon, l'expression des sentimens de la ville de Madrid. Après les maux qu'elle a soufferts, je m'applaudis d'avoir pu la soustraire à des calamités plus grandes encore, et je n'ai fait en cela que ce que je devais à mon rang et à la nation que je gouverne. La vengeance a été satisfaite; elle est tombée sur dix des principaux coupables; un pardon absolu est accordé à tout le reste. » Il s'étendit ensuite sur les réformes dont il prétendait se servir pour accoutumer l'Espagne à un joug étranger. « En maintenant les prérogatives du clergé, j'ai cru devoir, dit-il, restreindre le nombre des moines. Ceux dont les vœux ont été déterminés par la voix de la religion, resteront dans leurs cloîtres. Quant à ceux dont la vocation est douteuse, ou tient à des considérations terrestres, ils prendront rang parmi les prêtres séculiers. L'excédant des propriétés monastiques est destiné à former des établissemens pour les curés, portion du clergé si respectable et si utile. J'ai supprimé ce tribunal, condamné par l'opinion de l'Europe et par celle du siècle. Les prêtres veilleront au

1809. JANVIER.

1809. JANVIER. maintien des bonnes mœurs, mais ils n'auront désormais aucun pouvoir temporel sur les citoyens. J'ai annulé les priviléges usurpés par les grands dans les tems de troubles. J'ai aboli tous les droits féodaux; il sera permis à chacun, en respectant les lois, de se livrer à tous les moyens d'industrie qui seront à sa disposition. Les richesses, la prospérité et l'égoïsme de quelques individus étaient plus préjudiciables à votre agriculture que les chaleurs dévorantes de la canicule. Toutes les juridictions particulières étaient autant d'envahissemens en contradiction avec les droits du peuple : je les ai abolies. De même qu'il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir, dans un état, qu'un seul pouvoir judiciaire.

» Rien ne peut s'opposer désormais à l'exécution de mes desseins; mais il serait hors de mon pouvoir de régénérer l'Espagne, si elle conservait contre la France ces sentimens de haine que les partisans de l'Angleterre et les ennemis du continent ont cherché à lui inspirer. L'indépendance des Espagnols n'aura rien de stable, tant que leur souverain ne pourra pas compter sur leur attachement et leur fidélité. Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les dissentions de la famille royale ont été fomentées par l'Angleterre. Ce n'était point seulement l'abdication du roi Charles et le renvoi de son favori, qu'avait en vue le duc de l'Infantado,

instrument de la Grande-Bretagne; son intention était de faire revivre l'influence de ce gouvernement sur l'Espagne. Une guerre continentale sans fin eût été le résultat de ce projet insensé. Il ne peut exister sur le continent aucun état soumis à l'influence de l'Angleterre. Je pourrais aisément, si je me voyais contraint à adopter cette mesure, gouverner l'Espagne, en la divisant en autant de vice-royautés qu'elle contient de provinces. Cependant je suis prêt à renoncer à mes droits de conquête en faveur du roi, à l'établir à Madrid, aussitôt que les citoyens honorables que renferme cette capitale, le clergé, la noblesse, les négocians et la magistrature, auront prêté serment de fidélité, et par leur exemple prouvé à la nation que son existence et son bonheur reposent sur une constitution forte en faveur du peuple, et contraire seulement aux intérêts de quelques privilégiés. Si tels sont les sentimens des habitans de la capitale, qu'ils se réunissent dans les églises; en présence du Saint-Sacrement, qu'ils y promettent, non-seulement de bouche, mais de cœur, et sans équivoque jésuitique, une fidélité inviolable envers leur souverain; que les prêtres dans le confessionnal et sur la chaire de vérité, les négocians dans leur correspondance, les hommes de loi dans leurs discours et leurs écrits, cherchent à propager ce sentiment parmi le peuple. 1809 JANVIER.

1809. JANVIER.

A ces conditions, je renoncerai à mes droits; je placerai le roi sur son trône, et je deviendrai l'ami et le protecteur de l'Espagne. Les hommes de la génération présente peuvent différer dans leur manière de voir : les passions ont été trop agitées pour qu'il en soit autrement; mais vos descendans me béniront comme leur bienfaiteur : ils célébreront comme un jour mémorable le jour où, pour la première fois, je parus parmi vous, et ils dateront de cette époque le bonheur de l'Espagne. » En terminant, il dit au corrégidor : « Vous avez entendu ma détermination. Consultez vos concitoyens, et arrêtez ensemble le parti que vous avez à suivre; mais, quel qu'il soit, que la sincérité préside à votre détermination, et que vos sentimens me soient connus sans détour. »

Des registres furent ouverts dans les différens quartiers de la capitale; et, s'il faut en croire les bulletins français, trente mille pères de famille vinrent en foule y déposer leurs vœux, pour que le conquérant voulût bien terminer les malheurs de l'Espagne, en leur accordant pour souverain son auguste frère. Si cet empressement, bien difficile à croire, fut en effet manifesté, on ne peut l'attribuer qu'à la préférence peu flatteuse que donnait le peuple de Madrid au gouvernement de Joseph, sur celui de Napoléon : de deux maux il choisissait le moindre.

Mais un vote de cette espèce rappelle ceux par lesquels Napoléon obtint successivement le consulat à vie et l'empire.

1809. JANVIER.

La population de Madrid prête serment de fidélité à Joseph.

Au reste, cette formalité et celle de la prestation de serment furent différées jusqu'après le départ de Napoléon. « S'il en était autrement, disait le journal français, on pourrait croire que la crainte peut influer sur ces démarches. Entièrement libres, elles n'en auront que plus de force. » Les signatures furent donc apposées sur les registres; les prêtres furent contraints de recevoir à l'autel le serment de fidélité à Joseph. Heureusement le catholicisme a de certaines réserves en pareil cas, et les Français eux-mêmes savaient fort bien que les mêmes prêtres pouvaient, dans la suite, délier de leur serment ceux à qui ils le faisaient prêter.

Adresse à Joseph

Les personnes appartenant aux classes élevées de Madrid n'avaient pas déployé, au commencement des troubles, plus de patriotisme qu'elles n'avaient montré de vertus dans leur conduite antérieure. On n'avait pas vu un seul individu, remarquable par son rang, son influence ou sa fortune, embrasser avec franchise et dévouement la cause de la nation; tant il est vrai que ceux qui ont le plus grand intérêt à la prospérité et à l'honneur de leur patrie sont rarement les premiers à embrasser sa défense! Les diffé-

1809. JANVIER. rens corps constitués de la capitale firent parvenir à Napoléon, pendant son séjour à Valladolid, des adresses pour solliciter le retour de Joseph. Le conseil d'état fit porter par un député l'hommage de la reconnaissance que lui inspirait la généreuse clémence de l'empereur. « Quelle gratitude, dit cet orateur, ne doit pas nous inspirer le soin que vous avez pris de soustraire l'Espagne à des conseils perfides qui, depuis un demi-siècle, l'ont plongée dans tant de malheurs; de chasser de notre territoire les armées anglaises qui prétendaient en faire le théâtre d'une guerre continentale! A l'expression de sa reconnaissance pour ces bienfaits, que le conseil d'état dépose aux pieds de Votre Majesté, il ose joindre une autre demande. Daignez, sire, confier à notre loyauté votre auguste frère, notre souverain; permettez-lui de rentrer à Madrid, et de reprendre les rênes du gouvernement. Sous les lois de cet auguste prince, dont la douceur, la sagesse et la justice sont connues de toute l'Europe, la monarchie espagnole, veuve et désolée, retrouvera un père et un soutien. » D. Bernard Yriarte parla au nom du conseil des Indes, et dans le même sens. Le conseil des finances, celui de la guerre, demandaient avec une égale instance, avec les mêmes supplications et les mêmes bassesses, le prompt retour de Joseph. Le conseil

de la marine seulement crut devoir ajouter à cette demande l'espoir qu'il avait de pouvoir contribuer à l'affranchissement des mers. 1809. JANVIER.

Décrets de Joseph.

Cependant Joseph manifestait par de nombreux décrets la souveraineté dont il était investi. La circulation dans le commerce des monnaies françaises fut permise, jusqu'à ce qu'on eût pris de nouvelles mesures à cet égard. Les appointemens de tous les salariés du gouvernement furent suspendus, jusqu'à la prestation du serment de fidélité. Joseph créa aussi un nouvel ordre militaire qu'il appela *Ordre militaire d'Espagne*, et dont il se déclara le grand-maître. Les deux plus anciens capitaines généraux de l'armée et de la marine devaient toujours en être le grand chancelier et le grand trésorier; mais l'ordre était ouvert aux militaires de tout grade qui pouvaient mériter d'en faire partie : une forte dotation y était attachée, et la décoration en était une étoile cramoisie, portant d'un côté le Lion de Léon, avec les mots : *Virtute et Fide;* de l'autre, le château de Castille et cette légende : *Joseph Napoleo, Hispaniarum et Indiarum rex, instituit.* D'autres décrets prescrivirent aussi la levée de nouveaux régimens, dont un fut appelé le Royal-Étranger, et un autre, le Premier Régiment de la Brigade Irlandaise.

Le 22 janvier, Joseph rentra dans la capitale d'où l'indignation et la haine du peuple l'avaient

1809 JANVIER. naguère forcé de sortir. Au point du jour, cent coups de canon, annonçant son approche, semblèrent rappeler à quel titre il montait sur le trône d'Espagne, et par quels moyens il se disposait à soutenir ses prétentions. De la porte d'Atocha à l'église de Saint-Isidore, et de ce dernier point au palais, des troupes françaises bordaient la haie, et des piquets étaient placés de distance en distance. La cavalerie alla au devant de Joseph sur la place de *Las Delicias*. Là il quitta sa voiture pour monter à cheval et le cortége se mit en marche. On y voyait figurer les aides-de-camp du roi, ses écuyers, le grand major-dome, le grand-maître des cérémonies, le grand veneur, les membres des différens conseils, et ces nobles, qui, abandonnant la cause de leur patrie, jetaient une tache d'infamie sur des noms illustrés par leurs aïeux. A la porte d'Atocha, le gouverneur présenta au roi les clefs de la ville. A l'église Saint-Isidore, l'évêque en habits pontificaux, les chanoines et les vicaires, s'avancèrent au devant de lui, et les six plus anciens chanoines le conduisirent à un trône sur lequel il prit place. Il répondit à la harangue que l'évêque lui adressa :

« Avant de rendre grâce, à l'arbitre suprême des destinées, de mon retour dans la capitale du royaume qu'il a confié à mes soins, je veux répondre aux témoignages d'affection que je reçois

et y répondre en révélant mes plus secrètes pen- 1809. Janvier.
sées, devant le même Dieu qui vient de recevoir les sermens de fidélité à ma personne. Je déclare donc, devant ce Dieu qui connaît le fond des cœurs, qu'en montant sur ce trône je n'obéis qu'à ma conscience et à mon devoir; je suis prêt à vous sacrifier mon propre bonheur, parce que je sais que vous avez besoin de moi. L'unité de notre sainte religion, l'indépendance de la monarchie, l'intégrité du territoire, et la liberté des citoyens, sont les conditions du serment que j'ai prêté en recevant la couronne. Cette couronne, en passant sur ma tête, ne perdra rien de son éclat, et, si les vœux de la nation secondent mes efforts, je deviendrai bientôt, en faisant le bonheur de mon peuple, le plus heureux des souverains. »

FIN DU TOME SECOND.

TABLE

DES MATIÈRES DU SECOND VOLUME.

LIVRE HUITIÈME.

Mesures prises en Angleterre. — Succès des Français dans le nord de l'Espagne. — Ils échouent en Catalogne. — Moncey est repoussé de Valence. — Dupont entre à Cordoue. — Bataille de Rio Seco. — Entrée de Joseph à Madrid. — Capitulation de l'armée de Dupont. — Les Français évacuent Madrid.

LIVRE NEUVIÈME.

Siége de Sarragosse.

LIVRE DIXIÈME.

Insurrection de Portugal.

LIVRE ONZIÈME.

Premiers résultats de la participation de l'Angleterre aux événemens de la Péninsule. — Évacuation du Portugal par les Français.

LIVRE DOUZIÈME.

Établissement de la junte centrale. — Opérations en Catalogne. — Mouvement des armées espagnoles. — Les troupes espagnoles s'échappent du Danemark.

LIVRE TREIZIÈME.

Conduite du gouvernement français. — Conférences d'Erfurth. — Propositions de paix. — Napoléon entre en Espagne.

LIVRE QUATORZIÈME.

Napoléon entre en Espagne. — Défaite des armées espagnoles. — Reddition de Madrid. — Les Espagnols se rallient à Cuença et sur le Tage.

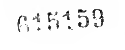
LIVRE QUINZIÈME.

Campagne de l'armée anglaise sous Sir John Moore.

LIVRE SEIZIÈME.

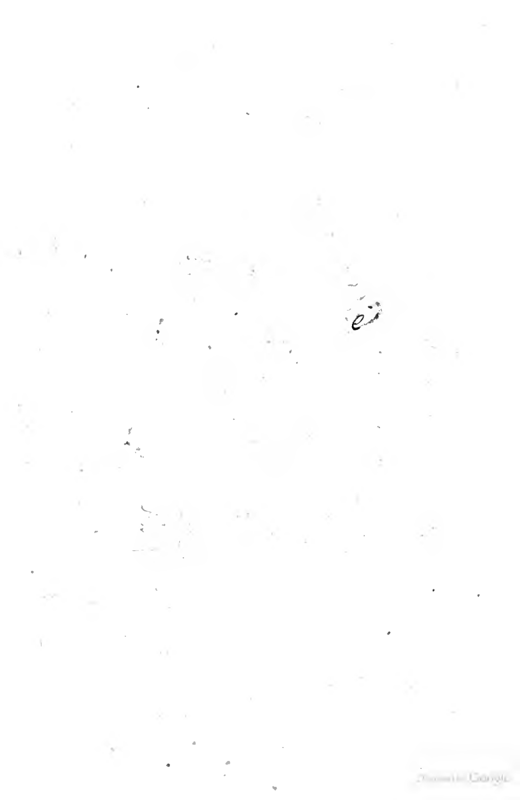
Traité entre l'Angleterre et l'Espagne. — Reddition de la Corogne et du Ferrol. — Situation de La Romana. — Rentrée de Joseph à Madrid.

FIN DE LA TABLE.


615159



Digitized by Google




27. Armadio.
Scansia Lett. C
N.° 31.



